

CSCE : un nouveau départ

Matrasquage policier des parades des droits de l'homme à Prague et à Leipzig, succès diplomatique de ces derniers à Vienne : les événements survenus dimanche 15 janvier dans ces deux villes d'Europe centrale ne pouvaient pas mieux illustrer la disparité des conditions dans lesquelles s'édifie la « maison européenne » chère à M. Gorbatchev.

Cette disparité s'est d'ailleurs manifestée jusqu'à la dernière minute des travaux de la conférence de Vienne sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Fait unique dans les annales diplomatiques, le représentant de la Roumanie, sans aller jusqu'à rompre le consensus sur le document final, a refusé de signer le document.

« On a cru devoir préciser que son gouvernement n'assurait aucun engagement de mettre en œuvre ses dispositions », notamment celles qu'il considère comme encourageant « des manifestations d'obscureté rétrograde ».

Il entendait par là les nouvelles libertés reconnues aux citoyens européens par les signataires, et dont certaines, comme le droit à l'éducation religieuse (et non plus seulement à la pratique des rites), malmènent quelque peu l'orthodoxie communiste. De fait, qu'il s'agisse de religion, de liberté de circulation ou d'information (illustrée notamment par l'arrivée de journalistes occidentaux par l'URSS), la Roumanie n'a pas eu de cesse de se défendre jusqu'à présent entre l'Est et l'Ouest.

La « nouvelle pensée » à l'honneur à Moscou explique bien évidemment cette heureuse conclusion. La précédente phase de la CSCE, de 1980 à 1983 à Madrid, avait été dominée par la « crispation » de la direction soviétique d'alors et par les colères de M. Gromyko : elle avait même failli capoter après la destruction du Boeing sud-coréen par la chasse soviétique en septembre 1983. La phase de Vienne, ouverte en novembre 1988 avec les premières avancées de la glasnost et la demande — qui paraissait alors saugrenue — de M. Chevardnadze de tenir une conférence de « suivi » sur les droits de l'homme à Moscou. A force de gestes soviétiques, cette demande a finalement été acceptée même par Mme Thatcher et par M. Reagan.

La ténacité avec laquelle les Occidentaux, dès la première CSCE, à Helsinki en 1975, ont mis en avant leurs revendications en matière des droits de l'homme se trouve ainsi justifiée « a posteriori ». Leonid Brejnev n'y attachait guère plus d'importance alors que M. Gromyko aujourd'hui, mais son successeur a finalement tenu compte de la pression internationale. D'autant que les dissidents n'avaient pas attendu sa permission pour utiliser au maximum l'Acte final d'Helsinki à l'appui de leurs droits.

Parallèlement, les « troncants » ouvrent une nouvelle page de leurs relations militaires avec les négociations sur la stabilité conventionnelle en Europe (NSC) qui vont débiter à Vienne en mars. Là encore, les progrès accomplis depuis 1988 permettent de bien augurer de ces conversations, malgré leur immense complexité. Décidément, Vienne aura marqué, malgré les combats d'arrière-garde menés ici ou là, un nouveau départ.

(Lire nos informations pages 3 et 4)

M 0147-01170-4,50 F



3790147004500 01170

L'inflation atteignant 1 000 %

Le Brésil met en route un nouveau plan d'austérité

Trois ans après le lancement du plan Cruzado, qui devait débarrasser le Brésil de son inflation galopante, le président de la République, M. José Sarney, a annoncé, le 15 janvier, le démarrage du plan Eté, dont les objectifs et les principes sont les mêmes.

Avec le blocage des prix et des salaires, ce plan entend faire baisser l'inflation, qui atteint actuellement près de 1 000 % en rythme annuel.

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Le président Sarney vient de décider une fois de plus de bloquer les salaires et les prix pour enrayer une inflation qui a été de près de 1 000 % l'an dernier.

Les responsables de l'économie brésilienne avaient pourtant répété qu'il n'en serait plus jamais question, après les échecs précédents. C'était presque une question de doctrine pour le ministre des finances, M. Mailson da Nobrega, qui voyait dans la

réduction du déficit public la seule vraie méthode de lutte anti-inflationniste, et jugeait artificiel et inefficace un blocage général.

Voilà pourtant que le chef de l'Etat, deux ans après la déroute du plan Cruzado, annonce un plan Eté, qui en est une nouvelle version.

L'Argentine avait lancé il y a cinq mois un plan Primavera (printemps), qui était alors la saison dans l'hémisphère sud. Le Brésil lui emboîte donc le pas.

CHARLES VANHECKE
(Lire la suite page 32)

L'enlèvement de l'ancien premier ministre belge M. Vanden Boeynants victime de terroristes ou d'escrocs ?

La police belge est convaincue que l'ancien premier ministre, M. Paul Vanden Boeynants, disparu depuis samedi soir 14 janvier, a été enlevé. S'agit-il d'un acte terroriste ou d'une opération menée par des escrocs ? Des appels anonymes ont revendiqué l'enlèvement, mais ils émanent d'organisations inconnues. M. Paul Vanden Boeynants est un des hommes politiques les plus connus, mais aussi les plus controversés de Belgique.

BRUXELLES
de notre correspondant

Affaire politique ? Crapuleuse ? Privée ? : les responsables de la police belge, qui ont mis en place un dispositif de sécurité exceptionnel, ne pouvaient, encore, lundi 16 janvier dans la matinée, qualifier les raisons de l'enlèvement, vraisemblablement samedi en fin d'après-midi, de l'ancien premier ministre belge, M. Paul Vanden Boeynants.

L'homme politique avait quitté son bureau peu avant 18 heures au volant de sa Mercedes pour

rentrer chez lui, dans un des quartiers huppés de Bruxelles, avant d'aller dîner ensuite avec des amis. Il n'était toujours pas dans son appartement vers 22 heures. Son épouse se rendit alors au garage où l'ancien premier ministre a l'habitude de laisser sa voiture. Celle-ci s'y trouvait bien, mais il y avait à côté des traces de bagarre ; les enquêteurs, appelés aussitôt, découvrirent la pique de M. Vanden Boeynants, mais aussi une de ses chaussures et son appareil auditif.

JOSÉ-ALAIN FRALON
(Lire la suite page 3.)

Les projets sur l'enseignement et la rivalité Rocard-Jospin

La bataille de l'éducation

Semaine décisive pour le grand débat sur l'enseignement. M. Jospin fera, mardi 17 janvier, au conseil des ministres une communication sur le dossier avant de présenter dans l'après-midi le projet de loi d'orientation.

Le lendemain, ouverture de la négociation avec les syndicats sur la revalorisation de la condition enseignante.

Le gouvernement socialiste aurait-il dilapidé, en quelques mois, le capital de confiance dont

il disposait dans le difficile dossier de l'éducation nationale ?

On peut se poser la question, à voir les déplorables conditions politiques dans lesquelles s'ouvrent cette semaine, avec l'ensemble des partenaires, des négociations décisives.

La « priorité à l'éducation » affichée par le président de la République ouvrait des perspectives stimulantes.

FREDERIC GAUSSEN
(Lire la suite page 23.)



Un entretien avec l'ancien roi d'Afghanistan « Le Parti communiste devra être exclu d'un gouvernement de transition »

Le général Boris Gromov, commandant en chef des troupes soviétiques en Afghanistan, a affirmé, dimanche 15 janvier, dans un entretien télévisé, que l'armée rouge aurait fini d'évacuer ce pays « avant le 15 février ».

ROME
de notre correspondant

Pour rapatrier tous leurs soldats avant le 15 février 1989, les Soviétiques n'ont plus qu'un petit mois. Les négociations avec les moudjahidins sont rompues. Il ne reste plus aux Soviétiques qu'une seule carte dans leur manche, celle de Zaher Chah, l'ancien roi d'Afghanistan.

Exilé depuis plus de quinze ans dans une villa de la banlieue romaine, Zaher Chah, soixante-quatre ans, déchu par son républicain de cousin Daoud, en 1973, se prépare discrètement à la revanche de l'histoire.

Le coup d'Etat contre lui avait été préparé avec l'aide des communistes, qui se débarrasseront de l'ennemi commun un peu plus tard. Aujourd'hui, la roue tourne.

Ce sont ces mêmes communistes qui ont besoin de lui. Pas pour conserver le pouvoir, non, simplement pour sauver ce qui peut l'être. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, l'ancien roi s'est prononcé « contre la chasse aux sorcières » après le départ des troupes soviétiques. Pour autant, il rejette la participation à un gouvernement de transition ou de coalition de ceux « qui sont responsables de l'intervention soviétique » dans son pays. A son avis, « les partis communistes devraient être dissous », même si le futur Afghanistan devra « reprendre des relations de bon voisinage, basées sur le respect mutuel avec tous ses voisins, y compris l'URSS ».

Grand et distingué, droit comme un « I » dans son impeccable complet noir, l'ancien monarque retrouve les feux de l'actualité avec une visible appréhension. Bien que francophile jusqu'au bout des ongles, ancien élève de Janson-de-Sailly, lecteur averti de Marguerite Yourcenar, il répond aux questions en pastou, le dialecte de son ethnie.

C'est le général Wali, à la fois cousin, beau-frère, ordonnance,

attaché de presse et peut-être plus encore, qui traduit les propos de l'ex-roi. C'est le lot des rois, même anciens, que d'avoir... un « entourage ». Et si, à tort ou à raison, on a tendance à croire Zaher Chah quand il affirme, de sa voix sourde, ne pas chercher à récupérer son trône, nul ne sait ce que pense la cour immédiate...

Le credo des royalistes afghans, écrit un expert de la question (1), a été, tout au long de la guerre, assez cohérent : « Quelle que soit notre force militaire, nous représentons la seule solution politique acceptable pour les Soviétiques car nous avons donné légitimité et nous avons donné sous l'ancien régime tous les gages de non-alignement et de respect des intérêts de l'URSS ».

L'ancien roi, tout en se défendant de vouloir reprendre son sceptre perdu, ne dit pas, finalement, autre chose.

PATRICE CLAUDE.

(Lire page 5)

LES PROPOS DE ZAHER CHAH.

(1) Olivier Roy, *Afghanistan, islam et modernité politique*, collection « Esprit », Seuil.

JEAN-PHILIPPE TOUSSAINT L'appareil-photo

« Une ironie féroce, oblique, pastellienne »
Jacques-Pierre Amette, *Le Point*

« Un roman brillant, moqueur, tendre, et certainement plus difficile qu'il ne paraît à première vue »
Michèle Bernstein, *Libération*

« Là où d'autres sont simplement habiles ou légers, Jean-Philippe Toussaint réussit avec souplesse un tour de force. Car il ne se contente pas d'avoir un regard, mais une pensée. Une pensée qu'il sait transformer en regard »
J.M. de Montremy, *La Croix*

« Dire que *L'appareil-photo* est un livre superficiel, c'est simplement rendre compte de l'ambition et de la réussite d'un projet qui envisage de dire le plus secret et le plus subtil de l'angoisse humaine sans recourir aux artifices de la profondeur »
Pierre Lepape, *Le Monde*

★ M 49 F
MINUIT

Débats

POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

Le grand dessein

par ALAIN TOURAINE

La vie publique est vide et ses discours sont creux. Au moment où la France se retourne vers le souvenir de sa Révolution, où est son grand dessein pour le siècle qui s'approche ? Le premier ministre répond que ce n'est pas l'affaire du gouvernement et que ce serait bien mal encourager la société civile que de lui imposer une mobilisation générale. Il a raison, et son silence doit être compris comme un appel : à nous, qui nous plaçons du côté de la société, de formuler ce qui apparaît à la majorité de la population comme un objectif à atteindre ou inversement comme un danger à écarter. Entendons cet appel, car la désorientation actuelle vient en grande partie de notre difficulté à passer d'une manière de penser et de parler à une autre.

Il y a deux cents ans, la grande affaire était de remplacer les privilèges de quelques-uns par les droits de tous les citoyens et de fonder la Nation face à l'Ancien Régime. Il y a cent ans, c'était de faire reconnaître les droits des travailleurs face à leurs employeurs, par la loi ou par la négociation, poussées l'une et l'autre par l'action syndicale. Dans les deux cas il s'agissait de renverser le pouvoir absolu de la naissance ou de l'argent et d'assurer au plus grand nombre une participation toujours plus large à tous les aspects de la vie sociale. Après avoir défendu le citoyen, puis le travailleur, quel droit voulons-nous faire reconnaître ? C'est le droit de chacun à choisir et à diriger sa vie personnelle. Rien ne soulève plus nos passions que les débats sur nos conduites à l'égard de la vie : conditions de la naissance, contraception, avortement, traitement de la maladie, transplantation d'organes, expériences sur les malades, soins aux mourants. Au-delà de notre droit à une vie telle que nous puissions la définir nous-mêmes comme humaine, nous affirmons, quand nous parlons des droits de l'homme, le droit de chacun à échapper à ce qui le prive de sa liberté : pouvoir arbitraire, misère et famine, intolérance religieuse et culturelle. Ce n'est plus contre les privilèges de la naissance et le

poids des traditions que nous nous révolons, car notre monde moderne a largement détruit les héritages, en même temps qu'il multipliait sa puissance de création, de contrôle et de changement ; c'est contre nos propres œuvres, quand elles se retournent contre nous, comme déjà au siècle dernier la machine s'est retournée contre l'ouvrier, comme aujourd'hui la ville se retourne contre le citoyen, la bureaucratie contre l'administré, la production contre l'écosphère. Nous ne demandons plus à participer davantage mais à être mieux protégés contre le pouvoir illimité des appareils de production, de gestion et de communication.

Cage de fer

La défense de l'individu a longtemps été un thème de droite face à une gauche qui se disait collectiviste : c'est l'inverse aujourd'hui. Les conservateurs sont ceux qui imposent aux individus les lois du marché, du changement, du pouvoir, tandis que les plus fortes protestations s'élèvent pour défendre les dissidents, les boat-people, les chômeurs sans domicile fixe, les minorités opprimées, les enfants séparés de leurs parents. Libéralisme comme socialisme sont aujourd'hui des mots à double sens. Des libéraux défendent le marché contre l'idée de justice sociale, mais d'autres défendent les libertés individuelles et collectives contre les appareils dominants. Des socialistes défendent les droits des catégories défavorisées, mais le drapeau du socialisme flotte sur les régimes qui tiennent sous leur botte la moitié de l'Europe.

Pendant deux siècles au moins, les intellectuels les plus influents ont proclamé que seule la science libérerait de l'irrational et de l'arbitraire, que la modernité était synonyme de rationalisation, et que tout appel au sujet ou à la personne était réactionnaire. Ils ont ainsi contribué à nous enfermer dans ce que Max Weber a appelé la « cage de fer » d'une modernité rationalisée. Nous devons changer le sens de notre marche

et, contre le pouvoir croissant des appareils qui nous transforment en masse ou en clientèle, donner une importance centrale au droit de chaque individu à construire et à gérer sa vie personnelle.

Mais à peine avons-nous formulé ce principe que nous en découvrons une conséquence inattendue. L'individu ne résiste pas à la pression du pouvoir et de la misère avec ses seules forces ; il appuie sa défense sur ses projets, mais aussi sur sa mémoire, sur son passé, une communauté, des rites et des mythes, des croyances profondes. Ceux qui ont résisté aux contraintes les plus inhumaines n'y sont parvenus qu'en s'intégrant dans une organisation, en s'appuyant sur une foi, religieuse ou non. Partout, dans un monde dominé par la puissance et la richesse, se rassemble, comme force de défense, la conscience d'appartenir à une nation, à une Eglise, à un genre de vie, à une famille. Faut-il conclure tristement que l'individu n'est qu'une ombre, fuyant entre le ciblage des propagandistes ou des publicitaires et la pression étouffante des communautés et des Eglises ? Aucune, car il est possible de se garder d'un côté contre les appareils, en en appelant à la liberté personnelle de choix, et de l'autre contre les communautés en restant fidèle à l'esprit de modernité et à la force critique de la raison. Plus simplement, l'appel à la personne, au sujet personnel, est bien la plus grande force d'affirmation et de protestation dans une société dont la puissance est souvent écrasante. Ce n'est pas seulement parce que cette nouvelle demande sociale n'a pas encore trouvé d'expression politique que le langage de la morale envahit la vie publique ; c'est parce que nous sommes entrés dans le siècle de l'éthique, après avoir vécu dans celui de la politique, puis dans celui de l'économie.

Résistance

La classe politique sera lente à s'adapter à ce changement. Au siècle dernier, les héritiers de la Révolution française, devenus bourgeois nantis, ont résisté plus d'une fois, par les armes, à la montée du mouvement ouvrier. Aujourd'hui, ceux qui parlent au nom d'une classe ouvrière disparue dans l'histoire ont en général devenus des hommes d'appareil, parfois des gardiens de camps de concentration ; plus souvent, dans le monde occidental, des carriéristes ou des bureaucrates, et se méfient des appels à l'individu. Heureusement, de nouveaux défenseurs des droits de l'homme apparaissent, figures de résistance au pouvoir et à la pauvreté, emblèmes de liberté plutôt qu'agents de création d'un nouveau pouvoir. Walesa, Sakharov, l'abbé Pierre ou Mère Teresa sont les figures les plus admirées aujourd'hui, parce qu'ils en appellent le plus courageusement à la dignité de chaque être humain et mettent une action collective au service de la personne humaine et du droit de chacun à vivre et à agir conformément à l'image qu'il a de lui-même.

Un jour viendra où notre démocratie redeviendra plus représentative, c'est-à-dire où les mouvements sociaux seront assez forts et organisés pour imposer leurs demandes aux hommes politiques élus, réduits aujourd'hui à tatonner entre les contraintes de la situation internationale et une opinion publique étrangère aux jeux de la concurrence politique. Mais, en cette fin de siècle, l'essentiel est de ranimer la vie sociale, d'accélérer la formation de nouveaux acteurs sociaux, d'abord au niveau de l'opinion publique, ensuite à l'intérieur des institutions politiques. Le grand dessein est de lutter contre la société de masse, faite d'une majorité de consommateurs de plus en plus stimulés et de groupes d'exclus ou de marginaux dont le nombre augmente à mesure que la course au changement s'accroît. Lutte menée au nom du droit de chacun à disposer le plus librement possible de sa vie, à vivre comme sujet de sa propre existence et non pas seulement comme public, comme clientèle ou comme administré.

URBANISME

Massacres à Montparnasse

par ALAIN JAUBERT (*)

À l'automne 1987, on apprenait que le Centre américain du boulevard Raspail venait d'être acheté par le Groupe des assurances nationales (GAN), qui comptait y construire un ensemble hôtelier et des appartements de grand standing. D'architecture néo-classique, à colonnades et à verrières, peu élevés (deux étages), peu étendus (828 mètres carrés), le Centre américain a été construit en 1934 par faveur spéciale et en considération de l'intérêt public (il s'agissait d'une fondation pour étudiants et artistes américains), sur un terrain boisé de 4 354 mètres carrés, parcelle isolée du parc de l'infirmerie Marie-Thérèse, fondée au siècle dernier par M^{me} de Chateaubriand. Plusieurs arbres présents aujourd'hui encore dans le parc ont été plantés par Chateaubriand lui-même. Jusqu'à cette année, l'espace vert était protégé, le cadre de l'entrée était classé et la zone non constructible.

Que ce soit pour ces interdictions qui empêchaient toute extension, ou parce que l'entretien coûtait trop cher (les deux raisons ont été invoquées), le conseil d'administration du Centre, avec une légitimité qui laisse rêver, a revendu cet ensemble pratiquement invendable à un groupe financier-écran, la Banque arabe internationale d'investissement (BAII) qui l'a dans l'instant même revendu au GAN. Les responsables du Centre américain n'ont pas voulu rendre public leur prix de vente, mais diverses indiscrétions permettent de le situer aux alentours de 220 millions de francs. On connaît par contre le prix de revente final au GAN : 260 millions. Une plus-value de 40 millions en quelques heures ou en quelques jours, voilà une opération fructueuse pour l'intermédiaire ! Et de quel côté bien des miracles, de ce genre de miracles qui semblent se multiplier à l'approche des campagnes électorales.

Premier miracle : en quelques jours, le terrain vert protégé et non constructible était inscrit au nouveau plan d'occupation des sols de Paris comme n'étant plus qu'en partie protégé et bel et bien constructible. Deuxième miracle : profitant d'une prétendue erreur du cadastre alléguée par le maire du XIV^e arrondissement (mais fermement démentie par tous les employés du cadastre que nous avons interrogés : d'ailleurs les plans sont à la dis-

position de tous), le GAN ne bénéficiait plus seulement des 828 mètres carrés du bâtiment actuel mais bien d'une surface constructible de 1 500 mètres carrés. Troisième miracle : le projet du GAN prévoit plusieurs étages de caves et de garages en sous-sol et dix à douze étages d'élévation, en violation flagrante avec toutes les contraintes imposées dans le quartier. Le projet va entraîner la destruction du bâtiment et de quarante arbres plus que centenaires ainsi qu'une dévalorisation importante de sept immeubles voisins.

La nouvelle puis la présentation récente de la maquette des bâtiments — gigantesques — ont suscité une émotion et un étonnement considérables dans le quartier. Cet espace vert exceptionnel faisait depuis de nombreuses années fonction de jardin public. Ni la mairie de l'arrondissement ni celle de Paris ne s'étaient préoccupées de protéger le parc et un bâtiment qui, au cœur d'un quartier historique, pouvait avoir une importante fonction d'animation culturelle.

Une femme exceptionnelle

On s'est étonné de ce que n'ait pas même été pris en considération un projet proposé par des personnes proches des milieux diocésains : il s'agissait d'ouvrir les murs paroissiaux afin de créer un grand parc public de plus d'un hectare avec les parcelles boisées de l'hospice Marie-Thérèse, de l'Institut des jeunes filles aveugles et du Centre américain. On s'est étonné d'entendre le maire du XIV^e arrondissement, oubliant toute la retenue liée à sa fonction, se faire, comme s'il s'agissait d'une crèche ou d'un hôpital, l'ardent défenseur d'une opération immobilière de luxe qui n'apporterait pourtant rien de particulièrement bénéfique à son quartier. On s'est étonné enfin de découvrir que dans les milieux proches du maire de Paris, où l'on affiche pourtant une agressive « politique de l'arbre », on soutient aussi le projet. Pas à l'unanimité cependant : lors d'une séance de la commission des sites le 23 novembre dernier, à l'Hôtel de Ville, la responsable de l'environnement à la mairie s'est élevée contre le projet. (*) Journaliste.

jet du GAN, « au nom de la morale ». Et les conseillers socialistes qui ont découvert les diaboliques manœuvres immobilières du GAN et les ont rendues publiques se sont battus seuls jusqu'à présent. Seront-ils soutenus par leurs amis des ministères concernés ?

L'émotion a été d'autant plus grande que le quartier Montparnasse vit depuis quelques années une vague de destructions sans précédent : ablation d'une partie du parc de la Visitation rue Boissière ; destruction d'un immeuble ancien boulevard de Montparnasse ; construction d'un immeuble discutable à l'Ecole spéciale d'architecture ; destruction de l'ilot entourant la Coupole. Sont prévues la destruction prochaine du marché couvert de la rue Daguerre, celle d'une partie de la villa d'Aldois, celle d'immeubles rue des Thermopyles, celle du lycée technique Raspail. La librairie Tschann, un des rares lieux de culture qui subsistent en cet arrondissement dévasté par les promoteurs, devrait bientôt subir le même sort que la librairie Autrement dit (qui, elle, a fermé définitivement le 31 décembre) et être transformée en comptoir pour... balles de golf ! Le quartier Montparnasse ravagé par ces flambées d'un urbanisme incohérent et d'un mercantilisme criard aura bientôt perdu le peu de caractère qui lui restait.

Le parc du Centre américain planté de marronniers, d'acacias, de pins, de cèdres est peuplé d'une faune exceptionnelle (plusieurs espèces d'oiseaux rares à Paris comme les chouettes effraies, les chouettes hulottes ou les faucons). Il doit être protégé. Le bâtiment, original et tout à fait fonctionnel, doit être classé. Les habitants du quartier, qui ont répondu nombreux à l'enquête d'utilité publique pour le nouveau plan d'occupation des sols de Paris, ont demandé l'arbitrage des ministères de la culture et de l'environnement. Le Groupe des assurances nationales, qui dans ses campagnes publicitaires fait volontiers état de son souci de l'intérêt public, a déjà su créer une remarquable fondation pour le cinéma. Le Groupe pourrait très bien transformer le bâtiment en musée de sculpture, en cinémathèque ou en un espace culturel polyvalent et redonner au parc la fonction de jardin public qu'il a eue pendant des années à l'époque où le Centre était ouvert à tous.

1 SEMAINE AU MEXIQUE

A CANCUN DANS LES CARAÏBES MEXICAINES

3980 F

L'hiver, c'est le bon moment pour partir au soleil...



Allez passer une semaine à Cancun, dans les Caraïbes mexicaines, en hôtel **** ou ***.

Une semaine les pieds dans l'eau, à proximité des sites mayas de Tulum, Coba et Chichen Itza, et des îles tropicales de Cozumel et Isla Mujeres.

Carrefour du Mexique un des premiers organisateurs français de voyages vers le Mexique vous propose une fantastique opportunité de passer une semaine à Cancun

9 jours Paris/Paris à partir de 3980 F !

9 jours Paris/Paris, comprenant l'avion Paris/Cancun/Paris, les transferts,

7 nuits avec petits déjeuners en hôtel de votre choix : **** ou *** au bord de la plage de Cancun ou sur la côte caraïbe au Sud de Cancun.

Du 21 Janvier au 5 Février et du 18 Février au 5 Mars, 2 semaines pour le prix d'une !

Partez le 21 Janvier ou le 18 Février et profitez de cette promotion spéciale Hiver : 2 semaines pour le prix d'une 5680 F ! Retenez vite votre place !

Si vous avez décidé d'abandonner pour 1 semaine ou 2, la brume et le crachin appelez pour recevoir une documentation gratuite :

Carrefour du Mexique 5 Place André Malraux (Angle 1. av. de l'Opéra)

75001 Paris - M° Palais Royal

42.96.67.15

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index de MonDés au (1) 42-47-88-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Saut.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Imprimé en France

15 de la loi

PARIS-IX

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index de MonDés au (1) 42-47-88-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Saut.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Imprimé en France

15 de la loi

PARIS-IX

Le Monde

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index de MonDés au (1) 42-47-88-81

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme

des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Saut.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montpensier, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Imprimé en France

15 de la loi

PARIS-IX

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF

FRANCE

BENELUX

SUISSE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

365 F

720 F

1 030 F

1 300 F

399 F

762 F

1 089 F

1 380 F

504 F

972 F

1 404 F

1 800 F

700 F

1 400 F

2 040 F

2 250 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse difficiles ou impossibles : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

La clôture de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

La Roumanie n'a voulu prendre « aucun engagement » de respecter le document final

Les trente-cinq pays participants (toute l'Europe sauf l'Albanie plus les États-Unis et le Canada) à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, réunie depuis novembre 1986 à Vienne, ont adopté, le dimanche 15 janvier, par consensus, le document de clôture de la CSCE. Celui-ci

comporte, en annexe, le mandat pour les vingt-trois pays membres de l'OTAN ou du pacte de Varsovie d'entamer, dans la semaine du 6 mars prochain, des négociations sur les forces armées en Europe. La conférence de Vienne, troisième conférence-bilan dans le cadre des suites de la CSCE

après Belgrade (1977) et Madrid (1980-1983), sera close du 17 au 19 janvier en présence des ministres des affaires étrangères des pays participants. Le document final prévoit dix conférences de suivi d'ici à la quatrième conférence-bilan, qui s'ouvrira, à Helsinki, le 24 mars 1992.

VIENNE
de notre correspondante

Sauvée de l'extrême du naufrage par un compromis intervenu, samedi, dans un conflit territorial grec-turc (le Monde daté 15-16 janvier), la conférence de Vienne a connu, dimanche, un dernier coup de théâtre où le président roumain Ceausescu, qui, décidément, ne laisse pas passer une occasion de consolider sa mauvaise réputation internationale. La Roumanie a fait savoir dans une « déclaration intermédiaire » — prévue dans le règlement de la CSCE — qu'elle estime que « certaines des dispositions du document final ouvrent la voie à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, à la violation de l'indépendance et de la souveraineté nationales et encourageant des activités d'obscurantisme rétrograde ». Par conséquent, elle ne prend « aucun engagement » sur la mise en œuvre des dispositions sur lesquelles elle a émis des réserves (liberté de circulation et de religion notamment).

La position roumaine a été vivement critiquée par le représentant des États-Unis, M. Warren Zimmermann, qui a qualifié d'« absurde » et d'« illégale » la tentative du Bucarest de se dérober aux engagements qu'elle a pris en adoptant avec les trente-quatre autres pays le document final. La Roumanie « payera cher » le non-respect du document final et en subira les conséquences dans ses relations internationales, a estimé M. Zimmermann. La Roumanie avait précédemment refusé la fin des travaux de rédaction, dix-sept projets d'amendements qui n'ont pas été pris en considération.

Le document final reflète la bonne volonté de l'Est — qui a fait des concessions importantes en matière de droits de l'homme — et de l'Ouest, qui a accepté bon gré malgré le principe d'une conférence sur le même sujet à Moscou, une proposition gorbatchévienne qui avait été fort mal accueillie il y a deux ans. M. Zimmermann n'a pas hésité à voir dans le texte de Vienne « le plus important document signé par l'Est et l'Ouest depuis Helsinki » (en 1975). Son homologue soviétique, M. Iouri Kashelev, a qualifié de « sans précédent » le programme de suivi de la conférence de Vienne et s'est félicité du fait que trois des conférences prévues autour de l'Est (Sofie, Moscou, Cracovie) il a annoncé que le document final sera rendu public en Union soviétique à onze millions d'exemplaires. Les Américains ont cependant lié leur accord de dernière minute à la conférence de Moscou à l'inclusion au document d'une « déclaration » garantissant la transparence et l'accès aux réunions de suivi des médias, des organisations non gouvernementales, groupes religieux et particuliers aux conférences, ainsi que les contacts avec les citoyens du pays hôte et l'organisation de rassemblements pacifiques en marge des conférences.

Les trois chapitres du document ou « corbeilles » sont consacrés à la sécurité militaire en Europe, à la coopération économique, scientifi-

que et technologique, enfin à la coopération dans les domaines humanitaires.

Liberté d'éducation religieuse

Cette dernière « corbeille » a été remplie, à la demande des Occidentaux, d'une série d'engagements précis concernant la liberté religieuse, les droits des minorités, la libre circulation des personnes et le droit des détenus à un traitement humain (notamment par l'interdiction de traitement psychiatrique). Aussi le document précise que la liberté de religion signifie également l'élimination de toute discrimination fondée sur la religion, la garantie de la libre pratique de la foi, le respect des lieux du culte et des structures hiérarchiques des communautés religieuses, enfin la liberté de l'éducation religieuse.

En matière de déplacement, le document engage les États à respecter le droit de chacun de « circuler

librement, de choisir sa résidence à l'intérieur des frontières de chaque État et de quitter tout pays, y compris le sien, sans restriction ». Il confirme aussi le droit des réfugiés « de retourner chez eux en toute sécurité s'ils le désirent ». Pour lutter contre les pratiques arbitraires, le texte prévoit « des délais aussi brefs que possible, mais en tout état de cause n'excédant pas six mois » pour répondre à toute demande de contact entre personnes. Ces délais sont réduits à un mois pour les demandes de rencontre de familles, à trois mois pour les mariages et à trois jours en cas d'urgence (décès, maladie grave de parents). Autre nouveauté acceptée avec des grincements à l'Est : les motifs d'un refus doivent être notifiés par écrit. De même, pour éviter des abus de refus de voyage pour « raison de sécurité nationale », les signataires s'engagent à tenir compte du délai pendant lequel un requérant n'a plus été en contact avec des questions de sécurité nationale. Mais ce délai n'a pas été quantifié, contrairement aux

Les négociations sur la stabilité conventionnelle (NSC) s'ouvriront à Vienne en mars

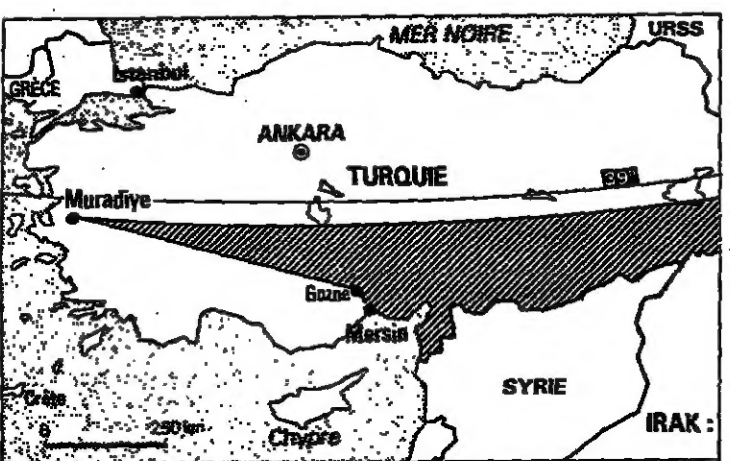
VIENNE
de notre correspondante

Les seize pays de l'OTAN et les sept membres du Pacte de Varsovie se sont mis d'accord pour entamer, dans la semaine du 6 mars à Vienne, des négociations. L'objectif sera « le renforcement de la stabilité et de la sécurité en Europe par l'établissement, à des niveaux inférieurs, d'un équilibre stable et sûr des forces armées conventionnelles ». Parallèlement à ces négociations se poursuivront, également à Vienne, des pourparlers sur des mesures de confiance et de sécurité en Europe visant à élargir les acquis de la conférence de désarmement de Stockholm, terminée en septembre 1986. Le mandat de la conférence sur la stabilité conventionnelle avait fait l'objet de deux négociations, ouvertes dans le cadre de la CSCE de Vienne le 17 février 1987. Ces nouveaux pourparlers (NSC) prendront la relève des conversations sur une réduction équilibrée des forces armées en Europe centrale (MBFR), qui se sont poursuivies pendant quinze ans à Vienne sans succès et sans la France. Les MBFR seront terminées formellement par une « déclaration commune » qui sera publiée prochainement.

Le mandat des NSC prévoit dans le chapitre « objectifs et méthodes » : « l'élimination des disparités préjudiciables à la stabilité et à la sécurité et l'élimination, en priorité, de la capacité de lancer une attaque par surprise et de déclencher une action offensive de grande envergure ». Les mesures prévues pour y parvenir seront des « réductions, limitations, dispositions de redéploiement, plafonds égaux et mesures connexes ».

Sous le chapitre « Champ et zone d'application », le texte précise que

les négociations s'appliquent aux « forces armées conventionnelles, y compris les armements et équipements conventionnels, basés à terre sur le territoire des participants en Europe, de l'Atlantique à l'Oural ».



En gris, la zone exclue de la négociation

Les armes à double capacité (nucléaire et conventionnelle) feront également l'objet de négociations. Par contre, les armes nucléaires, les armes chimiques et les forces navales n'en feront pas partie.

La zone d'application comprend « tout le territoire des participants en Europe, de l'Atlantique à l'Oural, y compris leurs territoires européens insulaires ». En ce qui concerne l'URSS, cette zone comprend le territoire situé à l'ouest de la rivière Oural et de la mer Caspienne. Dans le cas de la Turquie, elle comprend le territoire turc situé au nord et à l'ouest d'une ligne allant de la ville de Muradiye, le long du 39° parallèle, jusqu'à

Goerne, et de là à la mer (1). Le mandat prévoit des échanges d'informations et des vérifications, y compris des inspections sur place. Pour bien marquer le lien entre ces négociations menées par les deux

alliances et le processus de la CSCE, les « 23 » informeront régulièrement les pays membres de la CSCE des résultats de leurs travaux. Ils prendront également en considération leurs éventuelles propositions. W. B.

(1) Le différend grec-turc sur la zone qui fera l'objet des négociations (le Monde daté 15-16 janvier) a été réglé par un compromis samedi 14 janvier. Aux termes de ce compromis, le cas du port de Mersin, que la Turquie veut exclure de la zone, ne sera tranché que lors de la négociation proprement dite. Quatre pays, l'URSS, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la RFA, ont accepté de « réserver » les Turcs en tenant compte de leur position, dans un échange de lettres, selon des sources diplomatiques.

Les Pays-Bas accepteraient une modernisation des armes nucléaires de l'OTAN

AMSTERDAM
de notre correspondant

Le premier ministre, M. Ruud Lubbers, a affirmé, jeudi 12 janvier, que les Pays-Bas étaient prêts, sous certaines conditions, à accepter le plan de modernisation de l'arsenal nucléaire de l'OTAN. Décidé en 1983 à Montebello, au Canada, ce plan concerne notamment les missiles Lance, l'artillerie nucléaire de bataille et l'équipement des avions F-16 de missiles ayant une portée accrue. Les forces armées néerlandaises possèdent ces trois types d'armes. M. Ruud Lubbers a précisé que le feu vert du gouvernement de La Haye dépendait de l'adoption par l'OTAN d'un « concept global de défense ».

Les Alliés négocient ce document depuis plus d'un an. Il doit, selon le ministre néerlandais des affaires

étrangères, M. Hans Van den Broek, « définir les besoins minimums de défense de l'OTAN » et permettre ainsi à l'Organisation de répondre aux diverses propositions de négociation lancées par l'Union soviétique. Pour les Pays-Bas, la mise au point de ce document est un préalable indispensable. « D'abord le concept, ensuite la modernisation », a déclaré M. Ruud Lubbers.

L'approbation définitive par les Pays-Bas du plan de modernisation dépendra également de deux autres éléments. En premier lieu, la position de la RFA : « Nous sommes à ses côtés », a lancé M. Ruud Lubbers. En second lieu, l'accord du Parlement. La majorité de centre-droit est prête à appuyer la modernisation des missiles Lance et des avions F-16, mais non de l'artillerie.

CHRISTIAN CHARTIER.

La fin de la visite du ministre chinois des affaires étrangères

Les entretiens de M. Qian à Paris ont essentiellement porté sur le Cambodge

M. Qian Qichen, ministre chinois des affaires étrangères, a quitté Paris, samedi 14 janvier, après une semaine dans la capitale française, d'abord pour représenter son pays à la conférence sur les armes chimiques, ensuite pour une visite officielle de deux jours.

Il a été reçu par M. François Mitterrand, par MM. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et Michel Rocard, premier ministre, ainsi que par les ministres de l'économie et des finances, de l'équipement et du commerce extérieur. Il s'est également longuement entretenu avec M. Dumas, ministre des affaires étrangères.

A cette occasion, Français et Chinois se sont félicités de l'« excellence » de leurs relations, du moins sur le plan politique, car la France est préoccupée par le déficit de son commerce extérieur avec Pékin. Échaudée par l'échec du métro de Shanghai, elle espère que Citroën parviendra à signer un contrat pour la construction de voitures de petite cylindrée ou que sa présence se renforcera dans les télécommunications. Par ailleurs, MM. Qian et Dumas ont signé une lettre d'intention sur l'ouverture d'un second consulat général à Canton, que le ministre français devrait inaugurer dès cette année. Le lieu où sera installée la mission chinoise n'a pas encore été déterminé. La France vient de nommer M. Charles Malo ambassadeur en Chine; déjà chef de mission à Pékin de 1982 à 1986, il est un des meilleurs experts de la Chine et du Vietnam au Quai d'Orsay.

Mais c'est sur le Cambodge qu'ont principalement porté les entretiens de M. Qian. La question a rapidement évolué vers des derniers temps, comme en témoigne la présence à Pékin d'un vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Liem. Si Paris et Pékin s'accordent pour soutenir le prince Sihanouk, ils divergent sur le rôle à accorder aux Khmers rouges, comme l'a répété samedi M. Qian.

La politique chinoise a cependant évolué, et Pékin ne veut pas que les partisans de M. Pol Pot puissent monopoliser le pouvoir à Phnom-Penh. Et si M. Qian a prétendu ne pas être au courant de la visite de M. Liem, c'est évidemment pour garder la plus grande discrétion sur ces contacts. « Une fois le problème cambodgien résolu, les relations sino-vietnamiennes pourront être améliorées », a affirmé M. Qian.

« Pas de discrimination raciale en Chine »

Le ministre chinois a également évoqué les relations entre la Chine et Israël, dont il a rencontré le ministre des affaires étrangères, M. Arens, en marge de la conférence sur les armes chimiques. « Je lui ai dit que l'OLP avait fait preuve de souplesse et que c'était le moment pour Israël de faire de même. » En ce qui concerne l'établissement de relations diplomatiques avec Jérusalem, il a ajouté que « les conditions ne sont pas encore mûres. Mais nous nous sommes mis d'accord pour avoir des contacts permanents à travers nos missions aux Nations unies ». Il a aussi reconnu que, s'il n'y a « pas encore d'échanges officiels, peut-être quelques Israéliens ont participé à des projets organisés par d'autres pays ».

Enfin, M. Qian a brièvement évoqué la question des étudiants africains en Chine à la suite des sérieux incidents de ces dernières semaines : « Le problème qui a surgi entre étudiants africains et étudiants chinois est évidemment isolé, 2-4-1 affirmé. Cela ne veut pas dire qu'il y ait des problèmes entre la Chine et les pays africains. Cet incident entre jeunes est isolé. Certains ont dit que cela reflétait une discrimination raciale en Chine. Je ne le crois pas. La discrimination existe en Afrique du Sud, pas en Chine. » Reste à en convaincre les étudiants africains, comme ceux qui ont manifesté samedi à l'appel de SOS-Racisme devant l'ambassade de Chine.

PATRICE DE BEER.

L'enlèvement de l'ancien premier ministre belge, M. Vanden Boeynants

Victime de terroristes ou d'escrocs ?

(Suite de la première page.)

Les enquêteurs pensent à un enlèvement, thèse confirmée par deux revendications. La première, samedi soir, au journal *le Soir*, où un standardiste, sans y croire, entend un interlocuteur se réclamant des CCPR ou CCRP (il ne sait plus) revendiquer le rapt. Dix minutes plus tard, c'est un groupe qui se manifeste : « Nous sommes les Brigades socialistes révolutionnaires. Nous avons enlevé Paul Vanden Boeynants ». Les initiales des Brigades socialistes révolutionnaires, BSR, sont les mêmes que celles des brigades spéciales de renseignements de la police belge.

Les responsables de celles-ci disposent de peu d'éléments pour mener leur enquête, puisque, notamment, aucune demande de ranson n'avait encore été formulée, pas plus qu'une justification « politique » de l'enlèvement. Le parquet de Bruxelles a fait diffuser un communiqué précisant que l'ancien premier ministre, qui souffre de troubles cardiaques, doit prendre impérativement un certain nombre de médicaments.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

La politique et les affaires

Paul Vanden Boeynants, âgé de soixante-neuf ans, est incontestablement l'homme politique belge qui a été le plus populaire dans l'après-guerre. N'est-il pas d'ailleurs le seul à être toujours désigné par ses initiales ? « V.D.B. » avait pu, en octobre dernier, mesurer cette popularité puisqu'il avait obtenu 4 200 « voix de préférence » aux élections communales à Bruxelles-Ville, laissant loin derrière lui d'autres ténors de la ville. Et pourtant, en juin 1986, il avait été condamné à trois ans de prison avec sursis pour fraude fiscale, ainsi que pour faux et usage de faux. Si les électeurs avaient, en quelque sorte, « lavé » l'ancien premier ministre de ses fautes passées, les plus hautes responsabilités du Royaume l'avaient pourtant dissuadé de brigue, comme il en avait la possibilité, le fauteuil de bourgmestre (maire) de la capitale. Amer, V.D.B., s'était retiré dans sa tour d'ivoire, à savoir la Faïre internationale de Bruxelles, dont il est le président.

Son curriculum vitae politique reste un des plus fournis du pays. Sept fois ministre — dont ministre de la défense nationale lors de la

crise du Shaba (1), — deux fois premier ministre — dont une fois durant la crise linguistique provoquée par les étudiants flamands de l'université de Louvain, — deux fois président du Parti social-chrétien : la première en 1961, lorsque le parti était encore unitaire, et la seconde, en 1975, de la seule aile francophone du parti... Réalisme et sens du compromis, indispensables dans un pays si écartelé, furent les principales caractéristiques de son action.

« Un fraudeur viscéral et invétéré »

Mais M. Vanden Boeynants avait aussi un solide sens des affaires. Dirigeant d'une entreprise familiale de boucherie industrielle, il fut président, en 1952, de la Fédération nationale des bouchers et charcutiers. Arrasement une fortune considérable, il tombe en 1985 pour une affaire de faux en écriture. Un procès-fléau s'ouvre alors et met en évidence les mille et une facettes du « système VDB ».

Après que le tribunal l'eût condamné à trois ans de prison

avec sursis et 500 000 F belges (environ 80 000 F français) d'amende, le président de la cour a, en conclusion, des mots terribles : « Ce n'est pas une preuve mais des centaines de preuves que nous avons trouvées dans le dossier. Vous êtes un fraudeur fiscal viscéral et invétéré. » Beaucoup, alors, crurent sa carrière politique terminée. C'était en pas connaître le tempérament de l'homme ni la persévérance politique des électeurs bruxellois, puisque V.D.B., deux ans plus tard, faisait un nouveau meilleur aux élections communales.

J.-A. F.

(1) Le 11 juillet 1960, au lendemain de l'indépendance du Congo, le Katanga — aujourd'hui Shaba — proclame son indépendance sous la conduite de Moïse Tschombé, soutenu par l'Union minière du Haut-Katanga. Le Conseil de sécurité de l'ONU décide l'envoi d'une assistance militaire pour éviter la guerre civile. La crise rebondit début 1977. Le maréchal Mobutu fait appel à la France pour l'aider à réduire la sécession katangaise. Les forces armées zairoises finissent par repousser l'invasion des « gendarmes katangais » et vaincre les rebelles.

Alain
BOSQUET



Comme un refus de la planète

Le métier d'otage

GALLIMARD

Europe

La Bulgarie face à l'« effet Gorbatchev »

En économie, velléités de perestroïka En politique, résistance déterminée à la transparence

M. François Mitterrand est attendu en visite officielle, mercredi 18 janvier, en Bulgarie. Il y sera l'hôte de M. Todor Jivkov, qui, tout en prévoyant une « restructuration » de l'économie, garde fermement en main le contrôle politique du pays.

SOFIA
de notre envoyée spéciale

C'est bien connu, « quand il se met à pleuvoir à Moscou, on ouvre son parapluie à Sofia ». Agacé, le président de l'Union des écrivains bulgares, Lubomir Levchev, membre du comité central du Parti communiste bulgare, préfère ironiser lorsqu'on évoque devant lui la réputation de « seizième république soviétique » que s'était forgée au fil des années la Bulgarie de Todor Jivkov.

Mais la Bulgarie elle-même n'est plus ce qu'elle était. Fidèle ami de Brejnev, le vieux Jivkov — qui, à soixante-dix-sept ans, doit trente-quatre ans de pouvoir, décline désormais la palme du plus ancien dirigeant du bloc socialiste — a bien du mal à se mettre à l'heure de la « nouvelle mentalité gorbatchévienne », même s'il tente de sauver les apparences.

Ce n'est pourtant pas la perestroïka — en bulgare *perestroïka* — qui manque ici. Solennellement consacré par un plénum du comité central du PCB en juillet 1987, que l'on ne désigne plus depuis que sous l'appellation magique de « conception de juillet », elle a pris la forme d'une profusion de mesures dont les résultats concrets sont difficilement

discernables. L'agriculture, un secteur capital pour le pays, très tôt collectivisée, soumise au régime des coopératives puis, en 1970, à celui des « complexes agro-industriels », doit désormais être régie par le système des « brigades », qui éveillent bien des méfiances en milieu rural. L'administration est censée se soumettre à un vaste mouvement de décentralisation, mais il est pratiquement impossible aujourd'hui à Sofia de savoir combien de cadres ont été affectés à ce jour par la réorganisation. « La situation laisse encore à désirer », relève un éminent juriste. La presse, à son tour, a été appelée à se restructurer l'an dernier. Certains titres ont disparu, d'autres se regroupent, mais, là encore, les réformes en chef restent perplexes si on les interroge sur le nombre de journalistes licenciés. « A vrai dire, les seuls changements significatifs se produisent dans l'économie », résume un diplomate occidental. Mais est-ce suffisant ? Depuis quarante ans, les masses se trouvent dans le même état de léthargie.

C'est effectivement le leitmotiv officiel : toutes les forces du pays doivent être concentrées sur la réforme économique. Un long décret sur l'activité économique, entré en vigueur le 11 janvier dernier, introduit la possibilité pour les Bulgares de créer des entreprises privées employant jusqu'à dix personnes, et cherche à attirer l'investissement étranger par de nouvelles dispositions sur les sociétés mixtes. « Mais ça ne marche pas comme ça », s'indigne un intellectuel, membre du parti. On ne peut pas faire les

choses à la hâte, publier d'un coup un décret dont certains articles contredisent même le code du travail adopté il y a à peine deux ans. C'était pareil pour l'autogestion, elle a été mal acceptée par les ouvriers. On ne peut pas faire de libéralisation économique sans libéralisation politique. On ne peut pas vous lier les pieds et vous dire en même temps : marchez !

Le vocabulaire de rigueur

Réformes politiques ? Bien sûr, il en est question aussi en Bulgarie. En théorie. Dans la droite ligne de la « conception de juillet », M. Jivkov a annoncé en août 1987 la création d'une commission de révision de la constitution. Mais cette commission, présidée par M. Jivkov lui-même, n'a toujours pas commencé ses travaux. « Il y a beaucoup de problèmes à résoudre », répond pudiquement le professeur Boris Spassov, membre de la commission. Puis plus prudent encore : « Nous avons jugé utile d'attendre les changements en cours en Union soviétique et dans d'autres pays socialistes ».

Apparemment inébranlable, Todor Jivkov, secrétaire général du Parti communiste bulgare et chef de l'Etat, règne en maître sur cet aimable désordre. Il sait sans doute que Mikhail Gorbatchev a, pour l'instant, assez à faire chez lui. Peut-être se dit-il même que la perestroïka ne sera pas éternelle...

Sage, M. Jivkov a donc adopté le vocabulaire de rigueur et évité ce qui pourrait heurter de front

la sensibilité gorbatchévienne, quitte à renier ses amis d'autan : comme à Moscou, tout ce qui, à Sofia, portait le nom de Brejnev a ainsi été déhapté. Le numéro un bulgare a par ailleurs choisi la discrétion plutôt que les excès d'un Ceausescu, et renoncé à tout culte de la personnalité.

Todor Jivkov a la direction du PCB bien en main, et s'il tolère au bureau politique, aux côtés de la vieille garde, quelques tempéraments qui passent pour un peu plus ouverts, le parti reste hermétiquement protégé contre la transparence, et les écarts de langage ou de conduite sont sévèrement sanctionnés, comme en témoignent les exclusions des organes dirigeants prononcées en juillet et décembre 1988.

Dans un pays qui n'a jamais connu « ni de Sakharov ni de Charte 77 », comme le relèvent les Bulgares eux-mêmes, le régime ne se met guère en frais pour les droits de l'homme : selon tous les témoignages, la politique d'assimilation forcée de la minorité turque se poursuit, et les militants indépendants des droits de l'homme, regroupés en association depuis un an, sont constamment harcelés par la police politique.

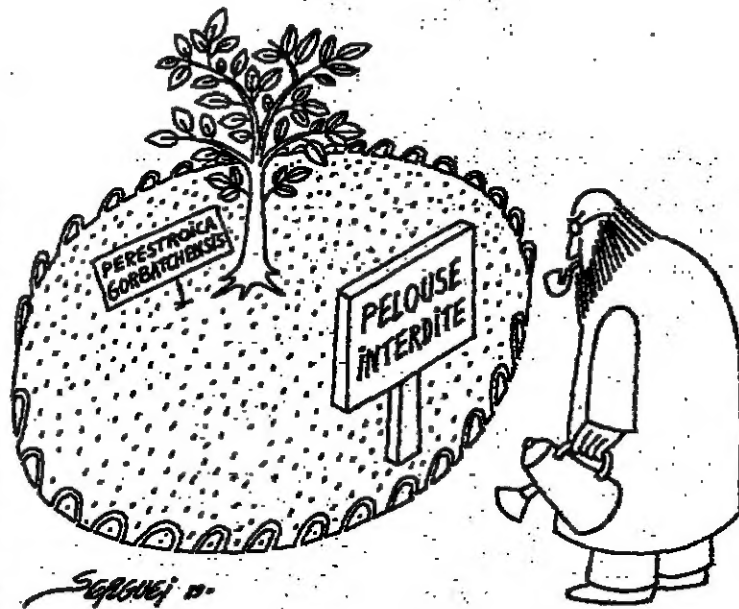
Pourtant, dans sa volonté de combler toute velléité de glasnost ou d'indépendance, le vieux leader semble avoir sous-estimé deux facteurs. L'effet Gorbatchev, d'abord, sur une population russeophile — qui oublie en Bulgarie que les Russes ont aidé à libérer le pays de cinq siècles de « joug ottoman » ? — et russeophone, qui lit toute la presse soviétique et regarde la télévision du « grand frère ». Et, second facteur, le rôle des intellectuels bulgares, de plus en plus nombreux à ruer dans les brancards. Ils sont à l'origine de deux initiatives qui ont envoyé ces derniers mois une véritable onde de choc dans le monde culturel et politique.

Les intellectuels et le glasnost

Tout commence par une affaire de pollution, qui prend des proportions dramatiques dans la ville de Rousse, sur le Danube. De l'autre côté du fleuve, sur la rive roumaine, une usine de produits chlorés, construite par les Soviétiques, empoisonne depuis 1983 l'air et l'eau. Le 10 février dernier, les habitants de Rousse descendent dans la rue. Certains organes de la presse bulgare se font l'écho de ces protestations. Le 8 mars, au cours d'une réunion à la Maison du cinéma, à Sofia, devant plusieurs centaines de personnes, un groupe d'intellectuels crée le Comité indépendant pour la défense de la ville de Rousse. Un conseil dirigeant de vingt-six membres est élu, parmi lesquels l'entraîneuse de l'équipe féminine de gymnastique de Bulgarie et député, Nechka Rubeva, et le président de l'Union des peintres, Svetlin Roussev, membre du comité central.

Mais le pouvoir ne va pas tolérer la participation de personnalités officielles à un tel mouvement. Rapidement, les sanctions tombent, qui, à plus ou moins longue échéance, aboutiront à l'exclusion de Svetlin Roussev du comité central et à son limogeage à la tête de l'Union des peintres, et à la disgrâce de Svetlin Roussev, secrétaire du comité central pour l'écologie et la culture, qui aurait promis son soutien au comité Rousse. Les renous s'entendent à la presse. Enfin, pour assurer le verrouillage, le pouvoir crée un comité officiel de défense de l'environnement, dont le président, pour plus de sûreté, sera le secrétaire du parti à Rousse.

Mais le ver est dans le fruit. Les milieux artistiques et intellectuels s'agitent de plus en plus, et, seconde initiative, l'idée naît, pendant l'été, d'un club de soutien à la glasnost. Des contacts s'établissent, un groupe d'initiative cherche désespérément une salle pour organiser une réunion. Partout, on lui répond qu'on ne loue les salles qu'« aux organisations ». En octobre, une exposition du peintre Roussev à Sofia réunit trois mille personnes, chacune une fleur à la main. Le 3 novembre, dans l'amphithéâtre 65 de la faculté de philosophie de Sofia, une centaine de personnes, beaucoup d'âge respectable, attendent que le séminaire en cours sur « le communisme scientifique » s'achève : c'est la seule salle qu'elles ont trouvée pour se réunir et fonder le « Club pour le soutien à la glasnost, à la perestroïka et à la reconstruction en Bulgarie ». Une déclara-



tion est adoptée, des organes dirigeants élus, qui comptent de nombreux membres du PC et de grands noms de la culture bulgare. « Ce fut un moment très émouvant », raconte l'écrivain Blaga Dimitrova, très connue en Bulgarie. « Je me suis sentie fière d'être invitée avec ces gens distingués de la science, de la littérature... Un étudiant est passé et s'est exclamé : « Si j'avais su qu'il se produirait ici un tel événement, je me serais rasé et j'aurais mis une cravate ! ». D'autres jeunes voulaient adhérer au club. Nous leur avons dit : « Attendez, ne pressez pas encore ces risques, faites vos études, c'est utile ».

Deux mois plus tard, dans son appartement de Sofia — « un hangar à livres », dit-elle — sous une affiche de Visotski, Blaga Dimitrova, regard clair et expressif dans un visage tout en douceur, nous explique les objectifs du club : « Nous voulons susciter le dialogue dans la société, sans confrontation, servir d'amortisseur des excès. Notre club a été fondé pour trouver une voie spécifique à la Bulgarie qui tienne compte de nos traditions nationales. Notre lutte contre le fascisme était spécifique ».

Iskra Panova a un langage plus militant, elle est d'ailleurs militante du Parti communiste depuis son plus jeune âge, ancienne combattante « contre le fascisme et le capitalisme », comme on dit ici. « Les documents du parti mettent de plus en plus l'accent sur l'initiative spontanée, dit-elle. Eh bien, notre club est une réponse aux appels officiels. Nous voulons une discussion libre, nous voulons créer une petite tête de pont pour la démocratie la plus humaine. Il est grand temps que ça change, notre société est en crise, on ne peut plus aller de l'avant ».

Exclusions

La presse bulgare observe un mutisme total sur la naissance du club. Puis très vite, la répression commence. Le contrôle des photocopies est renforcé pour empêcher la reproduction des documents du club. Les membres du club qui sont au parti — environ les deux tiers des quelque cent cinquante membres — sont convoqués par diverses instances du PC, d'autres chez le procureur. Des téléphones sont coupés, des gens suivis. Puis c'est l'escalade : à la mi-décembre, quatre membres sont interpellés lors d'une perquisition. Ils seront relâchés au bout de cinq heures. Trois personnes sont exclues du parti : un philosophe, une journaliste et un colonel en retraite, M. Boris Spassov, soixante-trois ans,

menacé en outre d'exclusion du comité des anciens combattants. La cellule dont il est membre se rebelle en apprenant qu'il a été exclu sans qu'elle soit consultée.

Dans son bureau de la faculté de physique-chimie, l'académicien Alexei Cheloukov, soixante-huit ans, « résistait du premier jour », place soigneusement ses mots. Les gens comme lui n'ont pas l'habitude de parler à la presse occidentale, c'est un choix vers lequel ils se sont sentis poussés après avoir constaté que la presse de leur pays ne leur laissait aucune chance. Et, dans ces régimes, cela n'est pas sans risque.

« Ce qui est très mal chez nous, dit docilement le professeur Cheloukov, c'est qu'on veut faire la perestroïka du haut en bas. Mais s'ils veulent des gens — et je ne suis pas sûr qu'ils le soient — ça ne pourrait pas marcher. » Les yeux du professeur s'emplissent de larmes lorsqu'on évoque devant lui le nom de Sakharov. « C'est l'un des plus grands hommes de l'humanité », commente-t-il, la voix brisée par l'émotion, avant d'en appeler aux Français pour aider Gorbatchev. Ce serait une chose terrible si l'on en finissait avec la perestroïka ».

Depuis le 3 novembre, les membres du club n'ont jamais pu se réunir à nouveau, faute de salle. Ils se voient par petits groupes. Pour l'instant, pas question de s'avouer vaincus. D'ailleurs, n'aurait-ils pas déjà réussi à soulever un débat dans les rédactions, les unions de créateurs, peut-être même dans certaines cellules du parti ? Peu de personnalités officielles interrogées ont osé condamner ouvertement le club devant nous, forcées de reconnaître que ses objectifs n'ont rien de répréhensible en soi, qu'elles avaient de dévouer des gens dont les noms jouissent d'une grande estime dans le pays. On préfère parler de « démagogie », d'utilisation de la perestroïka. Forte de son bon droit, Blaga Dimitrova cite « notre grand révolutionnaire Vassilovski, qui luttait contre le joug des Turcs : Décide-toi et tu seras libre ».

SYLVIE KAUFFMANN.

• Assignations à résidence. — Les militants des droits de l'homme qui avaient été appréhendés à Plovdiv le 11 janvier (le Monde du 13 janvier), alors qu'ils tentaient de se réunir, ont été libérés de prison dimanche 15 janvier, mais, assignés à résidence dans des localités de province. Plusieurs d'entre eux ont entrepris, en signe de protestation, un mouvement de grève de la faim.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le rassemblement à la mémoire de Jan Palach a été brutalement dispersé par la police

Quatre-vingt-onze personnes ont été interpellées lors de la dispersion de la manifestation organisée dans le centre de Prague, dimanche 15 janvier, à la mémoire de Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le feu il y a vingt ans, pour protester contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie (le Monde daté 15 et 16 janvier).

Plusieurs milliers de Tchécoslovaques avaient bravé l'interdiction des autorités. Dès avant 14 heures, heure de rassemblement prévue par cinq groupes d'opposition, des centaines de militants ont repoussé les manifestants qui avaient réussi à s'approcher de la statue de saint Venceslas — à proximité de laquelle Jan Palach s'était suicidé — malgré un dispositif de police impressionnant.

Les manifestants n'ont en que le temps de chanter l'hymne national tchécoslovaque et de crier : « Liberté ! » avant que les unités anti-émeutes entrent en action, les repoussant dans les rues avoisinantes de la place Venceslas. Une vingtaine d'organiseurs du rassemblement, parmi lesquels plusieurs membres de la Charte 77, avaient été arrêtés peu auparavant dans une rue voisine.

Des incidents entre forces de l'ordre et manifestants se sont poursuivis toute l'après-midi dans plusieurs artères de la ville. Accompagnés de chiens bergers allemands, les policiers ont fait usage de canons à eau et de gaz lacrymogènes, sans venir à bout des manifestants, dont certains se laissent traîner par les cheveux ou porter pour être arrêtés.

Les correspondants occidentaux sur place ont constaté que plusieurs personnes avaient été blessées. Deux personnes qui tentaient de porter secours à une femme âgée qui avait été projetée à terre dans la bouscu-

lade ont été frappées par la police. Des journalistes ont été priés sans ménagement de quitter la place Venceslas et ses abords. Plusieurs membres d'une équipe de la chaîne de télévision ouest-allemande ARD ont été matraqués.

Dans le même temps, au grand cimetière de Prague où Jan Palach fut d'abord inhumé — avant que ses restes soient incinérés et transportés, dans le plus grand secret, en 1973, dans sa ville natale de Vsetat, à une trentaine de kilomètres de la capitale — plusieurs centaines de personnes ont recouvert l'emplacement de la première tombe de fleurs et de bougies.

Dans la soirée, l'agence de presse officielle CTK a annoncé l'arresta-

tion de quatre-vingt-onze personnes, « les plus actifs perturbateurs ». « Plusieurs groupes d'éléments hostiles à l'Etat ont tenté une provocation préparée depuis longtemps par des centres occidentaux de subversion (...) en coopération, notamment, avec des représentants de la soi-disant Charte 77 », a indiqué l'agence dans un communiqué.

La nervosité des autorités tchécoslovaques avait été accrue ces derniers jours par plusieurs lettres d'inconnus menaçant d'imiter le geste de Jan Palach à l'occasion de cette commémoration interdite. La plupart des opposants voyaient dans ces mystérieux messages anonymes une « provocation » visant à justifier la débâcle de moyens mis en œuvre pour interdire leur « bref acte commémoratif ». — (AFP, AP.)

URSS : les suites du tremblement de terre en Arménie

Incidents lors de la distribution des secours

Les dirigeants de l'association française Amitié Pologne se sont plaints dimanche 15 janvier que leurs deux semi-remorques envoyées en Arménie avec des secours pour les populations sinistrées aient été littéralement assaillies au cours d'une opération de distribution dans la région de Spitak.

Selon le président de l'association, M. Alain Michel, l'incident s'est produit en pleine nuit, vendredi dernier, près du village de Metzbarani. Une dizaine de voitures ont pris le convoi en chasse et l'ont forcé à s'arrêter pour tenter de le piller. Les accompagnateurs ont dû demander l'aide des militaires d'un poste voisin, qui sont intervenus aussitôt, tirant des coups de feu en l'air. Une

vingtaine de personnes ont été interpellées.

« Je ne croie en aucun responsable d'organisation humanitaire, de tels incidents ne sont pas rares dans ce genre de situation. Ils se sont multipliés ces derniers semaines en Arménie, souvent en raison de manque d'expérience et de la méfiance de nombreux organisateurs de secours occidentaux à l'égard des autorités locales. L'armée a dû intervenir à plusieurs reprises à Léninsk pour dégager des canons de matériel assaillis en pleine rue. Certaines distributions, organisées à la va-vite dans les villages, ont manqué tourner à la bagarre générale. Ces incidents ont convaincu les principales organisations humanitaires de renforcer leur coopération avec les responsables soviétiques et arméniens chargés de coordonner les secours et la reconstruction. »

Les excuses de l'agence Tass au sujet du « miracle » de Leninakan

Il n'y a pas eu de miracle à Leninakan, et la découverte de six survivants du tremblement de terre dévasté trente-cinq jours auparavant dans la cave d'un immeuble n'était qu'une supercherie. « Nous avons été les premiers à l'annoncer et nous voulons aujourd'hui présenter nos excuses aux lecteurs », a écrit dimanche 15 janvier l'agence Tass.

été inventée par la sœur d'Arkaz Akopian, le prétendu rescapé, hospitalisé à Erevan, et qui avait longuement raconté son histoire aux journalistes. « En fait, écrit le journal, Julietta a bien conduit son frère à l'hôpital mais pas après qu'il ait été extrait des décombres. Il était très malade et avait besoin de soins urgents. Sur la route d'Erevan, la légende est née. Pourquoi ? Parce que Julietta voulait que son frère soit admis dans un bon hôpital. »

Les Izvestia ont mené de leur côté leur enquête et révélé dès samedi que toute l'histoire avait

LE TOUR DU MONDE
EN 80 JOURNAUX

Kiosque international

20 journalistes étrangers
présentent leurs vœux
aux Français

N° 3 En vente chez votre marchand de journaux

Asie

AFGHANISTAN

Un entretien avec l'ancien roi Zaher

A moins d'un mois de la date fixée pour le retrait total des troupes soviétiques d'Afghanistan, l'ancien roi Zaher a répondu aux questions de notre correspondant à Rome, où il vit depuis quinze ans.

« Alors Majesté, vous préparez vos bagages ? (sourires). »

« Oh, vous savez, la situation est si instable, si changeante, et il y a tellement d'impondérables. Pour l'instant, c'est difficile de fixer une date, mais le plus tôt sera le mieux. »

« Vous avez fixé des conditions à votre retour ? »

« Non, aucune condition ni revendication personnelle. Mon retour en Afghanistan dépend uniquement de la volonté du peuple, et pour ma part je suis prêt à accomplir tout rôle ou mission que celui-ci voudra bien me confier. J'ai toujours gardé en moi l'espoir de retrouver le pays, j'entends une patrie indépendante et libre de toute occupation étrangère, bien sûr... »

« Vous avez dit aux Soviétiques ? Comment s'est passée votre entrevue du 24 décembre avec M. Iouli Vorontsov, l'envoyé spécial de M. Gorbatchev ? »

« C'était un échange de vues. Il a fait part de ses positions, qui rejoignent les miennes, qui sont conformes aux vœux du peuple afghan, c'est-à-dire l'indépendance, l'intégrité territoriale, droit à l'autodétermination. »

« Certains chefs de moudjahidins à Peshawar (M. Heikmatyar du Hesh-i-Islami notamment) ont dit que les Soviétiques, venant vous voir, ne cherchaient qu'à diviser la résistance ? »

« Ces réactions sont le fait de groupuscules qui peuvent dire n'importe quoi. La visite de M. Vorontsov entraînait dans le cadre d'une série de contacts que les Soviétiques avaient décidé d'entreprendre avec les Afghans. C'est tout. Par principe, ma porte est toujours ouverte à ceux qui prennent des initiatives pour résoudre le conflit. »

« Le gouvernement communiste n'est pas légal »

« Même au gouvernement communiste de Kaboul ? Recevriez-vous son chef, M. Najibullah, s'il le demandait ? »

« Non. Ce gouvernement n'est ni légal ni légitime, et c'est pourquoi le peuple tout entier s'est

soulevé contre lui. Non, cela me serait impossible de le recevoir. »

« Mais si vous l'avez tout de même en face de vous, que lui diriez-vous ? »

« Démissionnez. Démissionnez tout de suite et laissez la place à un gouvernement de transition. »

« Dans lequel les communistes seraient intégrés ou non ? »

« Non, un parti qui porte ce nom ne peut pas jouer un rôle dans la phase actuelle, car il n'est pas acceptable pour la majorité de nos concitoyens. La première des conditions de succès pour un gouvernement de transition, c'est qu'il puisse jouir de la confiance des citoyens et qu'il soit cohérent. »

« D'accord, mais comment faire ? »

« Nous pensons qu'il doit y avoir une *loya jurga* (une grande assemblée masculine traditionnelle dans la culture pashoune, à laquelle appartient l'ancien roi), représentative de toute une composante de la société, de manière qu'elle puisse se prononcer dans la légitimité et la légalité. »

« Mais certaines groupes de moudjahidins sont contre. Ils disent que la *jurga* est un instrument tribal et monarchique ? »

« Écoutez, l'histoire de notre pays prouve que c'est faux. Il y a eu des *jirga*, même après mon départ. Mais appelons cela, si vous voulez, une assemblée, ce n'est pas son appellation qui compte, c'est sa composition. L'essentiel est qu'elle soit représentative de la démocratie. »

« Il faudrait alors que les communistes y soient aussi, non ? »

« En tant que parti, certainement pas. Mais c'est une question difficile, il faudrait trouver une autre voie pour permettre à des gens de Kaboul d'y participer. »

« Et qui la présiderait, cette *jurga*. Vous-même ? »

« Selon la tradition, quand l'Assemblée se rassemble, elle choisit un personnage vénérable, un homme qui peut être le plus vieux, et qui préside la première séance. Ensuite l'assemblée élit le président pour le reste de ses travaux. »

« Vous avez des contacts avec un groupe de moudjahidins. Qu'en pensez-vous ? »

« Nous avons toujours eu des contacts avec... »

« ...des groupes ? »

« Vous parlez des gens de Peshawar ou des commandants de l'intérieur ? »

les Afghans, il n'y a qu'une longue période de lutte et de souffrance. Le retrait soviétique est un acte positif, mais l'important c'est l'autodétermination, qu'il faut mettre en pratique. A défaut, les moudjahidins considèrent de leur devoir de poursuivre la lutte. Cela est un fait. »

« N'y a-t-il pas à un rôle pour les Nations unies ? »

« Oui, c'est à elles de préparer et d'organiser la période de transition. »

« Avec éventuellement l'envoi de « casques bleus » pour séparer les belligérants ? »

« Si les Nations unies le jugent nécessaire, pourquoi pas ? »

« Passons à l'avenir. La République en Afghanistan est-elle irréversible, et quelle forme doit-elle prendre ? Islamique, théocratique ou laïque ? »

« Cela dit, si le communisme afghan peut s'analyser en deux périodes distinctes, avant et après l'intervention soviétique, et si celle-ci comporte également deux phases, avant et après l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir, pour



« C'est au peuple d'en décider par des moyens démocratiques. Pour moi, la question ne se pose pas. »

« Vous avez bien une préférence, non ? »

« Vraiment aucune. »

« Une République islamique ne vous séduit pas ? »

« L'Afghanistan a toujours préservé ses valeurs islamiques et ses traditions nationales. C'est une partie intégrante de sa vie. Je pense que tout gouvernement, pour être légitime et, je l'espère, démocratique, devra poursuivre une ligne conforme aux aspirations du peuple musulman d'Afghanistan. Si la majorité veut une République islamique, pas de problème. »

« Faut-il jeter tout l'héritage communiste ? N'y a-t-il rien à garder ? »

« Je ne vois pas très bien à quel acquis bénéfique vous pourriez faire allusion. »

« An fait, Majesté, pourquoi, en quinze ans d'exil, n'avez-vous jamais visité les camps de réfugiés au Pakistan ? »

« Quand les conditions seront propices, j'irai. Pour aller chez quelqu'un, il faut l'approbation du pays hôte, non ? Eh bien, disons que la question ne s'est pas posée officiellement... »

Propos recueillis par PATRICE CLAUDE.

CHINE : premier contact à ce niveau depuis dix ans

Un vice-ministre vietnamien est à Pékin pour des « consultations privées »

PÉKIN de notre correspondant

Le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Dinh Nho Liem, a entamé, lundi 16 janvier, des pourparlers avec des responsables de la diplomatie de Pékin dans une atmosphère que les deux pays s'efforcent d'entourer de mystère.

M. Liem, indiqué-t-on de source vietnamienne, devrait rester dans la capitale chinoise pendant « environ une semaine » avant de se rendre en Mongolie puis à Moscou. L'agence Chine nouvelle n'est pas parvenue à confirmer sa présence, en indiquant qu'il se trouvait dans la capitale chinoise pour « des consultations privées avec le vice-ministre chinois des affaires étrangères, Liu Shugang, sur un règlement politique de la question cambodgienne ».

L'arrivée, samedi 14 janvier, sur un vol commercial chinois en provenance de Bangkok, du plus haut responsable de la diplomatie vietnamienne à visiter la Chine depuis la guerre de 1979, a donné lieu, à l'aéroport international de Pékin, à une partie de « cache-cache » entre journalistes étrangers, décidés à l'interroger, et autorités chinoises et diplomates vietnamiens décidés à les en empêcher. Ce furent ces derniers qui gagnèrent : le Vietnamien fut discrètement escorté en voiture au pied de l'avion pour être dirigé sur l'ancienne aéroport où l'attendait M. Liu, le vice-ministre chinois chargé des relations avec le Sud-Est asiatique. L'envoyé de Hanoi gagna ensuite la résidence de Diaoyutai, demeure des invités du gouvernement chinois, où les standardistes ont pour consigne de faire barrage aux appels de la presse étrangère.

Le calendrier pourrait permettre au diplomate vietnamien de rencontrer, avant son départ, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen : celui-ci sera de retour mercredi dans la capitale chinoise après une brève visite en Roumanie, pays qui ne s'est pas caché de vouloir jouer un rôle dans un règlement du conflit cambodgien.

Le *Quotidien du peuple* a publié lundi une déclaration du prince Ranariddh, fils du prince Sihanouk, recueillie à Bangkok, démentant les intentions prêtées à son père, après sa rencontre, à Paris la semaine dernière, avec le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Alatas, de résonner à sa double exigence pour un règlement politique de la crise : que la République populaire du Kampuchéa (régime pro-vietnamien de Phnom-Penh) soit démantelée et qu'une force internationale de maintien de la paix soit déployée au Cambodge. Selon le journal, l'ancien monarque a fait savoir aux Chinois, par l'intermédiaire de son fils, qu'il maintenait sa proposition en cinq points, « y compris ces deux points ».

Enfin, la Chine a tenu à marquer que ses protégés Khmers rouges acceptaient eux-mêmes désormais le principe d'une telle force : la radio

khmère rouge, qui émet depuis le territoire chinois, a diffusé à son tour, dimanche, un discours du prince Ranariddh déjà diffusé la semaine dernière par la radio clandestine non-communiste qui émet vers le Cambodge, en insistant sur le fait que l'envoi d'un corps international de maintien de la paix était nécessaire pour « non seulement contrôler le retrait des troupes vietnamiennes, mais aussi empêcher la partie du Kampuchéa démocratique (Khmers rouges) de reprendre le pouvoir ».

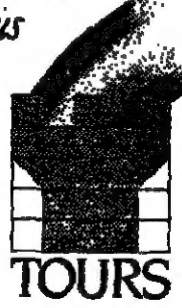
Ayant effectué cette concession et celle qui consiste à cesser d'armer les Khmers rouges en cas de départ des troupes vietnamiennes, la Chine attend maintenant d'entendre M. Liem proposer des garanties plus précises sur l'engagement qui vient de prendre Hanoi d'achever ce retrait d'ici à septembre prochain, dans le cadre d'une solution au conflit.

FRANCIS DERON.

Lisez cette annonce, et vous ferez peut-être l'objet de la prochaine.

Janvier 89 : Tours ouvre la commercialisation de 4 nouvelles zones économiques représentant plus de 15 hectares de terrains. Un interlocuteur unique, au 47.20.28.28, traitera avec vous, financement, immobilier, viabilisation. Et dès que votre entreprise tournera, Tours le fera savoir. A Tours, nous ne nous contentons pas de vous vendre des mètres carrés. Nous vous soutenons de toute notre matière grise.

A Tours la matière grise prend des couleurs.



Connaître la solvabilité de 850 000 entreprises, c'est aussi simple que de trouver notre numéro de téléphone.

SCRL

Pour prendre vos risques commerciaux en toute connaissance de cause, SCRL propose une solution simple : l'information de solvabilité sur MINTEL.

3614 SCRL, c'est le code d'accès instantané à toute l'information, de la fiche d'identité de l'entreprise à sa COTE-CREDIT, et au montant d'EX-COR-RS CUNSEILLE par SCRL, sur plus de 850 000 entreprises françaises. Une information précieuse à l'emploi, constamment actualisée.

Pour en savoir plus, appez 3614 SCRL pour une démonstration gratuite ou contactez-nous : SCRL, 5, quai Jaffé, BP 9063, 69255 LYON, Cedex 09. Tél. 72.20.10.00 (France) ou 40.11.25.25 (Paris).

L'information SCRL : Pour que vos affaires restent des affaires.

هكذا من الأصل

6 Le Monde • Mardi 17 janvier 1989 ***

(Publicité)

Et maintenant, quelques pages
d'un nouvel hebdomadaire d'actualité.

360

9

Affairisme mesure...

LE POINT

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION N° 852/16-22 JANVIER 1989/18 F

1989 LES NOUVEAUX CAHIERS DE DOLEANCES



هكذا من الأصل

LES FRANÇAIS SONT COMME ÇA

Pilule abortive : pour ou contre ? REPÈRES

POUR 60 %

63 % des hommes
57 % des femmes
66 % des 15-24 ans
56 % des 50-59 ans
69 % des cadres supérieurs
61 % des ouvriers
40 % des catholiques pratiquants
65 % des catholiques non pratiquants

CLAUDE EVIN

ministre de la Santé

« La pilule abortive est aujourd'hui devenue moralement la propriété des femmes »

MICHEL BARZACH

ancien ministre de la Santé

« A-t-on en France des gens qui veulent se placer au-dessus de la loi ? L'avortement dans notre pays est légalisé avec une limite à 10 semaines. Mais on n'a pas le droit de faire un avortement à 10 semaines »

Y. BATHILLON

professeur de médecine

« La pilule abortive est un service que l'on rend aux femmes »

CONTRE 29 %

24 % des hommes
34 % des femmes
24 % des 15-24 ans
28 % des 50-59 ans
22 % des cadres supérieurs
28 % des ouvriers
51 % des catholiques pratiquants
23 % des catholiques non pratiquants

CARDINAL EUSTIGER

archevêque de Paris

« Tu ne tueras point. C'est un principe qui ne peut pas se discuter »

Mgr DECOURTAY

président de la Conférence épiscopale

« L'âme humaine qu'on crée à l'empereur »

ANONYME

« L'âme humaine qu'on crée à l'empereur »

Religion

40 % des Français n'assistent jamais à la messe de minuit (16 % y vont chaque année, 15 % de temps à autre, et 29 % rarement), selon un sondage Sofres-Madame Figaro.

Alimentation

Le Français mange de moins en moins de pain et de plus en plus de yaourt. Il consomme en moyenne 66 kg de pain par an (contre 73 kg en 1976) et 12,5 kg de yaourt (contre 7,8 kg en 1976).

Hygiène

8 % des hommes, 3 % des femmes, 10 % des personnes âgées de 50 à 64 ans ne se lavent les dents qu'une fois par semaine, ou même jamais, selon un



sondage Ipsos réalisé pour le compte de l'Association française dentaire du 12 au 21 octobre 1988.

Santé

Les dépenses de santé en France ont crû de 15 % par an depuis 1950 et seront vraisemblablement le premier poste de consommation avant l'an 2000.

Médecine

75 % des Français sont disposés à faire don de certains de leurs organes après leur décès.

Carrières

En France, 24,7 % de la population active est composée de fonctionnaires (18,2 % aux Etats-Unis et 7,8 % au Japon).

Mobilier

Selon un sondage réalisé pour le Salon du meuble par Ipsos, plus d'un Français sur deux plébiscite la cuisine comme lieu prioritaire en cas de réaménagement de la maison ; 40 % des personnes sondées optent pour la modernité dans leurs achats ; 30 % choisissent la tendance « patrimoine » ; 28 % achèteraient des meubles entrant dans la tendance « émotion ».

Les Français vus par... U.S. News

« Le temps est peut-être venu de se mettre à aimer les Français... La France, dont les Américains ont toujours pensé qu'elle allait les rouler, leur mentir ou les humilier, a acquis suffisamment de confiance en elle-même pour cesser d'irriter ses alliés. Le regard mauvais de Marianne est devenu serein. Cela ne saute pas aux yeux lorsqu'on voit des camions militaires parcourir les banlieues pour emmener les citoyens à leur travail... On prend le risque de passer pour un imbécile à affirmer que les Français

sont aujourd'hui détendus. Mais la tolérance semble être devenue un nouvel ingrédient de la société française... Il faudra pourtant du temps avant que cette nouvelle confiance en soi s'applique de façon générale. Les habitants d'un pays qui a inventé le haussement d'épaules hautain trouvent toujours une bonne raison de se plaindre... La véritable preuve du nouvel état d'esprit des Français, on l'aura quand les automobilistes laisseront passer les piétons. »

DAVID LAWDAY

LA SEMAINE

par Claude Imbert
Fidèlement vôtre

A lors *Le Point* change ? Il change de forme et ne change pas de fond. Notre ambition, pour tout vous dire, c'est même qu'il ne change de forme que pour mieux affirmer le fond. Était-ce nécessaire ? Non, si l'on en croit la majorité de nos lecteurs réguliers, qui battent des records de fidélité. Oui, si l'on écoute les plus jeunes de nos lecteurs, les lecteurs occasionnels et quelques non-lecteurs que nous aimerions conquérir parce que nous les sentons proches. Oui encore, si nous en croyons cette intuition, toute simple, qu'un journal de seize ans d'âge devient adulte, et veut des habits neufs.

Les changements que vous découvrirez ici obéissent d'abord à l'appétit de meilleure lisibilité et d'un style graphique rajeuni : un peu plus d'espace, une respiration et un rythme mieux accordés à l'air du temps. De la couleur partout, pour des yeux qui y sont désormais habitués. Cette couleur omniprésente servira, bien sûr, l'esthétique des photos, mais plus encore l'efficacité d'un graphique, d'une carte, d'un surtitre, d'un filet, et du dépliant à vocation pédagogique que vous trouverez dans chaque numéro. La séquence des principales sections (Nation, Monde, Économie, etc.) reste, elle, en gros, inchangée pour préserver la clarté et le confort de lecture que nos lecteurs nous reconnaissent et souhaitent retrouver.

Mais le journal s'ouvre par un ensemble consacré au « culturel » : livres, spectacles, expositions, bien plus étoffé que par le passé. La fin du journal est, elle, dévolue, non plus au seul document, mais aux objets nouveaux, aux voyages et à la table, pour ouvrir quelques fenêtres plus vastes aux plaisirs de la vie. Des rubriques nouvelles sont créées, dont l'une consacrée aux préoccupations européennes. Comme rien de ce que vous trouviez jadis dans *Le Point* n'est sacrifié, la pagination rédactionnelle de l'ensemble s'en trouve augmentée.

Quant au contenu — *Le Point* est avant tout un journal de texte — son traitement évolue avec une préoccupation capitale : développer, chez nous, les propriétés spécifiques de l'écrit devant un public de plus en plus immergé dans le bain audiovisuel.

Ces propriétés sont le concept, l'idée, la précision, la critique, bref, le produit des fonctions actives de l'intelligence qui font de l'écrit — soit dit en passant — un instrument de liberté contre toutes les inquiétantes passivités de l'époque.

Autant dire que, tout en restant « à la disposition des événements », nous privilégierons de plus en plus la réflexion et l'enquête en profondeur, pour dégager ce qui comptera dans l'avenir au détriment de ce que charrie l'écume des jours. Nous mettons, en somme, le projecteur sur ces territoires que l'image, par sa brièveté et son instantanéité, reste impuissante à éclairer : le dessous des cartes, le ressort caché des décisions, la perspective historique, la signification prospective.

Nos enquêtes manifestent enfin que les lecteurs du *Point* le souhaitent moins réservé et distant. Ils apprécient notre indépendance, mais trouvent que nous n'en usons pas assez. À côté de l'information, où ils ne trouvent pas à redire, ils nous voudraient plus ardents dans le commentaire, plus animés dans le ton.



Il s'agit toujours de vous aider à faire, avec nous, le même « Point »

Outre quelques grandes signatures amies qui interviendront plus fréquemment selon l'occasion, vous trouverez donc chaque semaine les éclairages de Jean-François Revel ou d'Alain Duhamel pour la politique, d'Yves Guihannec pour l'économie, de Pierre Billard pour les faits de culture et de société, de Philippe Meyer pour la télévision. De mon côté, j'interviendrai régulièrement à cette place.

Si 330 000 acheteurs manifestent aujourd'hui une confiance régulière au *Point*, c'est qu'ils lui reconnaissent — à lire du moins notre enquête de lectorat — quelques qualités qu'il nomment : indépendance politique, résistance aux caprices de mode, pour, une fois la semaine, trouver son cap dans une nébuleuse de signes mobiles et profus. Ce sont ces mêmes services que nous continuerons de rendre. Comme les temps ont changé, les regards et les sensibilités aussi, nous modernisons le sextant. Mais il s'agit toujours, chaque semaine, de vous aider à faire, avec nous, le *Point*.

Découvrez le nouveau Point et vous saurez pourquoi il faut le lire.

ECONOMIE

DÉLITS D'INITIÉS

Affairisme (suite)

Le ministre Roger Fauroux relance l'affaire de la Société générale et porte un coup au ministère des Finances, déjà atteint par les rumeurs du scandale Pechiney.

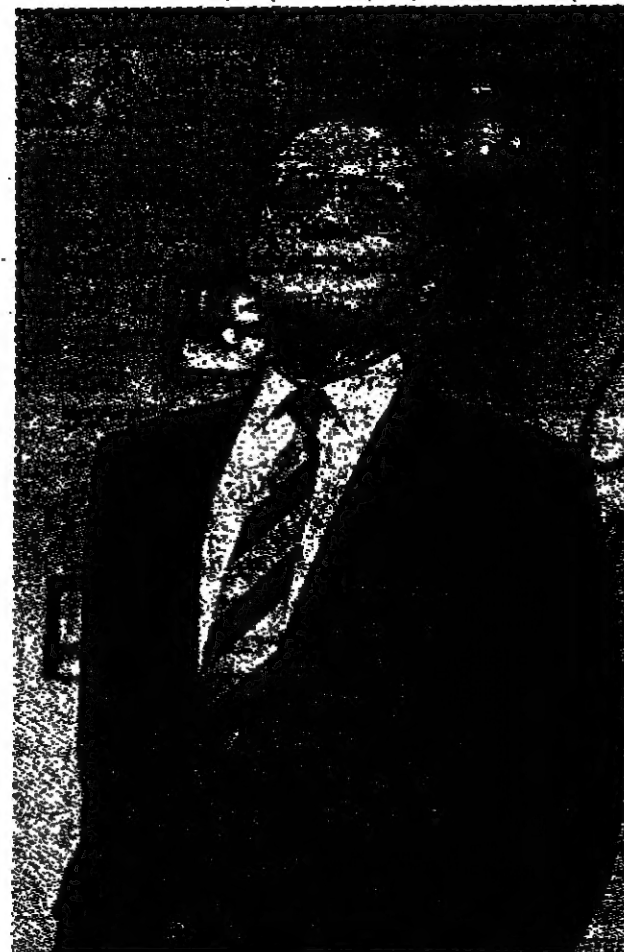
Qu'y a-t-il de plus rassurant pour les Français : apprendre que des financiers de gauche s'en sont mis plein les poches grâce à des informations confidentielles, ou découvrir que des financiers de droite se sont enrichis en dupant un gouvernement de gauche ?

Telle est l'alternative inouïe qui s'offre aujourd'hui à eux avec les développements du scandale Pechiney et les décapantes déclarations (du moins, les premières, avant sa rétractation) du ministre de l'Industrie, Roger Fauroux. Qu'a dit celui-ci à *L'Express* ? Que l'affaire de la Société générale lui apparaissait d'une « tout autre gravité » que le scandale Pechiney, et exigeait donc une enquête de la Commission des opérations de Bourse. Une affaire où les attaquants de la banque auraient engrangé d'énormes plus-values (700 millions de francs, selon l'Agefi) au détriment de la Caisse des dépôts, organisme public gérant les fonds des Caisses d'épargne...

Les esprits subtils devinent dans cette sortie de Roger Fauroux un habile contre-feu : le scandale de la Générale, s'il éclatait, aurait l'inappréciable avantage de mettre, cette fois, en cause des patrons plutôt de droite. Mais fait-on oublier (ou, mieux, excuser) des amis du Président qui au-



ROGER FAUROUX



PIERRE BÉRÉGOVOY

Ça tangué Rue de Rivoli

raient commis une indélicatesse en compromettant des amis de... Raymond Barre, par exemple, qui en auraient commis une plus juteuse ? Curieuse arithmétique, où deux « plus » s'annuleraient. Si manipulation il y a, elle risque de relever plus de Gribouille que du manuel de Machiavel.

Pierre Bérégovoy, en tout cas, se soucie peu de ces subtilités, et il a pris la déclaration de son collègue pour ce qu'elle est pour toute personne sachant lire le français : une attaque frontale. Cela tangué fort, en effet, rue de Rivoli. Bien qu'il ne soit pas encore installé quai de Bercy, où son bureau aura les pieds dans la Seine, Pierre Bérégovoy commence à avoir le mal de mer.

La toute-puissante forteresse des Finances, qui depuis des siècles fait trembler tous les autres ministères est secouée par l'échec de l'offensive contre la Société générale, les rumeurs

contre le directeur de cabinet du ministre, Alain Boubil, et aujourd'hui les remous internes. « *L'ambiance y est effroyable, raconte un grand directeur. Jamais le prestige de la Grande Maison n'a été aussi atteint. Jamais un ministre n'avait osé attaquer aussi vivement son collègue des Finances.* »

Dès jeudi soir, il est vrai, sermonné par l'Hôtel Matignon, le catholique Roger Fauroux venait à résipiscence et, avec bien peu de charité, chargeait la presse de son péché. Une fois de plus, Michel Rocard réussissait à ne pas quitter l'Aventin d'où depuis des semaines il observe, sans agir, le cours des affaires et des scandales.

C'est un pari immense que de gérer une telle crise au jour le jour en comptant sur les effets délétères du temps. Car ce temps est aussi celui des enquêteurs américains, peu sensibles aux arrangements à la française. ●

GEORGES VALANCE

Pechiney
la p...
suiss...

L'enquête...
aboutit à...
Vieille com...
de la COB...
société fin...
et quatre...
suisses pou...
bien deve...
révéler l'...
d'autres ac...
Grosses su...
en perspect...

ECONOMIE

JEAN-PIERRE MICHAU
En territoire connuPechiney :
la piste
suisse

L'enquête américaine aboutit à Unigestion. Vieille connaissance de la COB, cette société financière et quatre banques suisses pourraient bien devoir révéler l'identité d'autres acheteurs. Grosses surprises en perspective.

Comme le dit un enquêteur : « Dans les affaires financières, tous les chemins mènent en Suisse. » Et c'est, en effet, de Genève que sortira une partie de la vérité dans l'affaire des « initiés » de Pechiney. Elle peut déboucher sur un énorme scandale financier compromettant des personnalités. On touche là aux discrètes fortunes qui « reposent » au bord du Léman.

Les enquêteurs français de la COB, la Commission des opérations de Bourse, puissamment épaulés par leurs collègues américains de la SEC, la Securities and Exchange Commission, ont déjà identifié en France (voir Le Point n° 857) cinq intermédiaires et quelques acheteurs — dont Max Théret et Patrice Pelat, deux proches du Parti socialiste. Ils poursuivent leur enquête à Paris. Ils ont, par exemple,



MAIMAN/SYGMA

repéré deux autres banques d'investissement américaines, Prudential Bache et Raymond James International, dont les bureaux parisiens ont passé des ordres, et ils remontent la filière des initiés.

Mais la piste royale a été ouverte en Suisse, par les Américains. Les limiers de la SEC ont retrouvé une vieille connaissance de la COB et de la justice française, la société Unigestion. Celle-ci a acheté des actions de Triangle Industries, la maison mère d'American National Can, pendant la semaine chaude qui a précédé l'annonce officielle de l'achat par Pechiney de Triangle, le numéro un mondial de l'emballage. Et Le Point peut révéler qu'à deux reprises déjà la COB a porté plainte contre cette société dans des affaires d'initiés. L'une d'elles avait même conduit — fait exceptionnel — la police française à perquisitionner au siège social de ce groupe.

En outre, les autorités américaines ont fait bloquer les comptes de certains clients dans quatre banques suisses. L'une d'elles — la Banque cantonale vaudoise — abriterait la fortune de l'un des principaux acheteurs

français. Une autre — la Banque de la Suisse italienne — est une filiale d'Unigestion. Derrière l'affaire d'initiés, les enquêteurs américains pourraient mettre à profit leur séjour en Suisse pour débusquer d'autres circuits financiers plus troubles...

Jean-Pierre Michau, le chef du service de l'inspection de la COB, est en territoire connu. Il a pu apprécier les « services » qu'a rendus Unigestion dans d'autres affaires d'initiés. Lorsqu'il instruisait au tribunal de grande instance de Paris les dossiers financiers les plus sensibles, le magistrat est intervenu sur plainte de la COB. La première fois, le 28 novembre 1978, la Commission dénonçait une opération d'initiés entre la société parisienne Meci et le groupe Rivaud, une des nébuleuses françaises les plus secrètes. Par l'intermédiaire d'Unigestion, dirigée par un Français, Pierre Sabrier (naturalisé suisse depuis), et son fils Bernard, des acheteurs bien informés avaient alors réalisé un beau coup de Bourse.

Grande première : sur commission rogatoire internationale du juge, la brigade financière de Paris avait pu alors, avec l'assistance des Suisses, perquisitionner au siège de la société, rue du Marché, à Genève, saisir des documents et interroger son PDG. Bernard Sabrier reconnu à l'époque avoir réalisé l'opération Meci sur l'instruction d'un client dont il ne voulut pas révéler le nom.

La deuxième fois, en 1983, le juge Michau s'est cassé les dents. Cette année-là, Saint-Gobain se met d'accord avec la CGE (Compagnie générale d'électricité) pour lui racheter sa participation dans la Compagnie générale des eaux, s'assurant ainsi le tiers du capital de cette société. On parle alors de nationalisation rampante. On s'émeut. La Banque Stern est chargée de revendre une partie des actions. Elle les propose à Unigestion. Refus de la COB, qui ne souhaite pas que ces titres partent à l'étranger. Deuxième temps : la Compagnie générale d'électricité, toujours, décide de vendre sa participation dans la Société de bâtiments et de travaux publics Sainrapt et Brice à Saint-Gobain. Les deux groupes s'entendent pour gonfler le cours de l'action. Celle-ci grimpe alors de près de 40 % en une semaine. Des mouvements boursiers ont lieu. Des informations ont filtré. On apprendra plus tard que la Banque Stern a donné un ordre à Unigestion. La COB portera plainte le 28 novembre 1983. En vain. Cette fois, les Suisses refuseront de voir les enquêteurs. L'affaire se conclura par le renvoi discret d'un employé de chez Stern, visiblement de mèche avec Unigestion.

Ce groupe, décidément très dynamique, embauche l'année suivante une des vedettes de la BNP, Daniel Olchan.

Chez votre marchand de journaux : le nouveau Point tout en couleur et à son format habituel...

Amériques

VENEZUELA

M. Carlos Andres Perez a formé son gouvernement

Caracas. — Le social-démocrate M. Carlos Andres Perez, élu président du Venezuela le 4 décembre dernier, a annoncé samedi 14 janvier la composition de son gouvernement.

Avant sa prise de fonction officielle, prévue pour le 2 février, M. Perez a commencé dimanche un voyage d'une semaine qui doit le conduire en Yougoslavie (pays hôte du neuvième sommet des non-alignés, l'automne prochain), dans les Emirats arabes unis, en Iran et en Irak (le Venezuela est un membre fondateur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole), puis en RFA et en Espagne. M. Perez entend consacrer une part importante de son mandat à la politique internationale. En particulier, il entend pousser à une approche col-

lective du problème de la dette du tiers-monde, et singulièrement, de l'Amérique latine, au lieu des réglemens pays par pays en vigueur aujourd'hui, conformément aux préférences des créanciers occidentaux.

Enfin le Congrès vénézuélien a publié le 14 janvier un rapport sur l'incident du 29 octobre dernier au cours duquel quatorze pêcheurs avaient été abattus par l'armée. Ce document infirme la thèse des milieux militaires, selon laquelle la patrouille responsable aurait cru avoir affaire à des guérilleros colombiens : les victimes ont été tuées par balles tirées, parfois à bout portant, dans la nuque ou dans le dos. — (AFP, Reuter.)

Voici la composition du nouveau gouvernement vénézuélien :

Intérieur, M. Alejandro Izaguirre; Affaires étrangères, M. Enrique Tejera Paris; Secrétariat à la présidence, M. Reinaldo Figueredo; Défense, général Italo del Valle Allegre (déjà titulaire du poste); Énergie et mines, M. Celestino Amas; Finances, M. Eglez Iturbe de Blanco; Planification, M. Miguel Rodriguez; Industrie et commerce, M. Moises Naim; Agriculture, M. Fanny Bello; Transports et communications, Gustavo Rada; Education, Gustavo Roosen; Travail, M. Mariela Padron; Justice, M. Luis Beltran Guerra; Santé, M. Felipe Bello; Développement urbain, M. Luis Penzini Fleury; Sciences et technologie, M. Dulce Arana; Culture, M. José Antonio Abreu; Environnement, M. Enrique Colmenares Finol.

Procès spectaculaire aux Etats-Unis

L'acteur Rock Hudson devait-il révéler à son partenaire qu'il avait le SIDA ?

WASHINGTON
correspondant

O temps, ô mœurs !... Devant le spectacle d'un procès en cours à Los Angeles, un Ciceron contemporain pourrait certes reprendre l'exclamation de l'auteur des *Catilinaires*. Le plaignant, Marc Christian, musicien de trente-cinq ans, demande 11 millions de dollars à la succession de son ancien amant, l'acteur Rock Hudson, mort à Paris en octobre 1985 des suites du SIDA.

Christian affirme avoir vécu une « extrême détresse morale » et souffert physiquement et moralement des mensonges de l'acteur, de ses secretaires et de ses médecins qui délibérément lui ont dissimulé la gravité du mal dont son partenaire était atteint : ainsi, dans ses derniers mois, Hudson, amaigri et affaibli, lui disait-il qu'il suivait un régime.

Complice, le secrétaire de l'acteur assurait qu'il souffrait d'un cancer du foie ou d'un anévrisme, et cela, selon les avocats de Christian, parce qu'Hudson voulait continuer ses relations sexuelles.

Toujours selon les avocats de Christian, quelques semaines avant sa mort, Hudson aurait dit à son secrétaire : « Prenez soin du petit... je l'ai peut-être tué. » Néanmoins, son testament ne contenait aucune disposition en faveur de Christian.

Pour les avocats de la succession, Christian est seulement animé par le goût du lucra et par un soud de publicité. Ils soulignent que le test de séropositivité auquel il s'est soumis tardivement a été négatif. Mais le mensonge subsiste, déclare Christian.

Les avocats s'efforcent également de démontrer que, malgré sa durée (deux ans et demi), la liaison entre les deux hommes

n'était ni stable ni régulière, et que leurs liens s'étaient relâchés lorsque Christian s'est avoué qu'il se prostituait... Ils ajoutent que Christian voulait faire chanter Hudson en le menaçant de publier les lettres d'amour que l'acteur lui adressait quand il tournait à l'étranger. En effet, soucieux de cacher l'homosexualité de son patron, le secrétaire de l'acteur donnait de l'argent aux domestiques pour qu'ils gardent le silence.

Christian, lui, plaide que l'entourage et les médecins d'Hudson avaient le devoir de l'informer du danger auquel il s'exposait en poursuivant ses relations avec l'acteur. Ce procès nauséabond, appelé à durer plusieurs semaines, pourrait créer une jurisprudence, imposant une obligation à un malade atteint du SIDA de révéler son mal à son ou ses partenaires sexuels.

HENRI PIERRE.

● ÉTATS-UNIS : un musicien arrêté pour avoir menacé de tuer M. George Bush. — Un musicien au chômage a été arrêté vendredi 13 janvier à Boca-Raton, en Floride, pour avoir menacé de tuer le président élu, M. George Bush, a déclaré un agent des services secrets de Palm-Beach. Cet agent n'a pas précisé de quelle manière le suspect avait menacé la vie de M. Bush. — (Reuter.)

CANADA

Le premier ministre du Québec entame une tournée européenne

Le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a entamé, dimanche 15 janvier à Bonn, une tournée de deux semaines dans cinq pays européens, dont la France, où il arrivera vendredi.

Plus intéressé par le commerce que par la politique, M. Bourassa tentera surtout de renforcer les liens économiques et technologiques entre le Québec et la RFA, la Grande-Bretagne, la Suisse, la Belgique et la France — seul pays où il sera reçu en visite officielle.

Le premier ministre québécois espère notamment que sa visite à Paris, où il rencontrera le président François Mitterrand et le premier ministre Michel Rocard, se conclura par l'achat d'une douzaine d'avions Canadair CL-215, fabriqués dans la région de Montréal. La conclusion de ce contrat de quelque huit cent millions de francs est reportée depuis plusieurs années. — (AFP.)

NICARAGUA

Manifestation anti-sandiniste

Managua. — Environ 5 000 personnes ont répondu dimanche 15 janvier à l'appel des quatorze partis d'opposition, réunis dans le Comité de coordination démocratique, et ont participé à une manifestation à la mémoire de Joaquín Chamorro, ancien directeur du prestigieux quotidien *la Prensa*, assassiné sous la dictature d'Anastasio Somoza. Cette manifestation revêtait une tournure clairement anti-gouvernementale : des banderoles et des slogans demandaient la démission des neuf « commandants » sandinistes, dont celle de M. Daniel Ortega, président du Nicaragua. Les manifestants protestaient également contre la situation économique désastreuse du pays, marquée notamment par une inflation de « 2 000 % ».

Afrique

MADAGASCAR : avant l'élection présidentielle du 12 mars

M. Monja Jaona, président du Monima, dénonce l'« arbitraire » du régime

Le dirigeant malgache Monja Jaona, qui a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle du 12 mars à Madagascar, a dénoncé, au cours d'une conférence de presse, le samedi 14 janvier, le caractère « personnel et familial » du régime du président, Didier Ratsiraka et « sa faillite dans tous les domaines, après treize ans de pouvoir ».

M. Monja Jaona, qui est le président du parti d'opposition légal Monima la Mivumbio (Mouvement pour l'indépendance de Madagascar, nationaliste), a violemment condamné l'« arbitraire » de l'administration, l'« absence de libertés démocratiques », l'« arbitraire » des opérations de répression du banditisme rural et le « terrorisme exercé par l'Etat dans les campagnes ». Il a déclaré prêt à diriger un mouvement populaire si « des gens continuent d'être arrêtés et tués sans recours aux voies judiciaires légales ».

« Les vraies causes de la dégradation économique du pays sont les détournements, les trafics et la corruption sous toutes leurs formes », a estimé le président du Monima. Il a qualifié le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, engagés à Madagascar dans un très important programme d'ajustements structurels, de « voleurs, complices des gouvernements africains » et les conditions imposées pour redresser la situation économique du pays de « draconiennes, d'insupportables pour le peuple malgache ». « Face à la misère croissante du peuple, a-t-il ajouté, une minorité de gens s'enrichit très vite, de manière extravagante et dans des conditions douteuses ».

Le président malgache brigue un troisième mandat à la tête du pays. Outre la candidature de M. Monja Jaona, figure aussi celle du docteur Jérôme Razanababiny Marojana, du Vavany (modéré). — (AFP.)

ZAIRE

La Belgique suspend son aide à Kinshasa

Le gouvernement belge a décidé, samedi 14 janvier, d'interrompre « jusqu'à nouvel ordre » son aide au développement en faveur du Zaïre, en réponse à la décision de Kinshasa de suspendre le remboursement de ses créances et de dénoncer les traités le liant à son ancienne puissance coloniale.

« Nous devons réagir, de manière humaine mais ferme », a expliqué M. Wilfried Martens, le premier ministre belge, à l'issue d'un comité ministériel exceptionnel de près de six heures convoqué après l'annonce des décisions zaïroises.

Le gouvernement belge « se limitera à l'exécution des projets de coopération au développement en cours » avec le Zaïre, a précisé M. Martens dans une déclaration à la presse. La Belgique consacre l'équivalent d'environ 800 millions de francs par an à la coopération avec son ancienne colonie.

Le Zaïre avait décidé, vendredi, toute une série de mesures inamicales à l'encontre de la Belgique : suspension de tous les remboursements des créances belges (environ 6 milliards et demi de francs) dénonciation du traité d'amitié et de la convention de coopération, signés respectivement en 1960 et 1976, et réouverture du « contentieux » belge-zaïrois, né de l'époque coloniale et de la décolonisation.

M. Martens a d'autre part indiqué qu'il considérait le « contentieux » belge-zaïrois « définitivement clos » depuis une convention signée en 1965 à ce sujet. Il a enfin annoncé le recours à une procédure d'arbitrage, après la décision du Zaïre de réduire de moitié le nombre de voix que la compagnie belge Sabena assure de Bruxelles à Kinshasa.

Les instances dirigeantes du Mouvement populaire de la révolution (MPR, parti unique) ont « rejeté catégoriquement », dimanche, les propos du premier ministre belge. Réunies autour du président Mobutu Sese Seko, les autorités zaïroises, selon leur porte-parole, se sont « réservées » le droit de saisir la Cour internationale de justice de La Haye du contentieux avec la Belgique. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Bangladesh

Une collision ferroviaire fait au moins 120 morts

Pubail (Bangladesh). — Des dizaines de familles ont dormi à la belle étoile en attendant de pouvoir continuer à rechercher leurs proches, victimes de la plus grave catastrophe ferroviaire du Bangladesh, qui a fait au moins cent vingt morts, le dimanche 15 janvier. Les autorités craignent que la tâche définie n'attire les deux camps rivaux. Plus de mille personnes ont également été blessées dans la collision, qui s'est produite lorsque deux trains bondés de voyageurs se sont heurtés à Pubail, à 24 kilomètres de la capitale Dacca.

L'accident a, semble-t-il, été causé par une erreur de signalisation. Les responsables, si tant qu'une enquête, avait été ouverte. Le président Ershad a annoncé que les familles des morts recevraient chacune 100 000 takas (3 000 dollars). — (Reuter.)

Corée

Pyeongyang accepte une rencontre avec le premier ministre de Séoul

La Corée du Nord a accepté, lundi 16 janvier, la proposition de Séoul d'une rencontre entre les premiers ministres des deux Corées. Pyeongyang a toutefois mis une condition : que les négociations aient lieu dans une zone neutre, à l'instar de la zone sud-coréenne « Team Spirit », prévues pour le mois prochain, soient annulées. La réponse nord-coréenne a été transmise sous la forme d'une lettre du premier ministre, M. Yon Hyon-muk, remise aux Sud-Coréens à Panmunjom.

La proposition de Séoul, contenue dans un message en date du 28 décembre dernier du chef du gouvernement sud-coréen, M. Kang Young-hoon, prévoyait que chaque premier ministre serait accompagné d'une délégation de sept membres comprenant des responsables militaires et que les conversations auraient pour but de mettre fin à la tension entre les deux Corées. — (AFP, Reuter, UPI.)

● CHINE : libération de trois étudiants africains. — La police de Nanjing a libéré trois étudiants africains accusés d'avoir participé à des heurts avec des Chinois la veille de Noël, a annoncé, dimanche 15 janvier, l'agence Chine nouvelle. Deux Béninois ont été relâchés et pris de quitter la Chine dans les deux jours après avoir purgé une peine de deux semaines pour « atteinte à l'ordre public », et un Ghanéen a été placé en résidence surveillée pendant la durée de l'enquête. L'un des étudiants béninois, M. Dossomou Boni Lodovic, a déclaré avoir été torturé à l'électricité par la police, et ses deux camarades ont affirmé avoir été battus. — (Reuter, AP.)

● IRLANDE DU NORD : Assassinat d'un ancien membre des forces de police. — Un Nord-Irlandais, qui avait quitté les forces de sécurité de l'Ulster il y a quelques années, a été tué par balles à bout portant, le dimanche 15 janvier, au domicile de son amie, dans le comté de Donegal. Par ailleurs, deux bombes ont explosé dans la nuit de samedi à dimanche à Belfast et à Londonderry, blessant légèrement deux soldats et deux civils. Enfin, la police irlandaise a annoncé, diman-

Pologne

Session plénière du comité central

Le comité central du POUK (parti communiste) se réunira lundi 16 janvier pour une session plénière de deux jours afin d'examiner l'opportunité d'une ouverture politique majeure. A la suite d'une conférence émanant d'un haut fonctionnaire du parti annonçant la législation prochaine du syndicat des Solidarnosc, on s'attendait que la session soit consacrée à l'introduction d'un nouveau modèle syndical dont le principe semble avoir été admis par les dirigeants.

URSS

Publication du décret rattachant l'administration du Karabakh à Moscou

L'agence Tass a publié, le samedi 14 janvier, le décret du présidium du Soviet suprême de l'URSS sur le Karabakh, adopté jeudi, aux termes duquel un comité d'« administration spéciale » sera institué « temporairement » à partir du 20 janvier dans la région contestée qui relève directement des organismes centraux de l'URSS, à Moscou. Ce comité sera présidé par M. Arkadi Volkov, envoyé spécial du Kremlin, qui séjourne au Nagorny-Karabakh depuis juillet dernier.

Le décret souligne que le Karabakh continue à faire partie de l'Azerbaïdjan. Le comité disposera des pouvoirs du soviet (conseil) régional qui sera, quant à lui, ainsi que son comité exécutif, « suspendu » en attendant la tenue d'élections pour un nouveau soviet.

En ce qui concerne la justice, les tribunaux et parquets du Nagorny-Karabakh exerceront « conformément à la législation actuelle et à une procédure qui sera établie par le parquet général de l'URSS, le ministère soviétique de la justice et la Cour suprême de l'URSS ».

L'administration spéciale disposera également du droit de suspendre les soviets locaux, ainsi que les activités des organisations publiques et des associations indépendantes si elles vont à l'encontre « de la Constitution et des lois de l'URSS ». — (AFP.)

● JAMAÏQUE : Elections le 9 février. — Le premier ministre conservateur de la Jamaïque, M. Edward Seaga, a annoncé, le dimanche 15 janvier, que les élections législatives auront lieu le 9 février. Il a demandé à la population de donner un troisième mandat à son administration, en place depuis 1980.

● SINGAPOUR : semi-retraite pour M. Lee Kuan Yew. — Le vice-premier ministre, M. Goh Chok Tong, a déclaré, lundi 16 janvier, assumer les fonctions de chef du gouvernement et s'annoncer que le premier ministre en titre, M. Lee Kuan Yew, se contenterait désormais de présider les conseils des ministres et de servir de conseiller. M. Goh aurait dû succéder en septembre 1988 comme premier ministre à M. Lee, soixante-cinq ans, au pouvoir à Singapour depuis juin 1959. Le 10 septembre, M. Goh avait cependant indiqué que se retirer du pouvoir. — (AFP.)

LA COMPAGNIE IBERIA INFORME

IBERIA, Lignes Aériennes d'Espagne, a le regret de vous informer que, du fait des conflits sociaux, elle a été amenée à modifier son programme de vols de France vers l'Espagne et vice-versa, à partir du lundi 16 janvier 1989.

Par conséquent, elle assurera le programme suivant :

IB 650/651	MADRID/PARIS/MADRID	Quotidien
IB 656/657	LAS PALMAS/MALAGA/PARIS et v.v.	Lundi/Vendredi/Dimanche
IB 666	BARCELONE/PARIS	Quotidien
IB 667	PARIS/BARCELONE/ALICANTE	Quotidien
IB 676/677	S.J. COMPOSTELLE/BILBAO/PARIS/FRANCFORT et v.v.	Quotidien sauf Samedi
IB 694/695	SEVILLE/VALENCE/PARIS et v.v.	Lundi/Mercredi/Vendredi et Dimanche

Pour plus d'information, veuillez vous renseigner auprès de notre Service Réservation n° 47.23.00.23 ou auprès de notre Escalier d'Orly au n° 49.75.50.53/54/55.

IBERIA vous informera dès que son programme normal sera rétabli, et vous prie de bien vouloir excuser ces inconvénients indépendants de sa volonté.

IBERIA
LIGNES AÉRIENNES D'ESPAGNE
UNE GRANDE COMPAGNIE À L'HEURE DE L'EUROPE

Le Mouja Inoua, président du Niger
démontre l'« arbitraire » du régime

Le Mouja Inoua, président du Niger, a démontré l'« arbitraire » du régime en annonçant la dissolution du parlement. Cette décision, prise sans consultation préalable du conseil des ministres, a suscité de vives réactions. Le Mouja Inoua, qui a pris le pouvoir en 1987, a tenté de consolider son pouvoir en éliminant les oppositions. Cette manœuvre a été perçue comme une tentative de coup d'État.

A TRAVERS LE MONDE

Paris :
M. Georges Marchais
demande
deux têtes de liste

Après l'accord intervenu, jeudi 12 janvier, entre les députés socialistes et communistes pour les élections municipales des 12 et 19 mars prochains, M. Georges Marchais a relancé le débat en demandant la reconduction des accords de 1983 sur Paris, donnant à son parti deux têtes de liste sur vingt (1).

M. Marchais, qui s'exprimait, samedi 14 janvier, lors de la Nuit du cinéma organisée par la section communiste du quatorzième arrondissement de Paris, a déclaré que cette proposition, « très modérée », peut permettre en mars prochain « de doubler ou de tripler le nombre des élus socialistes et communistes, d'être dans quatre ou cinq arrondissements de Paris un maître communiste ». Cette proposition assurerait, selon le secrétaire général du PCF, « une juste représentation des uns et des autres ». « A Paris, comme partout ailleurs, socialistes et communistes ne peuvent gagner qu'ensemble, et il faut, pour cela, que cette victoire soit celle des uns et des autres », a observé M. Marchais.

La nouvelle exigence des communistes a déjà suscité une réaction négative du premier secrétaire de la fédération socialiste, M. Jean-Marie Le Guen, qui la juge « irréaliste ». Alors que les négociations sur les élections municipales à Paris doivent se poursuivre dans la semaine, M. Le Guen se déclare seulement prêt à « proposer aux communistes, par arrondissement, leur juste place en termes arithmétiques », ce qui signifie qu'aucune tête de liste ne leur serait abandonnée. M. Le Guen, partisan d'une union « sincère » avec le Parti communiste, souhaite que celui-ci « revienne à la réalité ».

Le premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris devra en outre examiner la situation dans le treizième arrondissement, où il est lui-même candidat et où la tête de liste, M. Paul Quilès, ministre des PTT, dont il est le suppléant à l'Assemblée nationale, refuse de faire figurer aucun communiste à ses côtés. Le courant Socialisme et République (proche de M. Chevènement), est, lui aussi, hostile à un accord avec le PCF au premier tour à Paris, alors que les amis de M. Lionel Jospin souhaitent, au contraire, y parvenir. Il reviendra à la convention nationale du PS, qui se réunit les 21 et 22 janvier, de juger si Paris peut faire exception à l'accord national conclu entre les deux partis.

(1) En mars 1983, les listes d'union de la gauche étaient conduites par le Parti communiste, dans les douzième et dix-neuvième arrondissements. Le 24 avril 1983, au premier tour de l'élection présidentielle, M. André Lajoinie, candidat du PCF, avait obtenu 3,65 % des suffrages exprimés à Paris.

Politique

La préparation des élections municipales

Le terrain et les « petits »

Désormais, la parole est au terrain. A droite, RPR et UDF ont bouclé le dossier des investitures et ont publié la liste de leurs chefs de file dans les grandes villes. A gauche, socialistes et communistes ont choisi d'affronter les municipales dans l'union.

Le cadre général étant fixé, il reste maintenant à composer les listes. C'est, sans doute, l'un des temps les plus importants dans une élection municipale. C'est en effet à ce stade que les alliances se nouent, que les personnalités influentes dans les communes sont le plus sollicitées. C'est également dans cette période que les conflits éclatent, ou se réduisent.

A droite, les cas de dissidence concernent toujours Lyon et Lille, mais aussi Cannes et Aix-en-Provence. Dans cette dernière ville, des Bouches-du-Rhône, l'annonce de la candidature du secrétaire d'Etat d'« ouverture », Thierry de Beaucé, ne suscite guère

l'enthousiasme du PS, dont le premier secrétaire, Pierre Mauroy, a même jugé au « Club de la presse » qu'elle venait « un peu tard ».

PC et PS doivent se rencontrer pour composer leurs équipes. Dans un certain nombre de villes, ces discussions s'annoncent difficiles. C'est le cas à Tarbes, où le PS revendique la tête de liste face au maire sortant communiste, mais également à Trappes, où le PS a décidé de présenter sa propre liste. Il reste moins d'une semaine au PS pour que la convention de dimanche 22 décide des investitures.

Que ce soit à gauche ou à droite, il faut faire une place aussi aux « petits » partis. L'Association des

démocrates, qui représente le courant d'« ouverture » de la majorité présidentielle, annonce qu'elle s'engage dans des négociations dans quelque quatre-vingts communes, le plus souvent en compagnie du MRG. De son côté, le CNL voudrait tripler sa représentation dans les communes importantes, ce qui implique l'élection d'un millier de siéens. Ce souci de compenser une implantation jusqu'alors très rurale conduit Yvon Briant à envisager, d'un côté, une participation à des listes d'union de l'opposition, mais également à des listes autonomes, par exemple à Versailles, au Mans et à Orléans. La stratégie, pour les petites formations, consistant à se présenter de façon autonome, impli-

que, pour espérer avoir des élus, qu'elles obtiennent au moins 5 % des voix au premier tour, condition nécessaire pour envisager une fusion avec d'autres listes mieux placées au second tour.

De son côté, le Front national, par la voix de son secrétaire général, Carl Lang, a fait savoir qu'il ne veut pas porter « la responsabilité de l'échec de la droite », et qu'il se tiendra prêt à participer avec cette dernière à des listes d'union « au soir du premier tour ». Les amis de Jean-Marie Le Pen attendent être présents dans toutes les villes de plus de trente mille habitants et dans un maximum de communes de plus de dix mille habitants.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Nantes : MM. Jean-Marc Ayrault (PS) et Daniel Augereau (RPR) veulent réveiller la « belle endormie »

NANTES
de notre envoyé spécial

Saint-Herblain est mis en vente. Impensable ! Pas possible ! Scandale ! Rassurez-vous. Il ne s'agit pas de la ville de 45 000 habitants, voisine de Nantes, mais du cargo du même nom, que son armateur, La Merbhaumais de navigation, veut céder sur le marché mondial de l'occasion. La cité de banlieue, elle, avec son hôtel de ville, ses zones industrielles et commerciales, ses quartiers populaires, ses champs et ses lotissements est encore là et bien là. Et son maire, le socialiste Jean-Marc Ayrault, a même le mors aux dents. Il part à l'assaut de la mairie de la métropole de l'Ouest, la septième ville de France, et même depuis quelques jours une campagne vigoureuse et subtile.

Yeux bleus, cheveux couleur de blé, grand, trente-huit ans, Jean-Marc Ayrault, député, a placé son offensive sous un jeu de mots qui fait mouche : « *Passion-Nantes* ». Ses affiches annoncent : « Un maire, un vrai » ou invokent l'« *Intelligence du cœur* ». Ses adversaires ont vite fait de brocarder l'appel aux sentiments et la « soft idéologie ». Mais la conquête et la gestion d'une ville sont certes affaire de compétence mais aussi de cœur. A croire que Jean-Marc Ayrault connaît ce mot un jour prononcé par Jacques Chaban-Delmas : « *Ma ville et moi, une question d'entraînes* ».

La composition de sa liste (qui comprendra soixante et un noms, dont six à quinze communistes et des écologistes) tarde à être connue. Il conduit l'offensive seul pour le moment. Bien sûr, Jean-Marc Ayrault ne dissimule pas ses ambitions socialistes depuis 1971. Mais ni le sigle PS ni la rose au poing ne figurent encore sur ses affiches. Nantes penche au centre, et les élections municipales se jouent toujours à la corde. Membre du bureau exécutif du PS depuis 1979, classé parmi les popéaristes vigilants à contrer toute velléité droite, le maire de Saint-Herblain se défend d'être coupeur de têtes.

De Rennes à Cholet

« Mon idéal socialiste se résume à une formule : le plus juste partage de l'effort et des fruits de l'effort. Si c'est ça être popéariste, alors je le suis ». Le candidat entend à la fois exprimer « de la considération pour les milieux populaires » et prouver sa crédibilité vis-à-vis du monde des affaires. Son premier adjoint, s'il est élu, sera Patrick Marchal, directeur de l'Observatoire économique régional, et il aura en charge tous les dossiers de l'emploi et du développement.

« Bien sûr en liaison étroite avec les autres communes proches. Mais aussi avec Rennes, Angers, La Roche-sur-Yon, Sablé-Nazaire et Cholet. Nous allons proposer une charte de l'agglomération et relancer une coopération active avec Sarrebruck et sa banlieue tombée dans l'oubli », ajoute Jean-Marc Ayrault qui sait de quoi il parle puisqu'il est professeur d'allemand.

Ce soir-là il rencontre les habitants de la cité HLM de la Botière. L'urbanisme, le développement social des grands ensembles, le dialogue avec les associations d'habitants. A Saint-Herblain, sur ce plan, son bilan est positif. Une dame lui montre des infiltrations d'eau dans son appartement, là des commerçants l'entrepreneur de la propriété des accès aux boutiques, ailleurs on lui parle des étrangers, de l'oisiveté des jeunes, de la nécessité de construire une salle de sports. « Je voudrais d'abord être le maire de la vie quotidienne », résume-t-il tout haut. « La municipalité actuelle délire des permis de construire n'importe comment, brade les terrains et les prix flambent. Je demande un moratoire et il faudra réviser le plan d'occupation des sols ».

A Nantes — septième ville de France, avec ses 250 000 habitants — la campagne électorale pour les municipales a commencé sur les chapeaux de roues. La désignation du porte-drapeau de la droite et du centre Daniel Augereau (RPR) ne s'est pas faite sans douleur, et à gauche le PC reproche au socialiste Jean-Marc Ayrault, qui conduit les opérations, de faire une campagne « *personnalisée* ». D'un côté comme de l'autre (l'actuel maire, Michel Chauty, RPR, ne briguant pas un nouveau mandat), la confection des listes s'avère délicate.

pour répondre aux besoins de la population et pas seulement agir au coup par coup, selon les opportunités.

Les besoins de la population ? Voici des mots qui reviennent régulièrement dans la bouche des communistes, qui estiment représenter à Nantes au moins 6 % de l'électorat. « *Emploi, prestation financière minimale pour les jeunes sans travail versée par la ville, logement social, voirie aux priorités* », affirme Michel Riso, responsable local du PC, qui ajoute une revendication politique : au moins un maire adjoint et deux communistes en position d'être élus. Autant dire que le PC jette le bouchon très, très loin.

« Un maire fringant »

« En tous cas, plus on tarde à publier cette liste, moins on aura de temps à passer aux électeurs de l'essentiel », ajoutent les communistes avec une pointe d'agressivité à l'adresse de Jean-Marc Ayrault, « qui est seul en campagne » et à qui « il n'est pas question de faire l'ascenseur pour personnaliser encore plus le candidat ». Mais la bête noire du PC est surtout, ces jours-ci, Claude Evin, le ministre de la santé qui va « s'attaquer au maire communiste de Montfort » en présentant sa propre liste. « C'est très grave. De l'acharnement thérapeutique. Que ne part-il à l'assaut de Savenay, dans sa circonscription, où il pourrait vraisemblablement battre l'actuel maire de droite ? ».

Blazer, cheveux grisonnants et fine moustache, Daniel Augereau, quarante-cinq ans, adhérent du parti gaulliste depuis 1973, porte les couleurs de la droite à Nantes. Les choses ont gagné en clarté depuis que le maire de la ville, Michel Chauty, qui a eu dix enfants et qui va avoir soixante-cinq ans, a annoncé, à la mi-novembre, qu'il ne brigerait pas un nouveau mandat, et depuis que la commission Gaudin-

Saint-Herblain, tremplin

L'histoire va-t-elle se répéter ? Aux élections municipales de 1977, un jeune socialiste de vingt-sept ans, Jean-Marc Ayrault, battait le sénateur, maire de Saint-Herblain, Michel Chauty.

Six ans plus tard, le même ancien maire de la ville de banlieue, inscrit depuis au RPR, délogé de la mairie de Nantes le socialiste Alain Chenard. Aujourd'hui, même cas de figure : la banlieue part à l'assaut de la métropole. Le maire socialiste de Saint-Herblain veut ravir le fauteuil de son ancien concurrent.

La similitude ne s'arrête pas là. Jean-Marc Ayrault et Michel Chauty habitent Saint-Herblain et sont nés tous deux dans le Choletais, l'un en 1950, l'autre en 1924, à quelques kilomètres de distance. Une leçon de géographie électorale à méditer pour le futur maire de Saint-Herblain.

F. Gr.

qui estime que la meilleure carte qu'il peut présenter est celle de la cohérence et de la complémentarité.

« Il faut raisonner en termes d'agglomération et d'avenir, du territoire, dans le sens rapporteur du budget, la majorité RPR-UDF domine, et au conseil général aussi. Il faut absolument que la capitale soit du même bord. Si l'on veut faire de Nantes la métropole européenne de l'Ouest, toutes ces collectivités doivent par-

Marseille : M. Manovelli (div. dr.) annonce sa candidature

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Bernard Manovelli, conseiller général (div. dr.) des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal de Marseille, a annoncé, dimanche 15 janvier, qu'il conduirait une liste aux prochaines élections municipales à Marseille. Cette liste d'union des personnalités de la société civile pour une gestion directe de Marseille par les Marseillais sera présente dans tous les secteurs de la ville. Sa composition ainsi que son programme seront rendus publics au cours d'un meeting le 4 février. M. Manovelli a indiqué qu'il se proposait de créer 40 000 emplois et de venir en aide, financièrement, à une centaine de milliers de personnes à revenus modestes et du troisième âge grâce à un plan « *chiffre* » de relance économique.

Personnage remuant et excessif de la vie politique marseillaise, M. Manovelli, avocat et ancien militant du RPR dont il fut exclu, en 1983, pour indiscipline, avait dirigé, aux dernières élections municipales, la liste Marseille Sécurité, qui s'était fixé pour objectif de « *libérer Marseille des politiciens et de la dictature des voyous* ». Au terme d'une

campagne axée sur les thèmes de l'immigration et de l'insécurité — et accessoirement sur la « *défense animale* » — il avait recueilli, au premier tour de scrutin, sur l'ensemble de la ville, 16 490 voix, soit 5,05 % des suffrages exprimés. Au second tour, sa liste avait fusionné avec celle de l'Union de l'opposition UDF-RPR, Changeons Marseille, conduite par M. Jean-Claude Gaudin. Il avait obtenu deux places en position d'éligibles, pour lui-même dans le 1er secteur et pour l'un de ses collègues, M. Gilbert Gaspéri, dans le 3ème secteur. Après son élection, il avait choisi de siéger, avec M. Gaspéri, dans le groupe des non-inscrits. M. Manovelli, qui s'était déjà présenté, sans succès, comme gaulliste indépendant aux élections cantonales de 1982, avait été candidat en septembre 1983 dans le 4ème canton. Il avait créé la surprise en battant le conseiller général sortant socialiste, M. Jean-Jacques Léonetti, ancien député. Sa nouvelle candidature aux prochaines municipales va brouiller un peu plus le jeu politique marseillais. Mais elle peut objectivement avantager M. Jean-Claude Gaudin en gênant, surtout, la liste du Front national.

GUY FORTE.

10 %, c'est le score miraculeux

qu'espère obtenir Arnaud de Perier, la trentaine à peine, depuis douze ans déjà militant du Front national, qui conduira la liste sous la bannière « *Nantes fait front* ». Mais la réalité sera probablement proche de 5 %.

« De tous façon, pour passer, la droite aura besoin de nos électeurs », analyse le benjamin des concurrents en présence. « Je ne ferai pas une campagne fougueuse, mais j'insisterai sur nos thèmes forts : la fiscalité, la préférence nationale pour le logement ou l'aide sociale, le renouveau des idées, le rassemblement. » Visiblement, le secrétaire régional du Front national fait attention à la sémantique, et il ajoute : « *Je réjette le terme extrême droite, et lui préfère celui de droite de conviction* ».

Il n'y a qu'un point sur lequel tous les protagonistes de la bataille municipale sont d'accord : la technocratie qui prend corps au nord de Nantes, et qui constitue l'un de ses fleurons, doit être confortée. Atlantique s'étale sur les bords de l'un des plus beaux cours d'eau de France, l'Erdre. Vous avez bien lu Erdre sans M, bien que Nantes fut la patrie de Cambronne...

FRANÇOIS GROSCHARD.

SITUATIONS

● CHAMBERY : candidature de M. Besson (PS). — M. Louis Besson, député PS, ne se représentera pas dans la petite commune de Bérby, dont il est, maire depuis vingt-quatre ans, afin de conduire une liste de la majorité présidentielle (largement ouverte) à Chambéry. Il sera opposé à M. Jean Bolon (UDF-PR), investi par M. Pierre Dumas, sénateur et actuel maire RPR qui vient d'annoncer son retrait (le Monde du 12 janvier). M. Besson a réservé sa réponse sur la présence à ses côtés de M. Claude Besson, actuel adjoint RPR aux finances qui, pour n'avoir pas été retenu par les instances du RPR et de l'UDF, s'est mis en congé de parti et a « *proposé ses services* » au député socialiste. — (Corresp.)

● LE LAMENTIN (Guadeloupe) : le maire PS écarté. — M. Georges Dagonia, maire socialiste du Lamentin, n'a pas obtenu l'investiture de la fédération socialiste de la Guadeloupe. La section de Pointe-à-Pitre a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été réélu. M. Dagonia a même proposé un militant indépendantiste... dont la candidature a été rejetée. M. Dagonia avait demandé l'investiture en son nom personnel puisqu'il n'y a plus au Lamentin un seul militant en carte du PS. M. Dagonia accuse l'actuel trésorier de la section d'avoir volontairement négligé de récupérer auprès de la fédération les timbres d'adhésion de cette année, après avoir cependant perçu les cotisations. M. Dagonia a été ré

Politique

Le problème corse et le dialogue avec les nationalistes

Approuvé par MM. Rossi (UDF) et Pasquini (RPR), M. Joxe reste maître du jeu

La décision des quarante et un députés de A Cuncolta Nazionalista, qui, réunis le 8 janvier en assemblée générale, à Corte, ont rejeté la proposition d'une rencontre faite par M. Joxe (le Monde du 10 janvier), a, d'une certaine façon, renforcé la position du ministre de l'Intérieur. Avec leurs propres menaces, les députés José Rossi (UDF, Corse-du-Sud) et Pierre Pasquini (RPR, Haute-Corse) ont approuvé la politique de M. Pierre Joxe en Corse, et les nationalistes eux-mêmes précisent qu'ils ne révisent pas le dialogue mais pressent une « position conjoncturelle » face aux décisions du gouvernement.

BASTIA
de notre correspondant

« Je regrette que les responsables de A Cuncolta Nazionalista aient rejeté la proposition que Pierre Joxe leur a faite de les rencontrer... Quand on se plaint d'un retard historique, on ne crée pas les conditions de la poursuite d'un second retard historique. Car si le premier est dû à l'Etat, qui ne s'est pas assez occupé de la Corse, et à l'incapacité de nos élus à répondre aux besoins de la population, le second a été provoqué par les quinze années de violence que la Corse vient de connaître. Depuis quelques mois, grâce à la trêve de l'ex-FLNC, la Corse a retrouvé la paix, et les fer-

ments d'un renouveau économique apparaissent. Il faut tout faire pour préserver la paix. L'action de Pierre Joxe, dans ce domaine, est digne de confiance et d'efficacité. Il faut maintenant réélaborer se mettre au travail... »

« Les gouvernements précédents, continue M. Pasquini, n'ont pas entendu ma demande de création d'un comité ministériel. Pierre Joxe l'a mis en place. Je ne juge pas le travail déjà accompli par ce comité, mais je souhaite que — comme c'était prévu au moment de sa création en octobre 1988 — les parlementaires insulaires soient appelés à participer à ses travaux en même temps que les préfets des deux départements. »

L'appel est lancé : peut-être est-ce une réponse à l'évocation d'une

« concertation ouverte à tous par le gouvernement sur les sujets de fond comme l'éducation et la culture, la région fluviale ou l'aide aux transports », de M. Pierre Joxe dans sa réponse à la « lettre ouverte » des nationalistes de A Cuncolta Nazionalista ?

De la même façon, M. José Rossi, député UDF de la Corse-du-Sud et président du conseil général, approuve l'action de M. Pierre Joxe (le Monde du 13 janvier), flûte au prix de quelques critiques. Mais le jeune député UDF met, lui aussi, en avant la question de la concertation et les partenaires locaux, car pour M. Rossi, le dialogue nationaliste-gouvernemental, s'il est exclusif, est un facteur de distorsion de la bonne perception des demandes locales.

Ce dialogue « privilégié » — en dépit de l'apparence d'un certain durcissement — n'est-il pas, pourtant, en train d'évoluer vers une ouverture à d'autres partenaires ? « Notre refus de rencontrer le ministre de l'Intérieur est un « non mais ». Il ne s'agit pas d'une fin du dialogue qui s'est instauré depuis la trêve de l'ex-FLNC décidée le 1^{er} juin », expliquait dimanche dernier, un député de A Cuncolta Nazionalista après l'assemblée générale de son mouvement.

Le refus des nationalistes de « renforcer les stratégies du pouvoir » les oblige à glisser le front de leur position. Le rejet de l'invité de M. Joxe a immédiatement été suivi de la décision d'ouvrir la réflexion « aux autres forces patriotiques », qui étaient appelées à se réunir le 14, puis le 21 janvier, dans la perspective d'une « forme de regroupement » de la famille nationaliste afin d'ouvrir à la « construction de l'alternative ».

Le « non mais » des nationalistes à M. Joxe et les approbations de l'UDF et du RPR à la politique gouvernementale en Corse ouvrent peut-être une deuxième phase du dialogue, où la concertation permettra de poser la question des techniques et des moyens du développement culturel, économique et social dont chacun affirme maintenant l'urgence.

MICHEL CODACCIONI.

Une élection législative partielle...

Wallis-et-Futuna : le MRG prend un siège au RPR

M. Benjamin Briat (RPR) a perdu, dimanche 15 janvier, le siège de député de Wallis-et-Futuna qu'il détenait depuis 1967. Il enregistre cet échec dès le premier tour de l'élection législative partielle, devenue nécessaire par la décision du Conseil constitutionnel d'annuler le scrutin de juin 1988. Sauf d'une requête introduite par M. Kamilo Gata, candidat malheureux de juin, le Conseil constitutionnel avait constaté que l'absence de mise à jour des listes électorales avait entraîné des irrégularités.

Selon le ministre des DOM-TOM, le nouvel élu, M. Gata, fonctionnaire territorial, né le 12 décembre 1949, est MRG et candidat de la majorité présidentielle alors que, précédemment, il se présentait avec l'étiquette « divers droite ». M. Gata a obtenu de près de dix points son score du second tour de juin. Quant au candidat de la majorité présidentielle en juin, M. Joseph Mainmèche, cette fois étiqueté « socialiste indépendant », il perd plus de deux points.

M. Michel Rocard a adressé un télégramme de félicitations à M. Gata dont l'élection marque, selon le premier ministre, « une étape importante pour Wallis-et-Futuna et pour les liens qui unissent le territoire à la communauté nationale ». M. Rocard ajoute : « Je me réjouis que les électorales et les électeurs de Wallis-et-Futuna aient entendu le message de solidarité, de développement à la France une que Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer, et Henri Nallet, ministre de l'Agriculture et des forêts, leur ont apporté ces derniers semaines en mon nom et au nom du gouvernement. »

Les résultats ont été les suivants :

Insc. 8 148 ; vot., 5 926 ; abst., 27,27 % ; suffr. exp., 5 902. M. Kamilo Gata, maj. p. MRG, 3 390 voix (57,43 %), ELU ; Benjamin Briat, RPR, 2 411 (40,45 %); Joseph Mainmèche, soc. ind., 101 (1,71 %).

[5 juin 1988. — Inscr. 8 316 ; vot., 6 259 ; abst., 24,75 % ; suffr. exp., 6 241. M. Briat, 2 736 (43,83 %); Gata, 2 225 (35,81 %); Paulin Tal, URC-UDF, 1 024 (16,40 %); Mainmèche, 246 (3,94 %).

12 juin 1988. — Inscr., 8 309 ; vot., 6 475 ; abst., 22,07 % ; suffr. exp., 6 453. M. Briat, 3 367 (52,17 %); Gata, 3 086 (47,82 %).

...et une cantonale

DOROGOS : canton de Savi-gno-les-Eglises (1^{er} tour)

Inscr., 6 250 ; vot., 3 947 ; abst., 36,84 % ; suffr. exp., 3 836. M. Ginette Robière, maj. p., 1 796 voix (46,81 %); M. Henri Flourez, div.-d., n. de Cornille, 1 148 (29,22 %); Roger Buisson, PC, 892 (22,25 %). Il y a ballottage.

[M. Robière apparaît bien placé pour succéder à son mari, Jean, décédé le 13 décembre dernier. Conseiller général depuis 1972, Jean Robière (PS) avait été réélu au second tour des cantonales de mars 1985 par 2 711 voix contre 1 931 à M. Ginette Robière. Par rapport au premier tour de 1985, M. Robière obtient quelque sept points de moins que son mari. L'absence de candidat du FN, créée en 1985 de 5,37 %, ne permet guère à l'opposition d'atteindre son positionnement. M. Flourez perd presque quatre points par rapport au score de RPR il y a quatre ans. De son côté, le PC progresse de 1,75 point.]

Les résultats du premier tour de mars 1985 avaient été les suivants : Inscr., 6 114 ; vot., 4 842 ; abst., 20,80 % ; suffr. exp., 4 706 ; M. Robière, PS, 1 845 (39,20 %); Ginette Robière, RPR, 1 596 (33,91 %); Buisson, 1 012 (21,30 %); Coudan, FN, 273 (5,37 %).

REPÈRES

M. Stasi

Participation ?

M. Bernard Stasi a affirmé, dimanche 15 janvier à Radio J, qu'il n'était pas, par principe, contre le fait de participer à un gouvernement avec les socialistes [...]. Pour l'instant, le PS reste attaché à l'union avec le Parti communiste. Il est donc de question d'envisager de nous entendre avec un PS qui vit dans la nostalgie de cette union, a-t-il expliqué en précisant qu'il était hostile à « toute expérience individuelle » ; « c'est au gouvernement de prendre des initiatives [...] s'il appelle les autres formations politiques, nous acceptons de discuter, de voir s'il est possible de se mettre d'accord sur un contrat de gouvernement, un contrat pour l'Europe ».

M. Galland

Suspicion

Le président du Parti radical-valoisien, M. Yves Galland, a critiqué samedi 14 janvier l'attitude de « certains responsables centristes qui envisagent un contrat majoritaire avec les socialistes sur des objectifs nationaux importants ». Pour M. Galland, qui

s'exprime sur le radio des Yvelines CYS, le CDS entretient la confusion à l'approche des élections municipales et provoque la suspicion à son égard. S'agissant de M. Raymond Barre, M. Galland ne veut pas lui faire de procès d'intention, même s'il considère une « dérive » de son discours ; « il a un rôle important à jouer aux côtés de l'opposition ».

M^{me} Barzach

Droitier

Invitée de Canal Plus, samedi 14 janvier, M^{me} Michèle Barzach, députée RPR de Paris, a estimé que son parti avait fait « beaucoup de travail pour remettre ses pendules à l'heure ». Mais « il nous colle à la peau cette impression que nous sommes une droite très droite et très conservatrice, et que nous sommes plutôt favorables à une politique laissant un peu de côté les problèmes quotidiens ou les déviances [...] il faut changer notre image, qui n'est pas bonne ».

M. Chevènement

Les Bouches-du-Rhône

Invité, dimanche 14 janvier, du « Grand Jury RTL-Le Monde »,

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre socialiste de la Défense et fondateur, au sein du PS, du courant Socialisme et République (ex-CERES), a affirmé, à propos de l'attitude de son courant dans la politique sur l'élection municipale de Marseille (les représentants du bureau socialiste n'ont pas voté l'élection de M. Robert Vigouroux) : « Je suis inquiet de voir le PS, d'une certaine manière, à la merci d'une fédération ou le décompte des mandats n'est pas clair. Je pense qu'il faut y mettre un peu d'ordre. »

M. Chevènement a rappelé que son courant a adopté, dans les Bouches-du-Rhône, d'une position en retrait, précédemment pour protester contre ce qu'il estime être une sous-représentation de Socialisme et République dans les instances fédérales. Bien que son courant ait longtemps soutenu M. Vigouroux contre M. Pezet, M. Chevènement a précisé : « A partir du moment où le PS a pris une décision, si nous sommes minoritaires, nous sommes dissidents. Nous acceptons que le candidat désigné par le parti soit M. Pezet. » En tout état de cause, M. Chevènement regrette que la fédération des Bouches-du-Rhône « exerce une sorte de chantage [...] qu'il ne trouve pas satisfaisant » sur l'ensemble des dirigeants du PS.

Le Monde DE L'EDUCATION

LE NIVEAU MONTE

● Trop d'élèves, des diplômes bradés ? Non, les jeunes d'aujourd'hui en savent plus que ceux d'hier. ● Jamais les exigences de l'école, du collège et du lycée n'ont été aussi élevées. Le niveau monte. Le Monde de l'éducation explique pourquoi.

EXCLUSIF :

UN ENTRETIEN AVEC MICHEL ROCARD

Pour la première fois depuis son arrivée à la tête du gouvernement, le premier ministre s'exprime sur la réforme de l'enseignement, la formation des professeurs et la revalorisation de leur métier.

SOCIÉTÉ

LA CRISE DU SYNDICALISME ENSEIGNANT

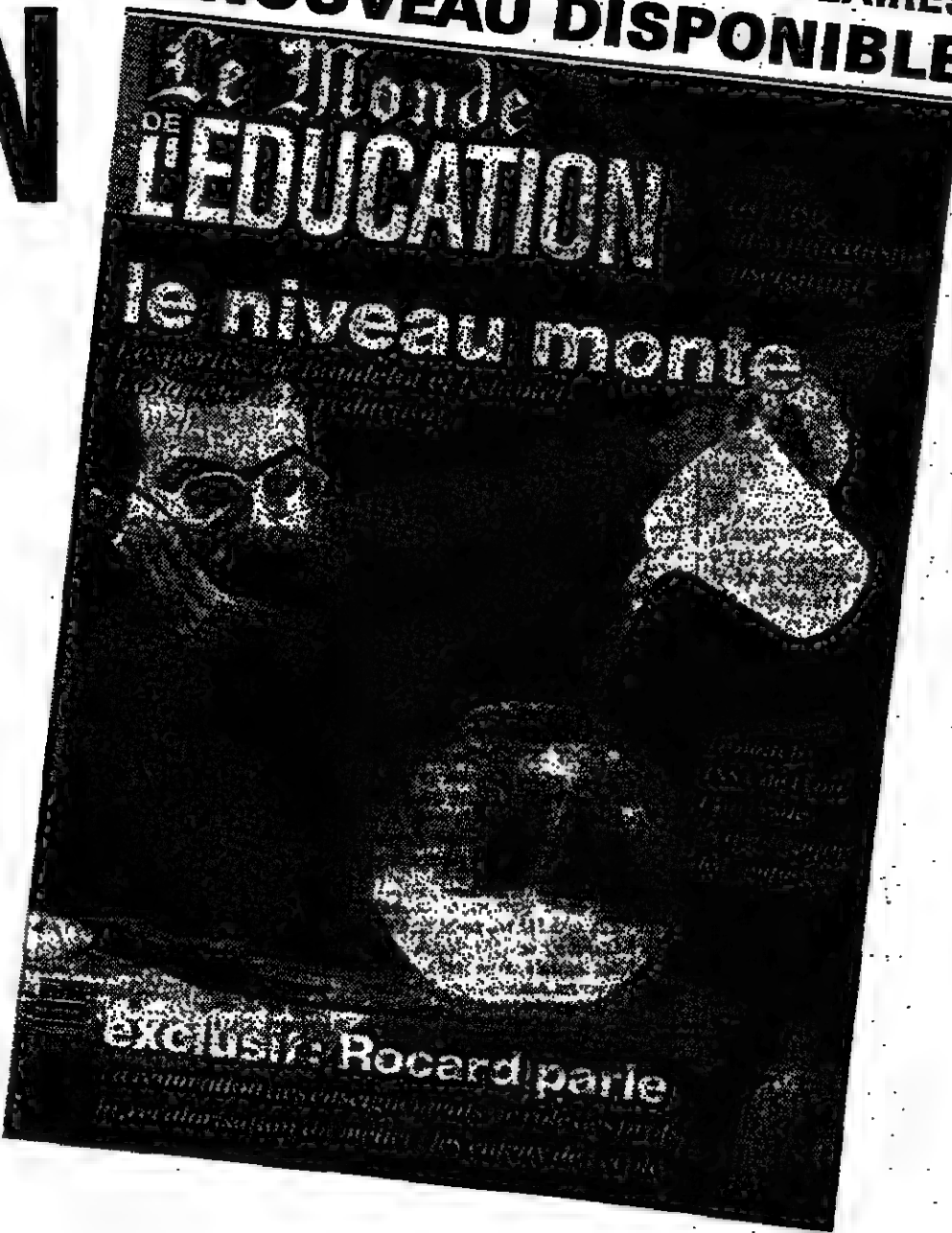
Une baisse des adhérents de 30 % en moins en dix ans : les syndicats battent de l'aile. En jeu, la survie d'une identité collective. Les profs sauront-ils se remobiliser ?

Le Monde DE L'EDUCATION

POUR BIEN
COMPRENDRE SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR

NUMÉRO DE JANVIER, 116 PAGES, 17 F
En vente chez votre marchand de journaux

ÉPUISÉ EN UNE SEMAINE
RETIRAGE - 200 000 EXEMPLAIRES
A NOUVEAU DISPONIBLE



Politique

POINT DE VUE

Qui a peur de la perestroïka ?

par Félix Damette
ancien membre
du comité central du PCF

Il ne suffit pas de proclamer hautement sa sympathie envers la perestroïka pour être cru sur parole. Ce n'est pas la vigueur verbale des propos qui fait foi mais leur vérification. En ce domaine, un seul critère est irrefutable : la pratique. Ceux qui soutiennent réellement la perestroïka sont ceux qui l'appliquent pour eux-mêmes.

Chacun voit bien que le front du refus de la « restructuration » s'organise autour de la même formule, de Berlin à Lisbonne : « Excellent pour les Soviétiques, mais cela ne nous concerne pas ». J'affirme, au contraire, que cela nous concerne au premier chef et que cette position pourrait constituer une bonne définition de ce que sont les « restructurateurs » communistes.

Finissons-en avec les formules ! Ce n'est pas en ressassant que « nous avons condamné sans appel le stalinisme » que l'on règle un problème de cette ampleur. Certes, nos 22^e et 23^e congrès, en 1976 et 1979, ont débarrassé le terrain mais ils ne sont pas allés au fond du problème. Et, depuis 1985, le sectarisme nous a fait régresser.

Nous avons laissé dans l'ombre des questions essentielles, ce qui a permis la régression, puis la réaction, de comportements et de conceptions issus du stalinisme. Parlons des comportements. On voit resurgir ces vieilles pratiques d'amalgame et d'insulte que l'on aurait souhaité abolir. Quant aux conceptions, quelques exemples au fient à prouver que les démons savent rester jeunes.

Sur la conception même du parti communiste, l'héritage stalinien fait du parti le seul détenteur de la vérité, qualifiée de scientifique. La prétention scientifique en politique n'a rien à voir avec notre attachement au marxisme : elle conduit à scléroser la pensée et à sacrifier les directions. Les Soviétiques, qui sont les mieux placés

pour mesurer les méfaits, s'attaquent vigoureusement à ce problème.

Sur le rapport entre le parti et la société, l'héritage stalinien conduit à dévoyer la notion de parti d'avant-garde pour ériger le parti en guide nécessaire d'une société immature. La direction du PCF accuse la société française de virer à droite, ce qui l'autorise à imputer ses propres échecs à la société elle-même et à traiter le mouvement social comme un pédagogue juge un mauvais élève. La perestroïka engage une démarche exactement inverse, qui vise à placer le parti sous le contrôle démocratique du peuple.

Sur le fonctionnement du parti, l'héritage stalinien consiste à dévoyer la centralisme démocratique pour ériger la direction en place en organe inflexible et intouchable, grâce à la règle de l'unanimité. Qui n'est pas pour est forcément un adversaire et qui est contre est déjà un ennemi. L'obligation d'unanimité au comité central est la négation même du débat et de la démocratie. La fédération du Doubs est l'objet d'une agression antistatutaire pour une seule raison : son manque de docilité qui lui a fait transgresser le tabou unanimiste. La perestroïka engage une dynamique opposée en impulsant de vrais débats contradictoires à l'intérieur du parti et en reconnaissant la nécessité du pluralisme révolutionnaire.

Le rapport à la perestroïka ne se pose pas en termes de modèle. Le réduire à cette approche est un argument trop facile et simpliste pour ne pas cacher, une fois de plus, un refus d'aborder le fond. Ce qui se passe en URSS n'est pas spécifiquement soviétique mais traduit la nécessité universelle d'un renouvellement radical du communisme. Les parties responsables sont ceux qui ont le capot d'effectuer une remise en cause démocratique profonde en engageant un débat réel avec les communistes eux-mêmes. Le PCF a-t-il, à ce point, peur de la perestroïka ?

DÉFENSE

En Méditerranée, début février

La France et les Etats-Unis prévoient d'organiser un important exercice aéronaval

Baptisé « Phinia », un important exercice interarmées réunira, durant la première quinzaine de février, en Méditerranée occidentale, l'escadre française de Toulon, autour de ses porte-avions *Foch* et *Clemenceau*, et une partie de la VI^e flotte américaine, avec son porte-avions *Theodore-Roosevelt*, qui aura pris la relève du *Kennedy*.

Ce n'est pas la première fois que les deux porte-avions manœuvreront ensemble : ils l'ont déjà fait en 1985, lors de l'exercice national « Farfadet ». Mais c'est la première fois que le préfet maritime de Toulon, et en même temps, commandant en chef en Méditerranée, aura sous ses ordres trois porte-avions, dont le dernier-né de la marine des Etats-Unis avec, à ses côtés, le porte-hélicoptères *Guadalcanal*.

La sécurité dans la région

La manœuvre « Phinia » regroupe, en réalité, deux exercices, dont le premier, dénommé « Phibex », est de conception américaine et le second, baptisé « Zinnia », est d'inspiration française. Chaque marine aligne une dizaine de bâtiments.

Au cours de cet exercice, qui met en œuvre des transports de charbon de débarquement français et des transports américains, sont prévues des opérations amphibies de débarquement d'unités et de matériels sur les côtes du Var et de la Corse avec la participation de commandos de la marine nationale, d'éléments de la force d'action rapide (FAR) française et du corps embarqué des « marines » américaines.

Déjà, au début de janvier, une première manœuvre conjointe,

mettant en jeu 5000 hommes de la VI^e flotte autour du *Guadalcanal* et des unités de l'infanterie française, avait eu lieu dans la région de Sète (Hérault).

« Phinia » est l'occasion, pour la France et les Etats-Unis, de souligner combien ces deux pays sont attachés à la sécurité en Méditerranée, même si l'exercice si l'exercice en question, préparé de longue date, n'est pas directement lié en regard de la tension devant les incidents aériens qui a récemment opposé des F-14 du porte-avions *Kennedy* à des Mig-23 du colonel Kadhafi.

Après la manœuvre, le *Clemenceau* devra subir une révision de ses installations qui s'immobilisera à l'arsenal de Toulon. En revanche, le *Foch*, qui vient d'être modernisé et rendu notamment capable de l'emport d'avions Super-Etendard armés du missile nucléaire préstratégique ASMP, restera opérationnel. De même, le *Theodore-Roosevelt* devra continuer à patrouiller en Méditerranée, à la place du *Kennedy*, pour le compte de la VI^e flotte américaine, dont le PC se trouve à Naples, en Italie.

Une mission d'études sur la réforme de Saint-Cyr. — Professeur à l'université de Paris-I, ancien colonel parachutiste et ancien ambassadeur de France au Gabon, M. Pierre Dabecqz vient d'être chargé d'une mission destinée à faire le bilan de la réforme de l'école militaire de Saint-Cyr et du recrutement des officiers de l'armée de terre. Cette mission d'études de six mois lui a été confiée par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, qui a prêté cette formule à la procédure, plus classique, d'une mission confiée à l'inspecteur général de l'armée de terre.

du 1^{er} au 31 janvier
Votre 405 Break GR, GL
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
GRATUIT
Venez, c'est une affaire.



NEUBAUER
la griffe du lion PEUGEOT

* en fonction des options choisies, séjours complètes plus passagers de port en 3 cabines au choix
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Claude Fohlen
LES ETATS-UNIS AU XX^e SIÈCLE
Le XX^e siècle sera-t-il dans l'histoire le siècle de la suprématie des Etats-Unis comme le XIX^e siècle celui de l'Angleterre ?

Aubier

SAINT-GOBAIN TOUTE L'ISOLATION



- 1^{er} PRODUCTEUR EUROPÉEN ET
- 2^e PRODUCTEUR MONDIAL DE
- PRODUITS ISOLANTS POUR
- LE BÂTIMENT ET L'INDUSTRIE.

Éléments de base des économies d'énergie ainsi que du confort thermique et acoustique, les matériaux Isover Saint-Gobain isolent les habitations et les entreprises dans le monde entier. Dans 24 pays ce sont les procédés Saint-Gobain de fabrication de laine de verre et de roche qui sont exploités pour de multiples applications. Ainsi l'isolation acoustique du stade olympique de Séoul a été réalisée avec nos matériaux.

En 40 ans seulement l'isolation thermique et acoustique est devenue une industrie majeure, elle participe au bien être et à l'amélioration de l'environnement.

Pour Saint-Gobain la performance et la qualité du service vont de pair avec les économies d'énergie et le confort.

SAINT-GOBAIN

NOTRE MÉTIER : LA COMPÉTITION

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Société

JUSTICE

La condamnation à la réclusion perpétuelle des assassins de Georges Besse

Epilogue attendu d'un médiocre procès

Le réquisitoire avait été sans surprise. En en suivant à la lettre les conclusions — condamnation des quatre accusés à la réclusion perpétuelle — la peine de mort avait été prononcée. Mais 200 personnes, mercredi, 450 jeudi et 750 vendredi se sont présentées. Il a fallu appeler en renfort les forces de police et installer des barrières métalliques pour canaliser les arrivants et éviter les bousculades. En grande majorité, il s'agissait de Turinois, et, selon M. Christian Decharrière, directeur du cabinet du préfet, il semble que certains étaient accourus des départements limitrophes.

La question se pose, désormais, de savoir quel sort sera réservé par l'administration aux immigrés qui ont été déclarés étrangers de naissance. La loi, indique-t-on à la préfecture, est la reconnaissance d'un statut. Cependant, une opération concernant autant d'individus est difficile à exécuter — une partie des adresses étant par ailleurs sujettes à caution, — et elle ne sera vraisemblablement pas décidée sans l'aval du ministre de l'Intérieur.

GUY PORTE.

pratiquement tous détenus aujourd'hui. Il va y avoir ainsi à juger les accusés de l'assassinat du général Audran, et sans doute, avant l'été, aura-t-on à suivre encore à Lyon le procès des membres de la bande dite « nationaliste », avec à sa tête André Olivier et Maxime Frérot. De telles audiences ont de fortes chances de ressembler à celles que nous venons de connaître. Il faut cependant, quoi qu'il en soit, savoir écouter.

Certes, la défense des accusés de l'assassinat de Georges Besse aura été vaine, si tant est qu'elle avait pour objet de nier formellement la responsabilité des uns et des autres. Elle n'en a pas moins été instructive. Car si M. Isabelle Comte-Peyre annonce d'entrée de jeu que « la défense ne plaidera pas car ce serait se rendre complice de la tâche qui vous incombe et qui est de maintenir l'ordre établi, c'est-à-dire de condamner ceux qui l'ont fait », à cet engagement de principe. Assurément, il était lui-même digne de la tâche qui vous incombe et qui est de maintenir l'ordre établi, c'est-à-dire de condamner ceux qui l'ont fait.

Des mots intriguants

Cela ne l'empêche pas de traiter assez longuement le dossier lui-même, c'est-à-dire de discuter la valeur des témoignages, d'établir la liste des désaccords, des variantes, des contradictions, même et surtout de soumettre avec une singulière assurance l'hypothèse que les deux armes saisis à Vitry-aux-Loges et qui, selon les experts, furent celles d'où partirent les balles tirées sur Georges Besse ne seraient pas les armes du crime.

Cela le conduisit à cette phrase qui ne passa pas inaperçue : « Et si ces armes que vous dites avoir été utilisées par Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron n'étaient pas les bonnes ? Je ne peux certes aujourd'hui vous apporter cette preuve, mais attendez, attendez. » Il y avait là de quoi intriguer. M. Ripert voulait-il faire comprendre que prochainement d'autres

armes apparaîtraient dont il faudrait constater que ce furent celles qui servirent contre le président-directeur général de la régie Renault, le 17 novembre 1986, boulevard Edgar-Quinet, à Paris, vers 20 heures ?

A ceux qui l'interrogeaient après sa plaidoirie sur ce chapitre, il répondit, avec un sourire énigmatique, qu'il n'avait fait que « reprendre certains propos tenus par Jean-Marc Rouillon lui-même le premier jour », et qu'interpréter ce qu'il avait pu dire, signifiait en fait encore que l'on n'avait rien compris à rien.

Pour le reste, la plaidoirie fut ce que pouvaient soulever les accusés. Il y fut soutenu qu'on les tenait « pour coupables simplement parce qu'on les considérait capables d'être coupables ». Certes, fut-il encore expliqué, « ils sont membres d'Action directe, organisation révolutionnaire de militants communistes au vrai sens du mot, pratiquant la lutte armée. Mais n'aura-t-elle de toute façon qu'un moment dans l'histoire du mouvement ».

C'est cependant M. Christian Etelin qui, auparavant, avait livré la réflexion peut-être la plus significative, dans un discours qui cherchait désespérément à nier la solitude des accusés. C'est vrai que ceux-là, comme leurs avocats, peuvent se montrer amers. C'est vrai qu'en cette fin des années 80, on est loin des illusions et des exaltations du début des années 70, celles où, dans la foulée de 1968, la Gauche prolétarienne avait ses heures. Ou Jean-Paul Sartre se montrait aux portes des usines Renault, où le quotidien *Libération*, nouveau venu, affichait dans sa manière d'alors un militantisme passionné.

M. Etelin sait très bien que ce temps n'est plus, « que le légalisme a fait des adeptes et que ce sont aujourd'hui ceux qui ont oublié leur propre passé qui se montrent les plus perfides dans l'insulte ». Les socialistes aussi en ont pris pour leur grade, d'une façon générale « pour avoir trahi si profondément l'immense espoir qu'ils avaient fait naître, en mai 1968, d'une société où les travailleurs, les chômeurs ne seraient plus considérés comme rien mais pourraient avoir droit à la parole ».

M. François Mitterrand lui-même s'est trouvé cité et dénoncé pour le développement de condamnations par lequel, après la mort de Sékou Touré en mars 1984, il saluait dans ce discours « l'un des chefs d'Etat les plus remarquables et les plus dévoués ».

« La voilà donc la solidarité socialiste qu'on nous avait annoncée avec les tortures du tiers-monde ».

« Une campagne médiatique »

Alors, à qui se raccrocher pour démontrer que Jean-Marc Rouillon et ses amis ne sont pas seuls à penser comme ils pensent, à être révoltés par le développement du nucléaire comme par les ventes d'armes et par la misère des pays africains ? M. Christian Etelin invoqua Freud mais aussi, après Jean-Paul Sartre et Michel Foucault, Jean Ziegler, le député socialiste suisse, avec ses propos sur l'impérialisme, et tout autant Claude Julien, auteur d'articles dans le *Monde diplomatique* assurément peu tendus pour la société actuelle et le comportement du camp occidental à l'endroit du tiers-monde. Il cita encore le sociologue Henri Lefebvre qui, dans une lettre adressée à la cour d'assises pour dénoncer « une campagne médiatique qui tourne en dérision les propos des accusés », faisait aussi savoir qu'il comprenait « ceux qui ne supportent pas les injustices, n'acceptent pas l'exploitation et l'aliénation ».

Ceux-là pourtant que M. Etelin appelait de la sorte à la rescousse n'ont jamais préconisé, semble-t-il, l'élimination physique comme moyen de parvenir à la société dont ils souhaitent l'avènement. Que les membres d'Action directe cherchent aujourd'hui, avec un acharnement à sa façon pathétique, à nier leur isolement, à se croire soutenus par d'autres, se conçoit. « J'ai commencé la mort par la solitude », a déjà en son temps versifié Victor Hugo.

J.-M. THEOLLEVE.

Afflux d'immigrés à Nice pour « régularisation » de situation Les effets d'une « rumeur »

NICE de notre correspondant régional

D'où venaient-ils et sur la base de quelles informations s'étaient-ils tous déplacés ? Dès mercredi 11 janvier et durant trois jours, des centaines d'immigrés se sont présentés aux portes de la préfecture des Alpes-Maritimes, à Nice en sollicitant la régularisation de leur situation, victimes manifestes d'une énorme méprise. Les mesures annoncées par M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur, sur les directives du chef de l'Etat, pour amener la loi Pasqua sur le séjour des étrangers, ne concernaient qu'un très petit nombre d'entre eux : d'une part, les conjoints de Français ; d'autre part, les parents d'enfants français et, sans doute, ultérieurement, ceux présentant des « situations dignes d'intérêt » (par exemple les mineurs entrés en France avant la fin de 1984 alors qu'ils avaient moins de seize ans, comme le préfet des Alpes-Maritimes, M. Yvon Olivier, s'est vu dans l'obligation de le préciser dans un communiqué).

Qui les avaient induits en erreur ? Comment la rumeur est-elle née et comment s'est-elle développée ? On l'ignore. Mais 200 personnes, mercredi, 450 jeudi et 750 vendredi se sont présentées. Il a fallu appeler en renfort les forces de police et installer des barrières métalliques pour canaliser les arrivants et éviter les bousculades. En grande majorité, il s'agissait de Turinois, et, selon M. Christian Decharrière, directeur du cabinet du préfet, il semble que certains étaient accourus des départements limitrophes.

La question se pose, désormais, de savoir quel sort sera réservé par l'administration aux immigrés qui ont été déclarés étrangers de naissance. La loi, indique-t-on à la préfecture, est la reconnaissance d'un statut. Cependant, une opération concernant autant d'individus est difficile à exécuter — une partie des adresses étant par ailleurs sujettes à caution, — et elle ne sera vraisemblablement pas décidée sans l'aval du ministre de l'Intérieur.

GUY PORTE.

FAITS DIVERS

Deux jours après sa disparition Un lycéen grenoblois retrouvé mort dans un ravin près de Quaix-en-Chartreuse (Isère)

Deux jours après avoir disparu sur le chemin du lycée, un enfant grenoblois, Fabrice Ladoux, douze ans, a été découvert mort, vraisemblablement étranglé, dimanche après-midi 15 janvier, par un promeneur, dans un petit ravin situé en contrebas d'une route de montagne près de Quaix-en-Chartreuse, à une quinzaine de kilomètres de Grenoble.

Selon les premières constatations effectuées par les gendarmes de Meylan (Isère), l'enfant, qui portait les mêmes vêtements qu'un mois avant sa disparition, aurait pu être jeté d'une voiture après avoir été victime de violences sexuelles et de meurtre. Les enquêteurs se sont refusés

à donner toute précision avant les résultats de l'autopsie qui devrait être effectuée lundi à Grenoble.

Fabrice Ladoux avait disparu, vendredi après-midi 14 janvier, après avoir quitté le domicile familial à Grenoble pour se rendre au lycée des Eaux-Claires situé à moins d'un kilomètre. Le jeune garçon y était élève d'une classe de sixième, un élève sans aucun problème. C'est peu après 17 heures vendredi que sa mère, ne le voyant pas rentrer du lycée, devait alerter les responsables de l'établissement, puis la police qui lançait un avis de recherche.

Dans le Haut-Rhin

Deux mineurs voulaient imiter Rambo

Deux jeunes gens mineurs, âgés respectivement de quinze et dix-sept ans, ont causé, dans la région de Cernay (Haut-Rhin), entre le 11 décembre et le 10 janvier, une série de déprédations d'un montant estimé à 4 millions de francs avant d'être interpellés par la gendarmerie.

Porteurs de tenues de combat, de cagoules, armés de couteaux, d'un colt et d'une carabine 22 long rifle dérobée au père de l'un d'eux, ils avaient notamment mis le feu dans un bureau d'une entreprise de fabrication de bennes et de semi-remorques, volé 4 000 F pour « pouvoir s'équiper », avant de s'emparer de trois camions. Avec ces véhicules, ils devaient encore se livrer

dans la région à des gymnases et dérober respectivement d'un magasin de meubles. Finalement, l'un des camions fut abandonné au bord d'un lac. Le second, tombé en panne, fut retrouvé près de l'usine. Quant au troisième, il avait échoué dans le lit d'une rivière proche.

Les gendarmes ont saisi dans un local dont les deux garçons avaient fait leur repaire un stock de balles, deux autoradios et un radiotéléphone appartenant à la mairie de Cernay. « Nous voulions imiter Rambo », ont dit seulement les deux jeunes gens au juge d'instruction du tribunal de Mulhouse qui les a inculpés et écroués. Leurs parents, gens paisibles, informés de l'affaire, s'en sont montrés surpris.

L'accident du téléphérique « géant » de Vaujany (Isère) Une commission d'enquête administrative désignée par M. Michel Delebarre

L'enquête menée sur le lieu de l'accident du téléphérique de Vaujany (Isère), survenu vendredi 13 janvier et qui a provoqué la mort de huit personnes (le *Monde* daté 15-16 janvier), a permis de retrouver, encastré partiellement dans la neige mais intact, l'axe qui supportait le bras et la cabine. Cette grosse pièce en acier est, selon les techniciens de la société Ponnagalski, chargée de la conception de l'engineering et du montage du téléphérique, sortie de son logement situé sur le chariot qui est demeuré fixé sur son câble.

Une commission d'enquête administrative nommée dès samedi 14 janvier par le ministre des transports, M. Michel Delebarre, et que préside M. Vincent Cambau, ingénieur général des ponts et chaussées, devra d'ailleurs s'attacher à déterminer les causes exactes de l'accident : un défaut de fabrication, un mauvais montage, la qualité de l'acier des boulons utilisés, voire un sabotage. Cette dernière hypothèse a été avancée, parmi plusieurs autres, aussitôt après la catastrophe par M. Jean-Charles Simiand, secrétaire général du Syndicat national des téléphériques.

Des téléphériques de même type que celui réalisé à Vaujany, installés dans les Alpes et construits par la société grenobloise Ponnagalski, ont été, dès samedi, inspectés en détail. Celui de Courchevel (Savoie), mis en service au cours de l'hiver 1983-1984, qui transporte 700 000 skieurs par an, a été arrêté pendant plusieurs heures pour que les techniciens procèdent à des vérifications qui n'ont rien révélé d'anormal. De la même manière, le téléphérique de Bissorte, utilisé depuis six ans pour

convoier des matériaux nécessaires à la construction par EDF d'un barrage hydroélectrique à 2 000 mètres d'altitude, a été lui aussi inspecté. Aucun défaut n'a été décelé, notamment au niveau de la pièce qui a cédé à Vaujany.

La commune de Vaujany, propriétaire du téléphérique, et la société chargée d'exploiter l'appareil demanderont, dès ce lundi, au constructeur de recommencer le plus rapidement possible les essais sur le deuxième tronçon de l'appareil. Celui-ci est en effet totalement indépendant de celui accidenté.

La rapidité d'exécution du téléphérique et la précipitation des derniers jours constatés sur le chantier par les habitants du village ont été avancées pour donner une explication à la grave défaillance du téléphérique ultramoderne de Vaujany, présenté comme « le plus grand du monde ». « L'accélération du travail à la fin d'un chantier et quelques semaines avant la livraison d'un appareil est une chose classique », constate M. Jean-Charles Simiand, qui rejette l'accusation portée contre le constructeur. Il rappelle que plus d'une année a été nécessaire pour mener à bien le chantier, « un délai tout à fait normal en montagne », conclut-il.

CLAUDE FRANÇON.

BICENTENAIRE

Un week-end... ordinaire

M. Georges Marchais est fine mouche. En 1989 comme toutes les années précédentes, faisant d'une pierre deux coups, il veut, samedi 14, entre le *Cassepate* de Fellini et le *Cassepate* de Renoir, honorer les communistes du XIV^e arrondissement de Paris et leur nuit du cinéma révolutionnaire d'un discours ainsi structuré : première partie, 1789 et nos, des origines à nos jours ; seconde partie : les décisions municipales prochaines dans la capitale, mode d'emploi.

Le secrétaire général du Parti communiste ne cultive pas le sensationnel. « Grand un » et « grand deux », différents mais solidaires, trouvaient dans cette retenue leurs communes initiales. Donc la Révolution est pour toujours ce qu'elle a été : « la pensée du féodalisme au capitalisme ». La noblesse déclinait vers toujours se heurter, dans un parcours fixé pour l'éternité, à la paysannerie qui elle exploitait et la bourgeoisie qui monte, portée par l'argent et les lumières. Enfin, renchérit qu'il s'agit, dans la Révolution française ne cesse dans l'éternel retour de l'analyse d'emprunter une voie « profondément originale : celle d'une entente entre la bourgeoisie, les masses paysannes et les « sans-culottes » contre l'aristocratie ».

Les années ont passé. La bourgeoisie d'aujourd'hui est « gérée ». Pas

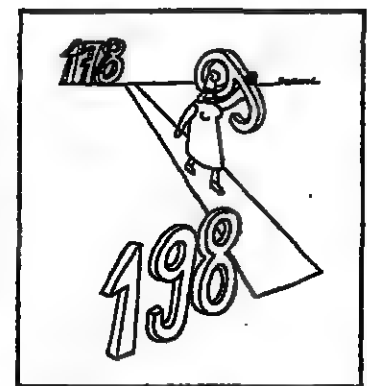
M. Marchais, qui peut donc passer à la seconde partie.

Négligence probablement, ou compréhension impossible, le secrétaire général du PCF n'avait pas été invité au colloque 1789-1989, l'exemple français des Droits de l'Homme en Europe, organisé au Sénat, le même jour, par deux responsables d'associations qui s'y entendent, l'ancien garde des sceaux et vice-président du Conseil d'Etat Bernard Chenot et le Père Jean-François Six.

Car M. Marchais eût été un interlocuteur des plus intéressants pour enrichir le débat jamais clos longtemps cher aux marxistes : libertés formelles — libertés réelles, dont finalement il devait être question.

Il fallait donc faire sans lui. On n'était pas désarmé. M. Laurent Fabius — solides études avant d'entrer dans la carrière et même allier dans les usages et dans l'usage l'histoire — était descendu du perchoir de l'Assemblée pour faire valoir que la critique marxiste n'est « pas exacte » et appelée à son tour la critique. Va pour les « conditions réelles » d'exercice des libertés formelles, mais elles sont « essentielles ».

En 1989, comme toutes les années précédentes, M. Fabius ne s'opposera de front ou par quelque biais, à personne. Pas au député UDF, Jean-



François Deniau en tout cas, si justement préoccupé par « conditions économiques sociales de la liberté » sans lesquelles les droits de l'homme ne sont que lettre morte.

Qu'une véritable citoyenneté économique rattrape la démocratie politique, que les usages et dans l'usage la formation et de l'information (pas l'omnipotence médiatique) grignotent toutes les tentatives de dominations, et M. Fabius dormira alors sur ses — et si l'on ose dire — sur nos deux oreilles.

Ideée rassurante en cette année commémorative : on peut être obscur et avoir des idées, des interrogations. Celles qui furent évoquées de M. Chenot et du Père Six : la place peut-être trop limitée du juge judiciaire dans le système juridique français ; les préjugés et dangers d'une démocratie semi-directe peu prise dans l'hérésie, ou le difficile engagement d'un espace européen des droits de l'homme, méritent attention.

Quand et comment seront-elles audibles ? 1989 oblige... à tant et tant de rites pittoresques. Se demander, par exemple, quels personnages d'il y a deux siècles arrivent au « lit paré » d'aujourd'hui. L'Agence France-Presse enquête au Palais-Bourbon parmi les députés — échantillon hyper-représentatif garanti. Le résultat de la consultation tombe dimanche : Condorcet et Mirabeau. Robespierre tenu sans grand succès une parole, mais ne franchit pas le flanc droit du PS. La faute sans doute en revient au député communiste Georges Haeg, qui le trouve « peut-être « pré-légitime ».

M. Fabius est là où l'on attendait. Il choisit Condorcet et Mirabeau, et n'offre aucune faille où se glisserait la moindre contestation : « Le premier est un intellectuel entré en politique et le second a été réjeté par la droite parce que révolutionnaire, et repoussé par la gauche parce que payé par Louis XVI ».

Mon tout, un calme week-end du Bicentenaire commençant, voguant sur la meilleure eau : ni brillante, ni glacée.

MICHEL KAJMAN.

M. Marchais : de 1789 à... 1992

« La Révolution n'est pas devenue un événement mort. Deux siècles après, elle dérange encore les puissants », a déclaré, samedi 14 janvier, M. Georges Marchais, qui prononcera un discours au cours de la « Nuit du cinéma » organisée par les communistes du quartier de la République à Paris et consacrée cette année à la période révolutionnaire.

Le secrétaire général du PCF a souligné le rôle dans cette « révolution bourgeoise, mais démocratique et populaire » de cette « classe montante de l'époque, la bourgeoisie, qui s'est développée au sein de la société féodale et qui, au dix-huitième siècle, est à la tête du commerce, de l'industrie naissante, de la finance ».

Insistant, d'autre part, sur les « grandes limites » des « grandes mesures » de la Révolution, M. Marchais a affirmé : « Ces traits marquants de la révolution française gagnent la bourgeoisie d'aujourd'hui (...). Il lui faut transformer les mots fondateurs de la République en slogans moris sur les édifices publics (...). Comment pourrait-elle célébrer l'abolition des privilèges, elle dont le système repose sur des privilèges de plus en plus insupportables ? »

« Nous inscrivons notre action, a conclu M. Marchais, dans le droit fil de toutes celles et de tous ceux qui, sur cette terre de France, se sont levés pour la liberté, l'égalité et la fraternité. » De 1848 aux communistes d'aujourd'hui, en passant par la Commune de Paris et Maurice Thorez, cirque, selon M. Marchais, la même « conscience profonde (...) de l'unité des intérêts de classe du monde du travail et de l'intérêt national (...). Dans ces conditions (...), nous en mesurons l'importance et l'actualité avec la lutte que nous sommes décidés à mener pour repousser les dangers liés à l'Europe de 1992. »

Le Monde

ECONOMIE

L'INVESTISSEMENT DANS LA CEE

Au bon moment

Le grand marché de 1992 conduit les entrepreneurs européens... et japonais à accroître leurs capacités de production

LORSQUE vous demandez à des chefs d'entreprise européens pourquoi il y a autant d'investissements, ils vous répondront 1992.», déclarait récemment M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne. Les experts communautaires, parce qu'ils n'ont pas encore les moyens de quantifier l'effet donné par la perspective du marché unique, se montrent beaucoup plus prudents.

Ainsi, dans leur rapport économique, les analystes européens, constatant le boom de 1988, sont d'une prudence extrême : « Il est possible que les perspectives favorables qui se dessinent dans l'attente de 1992 commencent à exercer une influence positive sur les tendances de l'investissement. » Et d'ajouter : « En 1988 l'effet 92 s'est nettement fait sentir dans les opérations de fusion et de rachat effectuées dans la CEE, et les sociétés multinationales ont eu une certaine tendance à recentrer leur stratégie d'investissement en faveur de la Communauté. »

Un effet d'annonce

Ainsi, à ce stade, préférent-ils s'appuyer sur des arguments plus classiques : « Les économies des pays industrialisés commencent à percevoir les bénéfices des politiques structurelles et de la plus grande capacité d'adaptation des marchés. L'amélioration sensible de la rentabilité et des marges d'autofinancement, due initialement aux évolutions salariales modérées des dernières années, s'est accélérée en 1986 et 1987 sous l'effet de la baisse des prix de l'énergie et de l'augmentation des débouchés. »

« Avec un degré d'utilisation de capacité plus élevé qu'il ne l'a jamais été depuis le précédent pic conjoncturel (1979) et grâce à une rentabilité accrue, le redres-

sement de l'investissement est maintenant manifeste. Il y a des signes d'une restructuration progressive en faveur des investissements de capacité et au détriment des investissements de rationalisation. »

La satisfaction est surtout exprimée pour l'industrie manufacturière dont la part dans le PIB s'est stabilisée, après une baisse qui a duré deux décennies. Pour 1988, cette part a atteint 26 %, soit un point de plus qu'en 1985. Mais cette inversion de la tendance n'a pas encore eu des effets sur l'emploi : la Commission attribue essentiellement l'augmentation nette des postes de travail (1,6 million créés en 1988, contre

500 000 à 700 000 au cours des années précédentes) aux services, où la surplussage du marché de l'emploi - le temps partiel par exemple - favorise, il est vrai, l'embauche.

Il ne vient d'ailleurs pas à l'esprit des plus optimistes de contester que la conjoncture a été déterminante dans l'attitude des Douze pour 1992. M. Antonio Costa, le directeur général chargé des affaires économiques et financières à la Commission, a une for-

mule heureuse pour apprécier la situation : « Une bonne idée au bon moment. » L'effet d'annonce, estime-t-on à Bruxelles, joue à plein.

Ainsi, explique-t-on, les entrepreneurs sont de plus en plus nombreux à considérer que le marché domestique n'est déjà plus national, mais européen. A telle enseigne que, pour les milieux communautaires, les opérateurs sont désormais convaincus qu'il faut

détenir, pour un produit donné, 10 % à 12 % de la demande dans la CEE pour escompter acquérir une assise internationale (3 % à 4 % du marché mondial).

Cette obligation de mieux se situer dans la Communauté est d'autant plus forte, relève M. Costa, que l'Europe doit contribuer au processus d'ajustement de l'économie américaine. La nécessité pour les Etats-Unis de réduire leur déficit commercial va conduire à une stabilisation, voire à une réduction des exportations vers ce pays. Autrement dit, le moteur de la croissance chez les Douze sera encore davantage la demande du marché intérieur.

La vague des regroupements (prises de participation, fusions, OPA) trouve son explication dans la recherche d'une meilleure implantation dans la Communauté. Un proche collaborateur de M. Delors tire d'ailleurs la conclusion que « l'afflux de capitaux va fatalement accroître le potentiel d'investissements. »

L'anticipation de l'ouverture

L'exemple le plus souvent cité est celui de la Société générale de Belgique : après la bataille financière, le temps est venu de passer à la rationalisation des activités du holding. La cession de la Compagnie Française d'Entreprises (Belgique) à la société Dumez (France) peut être interprétée comme une redistribution des cartes : les opérations financières à Suez et les activités industrielles à la Générale.

Les tendances à la spécialisation jouent également en faveur de la Lyonnaise des eaux qui, profitant des privatisations au Royaume-Uni, est en train de prendre une large part dans ce pays. La société française forge aussi le marché allemand, où la législation, particulièrement rigide, interdit pratiquement tout rachat par une société étrangère. Mais la Lyonnaise des eaux se prépare déjà à l'ouverture des marchés publics.

La création du grand marché ne peut que favoriser les investissements. L'exemple de la réalisation du TGV en Espagne par Siemens et Alstom est le résultat concret d'une anticipation de ce que sera le secteur des transports dans quelques années. « Sans l'ouverture envisagée, il n'est pas sûr, explique un expert, que l'opé-

ration se serait déroulée de cette façon. » Les regroupements opérés dans les télécommunications ne sont pas non plus étrangers à la libéralisation des marchés publics.

On souligne aussi que les investisseurs interviennent dans des secteurs où ils occupent une position forte. Ainsi les scores spectaculaires de l'Espagne (+ 19 % en 1987 ; + 14,5 % en 1988 ; + 11,9 % prévus en 1989), s'ils tiennent à ce que ce pays n'a adhéré à la CEE qu'en 1986, sont dus pour une bonne part à l'accroissement des activités des firmes allemandes de la mécanique, et, à un moindre degré, des entreprises françaises de l'agro-alimentaire.

Les responsables communautaires accordent presque autant de poids au climat général créé par les perspectives de la construction européenne qu'aux considérations purement économiques. « Ce que les chefs d'entreprise ont en tête va souvent plus vite que l'analyse des chiffres », indique-t-on dans l'entourage de M. Delors. Avec la conviction que la création d'un espace sans frontières est un processus irréversible, la priorité est de prendre l'initiative ensemble et d'être dans le coup. »

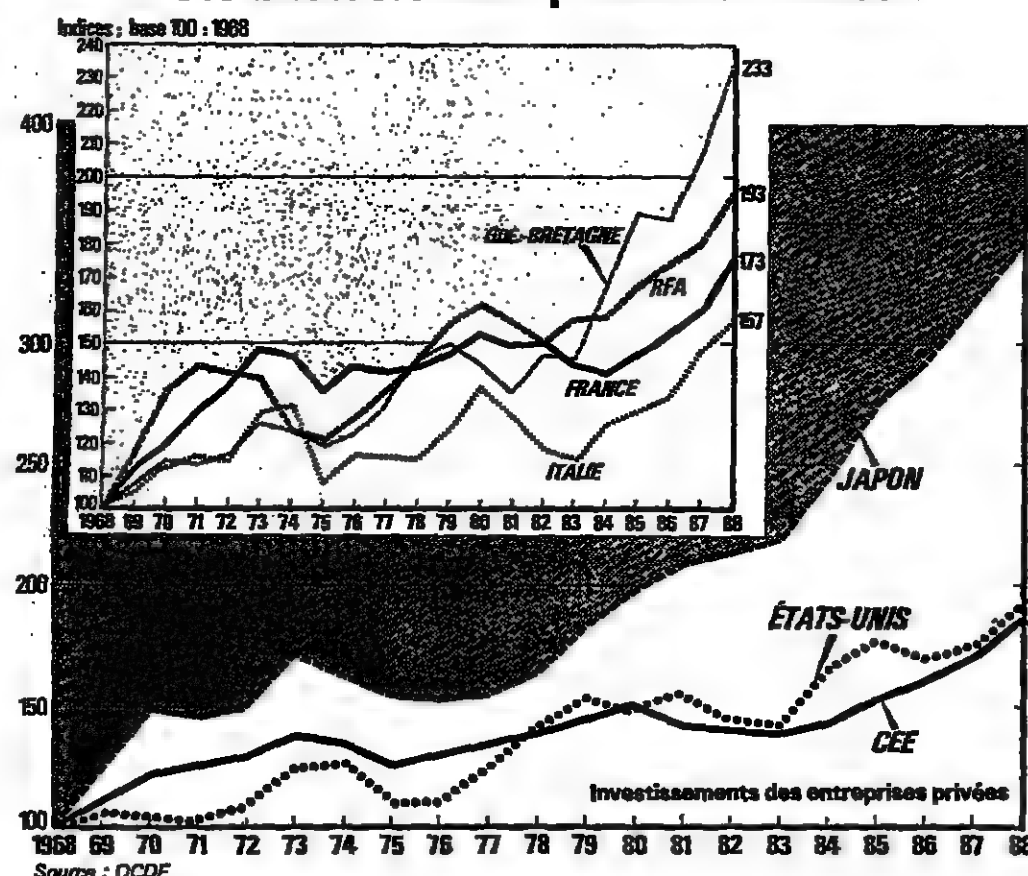
L'euphorie des entreprises est confirmée par une récente enquête de la Commission. Selon les résultats de sondages, 67 % des industriels de la CEE prévoient un accroissement de leurs exportations vers les marchés des autres Etats membres, alors que 3 % seulement s'attendent à une baisse. La progression globale des ventes est évaluée à 5 %, ce qui est particulièrement élevé, considèrent les milieux communautaires qui, eux aussi, commencent à s'inquiéter du niveau d'endettement des ménages en France et surtout en Grande-Bretagne.

Occuper le terrain est aussi la préoccupation des firmes des pays tiers qui, malgré la logique du grand marché, qui veut que la CEE soit plus ouverte aux importations de biens et de services qu'elle ne l'est aujourd'hui, nourrissent des craintes. Face à une opération en gestation, les entreprises étrangères aux Douze veulent éviter les mauvaises surprises.

De Bruxelles,
MARCEL SCOTTO.

(Lire la suite page 18.)

Les investissements productifs mondiaux



L'ENDETTEMENT DES AMÉRICAINS

Une psychose quotidienne

Aux Etats-Unis
trente millions de personnes
sont fichées comme mauvais payeurs

A chaque instant, huit ménages américains sur dix doivent de l'argent, qui à une banque, qui à un fournisseur. Dans le pays où l'argent est roi, une telle situation ne devrait étonner personne, car la manipulation financière est sans doute l'habitude la plus profondément ancrée dans les esprits, au point de créer une sorte de psychose où le public et les banques jouent les rôles d'adversaires quotidiens.

Selon les derniers chiffres connus, en novembre 1988 l'endettement des ménages américains représentait 666 milliards de dollars (environ 4 000 milliards de francs). Par rapport au mois d'octobre, l'augmentation correspondait à un rythme annuel de 8,7 %, alors que la progression moyenne de 1988 atteint 9,1 %.

Deux cauchemars

L'endettement s'accroît deux fois plus rapidement que le PNB et dépasse d'un cinquième la monnaie des rémunérations. Si la gloitronie des ménages est grande, celle des banques ne l'est pas moins. Les deux parties vivent donc constamment sur le fil du rasoir, chacune prenant avantage de chaque instant, de chaque possibilité, de chaque faille.

Le salaire moyen horaire atteint actuellement 9,32 dollars (56 F). Pour une semaine de travail de 34 heures, le salaire ordinaire s'établit à 7 600 F par mois, sous réserve de variations impor-

tautes, allant de 4 000 F pour un coursier à 20 000 F pour un chef de service. Le revenu moyen des ménages de salariés atteint 10 200 F, à raison de 2,4 enfants par famille.

De ces montants, les individus ou les ménages déduisent au moins 14 % sous forme de remboursements divers, la moyenne se situant à 19 %. 40 % du volume total des prêts accordés en 1987 concernaient des achats de voitures personnelles ou utilitaires à usage privé, 35 % étaient destinés à des opérations immobilières, alors que 25 % couvraient des emprunts personnels divers, notamment les achats effectués à l'aide d'une carte de crédit.

Dans la vie de chaque Américain, il y a deux cauchemars : l'épargne à long terme et la carte de crédit. En l'absence d'un système unifié de financement des retraites, chaque citoyen prévoyant tente d'assurer ses vieux jours par des compléments variés, dont le choix et la surveillance constituent un casse-tête permanent. Certains préfèrent investir dans des fonds mutuels boursiers, d'autres déposent leurs économies auprès de banques, ou encore achètent directement des valeurs boursières ou immobilières, s'exposant parfois à des pertes aux conséquences dramatiques.

En 1988, les dépôts auprès d'institutions bancaires et de caisses d'épargne s'élevaient à 13 566 milliards de francs, alors que les investissements en bons du Trésor atteignaient 5 880 milliards de francs. Malgré le krach d'octobre 1987, c'est encore la Bourse qui l'emporte, avec un volume de 13 866 milliards de francs de valeurs aux mains des ménages. Si les Américains possédaient, à la fin de l'an dernier, 109 356 milliards de francs de valeurs diverses, ils détenaient redevables, toutes dettes confondues, de 19 500 milliards de francs.

Des facilités bancaires

La ronde infernale des emprunts commence très tôt, à l'âge de dix-huit ans, où les citoyens acquièrent le droit de posséder un compte en banque et une carte de crédit. Alors qu'ils manquent presque totalement de compassion à l'égard des adultes au travail, les banques offrent des facilités coupables aux étudiants, créant chez beaucoup d'entre eux des habitudes que les banquiers entendent exploiter tout au long d'une vie.

Les offres de cartes de crédit sont, souvent, envoyées par la poste, ou distribuées aux portes des cafétérias. Prêtes à prendre des risques pour attirer de futurs clients, les banques tablent sur le prestige et le sérieux que confèrent les petits carrés de plastique. Les jeunes gens, impatientes de paraître indépendants, se laissent souvent séduire et entrent dans un système que les banquiers ont su perfectionner à leur profit, au point de le rendre souvent pesant.

Bien que cela paraisse étonnant, l'Amérique ne connaît pas le prélèvement automatique des factures sur les comptes bancaires des clients. Ainsi les émetteurs de cartes facturent-ils, par la poste, les dépenses à des périodes variables, exigeant un paiement immédiat ou accordant une période de grâce de 25 jours au maximum. L'oubli étant un trait commun de l'humanité, 22 % des possesseurs de cartes sont, à tout moment, en retard et s'exposent à des intérêts allant de 10 % à 22 % par an sur les sommes dues.

Grâce à une comptabilité informatisée à laquelle rien n'échappe, les banques américaines ont ainsi gagné, en 1987, 102 milliards de francs sous forme d'intérêts et de cotisations annuelles sur les cartes de crédit personnelles, alors que l'on estime à 680 F par an les dépenses moyennes des ménages liées à l'utilisation d'une carte.

De New-York,
CHARLES LESCAUT.

(Lire la suite page 19.)

2^e CYCLE ISG

PROGRAMMES PEDAGOGIQUES 1989

Cycle national :
• 1^{re} et 2^e année d'enseignement et préparation à la vie professionnelle à Paris
• 3^e année d'insertion professionnelle progressive en entreprise

Cycle multinational :
• 1^{re} année : enseignement de base et préparation internationale à Paris
• 2^e année : enseignement à l'étranger
Zone U.S.A. : I.S.G./New York
Zone ASIE : I.S.G./Tokyo - Chine - N.P.I.
• 3^e année : insertion professionnelle en entreprise
Dates du concours : 17, 18 et 19 avril 1989

Journée Portes Ouvertes Prépa h.e.c.
le 21 janvier 1989 de 10 h à 18 h
au 147 Av. Victor Hugo - 75116 Paris

Institut Supérieur de Gestion
Etablissement libre
d'enseignement supérieur
8, rue de Lola - 75116 Paris
Tel. : 45 53 60 00 - Minitel : 3616 ISG

ISG

LE DÉVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE

Partenariat, association ou astuce

S'agit-il de la simple recherche de nouveaux débouchés ou de la fourniture de matériel adapté aux besoins ?

La dette accumulée, les modèles de développement en faillite, les sociétés nationales en déshérence : que reste-t-il pour sortir les pays du tiers-monde du marasme ? Le partenariat. Comme les organisations non gouvernementales (ONG), comme les agriculteurs, les industriels découvrent les vertus des relations directes entre petites et moyennes entreprises.

Le temps des livraisons des gros équipements qui ne fonctionnent pas, des usines clés en main aussitôt fermées qu'ouvertes, bref, des contrats dont s'enorgueillissent les chefs d'Etat et les gogos serait-il révolu ? C'est ce qui s'est dit à Montpellier, en termes plus feutrés, à l'occasion du deuxième Salon international de la coopération et de l'aide au développement (SICAD) qui, du 7 au 11 décembre, se tenait en parallèle avec les quatrième rencontres Agropolis consacrées, elles, à l'agro-industrie méditerranéenne et tropicale.

Faut-il donc croire à un discours vertueux sur les bénéfices communs que les industriels du Nord et du Sud retireraient de leur partenariat ? Le fait que ce discours soit parfois tenu par des ministres ou anciens ministres appartenant à cette classe politique africaine responsable, avec les fournisseurs du Nord, des échecs du développement, amène à en douter. Mais qu'importe, et prenons pour modèle la définition donnée par M. Gérard Egnell, directeur général de la Société d'ingénierie agro-industrielle et de services associés : « Le partenariat, ce sont deux entités liées au capital privé d'une activité industrielle, agricole ou de services, avec un

dosage à définir de façon pragmatique. »

« Fort bien, dira en substance un intervenant africain, mais nos pays sont indépendants depuis vingt-cinq ans et les forces en présence ne sont pas égales : l'une est une vraie force et l'autre attend. N'est-ce pas la poursuite de ce qu'on connaît déjà ? » Un industriel centrafricain sera plus explicite : « En Afrique, les PME ont toujours existé mais maintenant on joue un rôle de prête-nom. Le contrôle économique nous échappe, les entrepreneurs et les capitaux sont étrangers. »

L'ambiguïté du partenariat est évidente. L'est-elle encore après avoir entendu M. Egnell à nouveau : « Il faut dire clairement chacun, dans un protocole d'accord, comment chacun veut gagner de l'argent. »

Comme une Bourse

Le Salon lui-même aura été le reflet de la multiplicité d'acceptions du mot partenariat. La forte présence des institutionnels (ministères, collectivités locales, CEE) montre que le secteur public a — et pour longtemps encore — son mot à dire. Les ONG, dont le SICAD est aussi la vitrine, offrent une autre image de l'échange Nord-Sud, plus volontariste et altruiste. La tonalité agricole, donnée par quelques exposants de matériels, par le sec-

teur de la recherche et accentuée par les rencontres d'Agropolis, venait rappeler que le développement passe d'abord par la production de nourriture, voire de cultures industrielles.

Quant au secteur privé proprement dit, il est plus difficile de savoir s'il s'agit de simples fournisseurs qui cherchent dans le tiers-monde de nouveaux débouchés ou d'entrepreneurs à la recherche d'un véritable partenariat. En fait, pour cette dernière formule, le SICAD fonctionne un peu comme une Bourse.

Ainsi une association de PME, baptisée Union et Ralliement, repart pour les retransmettre à ses membres les propositions de partenariats du Sud (projet de croisière au Tchad, d'école privée pour la formation des pêcheurs au Cameroun, etc.). La chambre de commerce et d'industrie de Montpellier avait engrangé au bout d'une petite journée une vingtaine de demandes : ici, c'est un agent commercial qui propose ses services, là une société de Centrafrique qui cherche un associé pour développer une production de bois semi-ouvrés.

Si l'on regarde de plus près, on s'aperçoit que les exposants français sont plus intéressés par un réseau de vente ou un agent que par une fabrication en commun et sur place. C'est le cas de la Solelec, par exemple, qui propose des installations électriques photovoltaïques et dont le représentant reconnaît honnêtement que ce procédé encore coûteux n'est accessible qu'avec un financement international, c'est-à-dire quasi public. Non moins honnêtement, il ajoute qu'il rencontre au SICAD nombre de décideurs des PVD qui sauront trouver l'argent nécessaire.

Se présentant comme conseiller en informatique du gouvernement ivoirien, M. Daniel Delpuech, fondateur de Keyword, cherche, lui, à diffuser ses logiciels de formation à la micro-informatique. Ses contacts avec des visiteurs brésiliens, marocains ou malais lui permettent d'affirmer qu'un véritable partenariat peut s'engager, par exemple sur l'adaptation et la traduction de ses disquettes en malais, en arabe, voire dans les langues africaines les plus répandues. Lui regrette carrément la tonalité trop primaire du salon. « S'il y avait plus de technologie de pointe, il y aurait plus de contacts encore. »

« Si on investit, c'est pour ramasser le pactole. Le partenariat, c'est bidon ; c'est une astuce pour contourner la législation locale, qui limite les investissements étrangers. » M. Daniel Feldzer n'y va pas par quatre chemins. Sa société, Concept Nautics International, fabrique et vend en Afrique des bateaux pour le transport fluvial des personnes et des pondéreux, des pirogues aussi pour la pêche semi-artisanales. Il n'est pas tendre pour les organismes internationaux qui négligent les fleuves au profit des routes et des camions ou qui endettent à vie les pêcheurs en leur proposant des moteurs à essence coûteux et inadaptés pour leur bateau en bois.

Ses partenaires en Afrique ? « Les privés qui ont du fric, ou des pêcheurs regroupés dans une société de caution mutuelle. » Mais les armateurs peuvent être

aussi des grossistes de Rungis. Oh est le partenariat dans cette affaire ? « Dans le fait, d'abord, qu'on propose du matériel adapté aux besoins des gens, entre la pêche industrielle scandaleuse qui détruit tout et la pêche familiale qui ne permet pas de créer un marché. Ensuite dans la prise en charge de la gestion et même de la formation par des pêcheurs français, dans l'étude et la mise en place d'une chaîne de froid encore une fois adaptée aux besoins du pays ; dans l'objectif général enfin, d'élargir les colles de revient de la pêche. »

Lassé des foires franco-camerounaises « un peu accidentées », M. Henri Mbedi Simo, directeur général de la Francadir, une société de distribution de vins et spiritueux, est venu au SICAD avec espoir. Il est persuadé que, dans son pays, le marché pour ces produits de luxe peut se développer, mais voilà, il n'a plus de stocks car, dit-il, « les banques prêtent à ceux qui sont déjà engagés financièrement. A ceux qui démarrent, rien. »

Pour tout dire, il cherche des investisseurs, un contrôleur de gestion, un directeur commercial. De son côté, il offre un entrepôt et une structure de vente. Prototypé d'une nouvelle élite africaine contrainte de faire des affaires depuis que les carrières administratives sont bouchées, ce marchand de vins en puissance cherche un appui comme on lance une bouteille à la mer. La technique peut sembler fruste, mais puisqu'il n'y a plus de modèle de développement.

Des exemples cités, ici on ne saurait certes tirer une conclusion sur la validité du partenariat. Une chose cependant est sûre : si la production alimentaire n'est pas négligée, l'ensemble des autres activités, qu'il s'agisse de fabrication ou de distribution pour le marché intérieur, peuvent contribuer au développement, à la condition qu'il y ait création de richesses et donc de pouvoir d'achat local.

De Montpellier, JACQUES GRALL.

L'INVESTISSEMENT DANS LA CEE

Au bon moment

(Suite de la page 17.)

Dans les pays membres de l'AELE (Association européenne de libre échange) les firmes opèrent des rapprochements (les autrichiennes avec les allemandes). Elles manifestent l'intention de s'implanter (les finlandaises en France), ou d'augmenter les capacités de production (Volvo) sur le territoire communautaire. Cependant, le Japon vient en tête des investisseurs étrangers qui anticipent la réalisation du marché intérieur.

A Bruxelles, on attribue aux interventions nippones une bonne part des résultats des Douze, à telle enseigne que les Américains, dit-on dans les milieux communautaires, commencent à s'inquiéter des mouvements de capitaux en Europe qui, à terme, peuvent leur être défavorables. Pratiquement, tous les pays européens sont concernés par les opérations japonaises.

Par secteurs, c'est celui de l'automobile qui est le plus révélateur du succès de Tokyo de déjouer les pièges éventuels d'un espace économique unique en Europe. Nissan produit déjà en Grande-Bretagne pour contourner les barrières actuelles que sont les quotas appliqués par la France et l'Italie aux importations de voitures japonaises. Un éventuel accord de Toyota avec Renault relève de la même stratégie : être sûr d'être présent sur le marché français même s'il est probable que le contingentement ne pourra être maintenu longtemps après 1992.

La forte présence des Japonais dans la CEE est des plus inquiétantes, d'autant que la Commission estime que « l'achèvement du marché intérieur signifie que les entreprises des pays tiers pourront également déployer beaucoup plus librement leurs activités dans le grand ensemble européen et ne seront plus confrontées aux barrières non tarifaires nationales. »

An bout du compte, en raison de la voie choisie par les Douze, la capacité de résistance de l'Europe dépendra pour une très large part de la compétitivité de ses entreprises.

De Bruxelles, MARCEL SCOTTO.

EN 1988
140 ÉCOLES
ONT CHOISI DE
MIEUX INFORMER
LES JEUNES ET
LEURS PARENTS

• ACADEMIE CHARPENTIER • ACE • AID • CECE/CSTI • CECI • CEFAM • CENORI • CENTRE INTERNATIONAL DE GLION • CESCE • CESI • CESMA (GROUPE ESC LYON) • CFA BUREAUTIQUE • CIESEC • CNED • COMMISSARIATS DE L'ARMÉE DE TERRE, DE LA MARINE, DE L'AIR • CONTROL DATA • COURTS BARONNAT • COURTS PASCAL • COURTS PRIVE D'ESTHETIQUE • CTE • DISTECH/FONDATION DE LA DISTRIBUTION • EAC • EAD • EAP • EBS • ECE/ECEI • ECOLES ASSELIN • ECOLE CAMONDO • ECOLE NATIONALE DES PONTS ET CHAUSSEES • ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS • ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE CREATION INDUSTRIELLE • ECOLE RASPAIL DE COMMUNICATION VISUELLE • ECOLE SPECIALE D'ARCHITECTURE • ECOLE SUPERIEURE DES ARTS MODERNES • ECOLE DE SAVIGNAC • ECOSUP • ECOSUP DE CULTURE • EDEP • EDHEC • EEE • EERIE • EFAP • EFC/PIG • EFET • EFOM • EGC • EIA • EISTI • EME GROUPE IEC • EMP • ENGDE • ENSAE (SUP AERO) • ENST • EPEC • EPEIGE • EPR • EPSI • EPSI • ESA (ASSURANCES) • ESA 3 • ESAM • ESCO • ESCI • ESCOM • ESD • ESDI • ESG • ESI • ESIEA • ESIG • ESIGTEL • ESJ/HEI/HEC • ESME/SUDRIA • ESPI • ESRA • ESSCA • ESSEC • ESM • EST • ESTACA • ESTB • ETPA • ETL • ETTS • EXCOSUP • GROUPE ESC REIMS • GROUPE ESCOM FRANCE • GROUPE SOFRACOM FORMATION • HECF • HMG • ICD • ICL • ICL • ICGES • ICPI • IDRAC • IEC • IFAG • IGPEPM • IGS • IHEDREA • INEAC • INFATH • INIG • INSA • INSEAD • INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES • INT • IPESUD • ISARA • ISC • ISCA • ISCG AIX • ISCOM • ISEP • ISG • ISGP • ISMV • ISI • ISIC • ISMD • ISTE • ISTECA • ISTV • LAFAYETTE SUPERIEUR • LIBS • MATH SUP/MATH SPE • MBA INSTITUTE • MJM • PREP • HEMI • SCHILLER INTERNATIONAL UNIVERSITY • SORNAS • STUDIO ECOLE DE FRANCE • SUPASA • SUPELEC • SUP DE CO BREST • SUP DE CO GRENOBLE • SUP DE CO LA ROCHELLE • SUP DE CO PARIS • UNIVERSITY OF HARTFORD BUSINESS SCHOOL • UTC

Meilleures Voeux pour 1989

orientations
SERVICE

un système de communication haut de gamme entre :
— des établissements qui veulent affirmer leur image de qualité auprès de leurs différentes cibles ;
— des jeunes et leurs parents à la recherche d'une meilleure information sur les filières de formation et leurs débouchés ;
— l'ensemble des professionnels de la formation et du recrutement, enseignants, conseillers d'orientation, gestionnaires des ressources humaines.
Grâce à quatre produits et services éprouvés, ORIENTATIONS SERVICE assure à ses partenaires une présence permanente et efficace.

Vous souhaitez vous faire mieux connaître, développer une promotion de votre école différente, rejoindre le club ORIENTATIONS SERVICE ou simplement vous informer sur notre expérience ?
Contactez-nous au (16-1) 47-23-01-51

ORIENTATIONS SERVICE
28, rue de La Trémoille, 75008 Paris

isa
INSTITUT SUPERIEUR DES AFFAIRES

La rencontre des meilleurs

L'ISA : un 3^e cycle intensif de formation supérieure au management (MBA) ouvert à des participants de toutes origines universitaires ou professionnelles.

- Les ressources du Centre HEC-ISA (Jouy-en-Josas).
- Un enseignement par groupes compacts et motivés.
- 1 300 postes de haut niveau offerts chaque année aux 100 diplômés.

Admission sur dossier, tests et entretien.
• Conditions : diplôme supérieur et/ou expérience de cadre.
• Critères : potentiel, motivation, capacité de travail.

L'ISA : 16 mois pour un MBA

Réunions d'information Paris et Province

PARIS le jeudi 19 janvier et le jeudi 16 mars 1989, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 9, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8^e, métro Franklin-Roosevelt.

GRENOBLE le mercredi 18 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Mercure-Alpotel, 12, boulevard Merle-Joffe.

LILLE le mardi 24 janvier 1989, à 18 h 30, Hôtel Royal-Concorde, 2, boulevard Carnot.

LYON le mardi 21 février 1989, à 18 h 30, Hôtel Sofitel, 20, quai Gailleton (2^e).

RENSEIGNEMENTS : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-73-79 ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC-ISA
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

PAYEZ
MOINS
D'IMPÔTS.

Comment mieux profiter de toutes les déductions fiscales. La Vie Française "Special Impôts" chez votre marchand de journaux.

LA VIE FRANÇAISE
LE GUIDE FISCAL 89

2 mois en kiosque.

Cast

LA RÉFORME DU BULLETIN DE PAIE

Au milieu du gué

Les salariés ne peuvent pas prendre la mesure de leur rémunération totale et des divers prélèvements sociaux

PAR JEAN-JACQUES DUPEYROUX (*)

DEPUIS le 1^{er} janvier, le bulletin de paie que les employeurs doivent remettre chaque mois à leurs salariés subit un véritable bouleversement, en application de l'article 10 de la loi du 18 août 1986 (relative au financement des retraites) et aux textes complémentaires. Ce document devra désormais comporter une foule de mentions nouvelles.

Première réaction, un certain amusement. Ceux qui avaient inlassablement fulminé contre le poids écrasant de la paperasse imposée aux chefs d'entreprise ont eux-mêmes enclenché un processus conduisant à alourdir encore ce poids. On souhaite bien du plaisir aux petites entreprises. Et ne parlons pas des employeurs de gens de maison !

Toutefois la vraie question est celle de la cohérence générale de la réforme : à cet égard, force est d'exprimer quelque scepticisme, même si telle ou telle innovation particulière — ainsi la mention de la convention collective dont relève l'intéressé et de sa position dans la classification professionnelle — mérite applaudissement.

La face cachée

Reprenant un amendement UDF adopté par l'Assemblée nationale après une discussion très confuse, le texte législatif édicte que, « à compter du 1^{er} janvier 1989, le bulletin de paie... indiquera le montant total de la rémunération du travail, en distinguant, d'une part, le salaire net perçu par le salarié, d'autre part les cotisations ouvrières et patronales de Sécurité sociale d'origine légale et réglementaire ou d'origine conventionnelle ».

Pourquoi ce texte ? Dans l'ancienne réglementation, le bulletin de paie mentionnait les seules cotisations salariales précomptées par l'employeur : mille mention des cotisations patronales. Au cœur de la réforme, le désir — ô combien légitime ! — de « responsabiliser » les salariés face au coût croissant de leur protection sociale en leur mettant sous le nez le montant de la contribution patronale à ce coût : la partie cachée de l'iceberg... ou, plus précisément,

selon l'expression du CNPF, « la face cachée du salaire ».

Aussi bien, lorsque les auteurs de l'amendement ont visé « le montant total de la rémunération du travail », ils ont parlé d'une idée forte, aujourd'hui très généralement admise : la rémunération globale du travail salarié intègre l'ensemble des cotisations patronales, et ils ont voulu que les intéressés mesurent l'énormité du prélèvement effectué sur cette rémunération globale tant au titre des cotisations patronales qu'au titre des cotisations salariales. Comment responsables des assurés sinon en leur disant clairement ce qu'il leur en coûte réellement, au lieu de jouer indéfiniment sur le caractère indolore des charges patronales ?

Qu'il faille un jour ou l'autre procéder à cette démythification, j'en suis totalement convaincu. Mais les problèmes de tous ordres soulevés par une telle opération — vérité, terriblement délicats, ne sont pas de ceux que l'on peut régler à la sauvette, au hasard d'amendements improvisés.

D'abord, que doit inclure « le montant total de la rémunération » ? La loi vise les cotisations patronales de Sécurité sociale : en quel sens faut-il prendre cette dernière expression à géométrie variable ? Quel est le concept même de cotisation patronale se dissout dans celui de rémunération globale, tels les « poissons solubles » chers à André Breton : comment, sans

artifice indéfendable, qualifier de « patronale » une contribution prélevée... sur la rémunération du salarié ? Or liquider la notion de cotisation patronale, c'est dynamiter tout le système tel qu'il est actuellement conçu. Conséquences institutionnelles : les employeurs n'auraient plus rien à faire dans les conseils des organismes de la Sécurité sociale. Conséquences juridiques : le régime des cotisations salariales devrait être étendu aux anciennes cotisations « patronales » déqualifiées.

De grands tabous

Conséquences techniques, particulièrement ardues : les taux des cotisations diverses devraient être tous modifiés pour être fixés par rapport au montant de la rémunération globale. Conséquences psychologiques : mis à même de mesurer l'ampoulette colossale subie par la contrepartie globale de leur travail au titre de l'assurance-maladie, des assurances-vieillesse, des charges familiales, comment réagiraient les jeunes salariés, peu sensibilisés encore à ces trois types d'événements ?

D'une façon plus générale, l'opération-vérité mettrait forcément en évidence que le poids des cotisations sociales, pesant sur le premier franc de salaire, est, au total, plusieurs fois supérieur à celui de l'impôt sur le revenu : elle rendrait, de ce fait, inéluctables les réajustements que permet encore d'étudier le caractère indolore des cotisations patronales... On touche aux plus grands tabous de notre société.

Voilà ce qui, d'une façon ou d'une autre, ne manquera pas de se produire si, comme l'ont expressément souhaité certains parlementaires, les salariés se

voient verser l'intégralité d'une rémunération globale et devaient « tirer de leur poche » toutes les cotisations. On comprend que le gouvernement de Jacques Chirac et celui de Michel Rocard n'aient guère été tentés par une aventure insuffisamment balisée.

Aussi bien le décret d'application fait-il purement et simplement l'impasse sur « le montant total de la rémunération » dont le législateur semblait bien exiger qu'il soit fait mention sur les bulletins de paie... ! Cette obligation s'est évanouie... Quant aux charges patronales devant figurer sur le bulletin, le décret s'en tient à la lettre de la loi dont l'article 10 ne vise que les cotisations de Sécurité sociale.

L'ENDETTEMENT DES AMÉRICAINS

Une psychose quotidienne

(Suite de la page 17.)

Poussant l'esprit d'invention de plus en plus loin, les banques offrent désormais des possibilités aussi variées qu'effrayantes à ceux qui, par malheur, ne présentent pas les garanties suffisantes pour obtenir une carte. Plusieurs établissements proposent la mise sous hypothèque d'un bien immobilier, d'un portefeuille de valeurs, ou même d'un véhicule, à condition que celle-ci soit entièrement payée et que son âge ne dépasse pas un an.

Banqueroutes personnelles

La conséquence de ces pratiques sur l'endettement des ménages est évidente et contribue grandement, de l'avis de plusieurs experts, à l'augmentation du nombre de banqueroutes personnelles déclarées. Au nombre de 9 000 en 1986, celles-ci ont atteint, en 1988, le chiffre record de 468 000.

Ainsi l'Amérique de la fin du siècle semble devoir renoncer en grande partie à ce qui fut, depuis toujours, le rêve du Nouveau Monde : la maison familiale. En raison de l'augmentation des prix de l'immobilier, 45 % des ménages ne possèdent plus leur résidence principale. Le prix s'élevait à 870 000 F, la seule constitution du dépôt initial de 20 % est désormais hors de portée pour 22 % des ménages, alors que les conditions imposées par les banques excluent 36 % des couples. Ces conditions sont rendues encore plus difficiles dans les grandes villes, où le prix du mètre carré habitable oscille aux alentours de 20 000 F pour des appartements neufs bénéficiant d'un confort ordinaire.

Malgré les relations tendues qu'entretiennent, aux États-Unis, les individus et les banques, les établissements financiers rivalisent d'invention dans la lutte pour le

« bon client ». Une petite banque de l'Etat de Virginie, la Perpetual Savings Bank, offre depuis quelques semaines un « télé-crédit » qu'elle accorde — ou refuse — en 15 minutes. Si le client dispose d'un compte-chèques ou d'un compte-épargne, les ordinateurs de la banque sont en mesure de vérifier plusieurs dizaines de facteurs, d'effectuer les calculs nécessaires et de faire une offre pendant que le client patiente au téléphone. Il s'agit, bien sûr, de crédits personnels, destinés surtout à financer des achats de biens d'équipement et de services.

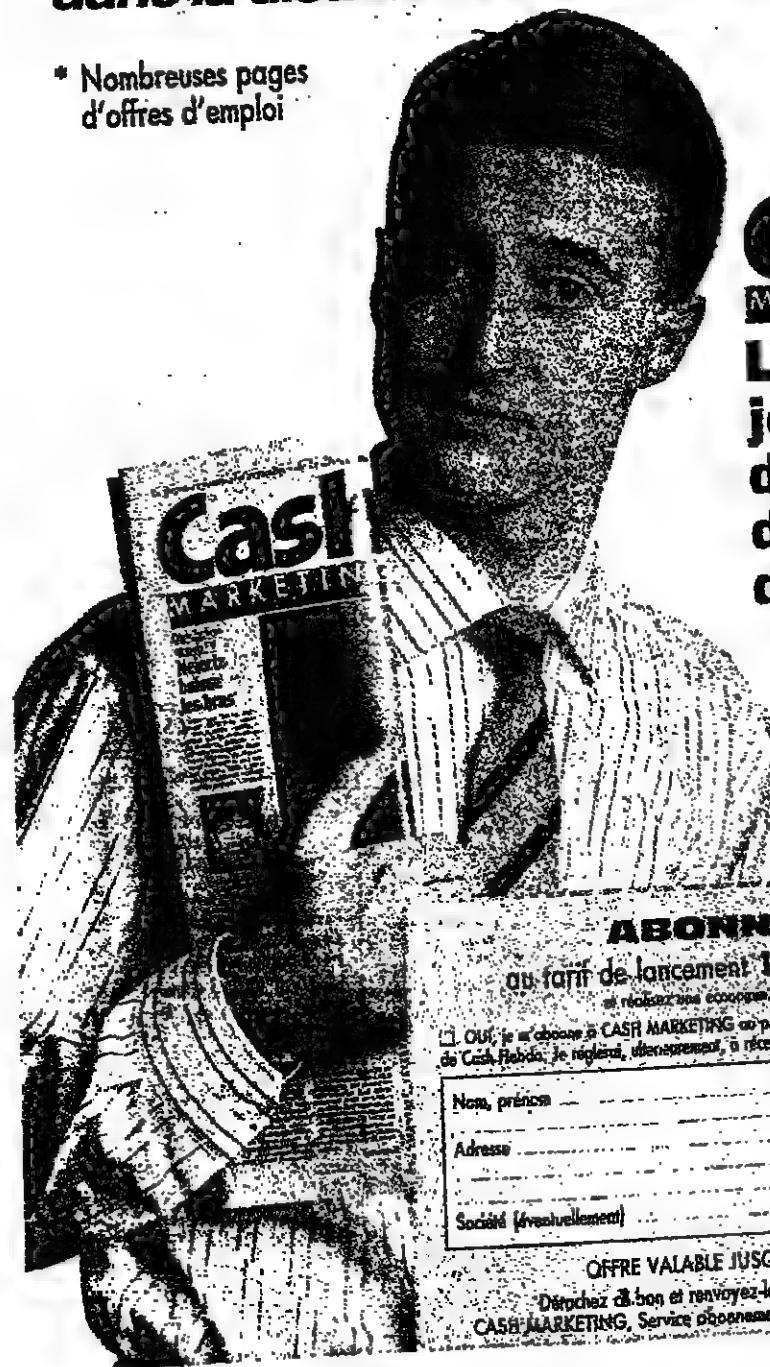
Pour atteindre à une telle efficacité, l'établissement doit s'appuyer largement sur les « bureaux de crédit », ces officines redoutables qui quadrillent férocement le marché de l'argent, tenant des listes de millions de noms assortis d'un nombre formidable de renseignements propres à aider un banquier lors de l'évaluation de la capacité de remboursement d'un éventuel emprunteur. Drainant tous les renseignements qu'ils peuvent découvrir (transactions financières ; non-paiement des loyers, des traites, des factures de téléphone ou d'électricité ; retards de remboursement des factures de cartes de crédit), ces bureaux très spécialisés disposent, à tout moment, d'une liste de 30 millions d'individus considérés comme mauvais payeurs.

Malgré les conditions souvent sévères imposées par les banques, l'Amérique reste fascinée par la vie à crédit, dormant souvent l'impression d'ignorer les dangers au point de transformer l'endettement en avantage. « Si je ne dois rien à personne, je n'avancerai pas », affirme un employé interrogé au hasard, dans un restaurant. Persuadé que le crédit est le meilleur gage sur l'avenir, il entend en user autant que le système le permettra.

De New-York.
CHARLES LESCAUT.

« Accélérez votre carrière dans la distribution et le marketing » *

* Nombreuses pages d'offres d'emploi



Cash
MARKETING

Le nouveau journal d'actualités de la distribution

Chaque vendredi, 9 F chez votre marchand de journaux

ABONNEZ-VOUS

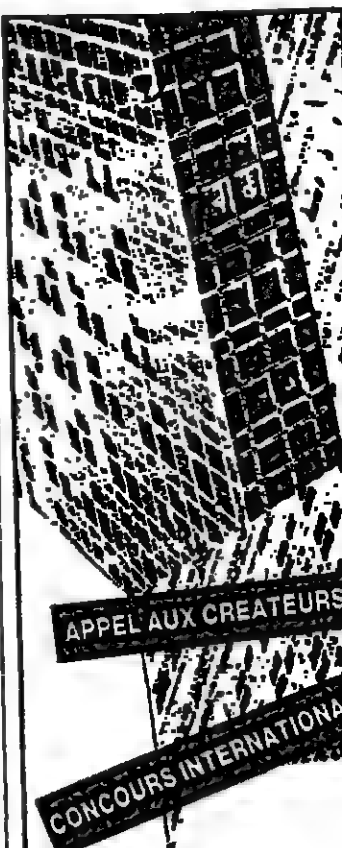
au tarif de lancement 195 F (un an, 43 numéros) et recevoir une copie de 50 F de la revue les salaires

☐ Oui, je m'abonne à CASH MARKETING au prix de 195 F, je reçois donc les 43 numéros de Cash-Marketing, je reçois, en outre, à réception de votre bulletin.

Nom, prénom
Adresse
Code postal
Société (à remplir)

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL 1989

Déclarez à bon et renvoyez-le sous enveloppe affranchie à : CASH-MARKETING, Service abonnements, 55, rue d'Alsace, 75008 Paris



Economistes, chercheurs, aménageurs urbains, philosophes, artistes... la ville de Vénissieux, la Communauté Urbaine de Lyon font appel à vos compétences.

Elles recherchent des équipes pluridisciplinaires pour inventer un dessin aux dix tours murées de « Démocratie », l'un des quartiers des Minguettes, dans le cadre d'un concours international d'économie urbaine, lancé avec l'aide de l'Etat.

La transformation des grands ensembles est actuellement un enjeu mondial. Les Minguettes représentent un espace pilote stratégique.

Un jury d'experts sélectionnera l'équipe qui permettra de recréer une ville modèle par sa mutation exemplaire.

Pour tous renseignements et dépôt de candidatures, écrivez avant le 1^{er} février à :

CERTA CONCOURS
DEMOCRATIE
2, rue de la Démocratie
69200 VENISSIEUX
ou téléphonez au
16 72 51 14 34



MBA
University

L'excellence Franco-Américaine

- Programme 3^e cycle créé en 1986 par l'Institut Franco-Américain de Management (I.F.A.M.) en association avec PACE UNIVERSITY (New York).
- 11 mois d'études (7 à Paris, 4 aux U.S.A.) Octobre à Août.
- Deux diplômes : Master of Business Administration (M.B.A.) Certificat I.F.A.M. 3^e cycle
- Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur et/ou expérience professionnelle.

Réunions d'information

- | | |
|-------------------|--|
| GRENOBLE | Le 17 JANVIER 89 à 18 H 30
Hôtel Alpotel,
12, boulevard Maréchal-Joffre |
| STRASBOURG | Le 19 JANVIER 89 à 18 H 30
Hôtel Novotel, Quai Kléber |
| LILLE | Le 25 JANVIER 89 à 18 H 30
Hôtel Royal Concorde,
2, boulevard Camot |
| LYON | Le 1 ^{er} FEVRIER 89 à 18 H 30
Hôtel Sofitel, 21, quai Gailleton (2 ^e) |
| GENEVE | Le 2 FEVRIER 89 à 18 H 30
Hôtel Noga-Hilton,
19, quai du Mont Blanc |

Renseignements : M.B.A. UNIVERSITY I.F.A.M.
18, rue Cépé 75015 Paris (France) tél. : 42 73 26 53

La chronique de Paul Fabra

La nouvelle culture est un ersatz

A PROPOS du rapport de la commission Kreisky (du nom de l'ancien chancelier d'Autriche) sur l'emploi en Europe, discuté cette semaine à l'occasion d'une réunion (de caractère non officiel) qui s'est tenue au siège de l'OCDE et à laquelle participaient notamment Raymond Barre et Jean Kasper, nouveau secrétaire général de la CFDT, on serait tenté d'écrire ceci : à condition que plusieurs de ses recommandations ne soient pas retenues — une condition qui a toutes chances d'être réalisée ! — mais en considération de l'esprit qui l'anime il pourra servir, grâce à l'influence qu'il est susceptible d'exercer auprès, notamment, des organisations syndicales, la cause de la réduction du chômage en Europe.

La commission Kreisky est une association indépendante et internationale où, toutefois, les socialistes et les syndicalistes venus des pays scandinaves et d'Autriche jouent un rôle important, sinon prépondérant. Une prépondérance, il est vrai, que Bruno Kreisky conteste. Mais là n'est pas le point capital. La phrase-clé, il faut peut-être la trouver dans cette remarque, presque incidente : « En Suède et en Finlande, la société met davantage l'accent sur la sécurité du marché de l'emploi que sur la sécurité d'un emploi quelconque. En d'autres mots, les travailleurs sont assurés de trouver un emploi mais ils n'ont pas un droit particulier à garder un emploi déterminé. »

C'est presque un principe d'évolution optimale de communautés humaines qui est ici exprimé comme en passant. On pourrait le formuler dans les termes suivants : d'une société régie par la concurrence, l'avenir collectif est d'autant plus assuré que chacun de ses membres est laissé dans une plus grande insécurité. Qu'il s'agisse en définitive de cela, la suite du passage du rapport cité l'atteste. Il y est dit que, en s'opposant aux changements d'emploi, on débouche sur « de faibles niveaux de revenus et une mau-

vaie compétitivité internationale ». Il reste que, pour des sociaux-démocrates, la mise en lumière du couple sécurité-insécurité pose, du triple point de vue politique, moral et économique, des problèmes particulièrement redoutables.

Dans un pareil débat tenu dans une pareille assemblée, ne revenait-il pas à Raymond Barre d'enfoncer quelques clous ? Félicitant les auteurs du rapport d'avoir mis l'accent sur la croissance et sur son rôle déterminant de créatrice d'emplois, l'ancien premier ministre ne faillit pas à sa tâche. Il ne s'agit pas, e-t-il déclaré, de favoriser « l'importation de la croissance ». Celle dont on a besoin, c'est de la « croissance compétitive ». Et de préciser que ce serait une véritable « dérive de la pensée » que de chercher à assurer la compétitivité par la maintien indéfini de bas salaires et par la compression des charges sociales. La solution est dans un haut degré de productivité, grâce à quoi on voit les pays les plus aptes à conquérir les marchés payer les rémunérations les plus élevées.

Le rapport Kreisky, à cet égard, fait justice d'un préjugé tenace. Il s'en prend à l'idée, de nouveau très répandue, selon laquelle « l'emploi doit diminuer au fur et à mesure que les machines remplacent les hommes ». On y lit : « Comme tant de conclusions d'hommes de la rue, ce type d'argument ne vaut pas pour l'économie dans son ensemble. Les besoins et les demandes de la société changent constamment et augmentent au fur et à mesure qu'une productivité plus grande génère davantage de richesses et de pouvoir d'achat. » Propos directement inspirés par les meilleurs auteurs classiques, Alfred Marshall par exemple.

Autre contribution très positive : le souci de l'environnement ne doit pas (contrairement à ce que faisait croire, rappelons-le en passant, le trop fameux club de Rome) être opposé à celui de la croissance. La protection du milieu naturel est aussi un besoin, et pour le satisfaire il convient d'y appliquer des ressources supplémentaires en hommes et en capital.

Beaucoup moins heureux se révèle le document issu des travaux de la commission Kreisky quand il tourne à pleurer *pro domo*, un genre toujours difficile à pratiquer sans tomber dans l'insignifiance. Comme par hasard, l'expérience des pays que les auteurs appellent « du consensus » — tout le monde a bien sûr reconnu... les nations scandinaves et l'Autriche ! — y est tenue en haute estime. Non, certes, sans de très bonnes raisons qu'on a plusieurs fois exposées dans ces colonnes. Mais comment peut-on affirmer qu'ils ont tous « maîtrisé l'inflation » ? Voilà un jugement qui doit bien étonner le ministre suédois des finances, Kjell-Otto Feldt, qui pense et dit qu'il pense le contraire.

Plus impardonnable est la description caricaturale qui est faite ici de la situation en Suisse, pays systématiquement présenté comme la bête noire de l'AELE (Association européenne de libre-échange), dont les autres membres, comme on le sait, sont précisément la Suède, la Norvège et l'Autriche (plus, à titre de nation associée, la Finlande). Au lieu de s'interroger sur les défis lancés aux préjugés des économistes modernes par les résultats de l'économie suisse — plein-emploi et stabilité monétaire, faible taux des impôts et qualité en général élevée des services publics — et aussi sur les similitudes cachées entre certains aspects des expériences helvétiques et suédoises (concernant par exemple

la mobilité du marché de l'emploi), on préfère, contre toute vraisemblance et toute objectivité, affirmer que « la Suisse (...) a connu le taux de chômage record en Europe depuis 1973, en dépit, pratiquement, de l'absence de tout chômage officiel ». Causes alléguées : « De nombreux travailleurs étrangers ont été obligés de quitter le pays, et les femmes ont été éliminées (sic) des rangs de la main-d'œuvre. »

Nos auteurs ignorent-ils que plus d'un travailleur sur cinq en Suisse est un étranger et que celle-ci compte quatre à cinq fois plus d'immigrés que tous les autres pays réunis de l'AELE ? Quant au deuxième argument, il est de la même veine, et encore plus démagogique et sectaire. La Suisse n'a pour elle que d'avoir les salaires les plus élevés d'Europe, les taux d'intérêt les plus bas, une « paix sociale » sans faille et, d'après des statistiques officielles, qui, en l'occurrence, valent largement celles de beaucoup d'autres pays dont la Suède, moins de vingt mille chômeurs.

SUR quoi compte la commission Kreisky pour activer la croissance et l'emploi, sans espérer d'ailleurs des mesures qu'elle préconise autre chose qu'une diminution du chômage, destiné, selon elle, à demeurer à un niveau « inacceptable » pour un grand nombre d'années encore ? Elle note que « la coordination internationale des politiques économiques a échoué », mais n'en recommande pas moins des politiques coordonnées au niveau de l'Europe. Politiques coordonnées pour quoi faire ? Réponse : « La stratégie nouvelle de résorption du chômage (...) nécessite une expansion importante de la demande. » Nous y voilà. Outre que

la suggestion n'est pas nouvelle (on l'a entendue maintes fois, notamment à l'OCDE), il semble bien que dans le climat d'aujourd'hui elle soit particulièrement intempestive. Les banques se chargent toutes seules de stimuler la demande par une expansion « agressive » du crédit.

La contribution la plus notable de la commission Kreisky, si elle procède bien de la meilleure tradition social-démocrate scandinave, vise un objet beaucoup moins circonstanciel. Le rapport poursuit une réflexion à la fois économique et psychologique sur la place occupée par le travail dans les sociétés attachées à satisfaire les besoins des hommes (besoins de consommation, mais aussi de santé, d'éducation, de loisir). Un jugement de Freud, cité, dit tout : « Le travail est le lien le plus étroit entre un individu et la réalité. »

L ATTACHEMENT à la réalité pousse l'auteur du rapport à ironiser sur ceux pour qui « le chômeur devrait puiser la satisfaction dans le travail volontaire et être le héros d'une nouvelle culture dans laquelle le travail rémunéré n'occuperait plus une position centrale ». (Ce n'est certainement pas en France qu'on a jamais dit des choses aussi floues et aussi fantaisistes !) Et le rapport d'ajouter : « Cela est utopique. » On pourrait dire : doublement utopique. D'abord, la vraie solution au chômage n'est pas là. Ensuite, parce qu'on ne peut éluder la question : quel lien avec la réalité peut représenter une tâche dont le caractère artificiel est perçu au premier regard par celui qui est chargé de l'accomplir ?

* La maison d'édition la Découverte (ex-Maspero) publie le texte de ce rapport, exceptionnellement rédigé en français et qui porte la marque de ce grand esprit cultivé qu'est Bruno Kreisky (on y cite, entre autres, Horace, Jacob Burckhardt, et côté de nombreux états et rapports contemporains.)

A TRAVERS LES REVUES

Par MICHEL BEAUD

Nous ne savons pas

KEYNES « pensait que l'économie néoclassique était du poisson pourri et qu'il le jeta par la fenêtre, en se pinçant le nez et en formulant quelques remarques fort débilitantes. Il ne s'est jamais arrêté pour examiner ce qui faisait puer le poisson. Il savait que c'était quelque chose qui avait à voir avec le temps, mais il ne put jamais se boucher le nez assez longtemps pour trouver quoi exactement ». Ce propos de Joan Robinson nous est rapporté par Roy J. Rothstein, de Skidmore College, en conclusion de son article sur « Keynes et l'expression en termes de probabilité et d'incertitude » (1).

Selon lui, il y a deux modes de pensée différents, avec des structures de langage incompatibles ; d'une part, l'équilibre d'un système atomistique relevant d'une démarche probabiliste ; de l'autre, une réalité organique évoluant dans le temps, dominée par l'incertitude, et dont la connaissance progresse d'une manière interactive. Et cela, affirme-t-il, Keynes en avait clairement conscience.

Analysant les positions de « Keynes sur la probabilité, l'incertitude et la prise de décision » (1), Fernando J. Cardim de Carvalho, de l'Universidade Federal Fluminense, abonde dans le même sens. En contraste avec le monde physique, Keynes considérait qu'un certain nombre de processus sociaux sont marqués au sceau de l'incertitude ; d'où l'importance des choix et des anticipations.

Et si les anticipations à court terme peuvent être en permanence revues en fonction des résultats observés, il n'en est rien pour les anticipations à long terme : celles de quoi précisément dépendent les investissements — et, à travers eux, l'ensemble du processus économique. Ces anticipations à long terme relèvent principalement de la croyance ou de la conviction, et échappent finalement à la théorie.

Keynes l'a dit en ces termes en 1937 : « La perspective d'une

guerre en Europe est du domaine de l'incertitude, tout comme le prix du cuivre ou le taux d'intérêt dans vingt ans, ou l'obsolescence d'une nouvelle invention, ou la situation des propriétaires de richesses privées dans le système social de 1970. Pour ces questions, il n'y a pas de base scientifique sur laquelle établir quelque probabilité. Tout simplement, nous ne savons pas. »

Nul ne savait, au début des années 50, que les 100 yens, qui étaient tombés de 0,5 à moins de 0,3 dollar, allaient rester à ce niveau pendant une vingtaine d'années. Et nul ne savait au début des années 70 que ces 100 yens allaient, en moins de

vingt ans, se rapprocher de 1 dollar (2). De même, s'agissant de la période récente, pour l'ensemble des taux de change, des taux d'intérêt, des prix, des grands équilibres et des principaux déséquilibres, nul n'a été — nul n'est aujourd'hui — en mesure de dire avec certitude comment ils évolueront.

Incertain et probabilité

On a déjà du mal à analyser le passé et établir un diagnostic. Ainsi pour l'économie américaine : les analystes de la Morgan Guaranty Trust Company (3) se préoccupent principalement du

risque de retournement de conjoncture dans la perspective d'un effort pour réduire les déficits jumeaux (des finances fédérales et du commerce extérieur). Franco Modigliani, prix Nobel 1985 de sciences économiques, établissant en 1987 le bilan de la politique économique de Reagan (4), soulignait, lui, le danger que constituait l'endettement extérieur, facteur d'une instabilité potentielle globale.

Quant aux économistes de la Banque Paribas (2), ils considèrent que « le véritable risque réside dans la dette globale de l'économie américaine » — laquelle dépasse maintenant 8 000 milliards de dollars, soit plus de deux fois le produit national brut annuel des États-Unis. « Pour faire une unité de PIB en 1987 il a fallu en 1987 accroître l'endettement de 2,8 unités. Ce rythme est-il soutenable ? »

Poser la question dans le bulletin d'une grande banque internationale, c'est déjà exprimer, pour le moins, une inquiétude. Mais même à supposer que l'on soit capable de cerner les difficultés et d'analyser les risques, nul ne peut dire avec certitude comment ils se concrétiseront : tout simplement, nous ne savons pas.

Incertainité du futur, et donc anticipations, probabilités. L'article que Tony Lawson, de Cambridge University, consacre à « Probabilité et incertitude dans l'analyse économique » (1) souligne que ces notions sont employées dans des acceptions tellement différentes que, en l'absence des nécessaires clarifications, on débouche sur la confusion la plus totale. Aussi dégage-t-il deux types d'incertitudes — celle qui est mesurable en termes de probabilité et celle qui ne l'est pas — et deux conceptions de la probabilité — celle qui considère qu'il s'agit d'une méthode de connaissance et celle qui y voit, en outre, une propriété de la réalité étudiée elle-même.

Ainsi se dégagent quatre positions caractéristiques :

• Deux fondées sur l'idée que la probabilité est une démarche de la connaissance : l'incertitude pouvant faire l'objet d'une estimation en termes de probabilité (les « empiristes » tels que Friedman) ou ne le pouvant pas (Keynes).

• Deux fondées sur le fait que la probabilité est aussi une caractéristique de la réalité : qu'elle peut être calculée (école des anticipations rationnelles, par exemple Lucas) ou qu'elle ne peut pas l'être (Knight).

A la position de Keynes s'oppose celle de l'école des anticipations rationnelles. Pour celle-ci, l'incertitude correspond à une situation caractérisée par une probabilité chiffrable, et la coïncidence entre la probabilité subjective des agents et la probabilité « vraie » de la réalité est à la base des anticipations rationnelles.

Pour Keynes, au contraire, l'incertitude concerne des situations pour lesquelles on ne peut pas calculer de probabilités : c'est d'ailleurs bien là — l'incertitude, l'imprévisibilité, le temps, la monnaie, les anticipations, ces choix que les entrepreneurs doivent faire face à l'inconnu du futur — que se situe l'essentiel de l'apport de sa *Théorie générale*. Et si l'on accepte l'image de Joan Robinson, on est en droit d'imaginer qu'aujourd'hui Keynes aurait aussi jeté les anticipations rationnelles par la fenêtre.

(1) Dossier consacré à « Probabilité et incertitude », *Journal of Post Keynesian Economics*, Fall 1988 (University of Tennessee, 305 Stokely Management Center, Knoxville, Tennessee 37996-0550).

(2) « 100 yens pour 1 dollar ? », *Paribas conjoncture*, bulletin économique de la banque Paribas, décembre 1988 (3, rue d'Antin, 75002 Paris).

(3) *The US Economy in Uncertain Transition*, *World Financial Markets*, bulletin de la Morgan Guaranty Trust Company, novembre 1988 (23 Wall Street, New York, NY 10015, USA).

(4) Franco Modigliani, « Reagan's Economic Policies : A Critique », *Oxford Economic Papers*, September 1988 (Oxford University Press, Walton Street, Oxford, OX2 6DP, Grande-Bretagne).

Bienvenue !

Une nouvelle revue est née : la *Revue internationale PME*. Son sous-titre confirme son objet : « Économie et gestion de la petite et moyenne entreprises ».

Les articles de la première livraison sont consacrés à la continuité des PME familiales et leur transmission, au rôle des PME dans la revitalisation des régions industrielles et dans le renouveau du tissu industriel, aux avantages compétitifs des PME et aux tâches critiques de leurs gestionnaires.

Cette nouvelle revue est d'emblée issue de la francophonie : en témoignent la composition du comité de rédaction et celle du comité scientifique comme la liste des auteurs du premier numéro. Elle est soutenue par l'AUPELF (Association des universités parlant français), l'ADEFI (Association pour le développement des études sur la firme et l'industrie), la FNEGE (Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises), les Accords France-Québec et l'Office de planification et de développement du Québec.

En assurant la direction Pierre-André Julien de l'université du Québec à Trois-Rivières, Michel Marchessault de l'université de Montpellier-I et Robert Wasthewilghe de l'université catholique de Louvain.

Bienvenue donc, comme on dit au Québec, et tous nos vœux.

Revue internationale PME, vol. 1 n° 1, septembre 1988 (Ed. De Boeck, Wesmeel, av. Louise 203, bte 1, 1050 Bruxelles) et GREPME, Université du Québec à Trois-Rivières, C.P. 500, Trois-Rivières, Québec G9A 5H1.

Kaléidoscope

• ABC de la monnaie et de la finance, les *Cahiers français*, octobre-décembre 1988.

• Entreprise : technologie et nature de la firme, *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1988. Sources et effets micro-économiques de l'innovation, *The Journal of Economic Literature*, septembre 1988.

• Management stratégique, démographie des entreprises, *Economies et sociétés*, cahiers de l'ISMEA (Institut de sciences mathématiques et économiques appliquées), 1988, n° 8.

• Industrie : moderniser l'industrie automobile, gérer en hyperinflation, *Annales des mines — Gérer et comprendre*, décembre 1988. Territoires industriels en mutation, *Economie et humanisme*, novembre-décembre 1988.

• Crise : l'entrée des jeunes dans la vie active, *Economie et statistique*, revue de l'INSEE (Institut national de la statistique) et des études économiques, décembre 1988. La condition des enseignants de l'enseignement supérieur,

Revue d'économie politique, novembre-décembre 1988.

• Pauvreté : extrême pauvreté et revenu minimum d'insertion, *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1988. La persistance de la pauvreté aux États-Unis, *The Journal of Economic Literature*, septembre 1988.

• « Europe 1992 », *Futuribles*, décembre 1988. « 1992, et après... », *l'Événement européen*, 1988, n° 3/4.

• Tiers-monde : les femmes et la modernité, *Peuples méditerranéens*, juillet-décembre 1988. Le logement des pauvres dans les grandes villes, *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 1988. Transports urbains, *Informations et commentaires*, octobre-décembre 1988. L'énergie en Amérique latine, *Revue de l'énergie*, octobre-novembre 1988. La Nigeria, *Politique africaine*, décembre 1988.

• Pour initiés : rendements d'échelle croissants et équilibre général, *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1988.

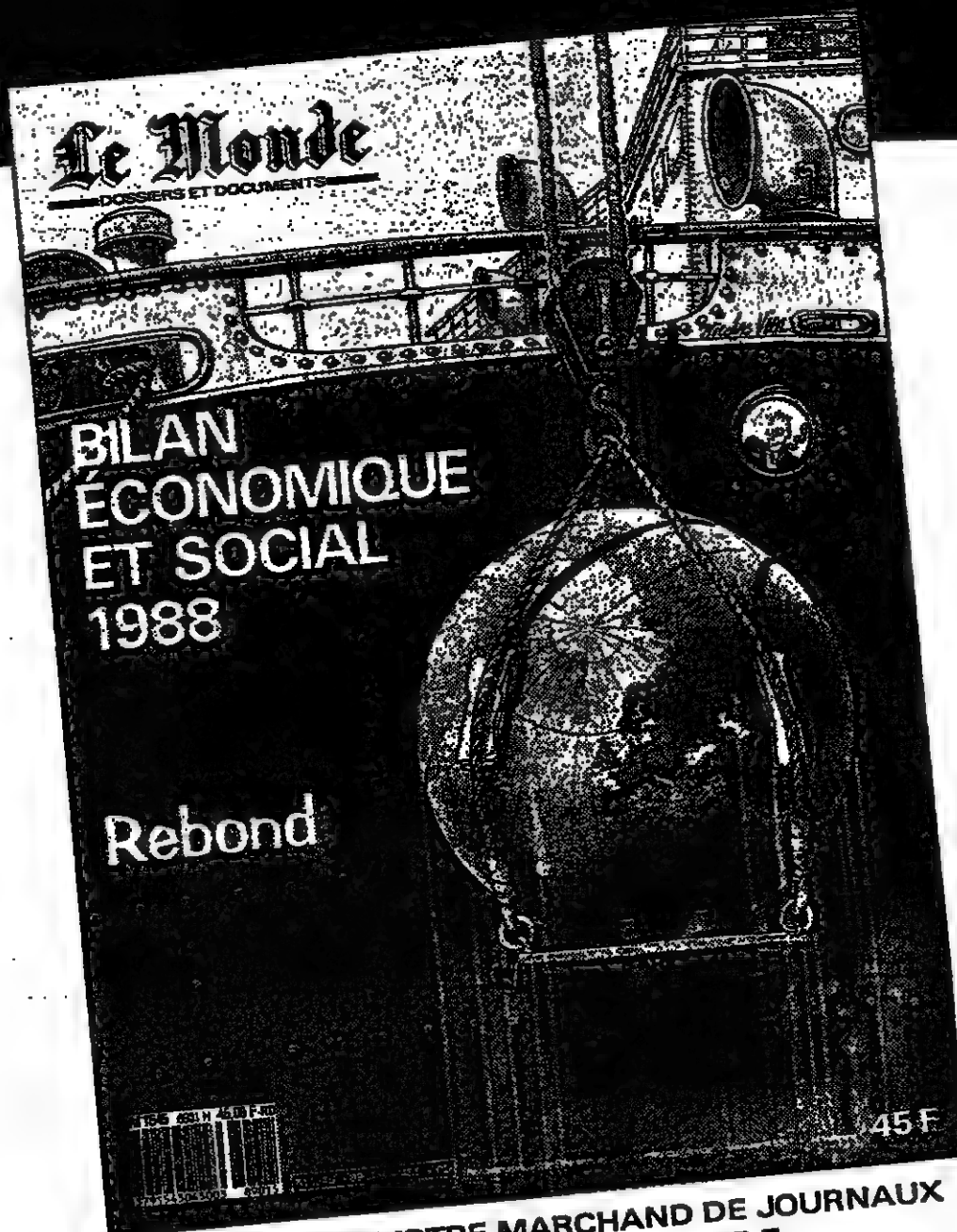
Le Monde

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rebond

La crise financière d'octobre 1987 n'a pas eu les conséquences redoutées. Au lieu de sombrer dans la récession, l'économie mondiale a rebondi : une accélération de la croissance, une reprise des investissements et une inflation contenue. Une heureuse surprise qui ne doit pas occulter les problèmes actuels : une crise de l'emploi durable, une dette difficilement contrôlable et des échanges internationaux déséquilibrés.

Le *Bilan économique et social* — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, présente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement social et politique.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE. 200 p., 45 F

AU SOMMAIRE

● La situation en France

L'embellie de l'économie : une croissance positive, une poussée des investissements et une diminution encourageante du chômage.

● L'environnement international

Le mystère américain : de bons résultats économiques, mais un déséquilibre budgétaire persistant et un commerce extérieur déficitaire.

● La dette du tiers-monde

L'évolution de la dette de 1973 à 1988. Son poids dans les grandes régions du monde. Un dossier spécial en couleurs avec de nombreux graphiques commentés.

● Cent cinquante pays à la loupe

Pays par pays, l'analyse et les commentaires économiques et sociaux des correspondants du Monde.

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1988

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ LOCALITÉ _____

Nbre d'exemplaires _____ x 50 (port inclus) : _____ F

Pour les DOM-TOM et l'étranger, nous consulter.
Commande et règlement à retourner à :

Le Monde

Service vente au numéro
7, rue des Italiens
75427 Paris Cedex 09

MÉDECINE

Malgré la réussite d'un accouchement très délicat

Les premiers sextuplés français sont nés d'un échec thérapeutique

Pour la première fois en France, une femme a donné naissance à des sextuplés — deux garçons et quatre filles — samedi 14 janvier, à la maternité de Port-Royal à Paris. M^{me} Marie-Claude Adam, une habitante de Saint-Pierre-des-Érables (Seine-Maritime), a bénéficié des progrès récents

Comme des milliers d'autres femmes, M^{me} Adam souffrait de stérilité hormonale. Cette affection qui concerne 20 % à 30 % des stérilités conjugales se caractérise par un déficit en hormones sécrétées par deux glandes situées à la base du crâne, l'hypothalamus et l'hypophyse. Les hormones hypophysaires, la FSH et la LH, agissent directement sur l'ovaire en stimulant la croissance du follicule et du corps jaune, la ponte ovulaire et la synthèse d'autres hormones. Cette sécrétion hypophysaire est elle-même sous le contrôle d'une hormone sécrétée par l'hypothalamus, la LHRH.

En terme d'un bilan complet qui permet d'éliminer une stérilité masculine, une stérilité tubaire ou utérine et une stérilité infectieuse ou immunitaire, le médecin qui suivait M^{me} Adam conclut, au vu des différents dosages hormonaux, qu'il s'agissait d'une stérilité hormonale. Une chance, car il est aujourd'hui possible d'obtenir dans cette forme de stérilité une ovulation dans 95 % des cas et une grossesse dans 50 % à 60 % des cas.

Le problème bien connu des gynécologues est que, dans un quart des cas, la grossesse aboutit à une fausse couche et que 15 % à 30 % des grossesses obtenues sous traitement sont multiples (plus que jumeaux) dans la moitié des cas).

Le traitement consiste à administrer des médicaments provoquant l'ovulation. En général, on commence par le citrate de clomifène. Si ce médicament n'a pas d'effet, les médecins prescrivent de l'hMG et de l'hCG. L'important est alors de surveiller la personne traitée de très près, en dosant chaque jour son taux

d'œstrogène dans le sang, et en évaluant la taille de ses ovaires par échographie. Le but de cette surveillance renforcée est d'éviter que ne survienne une hyperstimulation ovarienne avec stimulation excessive des follicules ovariens et hypertrophie des ovaires. Dans un tel cas, il y aurait risque de grossesse multiple et d'évolution vers un choc avec hypotension artérielle.

Que s'est-il passé dans le cas de M^{me} Adam? Une fois posé le diagnostic de stérilité hormonale, il lui fut tout d'abord prescrit du citrate de clomifène. Ce traitement ayant échoué, on lui administra alors de l'hMG et de l'hCG. Cette fois, le traitement « pris » à tel point qu'elle se retrouva enceinte de dix embryons. Selon nos informations, le gynécologue qui la suivait dans la région de Rouen avait bien procédé à une surveillance échographique, mais avait quelque peu négligé la surveillance hormonale.

Réduction embryonnaire

Après avoir constaté la présence de dix embryons, ce médecin décida alors de procéder à ce qu'en gynécologie on appelle une « réduction embryonnaire » par voie vaginale, et de limiter ainsi le nombre d'embryons à six. Pourquoi six? On peut s'étonner — les médecins de la maternité de Port-Royal s'en sont fait l'écho — du choix de ce nombre. N'aurait-il pas été plus sage de « supprimer » un plus grand nombre d'embryons afin de diminuer les risques de la grossesse?

La méthode de réduction embryonnaire utilisée par ce médecin — l'aspiration par voie transcervicale — était aussi « rustique ».

accomplis dans le domaine du traitement de la stérilité, et souffert des abus auxquels cette thérapeutique peut exposer. Selon le professeur Yves Danz, cette sextuplée naissance est « un accident de stimulation ovarienne rattrapé par une très bonne néonatalogie ».

Employée au début du traitement de la stérilité hormonale en 1982, cette méthode ne permet d'obtenir que des résultats assez médiocres avec des fausses couches dans environ la moitié des cas. Par la suite, d'autres techniques ont été essayées (une aiguille transperçant l'embryon par voie abdominale ou encore une injection d'air). Aucune ne s'est révélée réellement satisfaisante jusqu'à ce que soit mise au point la technique de l'injection de chlorure de potassium par voie thoracique. Utilisée après dix à onze semaines de grossesse, cette méthode a permis de réduire le taux de fausses couches de 50 % à 10 %.

Enceinte de six enfants, M^{me} Adam a donc accouché le 14 janvier par césarienne à la maternité de Port-Royal au bout de trente-deux semaines de grossesse. Tous les enfants pesaient entre 1 320 grammes et 1 490 grammes, ce qui ne devrait pas trop les exposer à des risques de séquelles. Mme Adam est une femme pour le moins résistante : d'autres qu'elle, les plus nombreuses, auraient accouché dans pareilles conditions au bout de vingt-huit à vingt-neuf semaines, donnant naissance à des « super-prématurés » de moins de 1 000 grammes.

Il n'en reste pas moins que les six enfants de Mme Adam, aussi bien portants soient-ils, sont prématurés, et que leur prise en charge sera d'autant plus difficile. « Dans ces conditions, qu'on ne nous parle pas de succès, dit-on à la maternité de Port-Royal. C'est plutôt d'un échec thérapeutique qu'il s'agit. N'aurait-il pas été plus sage de laisser M^{me} Adam mettre au monde un ou deux enfants? »

FRANCK NOUCH.

Dans « le Journal du dimanche »

Le professeur Schwartzberg dénonce les lenteurs dans la lutte contre le SIDA

Dans un texte publié par le Journal du dimanche daté du 15 janvier, le professeur Léon Schwartzberg (hôpital Paul-Brousse, Villejuif), ancien ministre de la santé, prend vivement position contre le plan anti-SIDA du gouvernement. Entre autres critiques, le professeur Schwartzberg met en cause la lenteur avec laquelle les pouvoirs publics français auraient, de 1984 à

1985, mis en place le dépistage de la contamination par le virus du SIDA chez les donneurs de sang. L'ancien ministre de la santé réclame aussi que le dépistage de la contamination par le virus du SIDA soit effectué systématiquement chez « les plus hautes autorités militaires et administratives qui ont le sort de notre pays entre leurs mains ».

cette communauté de malades très durement frappée.

JEAN-YVES NAU.

(1) Plusieurs hypothèses sont actuellement étudiées par le gouvernement. Elles diffèrent pour le degré d'intervention, des pouvoirs publics dans l'organisation de la lutte contre le SIDA.

RELIGIONS

L'évêque d'Evreux interdit de minitel

Mgr Jacques Gallot mesure un peu plus son isolement dans l'épiscopat français. Annoncé pour deux semaines — du dimanche 15 au vendredi 27 janvier — sur le minitel catholique (36-15-Gabriel), l'évêque d'Evreux s'est vu en outre, poliment mais fermement, invité à se taire. L'opération a été interdite par Mgr Jacques Fines, évêque aux armées et président de la commission épiscopale de l'opinion publique, qui invoque le statut officiel de Chrétien-Médias (dont dépend 3615-Gabriel), organisme de communication de la hiérarchie catholique.

« Avant de se rapprocher avec Jean-Paul II », disait le communiqué présentant l'opération (contre-démarche par Mgr Gallot, mais que pour le moment rien ne permet d'annoncer), l'évêque d'Evreux devait répondre aux questions des « minitelistes » sur ses prises de position touchant à l'ordination des hommes mariés, le SIDA, le film de Scorsese, etc.

H. T.

Manifestation contre le trafic de chiens à Toulouse. — Trois cents « amis des animaux », certains accompagnés de leur chiens, ont défilé, samedi 14 janvier dans les rues de Toulouse pour protester contre l'expérimentation animale et les trafics qu'elle entraîne. Cette manifestation fait suite à la découverte il y a quelques semaines d'une filière de trafiquants de chiens qui fournissent notamment certains laboratoires de la faculté de médecine de Toulouse (Le Monde du 30 décembre 1988).

Le nouvel appel de celui qui effectua le passage le plus rapide qui soit à la tête du ministère de la santé n'est pas lancé au hasard. Il précède en effet de peu le comité interministériel consacré au SIDA qui doit se tenir le mardi 17 janvier. Ce comité devrait aider à préciser de quelle manière s'articulera le plan gouvernemental anti-SIDA (1). L'ancien ministre de la santé prend prétexte de la publication du rapport du professeur Claude Got (Le Monde du 11 janvier) pour une nouvelle fois faire monter les enchères.

Il critique d'abord les modifications de structures retenues par l'actuel ministre de la santé. « Cela fait beaucoup de commissions, écrit le professeur Schwartzberg (—). Aujourd'hui, la transmission de la maladie se fait de manière importante par les toxicomanes. Qu'y a-t-il en dehors de quelques chambres dans des services de psychiatrie dévoués pour ces malades doublement atteints? »

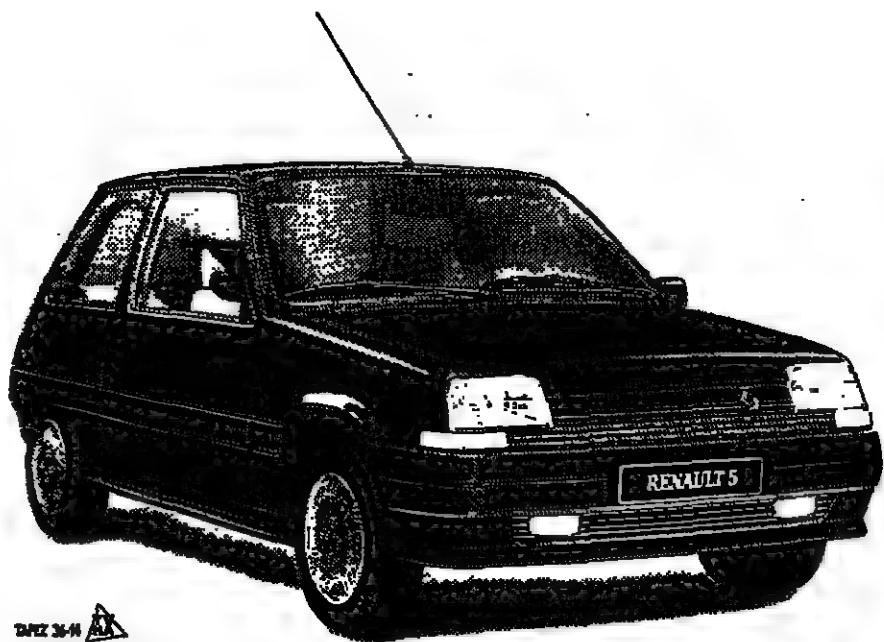
Plus grave, le professeur Schwartzberg laisse entendre que l'on aurait pu mettre en place beaucoup plus tôt qu'on ne l'a fait le dépistage systématique des donneurs de sang.

« On savait, dès février 1984, que les transfusions de sang pouvaient contaminer le receveur, écrit-il. Il a fallu attendre une ordonnance ministérielle de juillet 1985 pour que tous les produits sanguins soient systématiquement testés. Et plus de 80 % des hémophiles français sont séropositifs. »

De l'avis des meilleurs spécialistes du SIDA, on ne pouvait mettre en place ce dépistage plus tôt qu'on ne l'a fait. Il faut en effet se souvenir que les premiers tests de dépistage effi-

1989.

L'année démarre bien.



Crédit 8,9% sur 12 mois. Reprise Argus + 5000F jusqu'au 31 janvier sur les Supercinq.

En ce début d'année, Renault vous fait profiter d'une offre exceptionnelle : Crédit 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme Supercinq. Ex : montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit : 10 488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois. Sous réserve d'acceptation du dossier par la DIAC - S.A. au capital de F. 321 490 700 - 27-33 quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.

Et comme une bonne nouvelle ne vient jamais seule : Renault vous propose en ce moment une Reprise Argus + 5000 F de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinq. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Ces deux offres sont réservées aux particuliers et concernent les V.P. neufs. Modèle présenté : Supercinq GTX (option jantes alu).

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT

RENAULT

Education

Les projets sur l'enseignement

(Suite de la première page.)

Le nouveau gouvernement dispose de la sympathie de la majorité des enseignants, du soutien des principales organisations syndicales et de la collaboration des meilleurs experts. Et pourtant, le climat s'est brusquement obscurci par la rivalité publique perceptible entre les deux maîtres d'œuvre de l'action gouvernementale : le premier ministre et le ministre d'État. Rivalités politiques sur arrière-fond de grandes manœuvres internes au PS. Rivalités de fortes personnalités, également susceptibles et désireuses de s'affirmer. Rivalités d'analyses et de stratégies, sur un sujet particulièrement délicat.

Vus de l'extérieur, les torts sont incontestablement partagés. Malgré d'évidentes qualités personnelles, M. Jospin n'est pas encore parvenu à s'imposer dans un poste nouveau pour lui, face à une opinion particulièrement sensibilisée sur les problèmes de l'éducation. Malgré la pertinence de ses analyses, M. Rocard a commis deux erreurs fondamentales : l'une interne au gouvernement, en mettant ouvertement en difficulté son ministre de l'Éducation; l'autre, à l'égard de l'opinion enseignante, en lançant des idées appelées à la hauteur sans préparation suffisante.

Si les responsables ont le sagesse d'y mettre un terme, ces faux pas auront au moins eu le mérite d'attirer l'attention sur quelques questions de forme et de fond, essentielles pour l'avenir.

Première constatation : face à une opinion désorientée et à des organisations syndicales profondément divisées, le gouvernement n'a eu de chances de l'emporter — voire d'éviter la catastrophe — que s'il fait preuve d'une solidarité sans faille. Sa tâche, en l'occurrence, est

d'autant plus difficile que les rivalités syndicales se conjuguent avec les conflits de loyauté internes au PS — et donc au gouvernement. La principale faiblesse de ce dernier tient aux luttes d'influence qui se jouent à l'intérieur de l'appareil politique et qui ont des répercussions directes au sein des cabinets ministériels.

C'est ainsi, par exemple, que les affinités entre les responsables de la FEN et les proches de Laurent Fabius, avant les élections, ont contribué à compliquer, ensuite, les relations entre la FEN et M. Jospin. Ou encore, que l'opposition entre la FEN et le SNES se retrouve en arrière-plan de débats entre M. Rocard et M. Jospin. Rompus aux manœuvres d'appareil et disposant de réseaux privilégiés d'information et d'influence au sein des diverses instances gouvernementales et administratives, les syndicats n'ont pas de mal à jouer les uns contre les autres pour faire avancer leurs idées ou bloquer les initiatives qui leur déplaisent.

Question de psychologie

Deuxième constatation : la bataille, en matière d'enseignement, se joue d'abord sur le terrain de la psychologie. Les meilleures idées n'ont aucune chance de s'imposer si elles heurtent la sensibilité des principaux intéressés. M. Rocard vient d'en faire la démonstration à ses dépens. Ses deux interventions — dans son discours de Limoges et son interview au *Monde* de l'éducation — comprennent au moins deux idées-forces. La première est que la revalorisation de la condition enseignante doit être conçue en relation avec l'objectif prioritaire du gouvernement, qui est l'amélioration de l'enseignement et la lutte contre l'échec scolaire. La seconde est que la meilleure façon de sortir du défilé inextricable sur la grille de la fonction publique est de concevoir de nouveaux corps enseignants, dont les fonctions et les rémunérations seraient définies de manière nouvelle.

Deux propositions riches de perspectives, mais qui ont aussitôt été perçues par la plupart des enseignants de la manière suivante : d'une part, M. Rocard nous dit que les responsables de l'échec scolaire, c'est nous; d'autre part, les futurs enseignants auront peut-être de la chance, mais ceux qui font actuellement le boulot n'auront que des clopinettes.

Réflexe corporatiste? Paranoïa habituelle des intellectuels? Peut-être. Mais il est difficile de convaincre une profession dévalisée et confrontée à des situations professionnelles souvent bien ingrates que c'est parce qu'elle travaille mal ou

insuffisamment que les choses ne vont pas bien. « Commencez par nous payer davantage et vous aurez des professeurs en grand nombre et plus motivés », répètent tranquillement les intéressés, qui n'ont retenu pour le moment des propos du premier ministre que son intention de rogner encore sur leurs marges d'avantages, en leur faisant passer les examens en juillet ou en voulant les amener à faire du plein temps dans les établissements.

Dialogue de sourds? Sans doute pas. Les idées lancées par le premier ministre ne tombent pas du ciel. Elles avaient été préparées par les réflexions de la FEN. Elles rejoignent les convictions — voire déjà les pratiques — de nombreux enseignants. Mais elles n'ont de chances d'être vraiment admises que si elles s'accompagnent d'un formidable effort de persuasion et de remobilisation. La crise des enseignants est d'abord morale. Au moment où chacun s'accorde à considérer que la formation est l'investissement majeur des sociétés modernes, il faut bien en conclure que ceux qui en ont la charge sont les meilleurs agents du développement. Ce qui demande considération. Ce qui, aussi, a un prix.

D'où le troisième constat qui ressort de cette mini-crise : le coût de l'opération sera considérable. Quels que soient leurs différends, MM. Rocard et Jospin sont d'accord là-dessus : les prévisions les plus généreuses faites lors de la constitution du gouvernement, sur la base des chiffres annoncés par M. Martelli, sont très en deçà des besoins.

« Véritablement, ce ne sera pas assez », reconnaît l'actuel ministre de l'Éducation. Et quelques jours plus tard, cédant aux instances du ministre de l'Éducation, il consentait à rajouter 2 milliards aux 4 milliards supplémentaires déjà inscrits au budget de 1989 (*Le Monde* du 12 janvier).

Effectivement, le retard pris est tel et la croissance attendue des effectifs est si considérable qu'on voit mal comment le gouvernement pourra réaliser son programme dans les limites budgétaires actuelles. Jusqu'où aller? Où prendre l'argent nécessaire? À partir de quel seuil, l'augmentation des rémunérations deviendra-t-elle suffisamment attractive pour convaincre les maîtres actuels et à venir que l'enseignement est à la fois un beau et un bon métier.

La réponse à ces questions appartient à la société dans son ensemble. Mais il dépend du gouvernement qu'elles soient bien posées. Celui-ci a suscité beaucoup d'espoirs. Il serait dommage qu'il ne les honore pas, par maladresse ou timidité.

FREDERIC GAUSSEN.

REPÈRES

Espace

Un télescope spatial géant pour l'URSS

L'Union soviétique envisagerait de lancer en l'an 2000 un télescope spatial géant de 10 mètres de diamètre, dépassant en performances celles du télescope Hubble de 2,4 mètres de diamètre que la navette américaine Discovery doit mettre enfin en orbite au début de l'année prochaine. Ce projet, annoncé à San-Francisco par M. Nicolas Kardachev, directeur adjoint de l'Institut soviétique de recherches spatiales, et qui n'a pas encore reçu l'approbation des autorités soviétiques, a de quoi surprendre par son ambition. Car ce n'est que peu avant cette date que les plus grands télescopes terrestres de 8 et 10 mètres de diamètre entreront en service. M. Kardachev a, d'autre part, annoncé que la navette soviétique Bourane effectuerait son premier vol habité l'année prochaine.

Un nouveau satellite pour Israël

L'Agence spatiale israélienne (IASI) a annoncé, samedi 14 janvier, qu'elle lancerait un second satellite par ses propres moyens avant deux semaines. L'annonce de cette décision intervient au moment même où Ofek-1, le premier satellite israélien, s'est désintégré dans les hautes couches de l'atmosphère après avoir fonctionné pendant près de quatre mois. A l'occasion de ce premier lancement, les Israéliens ont souligné que la mise en orbite d'un satellite de 150 kilogrammes par un lanceur à deux étages de fabrication nationale démontrait qu'ils disposaient désormais de missiles de portée et

de précision suffisantes pour atteindre, si nécessaire, des objectifs militaires.

Environnement

Une voiture « propre » au rallye de Monte-Carlo

Le secrétariat d'État à l'environnement et la société Esso se sont associés pour parer une voiture « propre » au prochain rallye de Monte-Carlo. La Peugeot 205 GTI de l'équipage privé Olivier Pignon-François Court sera la seule voiture de la course équipée d'un pot d'échappement à catalyseur et fonctionnant à l'essence sans plomb. « Sans prétention au niveau du classement final, a-t-on indiqué lors de la présentation du véhicule, lundi 16 janvier au ministère de l'environnement, la voiture propre devrait, en se classant honorablement, démontrer que la supercarburant sans plomb permet à une voiture préparée pour la compétition d'atteindre de bonnes performances. »

Biologie

Accord américano-soviétique

Les Soviétiques envisagent de passer un accord avec la société américaine Monsanto pour la création, en Union soviétique, d'un laboratoire de recherches biologiques dont le conseil d'administration serait composé de scientifiques des deux pays. Selon le directeur de l'Institut Chémikine (chimie organique), M. Vadim Ivanov, cet accord porterait sur des recherches dans les domaines de la neurobiologie, des hormones de croissance et des manipulations végétales, pourrait être signé dans les prochains jours.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Elisabeth
et Jean-Louis BENSARD

Grégory

la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

André,

le 26 décembre 1988.

34, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.

Décès

— M^{me} Michelle Bouvier,

M^{me} Aline Bouvier

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

M. Georges Garel,

Avies de messes

— La famille et les amis de

Mimi WILLIAMSON,

née Marie-Thérèse Boudet,

bibliothécaire du Centre culturel

français du Caire,

récemment décédée en Egypte (corret

du *Monde* du 13 janvier), prient de bien

vouloir assister à la messe qui sera dite à

son intention, samedi 21 janvier, à

12 heures, en l'église cathédrale de Paris,

1, rue Saint-Julien-le-Pauvre.

— Université Paris-IV, le mardi

24 janvier à 9 heures, salle Louis-Lard,

M^{me} Anne Casari, née Nouvel :

« L'espion de police, réalité et mythe du

XIX^e siècle, son rôle, sa fonction dans

l'œuvre de Balzac ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».

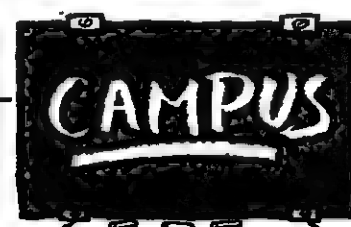
— Université Paris-IV, le mercredi

25 janvier à 10 h 30, salle des Conseils,

M^{me} Emmanuelle Parent : « Le droit

d'auteur sur les créations publicita-

ires ».



Bâtiment expérimental à l'INSA de Lyon

Utiliser les matériaux qu'ils ont découverts pour construire leurs propres locaux ; telle est l'expérience que viennent de mener à bien les chercheurs du laboratoire des matériaux minéraux de l'Institut national des sciences appliquées de Lyon.

Le matériau principalement exploité est de la terre stabilisée par un liant minéral, appelé « pouzzolane » de synthèse, qui n'utilise que 4 % de ciment. Dans les pays en développement où cette matière coûte très cher, le liant permet de réaliser des économies de construction. Il a d'ailleurs valu au laboratoire et à l'entreprise l'Avenir, qui l'a mis au point une mention d'encouragement du magazine *Afrique Expansion*, de l'ANVAR et du ministère de la coopération, en 1988.

Cette utilisation de la terre illustre la philosophie de notre laboratoire : nous exploitons systématiquement les ressources locales afin d'éviter les importations coûteuses de matières premières. Explique son directeur, M. Jean Péra, qui négocie des contrats avec plusieurs pays, et pourrait proposer bientôt un transfert de technologie à l'URSS.

Le laboratoire réalise 1,5 million de chiffre d'affaires. Il a financé un tiers de ses locaux, le reste étant pris en charge par la société l'Avenir, l'éducation nationale et la coopération. Le bâtiment de couleur ocre, conçu par un enseignant de l'École d'architecture de Saint-Etienne, est sans conteste le plus joli du Campus de la Doua et procure enfin à ses vingt-cinq chercheurs, logés pendant cinq ans dans cent mètres carrés, de bonnes conditions de travail.

R. Ra.

L'Université et l'Europe

L'université de Lille-II organise, les 26 et 27 janvier, un colloque sur le thème : « L'université et l'Europe : information et contraintes ». Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales. Secrétariat du colloque : l'université française et l'Europe ». B.P. 159 - 59655 Villeneuve-d'Ascq Cedex.

OPA

« Enjeu capital », association étudiante de l'École supérieure libre des sciences commerciales appliquées (ESLSCA) organise une soirée-débat, le 19 janvier à 19 h 30, au Palais des congrès, sur le thème : « OPA stratégie d'alliance ou d'agression ». Xavier Demangeot ou Eric Joly. Tél. : 45-38-65-00 ou 45-50-34-45.

Critérium Inter IEP

L'Institut d'études politiques de Grenoble accueillera, les 24, 25 et 26 février, le « troisième Critérium Inter IEP » qui

Enseignement supérieur privé et formation continue

CESCE

Centre d'études supérieures de la communication d'entreprise
Formation intensive à la Communication multimédias : écrit, radio, vidéo, télématique
Communication externe et interne, relations presse et publiques, communication globale

SESSIONS DE 6 MOIS : février-juillet / septembre-février
Enseignement théorique et pratique, stage

Admission : BAC + 2 ou expérience professionnelle

Renseignements-inscriptions

CESCE : 107, rue de Tolbiac, 75013 PARIS - Tél. (1) 45-85-99-21

هكذا من الأصل

Sports

SKI ALPIN : Coupe du monde

L'empereur d'Autriche

Vainqueur du combiné des courses de Kitzbuehel, samedi 14 et dimanche 15 janvier, le Luxembourgeois Marc Girardelli précède désormais le Suisse Pirmin Zurbriggen en tête du classement général de la Coupe du monde de ski alpin. Ses performances en descente (premier le 13 janvier et deuxième le 14) et en slalom (quatrième le 15) en font un des grands favoris des championnats du monde qui doivent s'ouvrir le 29 janvier à Vail (Colorado).

KITZBUEHEL
de notre envoyé spécial

Le ski est une fête. Si jamais on l'oublie il suffit d'aller à Kitzbuehel lors des courses du Hahnenkamm pour s'en convaincre. Ici la montagne est toujours belle. Aucune ride de béton, aucun tracé écologique. Les sapins n'ont pas eu à souffrir des acidités du ciel. La neige est faite de cristaux qui ne doivent rien aux canons. C'est un décor de cinéma, plus vrai que nature. Les restaurateurs s'appliquent à servir « l'omelette de l'empereur », une grosse pâtisserie paysanne aux raisins secs et à la compote de mirabelles, comme si Sissi et son infatigable époux devaient encore y venir cueillir des edelweiss alentour.

Bref Kitzbuehel est une bonbonnière avec ses façades baroques, ses hommes en culottes de peaux, ses filles aux corsages en dentelle. Un petit trésor. On plait le ski au trésor si l'on compte les manteaux de fourrure et les limousines qui sillonnent les rues presque trop étroites pour tant de luxe. Mais sous les apparences du vingtième siècle se prolonge ici un antique rite festif, une sorte de carnaval païen, au cœur de l'hiver.

Le prétexte à cela est futile. Une course de ski, tout à fait cette année, comme pour prendre une revanche sur la méchanceté du ciel qui avait été averse de neige l'an passé. L'occasion pour l'homme, ce drôle de spécimen chaussé de skis, de prendre la mesure de la montagne, de la défier au besoin.

Kitzbuehel est donc en fête. Comme Venise on Rio le sont. Avec excès, avec passion. Ainsi, pendant trois jours, dans l'air de ce havre tyrolien, une forte odeur de schnaps et de bière, va flotter des clameurs de corrido vont retentir... Et il faut

être français pour ne pas être saisi par la folie du moment, il faut rester désespérément rationaliste pour croire que le prétexte à tout cela — les courses — est plus important que ce grand moment de déchaînement collectif.

Car pour le ski français, le ski masculin d'aujourd'hui n'est qu'une galère supplémentaire, une nouvelle occasion de gémir, de pleurnicher. La neige est trop douce, la piste est mal préparée... C'est une équipe atavique qui un jour fulmine contre les fabricants de matériel incapables de préparer les skis des coureurs, qui se lamentent le lendemain sur l'état du genou de Franck Piccard, son champion olympique de super-géant, qui est accablée le reste du temps par la déprime inexplicable de Christophe Pélissier, son espoir déçu en descente, qui désespère de mettre du plomb dans la tête de Denis Rey son polyvalent de réserve, qui compte et recompte ses blessés.

Bref, il y a du côté tricolore une manière d'angoisse existentielle, de stress récurrent, qui lui fait douter de tout au fur et à mesure qu'il approche les grandes échéances, d'abord les championnats du monde 1989 dans deux semaines et, encore loin, mais déjà présents dans tous les esprits, les Jeux olympiques d'Albertville dans trois ans. Ainsi on ne croise que des coureurs amers ou fuyants, des entraîneurs prêts au harcèlement, des dirigeants qui, avant de taper du poing sur la table, veulent « serrer les boulons ».

Rien de bien gai au total. De quoi même être carrément grincheux. Le ski tricolore masculin ne s'en prive pas. Et si à ses raisons, il passe ainsi à côté d'un des grands moments de son sport. Car la fête a été d'autant plus belle qu'elle a été donnée en l'honneur d'un marginal, d'un cabochard, d'un gaillard, Marc Girardelli.

L'envol de Carole Merle



Troisième puis deuxième des deux descentes disputées jeudi 12 et vendredi 13 janvier à Grindelwald (Suisse), la Française Carole Merle s'est imposée samedi 14 dans le super-géant, avec une avance de près de deux secondes (1 sec. 73) sur la Suissesse Sigrid Wolf. Cette performance lui permet de prendre la troisième place de la Coupe du monde à 116 points de la Suissesse Vreni Schneider qui a remporté dimanche 15 avec le slalom, sa deuxième victoire depuis le début de la saison (5 slaloms, 4 géants, 1 combiné) approchant ainsi le record établi en 1972-1973 par l'Autrichienne Annemarie Moser-Proell.

TENNIS : Internationaux d'Australie

Mauvais départ des Français

Les championnats internationaux d'Australie de tennis, dotés de 2 400 000 dollars, ont très mal débuté, lundi 16 janvier à Melbourne, pour les joueurs français. Henri Leconte, Guy Forget, Thierry Tulasne et le jeune Laurent Prades, issu des qualifications, ont été éliminés dès le premier tour. Pour son retour en compé-

tion le Suédois Mats Wilander, numéro un mondial à cinq quelques difficultés pour se qualifier en cinq sets. Seule bonne nouvelle pour les Français, les représentants des joueurs et des organisateurs auraient choisi Bercy et Stockholm comme tournois européens de l'automne pour leur Tour 1990.

MELBOURNE
correspondance

Triste bilan. Piètre prestation collective des Français. Au cours des premiers matches du premier tour du grand chelem de l'année, dans le décor hyper-fonctionnel du nouveau stade de Flinders Park.

Henri Leconte portant quelques kilos excédentaires a été, inconsistant, sans tonus. Guy Forget, conduite devenue habituelle, s'est désagréé contre un adversaire qui semblait à sa portée. Thierry Tulasne s'est retourné après la perte des deux premiers sets, victime de nausées et de maux de tête; et le jeune Laurent Prades, après avoir mené deux sets à zéro, n'a pas pu tenir la distance. Avec Yannick Noah enfin, promis à une reprise périlleuse contre le gaucher autrichien Marc Woodford, après son absence de la compétition sur blessure depuis le mois de septembre, la santé du tennis français est préoccupante.

« Dans une telle situation, il n'y a pas cent solutions », disait Patrice Hagelauer. « Il faudra mettre en place un programme d'entraînement et de préparation très dur pour aller jouer la Coupe Davis en Israël dans trois semaines. On ne peut que l'approuver. Mais tous les joueurs sont-ils clairement conscients de leur devoir ? »

« J'ai peut-être besoin de repos », a déclaré Henri Leconte, après sa défaite, avant de lancer dans la foule : « J'ai peut-être besoin de travailler très dur. » Le Français confie qu'il était arrivé très mal préparé pour le tournoi. Comme il n'est pas inscrit dans le double, il restera chez lui en Suisse. Il considère que trois semaines sont large-

ment suffisantes pour la remise en forme qui s'impose et il fera sans doute appel à Frédéric Roche, préparateur physique fédéral, chargé surtout de veiller sur les jeunes pensionnaires du centre de Roland-Garros.

Prêt à céder sa place

Leconte devait même avouer que si son état de forme laissait encore à désirer, il serait naturellement prêt à céder sa place dans l'équipe française. Il est frappant de constater qu'à vingt-cinq ans et après huit ans d'exercice de son métier, il ne s'est jamais encore donné les moyens pour exploiter ses dons naturels. Malgré ses succès intermittents et ses coups d'éclat, sa carrière provoque un fort sentiment de gâchis et d'inachèvement. Ceci est d'autant plus désolant que sa défaite de lundi lui est arrivée lors d'un tournoi majeur qui est en train de se faire une réputation nouvelle et qui reçoit en contre-partie un soutien croissant de la part des joueurs. Onze des quinze premiers s'y alignent, adhésion impensable il y a trois ans seulement.

Chez Guy Forget, la complaisance et le manque d'ambition sont en train de miner une carrière en simple qui aurait pu avoir la même envergure que celle qu'il mène en double. Comme l'Autrichien Kraatzmann, espoir d'Australie perdu de vue depuis l'époque junior où il donnait parfois la leçon à Becker, Forget a pris brièvement l'ascendant pour l'abandonner furtivement lors du tie-break du troisième set.

Parallèlement aux déboires français, le numéro un et champion en titre, Mats Wilander, a dû lutter cinq sets durant contre son compatriote Svantesson avant de s'imposer. Mis au repos forcé en fin d'année par des blessures au tibia, le Suédois est loin d'avoir retrouvé la forme qui l'a propulsé en tête de la hiérarchie mondiale en septembre dernier. Entre le numéro un et le centième mondial Svantesson, l'écart était des plus réduits : « Je ne croyais pas que le match serait aussi dur, mais tous mes compatriotes sont des professionnels sérieux qui se donnent à leur métier », dit Wilander. Pourrait-on tenir le même langage à propos des joueurs français ?

MARC BALLADE.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Deuxième journée)

Limoges b. Nantes 57-69
Saint-Quentin b. Arignou 85-69
Ambois b. Caen 106-88
Lorient b. RCF Paris (s.p.) 115-113
Montpellier b. Tours 109-90
Orthez b. Monaco 107-82
Mulhouse b. ASVEL 89-85
Cholet b. Gravelines 100-84

Classement. — 1. Limoges et Cholet, 35 pts; 2. Saint-Quentin et Orthez, 33; 3. RCF Paris, Mulhouse et Montpellier,

32; 4. Monaco, 31; 9. Villeurbanne, 30; 10. Lorient, 28; 11. Gravelines, 27; 12. Arignou, 25; 13. Ambois, 24; 14. Tours, Caen et Nantes, 1.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Groupe A (cinquième journée)

Poule 1
Bourgin b. Villeneuve/Lot ... 25-15
Toulon b. Agen ... 13-10
Dax b. Montferrand ... 27-12
Montchalin b. Cognac ... 17-3
Classement. — 1. Montferrand, Bourgin, Toulon, Dax, 13 pts.

Et le plus extraordinaire c'est qu'il lui arrive quasiment l'histoire de Cendrillon. Enfin, cette victoire c'est une histoire de chaussure qui va à son pied.

Pour comprendre, il faut remonter plusieurs années en arrière. Il était une fois un jeune Autrichien dont le père s'était brouillé avec sa fédération nationale de ski. Il décida de prendre en main la carrière de son fils qui s'annonçait comme l'un des meilleurs slalomeurs mondiaux. C'était un pari audacieux. Il en fit un autre en matière d'équipement en choisissant les chaussures alors révolutionnaires qu'un fabricant français de fixations Salomon, lancé sur le marché. Il fut le seul à faire ce choix, mais cela n'empêcha pas le fils de gagner deux fois la Coupe du Monde.

Puis les résultats de Marc Girardelli devinrent plus fluctuants. Cette baisse de régime est mise sur le compte d'une série de blessures. Mais Marc pense qu'il a un problème avec ses chaussures. Son fournisseur veut bien lui en procurer de nouvelles, mais du dernier modèle commercial. Marc préfère les anciennes qui pourtant se ramollissent. Passe alors par là, non pas le prince charmant, mais le représentant d'une marque de ski français qui s'est porté acquéreur d'une firme de chaussures américaine, Lange.

Après deux mois d'essais au cours de l'été, le contrat est comble. Girardelli a retrouvé chaussures à son pied et le touché de neige qu'il avait en 1985. Mieux même puisqu'il va gagner vendredi la première descente de sa carrière sur la Streiff, cette piste épouvantable qui est la plus difficile du monde. Et le lendemain dans des conditions encore plus difficiles, il s'en fait d'une poignée de centimètres de seconde pour qu'il ne fasse coup double. Après quoi il s'adjuge le combiné avec une magistrale quatrième place dans le slalom et il prend le commandement de la Coupe du monde devant un Pirmin Zurbriggen ramolli par une méchante grippe.

C'est une manière impériale de prendre le pouvoir, une manière qui convient bien à l'endroit. Et la fête pour ce nouveau roi de la glisse n'en est que plus belle, dans un débordement cosmopolite où se mêlent les vivats pour l'Autriche, la Suisse, la France, l'Allemagne, l'Italie.

ALAIN GRAUDU.

RUGBY : Tournoi des cinq nations

L'équipe de France remaniée

Pour rencontrer l'Irlande, le 21 janvier, à Dublin, en match d'ouverture du Tournoi des cinq nations, l'équipe de France de rugby aura la composition suivante : Serge Blanco (Biarritz); Philippe Bérat (Agen); Philippe Sella (Agen); Marc Andréu (Nîmes); Patrice Legueux (Bayonne); Franck Mesnel (Racing CF); Pierre Bérès (Agen, cap.); Alain Carminat (Béziers); Laurent Rodriguez (Dax); Marc Cécillon (Bourgin); Jean Condom (Biarritz); Gilles Bourguignon (Narbonne); Claude Portolan (Toulouse); Philippe Marocco (Montferrand); Pascal Ondarts (Biarritz).

Cette équipe de France disposera d'une première ligne inédite de trois « piliers pousseurs » avec le Biarrot Pascal Ondarts, le Toulousain Claude Portolan, qui avait été retenu une seule fois lors de la tournée en Angleterre de 1988, et le Montferrandais Philippe Marocco, préféré au talonneur toulousain Philippe Dintreux. Le demi de mêlée apaisé Pierre Bérès, blessé en Argentine au mois de juin dernier, effectue son retour au poste de capitaine. Enfin, le troisième ligne toulousain Eric Champ oède sa place au Biarrot Alain Carminat.

JUDO : Championnats de France

Ceintures neuves

A nouveaux championnats de France, nouveaux champions. Seuls trois des quatorze champions de France en titre ont pu confirmer leur succès de l'an dernier, les 14 et 15 janvier au stade Pierre-de-Coubertin à Paris. Il s'agit de Philippe Fradeyrol, Claire Lecat et Laetitia Megnin. Cinq des dix Français et Françaises adossés aux Jeux olympiques de Séoul ont pris part à la compétition. Marc Alexandre, le champion olympique et Bruno Carabetta, médaillé de bronze, étaient absents (l'un hors de forme, l'autre blessé). De ces cinq internationaux, seul Fabien Canu a réussi à remporter le titre national, le quatrième, en ce qui le concerne.

Ces championnats, avancés de deux mois cette saison et réservés dorénavant à l'élite nationale (ils rassemblent de huit à seize combattants par catégorie, contre plusieurs dizaines précédemment), changent de fonction. Ils ne constitueront plus l'ultime épreuve de sélection pour les championnats d'Europe, aux mêmes suivis des championnats du monde. Ce qui peut expliquer l'abandon de certains grands noms.

« Nous avons choisi une formule proche de celle des championnats internationaux », explique Jean-Luc Rougé, le directeur technique national. « Les sélections seront dorénavant essentiellement basées sur les résultats dans les tournois internationaux, dont le Tournoi de Paris. Cela devrait permettre de déceler les judokas les plus à même de s'imposer au niveau international. »

GILLES VAN KOTE.

Les résultats

Poule 1
«Biarritz b. Le Croissant 16-13
Tarbes b. Cognac 13-9
«Lorient b. Bayonne 13-9
«Béziers b. Nîmes 27-12
Classement. — 1. Tarbes, Lorient, Le Croissant, Biarritz, 13 pts.

Poule 2
«Bayonne b. Colomiers 21-11
Toulon b. Mont-de-Marsan 15-6
«Bordeaux b. Agen 13-9
«Bordeaux b. Aurillac 13-9
Classement. — 1. Toulon, 13 pts; 2. Bayonne, 12; 3. Béziers, 11.

Poule 4
«Nice b. Hagelmau 14-9
«Racing b. Béziers 53-4
«Béziers b. Villeneuve 30-6
«Grenoble b. Narbonne 9-3
Classement. — 1. Racing, Grenoble 13 pts; 2. Béziers, Narbonne, 12.

Internationaux d'Australie

(premier tour)

Simple messieurs
Kratzmann (Aut.) b. Forget (Fr.), 6-3, 5-7, 7-6 (7-5), 6-2; Gunnarsson (Sue.)

b. Leconte (Fr.), 6-4, 6-3, 6-2; Benti (RFA) b. Prades (Fr.), 6-4, 6-4, 6-4, 6-1; Morning (RFA) b. Tulasne (Fr.), 6-2, 6-2, 1-0 (abandon); Wilander (Sue.) b. Svantesson (Sue.), 6-3, 2-6, 7-5, 5-7, 6-3; Muster (Aut.), 6-11 b. Rive (E-U), 6-4, 6-2, 6-4; Svantesson (Sue.) b. Oosting (P-B), 6-2, 6-0, 6-4; Schapery (R-B), 6-11 b. Marques (Por.), 6-3, 6-4, 6-4.

Simple dames
E. Burgin (E-U) b. S. Hanika (RFA), 6-11, 6-3, 6-1; Z. Garrison (E-U) b. L. Laidson (Sue.), 6-1, 6-3; A. Doehmann (RFA) b. J. Taylor (Aut.), 6-2, 7-6 (7-5).

BASKET-BALL : loi et règlement

Les naturalisés au panier

Français, Américains, Franco-Américains, Américains Français, vrais naturalisés ou faux étrangers... Depuis plusieurs années le basket-ball s'enlise dans les problèmes de passeport.

Dernier épisode de ce conflit : samedi 14 janvier, six clubs ont été lourdement pénalisés pour avoir volontairement fait jouer depuis le début de la saison trois joueurs « non sélectionnables » en équipe de France, alors que le règlement en autorise deux. La sanction sportive est tombée. Mais la justice suit son cours.

La révolution attendue a bien eu lieu. Samedi 14 janvier, le Comité des clubs de haut niveau (CCHN) de basket-ball, réuni en assemblée générale à Paris, a rendu son verdict. Quatre clubs de Nationale 1 A (Antibes, Caen, Nantes et Tours) et deux de Nationale 1 B (Cognac et Saint-Etienne) ont été lourdement sanctionnés pour avoir enfreint le règlement fédéral limitant à deux par équipe le nombre de joueurs « non sélectionnables » en équipe de France.

Tous ces clubs utilisaient volontairement, depuis le début de la saison, trois joueurs non sélectionnables, c'est-à-dire étrangers ou naturalisés depuis moins de trois ans. Ils se retrouvent aujourd'hui derniers dans leurs classements respectifs.

Mais le dossier n'est pas clos pour autant. Le basket français a trop vécu dans le climat affairiste pour se dégarer aussi vite d'un conflit qui remonte au 22 février 1986. Tous les clubs de haut niveau, y compris les six contestataires, se réunissent aujourd'hui pour un nouveau règlement fédéral qui annonce pour la saison 1988-1989 une réduction du nombre de « non-sélectionnables » autorisés. De trois par équipe, il passera à deux. But de l'opération : lutter contre les abus de naturalisation, favoriser la croissance des centres de formation, et la régénération de l'équipe de France. Les clubs disposent donc de deux saisons pour se préparer.

En septembre dernier, à l'ouverture de la saison, les trente-deux équipes Nationales 1 A et 1 B s'en sont donc présentées avec un

maximum de deux joueurs non sélectionnables. Certains clubs, comme Avignon ou Lorient, se sont séparés de joueurs qui leur appartenaient pourtant beaucoup. D'autres, comme Gravelines, renoucent à se renforcer. Problème : six clubs persistent à aligner trois joueurs non sélectionnables. Leurs dirigeants ont conscience des sanctions encourues mais délaissent l'affaire devant la justice.

Leur argumentation est simple : tout citoyen français — donc tout joueur naturalisé, qu'il le soit depuis six minutes, trois ans ou vingt-cinq ans — a le droit au travail. En clair, le règlement du basket va à l'encontre de la loi française. « J'apprends qu'il y a deux catégories de Français... c'est un exemple de discrimination », déclare ainsi M. Charly Bedache, président de Caen, et avocat de profession (quatre des six présidents réfractaires sont juristes).

Dans un premier temps, la justice donne raison aux clubs en question. Le tribunal de grande instance de Paris indique que le règlement constitue une voie de fait, car il porte atteinte à la fois au libre exercice d'une activité sportive, d'une activité professionnelle, tout en constituant une discrimination concernant la nationalité. Les « légalistes » décident de faire appel.

Débats animés mais corrects

Le 11 janvier dernier, nouveau coup de théâtre : après de multiples renvois, la 14^e chambre de la cour d'appel de Paris se déclare incompétente en la matière et renvoie l'affaire devant les autorités sportives. Au basket de régler les problèmes du basket.

Les « réglementaires » se réunissent aussitôt. Jean-René Barran, président de la commission juridique de la fédération déclare : « Je regrette que des illusoires aient trompé des collectivités locales et des sponsors. »

Samedi 14 janvier, l'assemblée générale du CCHN se tient donc au siège de la fédération en présence de tous les présidents de club et de la presse. Débats animés mais corrects. Le président de Tours, M. Boualem Benjador, également avocat, conclut son intervention en menaçant : « S'il le faut, si une solution n'est pas trouvée, nous irons jusqu'à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat. » C'est du chantage ! lance un partisan du règlement.

A 11 h 30, le verdict tombe, à l'issue d'un vote à bulletin secret, les partisans du règlement l'emportent par trente-neuf « oui » contre six « non » et un vote blanc.

Mais le « clan des six » ne s'avoue pas vaincu : « Cette décision nous oblige à poursuivre notre action », annonce, comme prévu, M. Boualem Benjador.

Pourtant, sans attendre les décisions de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat, qui n'interviendront pas avant six mois, un terrain d'entente pourrait être trouvé. Selon nos informations, les défenseurs du règlement seraient en fait divisés sur l'attitude à adopter.

La plupart d'entre eux, regroupés derrière le président d'Orthez, Pierre Seillant, réclament une application pure et simple du règlement, même si les clubs concernés doivent être relégués en fin de saison. Mais d'autres dirigeants, à l'image du président de Limoges, Xavier Popelier, seraient déjà favorables à des négociations discrètes avec leurs adversaires. Si ceux-ci abandonnaient leurs actions en justice des « aménagements » (maintien automatique) pourraient leur être proposés.

Pour l'instant, les « jusqu'au-bourgeois » sont plus nombreux que les « modérés ». Le règlement l'emporte sur la diplomatie. Pour combien de temps ? En attendant la réponse décisive pour leur avenir, les six clubs ont joué samedi 14 janvier, sans leur troisième joueur « non sélectionnable ». Antibes a tout de même dominé Caen (106-88).

PHILIPPE BROUSSARD.

[illegible]

1. The first step in the process of the investigation is the identification of the problem. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must identify the problem and the scope of the investigation.

2. The second step is the collection of data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must collect data from the sources available to him.

3. The third step is the analysis of the data. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must analyze the data and draw conclusions from it.

4. The fourth step is the presentation of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must present the results of the investigation in a clear and concise manner.

5. The fifth step is the evaluation of the results. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the results of the investigation and determine if they are satisfactory.

6. The sixth step is the conclusion. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must draw a conclusion from the results of the investigation.

7. The seventh step is the recommendation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must recommend a course of action based on the results of the investigation.

8. The eighth step is the implementation of the recommendation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must implement the recommendation and monitor the results.

9. The ninth step is the evaluation of the implementation. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must evaluate the implementation of the recommendation and determine if it is satisfactory.

10. The tenth step is the conclusion. This is done by the investigator who is responsible for the investigation. The investigator must draw a conclusion from the results of the investigation.

1. The first step in the process is to identify the problem. This involves gathering information about the situation and the people involved.

2. Once the problem is identified, the next step is to analyze it. This involves breaking the problem down into its component parts and understanding how they are related.

3. After analyzing the problem, the next step is to develop a plan. This involves deciding on the best way to solve the problem and the steps that need to be taken.

4. The final step is to implement the plan. This involves putting the plan into action and monitoring the progress.

1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

100-443887-1

1. Mr. J. H. Smith
 2. Mr. J. H. Smith
 3. Mr. J. H. Smith
 4. Mr. J. H. Smith
 5. Mr. J. H. Smith
 6. Mr. J. H. Smith
 7. Mr. J. H. Smith
 8. Mr. J. H. Smith
 9. Mr. J. H. Smith
 10. Mr. J. H. Smith
 11. Mr. J. H. Smith
 12. Mr. J. H. Smith
 13. Mr. J. H. Smith
 14. Mr. J. H. Smith
 15. Mr. J. H. Smith
 16. Mr. J. H. Smith
 17. Mr. J. H. Smith
 18. Mr. J. H. Smith
 19. Mr. J. H. Smith
 20. Mr. J. H. Smith
 21. Mr. J. H. Smith
 22. Mr. J. H. Smith
 23. Mr. J. H. Smith
 24. Mr. J. H. Smith
 25. Mr. J. H. Smith
 26. Mr. J. H. Smith
 27. Mr. J. H. Smith
 28. Mr. J. H. Smith
 29. Mr. J. H. Smith
 30. Mr. J. H. Smith
 31. Mr. J. H. Smith
 32. Mr. J. H. Smith
 33. Mr. J. H. Smith
 34. Mr. J. H. Smith
 35. Mr. J. H. Smith
 36. Mr. J. H. Smith
 37. Mr. J. H. Smith
 38. Mr. J. H. Smith
 39. Mr. J. H. Smith
 40. Mr. J. H. Smith
 41. Mr. J. H. Smith
 42. Mr. J. H. Smith
 43. Mr. J. H. Smith
 44. Mr. J. H. Smith
 45. Mr. J. H. Smith
 46. Mr. J. H. Smith
 47. Mr. J. H. Smith
 48. Mr. J. H. Smith
 49. Mr. J. H. Smith
 50. Mr. J. H. Smith
 51. Mr. J. H. Smith
 52. Mr. J. H. Smith
 53. Mr. J. H. Smith
 54. Mr. J. H. Smith
 55. Mr. J. H. Smith
 56. Mr. J. H. Smith
 57. Mr. J. H. Smith
 58. Mr. J. H. Smith
 59. Mr. J. H. Smith
 60. Mr. J. H. Smith
 61. Mr. J. H. Smith
 62. Mr. J. H. Smith
 63. Mr. J. H. Smith
 64. Mr. J. H. Smith
 65. Mr. J. H. Smith
 66. Mr. J. H. Smith
 67. Mr. J. H. Smith
 68. Mr. J. H. Smith
 69. Mr. J. H. Smith
 70. Mr. J. H. Smith
 71. Mr. J. H. Smith
 72. Mr. J. H. Smith
 73. Mr. J. H. Smith
 74. Mr. J. H. Smith
 75. Mr. J. H. Smith
 76. Mr. J. H. Smith
 77. Mr. J. H. Smith
 78. Mr. J. H. Smith
 79. Mr. J. H. Smith
 80. Mr. J. H. Smith
 81. Mr. J. H. Smith
 82. Mr. J. H. Smith
 83. Mr. J. H. Smith
 84. Mr. J. H. Smith
 85. Mr. J. H. Smith
 86. Mr. J. H. Smith
 87. Mr. J. H. Smith
 88. Mr. J. H. Smith
 89. Mr. J. H. Smith
 90. Mr. J. H. Smith
 91. Mr. J. H. Smith
 92. Mr. J. H. Smith
 93. Mr. J. H. Smith
 94. Mr. J. H. Smith
 95. Mr. J. H. Smith
 96. Mr. J. H. Smith
 97. Mr. J. H. Smith
 98. Mr. J. H. Smith
 99. Mr. J. H. Smith
 100. Mr. J. H. Smith

[illegible]

1000

[illegible]

1. Mr. J. Edgar Hoover
2. Mr. Clegg
3. Mr. Glavin
4. Mr. Ladd
5. Mr. Nichols
6. Mr. Rosen
7. Mr. Tracy
8. Mr. Carson
9. Mr. Egan
10. Mr. Gurnea
11. Mr. Hendon
12. Mr. Pennington
13. Mr. Quinn
14. Mr. Nease
15. Mr. Gandy

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

SECRET

SECRET

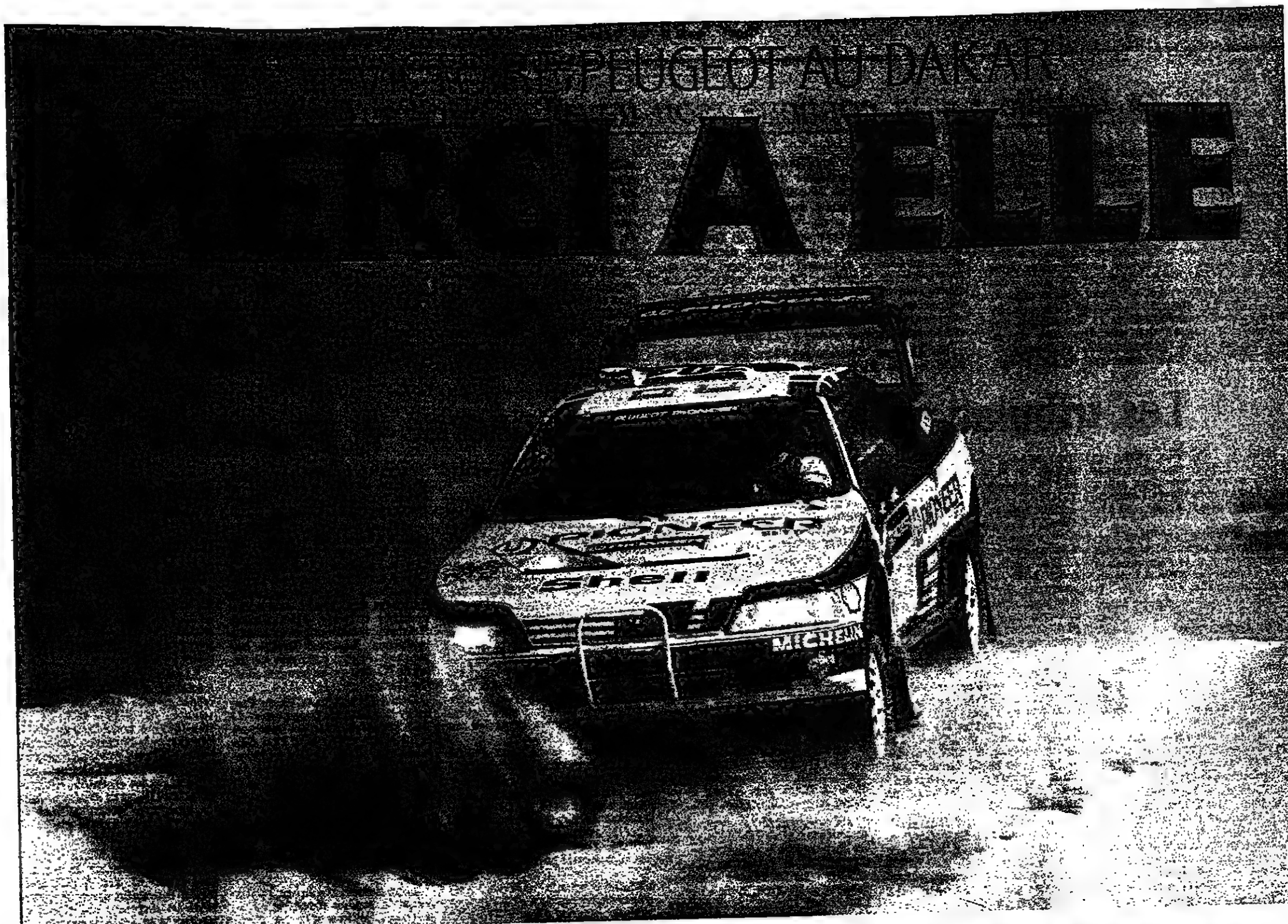
1. The first step in the process is to identify the problem or issue that needs to be addressed. This involves gathering information and understanding the context of the problem.

100

100



100



1er

ARI VATANEN
BRUNO BERGLUND

7e

JACKY ICKX
CHRISTIAN TARIN

4e

GUY FREQUELIN
FENOUIL

ge

PHILIPPE WAMBERGUE
ALAIN GUEHENNEC

HDM



PEUGEOT. UN CONSTRUCTEUR SORT SES GRIFFES.

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Culture

Opéra Bastille : « Je continue mon travail », déclare Daniel Barenboïm

La rupture entre Daniel Barenboïm et Pierre Bergé, président de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris, a suscité une vive émotion, au-delà même des milieux musicaux, tant est fort l'impact émotionnel de l'Opéra en général et du chantier de la Bastille en particulier. Dans une conférence de presse, ce lundi à midi, Daniel Barenboïm a notamment déclaré : « Ces événements sont totalement inadmissibles dans un pays où j'ai connu tellement de joies pendant quinze ans. » Il a maintenu que le contrat qui le liait à l'Opéra de la Bastille était valable, et fait appel au président de la République, qui présidait le conseil des ministres lors de sa nomination le 31 juillet 1987. « Depuis le 13 janvier, date du communiqué de M. Bergé,

je n'ai reçu aucune notification officielle. Je ne peux que me considérer toujours directeur artistique et musical. Je continue mon travail. »

M. François Léotard, qui, en tant que ministre de la culture, avait désigné Daniel Barenboïm comme directeur artistique du futur établissement lyrique, « regrette la décision du gouvernement à six mois pour jour de l'ouverture de la salle ». En cherchant à défaire systématiquement ce qui avait été bâti, le gouvernement, ajoute M. Léotard, « a nui à décourager les volontés et les talents et à mettre en péril l'avenir même de l'Opéra ».

M. Jacques Toubon, président du groupe de réflexion du RPR sur les affaires culturelles,

affirme, quant à lui, qu'« arbitraire, caprice, incompétence continuent à dominer la gestion de l'Opéra de Paris. Le gouvernement doit imposer de nouveaux principes fondamentaux : qualité, professionnalisme, respect du public et sauvegarde de l'argent des Français ».

Du côté des « artistiques », antérieurement engagés dans le projet Bastille, Patrice Chéreau a notamment déclaré, dans une interview publiée ce lundi dans *Liberation* : « J'ai un contrat, dont les conditions ont changé. Cela remet en cause mon engagement, dont j'ai la lettre, pour trois spectacles. Et je vais faire valoir mes droits. »

Quant à Pierre Boulez, après avoir déclaré vendredi 13 janvier, sur *RMC*, qu'« il allait donner sa démission lundi de l'Association de préfiguration » de l'Opéra Bastille, le chef d'orchestre a indiqué qu'« il resterait encore dans l'équipe de construction parce qu'elle fait un travail remarquable ».

Depuis plus de vingt ans, les gouvernements successifs se demandent comment contrôler les coûts de l'Opéra de Paris et en obtenir une véritable rentabilité culturelle. C'est l'histoire qui explique la naissance de la Bastille et, en grande partie, ses difficultés actuelles. Voici les principales étapes de cette turbulente épopée (1).

Les tribulations d'un théâtre « moderne et populaire »

1965. — Jean Vilar publie un projet de Théâtre national lyrique populaire, comportant deux salles, l'une de trois mille places, l'autre de mille cinq cents places (11-11-1967).

1967. — Secondé par Pierre Boulez et Maurice Béjart, Vilar accepte d'étudier un plan de réorganisation de la Réunion des théâtres lyriques nationaux (11-11).

1968. — Député du rapport Vilar, qui ne sera jamais publié, son auteur démissionnant lors des événements de mai (8-6). Il reprend l'idée de la construction d'un nouvel Opéra et indique notamment : « Plus de 4 milliards de francs au service d'une assemblée de quelques milliers d'habitants, est-ce de la bonne et saine politique ? »

1971. — Rolf Liebermann est nommé administrateur de la RTLN pour réaliser « un théâtre moderne et populaire » (19-6).

1973-1976. — L'époque la plus brillante de l'ère Liebermann, pour qui « l'Opéra de Paris est un théâtre de tradition royale, mis au service d'une ville à vocation universelle, dans un monument célèbre ». Son ambition est « de constituer un répertoire stable qui ait l'éclat de la stagione » (série de spectacles dignes d'un festival). Le palais Garnier donne alors 210 à 220 spectacles par an (dont 100 à 120 lyriques).

Malgré des taux de fréquentation fabuleux, le budget de l'établissement grimpe de 87 millions de francs en 1974 à 125 millions en 1976. On repart de la construction d'un Opéra nouveau. La conception d'une saison lyrique comme un « festival permanent », si séduisante soit-elle, apparaît finalement comme dangereuse (25-6-1975 et 17-3-1976).

Le premier ministre, M. Jacques Chirac, menace de fermer l'Opéra (26-5-1976), sauf en *extremis* par les qualités de négociateur de Jean Salusse, président du conseil d'administration (11-7-1976).

1977. — A la suite du décès de Jean Salusse, le Monde rend publi-

ques les conclusions du rapport sur l'Opéra de Paris, remis en janvier par la commission Bloch-Lainé (21-7). Il y est dit notamment : « L'art lyrique trouve au palais Garnier les conditions optimales pour cumuler la démocratisation minimale et la dépense maximale, le plus faible nombre de spectateurs et le plus grand faste des spectacles, les charges d'exploitation les plus lourdes avec les pourcentages de recettes propres les plus faibles malgré les prix des places les plus élevés. »

Le nombre de sièges en particulier est réévalué : 1 991 dont 362 de visibilité médiocre et 438 très mauvaise, soit seulement 1 191 bonnes places. Et le rapport prône la construction à Paris, « si possible au cœur de la ville, d'un Opéra moderne de 3 000 places » tandis que le palais Garnier resterait la « grande scène chorégraphique de Paris » et donnerait au moins 200 soirées.

1978-1981. — La RTLN essuie de sévères critiques de la Cour des comptes (29-6-1979). L'ère Liebermann a été glorieuse, mais elle a imposé un modèle culturel contestable, parce que « totalitaire », celui du « festival permanent » qui semble exclure tout autre type d'exploitation (13-7-1980).

1982. — Le président de la République, M. François Mitterrand, annonce que le nouvel Opéra sera construit place de la Bastille (12-2) : « Moderne et populaire, il permettra de doubler le nombre actuel des représentations, tout en réduisant sensiblement les coûts de gestion », dit le communiqué de l'Elysée. La « mission de l'Opéra », présidée par François Bloch-Lainé, est dirigée par Michèle Andon, et Jean-Pierre Angremy est chargé de la programmation (10-3).

Après enquête approfondie et visite des principaux opéras d'Europe et d'Amérique, le programme de construction est établi, et les grandes lignes du projet fixées par une lettre du président de la République, telles qu'elles ont été

respectées jusqu'à aujourd'hui : l'Opéra Bastille pratiquera « une alternance modérée », soit quatre ou cinq productions données dans la même période, et vingt-cinq chaque année, avec un total annuel de deux cent cinquante représentations.

Ces principes engagent l'avenir, car ces données impliquent la conception d'un « opéra de répertoire », qui exige la reconstitution d'une troupe de chanteurs, contre celle d'un « opéra de saisons » en vigueur depuis Liebermann (30-11).

1983. — Sept cent quarante projets sont présentés au concours d'architecture de l'Opéra Bastille (1-7 et 8-7) qui inquiète les habitants du quartier (3-8 et 16-8). Le projet du Canadien Carlos Ott, trente-sept ans, est adopté (3-9, 9-9 et 18-11). François Bloch-Lainé, trente-neuf ans, est nommé directeur général pour « trois hypothèses de fonctionnement » (20-11).

1984. — Malgré les « bouderies » de Jacques Chirac (11-7), le conseil de Paris approuve définitivement, à l'unanimité, le projet de l'Opéra (26-9), mais les remous sont profonds dans l'opinion, la presse et au Sénat. Les travaux de démolition préliminaires ont commencé (9-12).

1985. — La construction de la salle modulable, qui devait ouvrir la première, en 1987, est renvoyée pour raisons financières, ce qui entraîne la démission du directeur désigné, Jean-Pierre Brosamann (9-1). Gérard Mortier est pressenti pour diriger l'Opéra Bastille, bien qu'il pratique à la Monnaie de Bruxelles une exploitation tout à fait différente de celle envisagée (25-5). Il est nommé en septembre « directeur du projet ».

1986. — Gérard Mortier, qui travaille avec des conseillers tels que Pierre Boulez (vice-président), Dominique et Peter Stein, prévoit, en année pleine, cinq spectacles en alternance par semaine, deux cents à deux cent cinquante représentations par an dans la grande salle et cent vingt dans la salle modulable,

plus des concerts (l'*Avant-Scène*, décembre).

Ces prévisions sont officiellement entrées par un colloque de deux jours au Théâtre des Amandiers de Nanterre qui réunit un impressionnant aéropage international (5-2). Mais, dévot par la bataille électorale française, Gérard Mortier renonce un peu plus tard à sa mission.

Le nouveau gouvernement de Jacques Chirac, pour remplir ses promesses, veut à tout prix changer la destination de la Bastille ; ne pouvant abandonner les travaux (1 400 millions de francs déjà engagés), il envisage d'en faire un auditorium (20-4). Pierre Boulez proteste vigoureusement contre ces « aberrations » (4-7).

Il s'ensuit toute une période confuse et dramatique autour du rapport de la commission Chevillon qui propose trois solutions également boiteuses (10-7). Le premier ministre « entérine » l'Opéra Bastille (22-7), mais dans le ministère de la culture, François Léotard, se bat courageusement pour sauver l'essentiel du projet (« Un grand théâtre national à vocation musicale, lyrique et chorégraphique ») à l'inspiration de Maurice Fleuret (18-7 et 14-8). Les travaux ont été arrêtés du 17 juillet au 15 août ; coût : 750 000 F par jour de fermeture (24-7).

1987. — Raymond Soubie, nouveau président du conseil d'administration de l'Opéra (10-1), élabore un rapport qui remet de l'ordre dans les relations de Garnier et de la Bastille, et qui est entièrement repris à son compte par François Léotard : le palais Garnier continuera à représenter des opéras, mais le centre de gravité lyrique va basculer vers la Bastille où seront regroupés tous les moyens de production (20-1 et 28-5).

Le président de la République visite le chantier de la Bastille et juge « absurdes » les mesures d'économie décidées par le gouvernement, notamment l'abandon de la salle modulable (20-6).

Daniel Barenboïm est nommé directeur musical et artistique, et Pierre Vozzinsky directeur général de l'Opéra Bastille (1-8-1987).

1988. — Les travaux avancent à grande allure, et les ateliers de décors sont saisis. L'orchestre de l'Opéra se heurte violemment avec Daniel Barenboïm, qui veut former un orchestre nouveau, en accordant seulement une priorité aux instrumentistes en poste. Pierre Boulez réclame le rétablissement de la salle modulable. Raymond Soubie élabore une réforme judiciaire du statut de l'Opéra, qui ne sera pas adoptée (11-2).

Daniel Barenboïm et Pierre Vozzinsky dévoilent les programmes de leurs premières saisons : ouverture le 10 janvier 1990 avec *Don Giovanni* par l'équipe Barenboïm-Chéreau, qui réalisera ensuite *Les Noces* de Figue et Cois ; *Tristan et Parsifal* (Barenboïm-Kapfer), *La Dame de pique* (Barenboïm), *Cammen* (Barenboïm-Saura), *Felléas* (Boulez-Stein), etc., avec aussi Cristoph von Dohnanyi, Ruth Bergmann, Zubin Mehta, Georg Solti (24-4).

La programmation étonne, et plus encore le nombre réduit de représentations prévues (72 en 1990-1991, 120 en 1991-1992, soit la moitié de ce que prévoyait le colloque de Nanterre). Comme le dit plaisamment un chanteur, partisan de la Bastille : « C'est comme si on construisait le Concorde pour exploiter la ligne Paris-Marseille. » Un mois plus tard, Pierre Vozzinsky est licencié.

Un contrat de cinq ans est conclu le 5 mai (trois jours avant l'élection présidentielle) par l'Association de préfiguration avec Daniel Barenboïm (8-5).

C'est un des objets du litige et de la rupture qui viennent d'intervoir, l'administration actuelle considérant ce document comme non valable (10-1 et 15-1-1989). Il prévoit des émoluments énormes (6 950 000 F par an minimum) et de confortables avantages en nature (11-11 et 29-12-1988).

Alois qu'on attend la nomination d'un directeur général, c'est un nouveau patron qui est appelé à la tête de l'Association des théâtres de l'Opéra de Paris (2-9) : Pierre Bergé, président d'Yves Saint Laurent, ami personnel de M. François Mitterrand. C'est aussi dire que l'Elysée, après l'élection présidentielle, a vu d'un mauvais œil l'orientation prise par l'équipe artistique de la Bastille, et surtout une programmation dont le rythme défigurait entièrement l'esprit et la raison d'être du projet.

La suite est toute fraîche dans les mémoires, et il en a été largement rendu compte dans ces colonnes (entre le 9-11-1988 et le 15-1-1989) : notre analyse de la situation et la révélation des étonnements de Daniel Barenboïm restent le feu sacré, soulignant une rupture furieuse de Patrice Chéreau (9 et 11-11), mais aussi une prise de conscience générale, dans la presse et l'opinion, de la gravité de la situation.

Pierre Bergé et Michel Schneider, nouveau directeur de la musique, négocient pied à pied avec Daniel Barenboïm sur sa responsabilité de directeur artistique, sa rétribution et ses programmes. Le chef d'orchestre, assailli de pressions souterraines du ministre de la culture, se montre intransigent.

Pierre Bergé poursuit son chemin, nommé un directeur de l'Opéra Bastille, René Gozacki, qui vient de la Maison de la culture de Bobigny (23-12).

1989. — Il obtient enfin l'autorisation de finir patiemment un début à Daniel Barenboïm pour accepter ou refuser ses offres. Le chef d'orchestre s'est trop avancé pour reculer, et il s'agit de la négociation (15-1). Il explique sa position lors d'une conférence de presse le 16 janvier.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Les dates entre parenthèses sont celles des numéros du Monde où ces événements sont relatés.

THÉÂTRE

« Mademoiselle Julie », à l'Athénée

La porte de la folie

Avec trois comédiens exceptionnels, Matthias Langhoff a mis en scène, à Genève, *Mademoiselle Julie*, de Strindberg, actuellement présentée à l'Athénée, l'un des spectacles les plus forts de cette saison.

Un choc, et puis une tension, un étirement des nerfs, une exaltation des sentiments, voilà ce que l'on éprouve en voyant, à l'Athénée, *Mademoiselle Julie*, de Strindberg, adaptation de Mathilde Eidemec. Une « tragédie naturaliste » annonce le mot sur scène Matthias Langhoff. Il a longtemps travaillé avec Manfred Karge en Allemagne de l'Est et de l'Ouest, à Aubervilliers où tous deux ont monté le *Commerce du pain*, de Brecht, et beaucoup plus tard au TNF le *Prince de Hombourg*, et à Genève, la *Certitude*. C'est là que Matthias Langhoff s'est installé, seul — *Mademoiselle Julie* est une production de la Comédie de Genève. Il a fait quelques incursions en France pour le *Roi Lear* à Strasbourg et à Bobigny, puis à Bobigny seulement pour un montage de textes, *Si de là-bas si loin*.

On n'oublie pas les spectacles de Matthias Langhoff, on n'oublie pas cette *Mademoiselle Julie*, même si, finalement, ce que dit la pièce est assez fruste, et malgré la laideur sans intérêt de la couleur rouge fraise qui dessine sur le plancher une ligne de démarcation mal assurée, s'écroule sur les murs de guin-

gois. Le décor est une vaste cuisine. On dirait celle d'une vieille bâtisse modernisée sans soin, avec un réfrigérateur, une gazinière trop blanche, des dessous obliques comme si la maison était sur le point de s'effriter.

Matthias Langhoff impose avec violence un monde qui se déglutit de partout. Peu importe quel monde, peu importe à quelle époque, même si les costumes situent l'action dans l'entre-deux-guerres ou l'immédiat après-guerre. La tragédie, c'est un affrontement essentiel au-delà du temps. Affrontement d'une Mademoiselle Julie (Laurence Calame) mal dans sa peau et de son valet Jean (François Chastot) trop bien dans la sienne, sous le regard sagace de sa fiancée, bonne à tout faire, Christine (Martine Schambacher), tandis que parviennent les échos d'une kermesse, une foire, une fête grossièrement païenne.

Le « naturalisme » annoncé s'exprime dans une série d'actions fébriles qui apparemment au rituel quotidien des domestiques. Ils sont toujours en train de faire quelque chose. L'inactivité serait une faute. Jean range, parle en surveillant son domaine du coin de l'œil. Entre évier et fourneau, Christine s'agite, s'écroule profondément endormie dès qu'elle s'assoit et quand on la réveille, comme une somnambule, parcourt à toute vitesse son trajet habituel. Elle est la seule à dégager de la vie, de la sensualité. Sa présence est un repère, sa santé éclaboussée les deux paumés qui tournent autour d'eux-mêmes.

Matthias Langhoff n'a pas voulu que Jean soit, comme on le voit sou-

vent, une bête de sexe, avatar du garde-chasse de *Lady Chatterley*. Il ressemblerait plutôt à un Dupont la joie, dragueur de dancing déjà enupé qui longe les bons coups et calcule ses chances. Chemise blanche et chaussettes jaunes, ou tricot de corps et chaussettes, il évoque les matins roses. Voilà l'objet du désir de Mademoiselle Julie. Alors apparaît avec une aveuglante évidence que ce désir est sans objet, qu'il tourne à vide dans un esprit bûlé, dans un corps amuni, enveloppé de gaze blanche comme une seconde peau.

Pourtant, la beauté du spectacle vient de ces minables. Ils enchaînent, envoient, éveillent toutes les ambiguïtés de la compassion, provoquent une crispation, une inquiétude, jusqu'au moment où, de façon paradoxale, le vide vertigineux de leur destin les emboîte. Oh Mademoiselle Julie franchit la porte de la folie, quitte la scène, traversant la salle sans rien voir, débouchant sur les bras des fantômes, se raccrochant aux mains que tendent les spectateurs, et son ombre énorme, informe se projette sur le rideau blanc qui s'est fermé sur le décor.

L'image est splendide, elle clôt une mise en scène qui affiche une simplicité trompeuse, joue sur le mystère insondable des liens entre personnages, situation, acteurs. Les acteurs sont là, devant sur scène et en même temps font partie de nous. C'est la force du théâtre.

COLETTE GODARD.

* Athénée, mardi, à 19 heures, mercredi, jeudi, vendredi, à 20 h 30. Tél. : 47-42-67-81.

« L'Etrange Intermède », d'Eugene O'Neill

L'ivresse des sommets

Pour la première fois à Paris nous est donné de voir, d'entendre et d'aimer le chef-d'œuvre de l'immense dramaturge américain.

Érigé, de main de maître, en neuf actes de trente minutes, *L'Etrange Intermède*, publié en 1927, est un monument à la gloire du théâtre. Il y a tout dans cette œuvre magistrale : un précis d'écriture dramatique, ou d'écriture tout court tant il est vrai que cet *Etrange Intermède*, par une action qui se déroule sur vingt-cinq ans et par des indications scéniques, longues didascalies rédigées au scalpel, drôles, précieuses, ressortit aussi au roman. S'il en était besoin, les ventes massives qui ont suivi sa publication aux Etats-Unis l'attesteraient. C'est aussi la transposition dans une famille de Nouvelle-Angleterre d'une tragédie qui ne doit rien aux œuvres des anciens, transposition qui trouvera toute sa mesure dans le travail de O'Neill quatre ans plus tard avec la publication de la trilogie du *Le deuil sied à Électre*. C'est encore une tentative aboutie de mise en scène des acquis nouveaux de la psychanalyse dans la mesure où les interrogations des protagonistes, la moindre de leur pensée, sont transcrites et dites à tous les moments du dialogue.

Ce pourrait être enfin, comme le note le metteur en scène Jacques Rosner, un collage drolatique d'événements, de tensions, d'émotions, véritable soap opera qui rava-

la Santa Barbara ou Dallas au rang des bluettes insipides.

Nina Leeds (Marie-Christine Barrauk), héroïne de *L'Etrange Intermède*, a vingt ans quand commence la pièce. Elle vient de perdre l'homme qu'elle aimait, pilote abattu par l'ennemi en France durant la guerre. Deux de ses proches, un écrivain complètement ches, un écrivain complètement « folle » obsédé par sa mère (Jean-Claude Dreyfus), auteur de romans à l'eau de rose, et un jeune médecin (Didier Sauvegrain) pour qui l'amour et ses propres sentiments apparaissent bémols comme un simple objet d'observation clinique, la convainquent d'épouser un troisième larron, Sam Evans (Roger Van Hool), un jeune type sympathique, presque naïf.

Le premier, d'agacant, deviendra, les années passant, l'ultime confident et refuge de la vie trépidante de la jeune femme. Le second lui fera un fils en lien et place du troisième, après que la mère d'Evans (Simone Turck) aura révélé à Nina que son fils descend d'une famille dont tous les hommes sont morts fous. Et Evans, persuadé d'être le père, trouve enfin aux côtés de son fils (Laurent Ternois) l'autorité qui lui manquait, le succès professionnel, devenant une sorte de perle incarnant du rêve américain bonni par l'autre.

Tout est juste sous la plume de O'Neill : il hisse en quelques mots la plus banale des situations, la plus étonnante des tensions, la plus fine émotion au plus haut des sommets : de prime abord anecdotique, le moindre des conflits devient primor-

dial. Et, à tout instant, « lisible », intelligible, captivant, bien qu'à l'exception d'un acte VIII bizarrement siné par O'Neill sur le pont d'un yacht et, tant pis pour le jeu de mots, assez « bateau » — seul moment prévisible de la pièce, — *L'Etrange Intermède* passe à la vitesse du son autour d'une héroïne, fille, femme, mère, amante, qui porte en elle toutes les femmes, toute la femme.

Jacques Rosner a eu, le premier, le mérite de l'attaquer en France à cette œuvre, ainsi que son décorateur et costumier Max Schoendorff. Ici, pas une seule faute de goût, jamais de paresse et un sobre respect de l'œuvre. Il faut aussi féliciter une troupe très cohérente qui s'est appropriée, sans faillir, près de deux cents pages d'un texte rendu aride par le chevauchement du dialogue et du rêve. Le chef-d'œuvre d'un bonhomme comme ça tombe ici entre d'honnêtes mains : l'élégance de Marie-Christine Barrauk, d'ailleurs de Jean-Claude Dreyfus, violence de Didier Sauvegrain et brutalité de Roger Van Hool. Dommage pourtant qu'il soit difficile d'habiter tous le génie de celui qui l'a écrit. On voudrait plus d'éclat, plus de factices, plus d'enchantement. Mais la soirée est belle comme elle est.

OLIVIER SCHMITT.

* Théâtre de la Commune d'Aubervilliers. A 20 heures, le mardi, vendredi et samedi. Le mercredi et le jeudi à 19 heures. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 48-33-16-16. Un service gratuit de navettes assure le retour des spectateurs à la porte de la Villette les mercredi, jeudi et dimanche et à la gare de Nord les mardi, vendredi et samedi.

La

CONNAISSANCE

CHATEAU DE LA

ACTUEL

LA FI DE MIS

Culture

VARIÉTÉS

Etienne Daho au Zénith

La nostalgie des « sixties »

D'album en concert, Daho chante dans un murmure le romantisme adolescent des années 60.

Etienne Daho s'est imposé il y a trois ans par une exploration des espaces intérieurs, sans grandiloquence, par des images fugaces sur la solitude, la fragilité du bonheur, par une voix chaude, fragile, voilée de murmure, qui remonte le cours d'amours tumultueux. L'allure à la fois timide et désinvolte, la tête pleine de rêve et de nostalgie, pas du tout grisé par le succès, au point de répondre à la manière de Jack Kerouac, à qui il dédia un album (*Pop Satori*), que la célébrité, « c'est comme des vieux journaux balayés par le vent dans Blecker Street », Etienne Daho, d'album en album (1), affine un univers violent et délicat, des histoires d'amour et de séduction. Il propose une certaine innocence, une sorte de naïveté préservée, de candeur touchante quand il parle de pays où l'élégance n'exclut pas les sentiments.

Toute la production discographique de Daho — de *Mythomane* à *Pour nos vies martiennes* — développe l'image d'un chanteur qui n'a pas quitté encore le romantisme de nos quinze ans et qui restitue cette

grâce qu'avait dans les « sixties » le rock considéré comme un fantasme adolescent fermé sur lui-même.

Etienne Daho a travaillé longtemps, on le sait, en marge de la scène musicale. Il a déboulé en compagnie du Velvet Underground, de Nico. Il n'a jamais caché ses racines rock : il a ainsi chanté autrefois un titre du Velvet Underground et, dans deux de ses nouvelles chansons, il fait musicalement référence aux Beach Boys (*Le Plaisir de perdre*) et à John Lennon (*Des heures hindoues*).

Le chanteur vient d'achever une petite tournée dans les régions pour préparer son passage au Zénith, où il donnera une série de concerts sans machine à superlatifs ni recherche scénique. Avec simplement des couleurs sonores douces et brillantes, claires et aérées, avec des chansons spontanées, parfois décalées (*Affaire classée*), ou lancinantes, ou encore désespérées sur une musique rigolote. Le public retrouvera dans une ambiance de fête cette « vie qui n'est pas à se tordre de rire ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Le Zénith, à partir du 20 janvier.

(1) Albums et CD Virgin.



CALENDRIER

Classique

• Le piano de Brahms à Gaveau. — Gerhard Oppitz a remporté le concours Rubinstein en 1976 avec un jeu simple, naturel, un peu asséché, qui laisse la musique respirer. Le voici, pour la deuxième semaine, dans une intégrale de l'œuvre pour piano seul de Johannes Brahms. Depuis les concerts du légendaire Julius Katchen, personne ne s'y était risqué.

* Les lundis 16, 23 et 30, à 20 h 30. Tél. : 45-63-20-30.

• « Alys » repris à l'Opéra-Comique. — Le grand spectacle lyrique de ces deux dernières années n'a été possible que parce que William Christie, Les Arts Florissants, Jean-Marie Villégier et Patrick Cauchat ont effectué sur l'opéra mythologique de Lully un travail philologique. Imaginez-vous ce petit bijou Grand Siècle éternel sous les paquets de cordes d'un orchestre symphonique et sa prosodie larmée par des voix de grand opéra ?

* Les 17, 18, 20, 21, 22, 24, 25, 27, 28, 29, 31 janvier et 1^{er} février, 19 h 30.

Tél. : 47-42-57-50 et 47-42-53-71 (de 12 heures à 18 heures).

Rock-variétés

• « Rock en France » à l'Elysée-Montmartre. — La deuxième édition de « Rock en France » explore quelques-unes des tendances du rock hexagonal, en s'intéressant également à ce qui se passe chez nos voisins européens (les Dancings de Miles B. Heaven, les Angles de New Model Army, les Néerlandais The Nits). L'électroisme reste de mise dans le festival qui présente OTH, New Model Army (jeudi 19 janvier), Les Abettes, Miss B. Heaven (vendredi 20), The Nits, Gamme, Zéro de conduite (samedi 21), Passion Fodder, Suicide, Gris Regard (dimanche 22). Après Paris, « Rock en France » se déplace dans une douzaine de grandes villes : Strasbourg, Besançon, Lyon, Clermont-Ferrand, Marseille, Montpellier, Toulouse, Poitiers, Rennes, Lille, Caen, Rouen.

* Les 19, 20 et 21, 22 heures. Tél. : 42-52-86-46.

• Ute Lemper à l'Olympia. — La star découverte par Cabaret dans un nouveau spectacle en forme de revue musicale, avec une petite troupe de danseurs.

* Les 19, 20 et 21, 20 h 30. Tél. : 47-42-82-45.

Jazz

• Les frères Belmondo au Bilboquet. — Ils ne sont ni sculpteurs, ni comédiens, ni pilotes de monoplaces, ou pas principalement : ils sont l'un trompettiste, l'autre saxophoniste. Ils se nomment Stéphane et Lionel. Ils jouent au Bilboquet avec un bon trio (Olivier Hutman, Luigi Trussardi, Philippe Combelles). Leur nom est Belmondo. Ils aiment le jazz d'une passion moderne : technique et mythologie comprises.

* Lundi 16 (jusqu'à 21), au Bilboquet, 22 heures. Tél. : 47-36-11-92.

• Han Bennink à Rive-de-Gier. — Ouverture en fanfare pour le premier festival de l'année : Han Bennink, percussionniste truculent, orthodoxe, dérangé, donne le ton. Celui d'un festival hors normes, Rive-de-Gier, à côté de Lyon, onzième édition, où se succèdent Portal (autre diaposon), Pierre Bastien (bricoleur poétique et adepte du Meccano), Padovani (Tres Horas de Sol), John Zorn, le groupe Quest ou les Zivvans.

* Du 20 au 28, Rive-de-Gier, 20 h 45. Tél. : 77-75-05-22.

• Carlos Andres chante Cesar Vallejo. — Catalan installé à Paris, proche des improvisateurs et du jazz (Tusques), Carlos Andres présente en scène son dernier disque : une adaptation dramatisée du poète péruvien mort à Paris en 1938, Cesar Vallejo. Cinq poèmes extraits de *Poèmes humains*, quatre autres tirés de *Espagne* : le passage d'une voix à l'autre, dans l'émotion et le souvenir.

* Samedi 21, Dancin, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-60.

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLES PLEYEL : Les 16 janvier 1989 (18 h 30), mardi 18 (19 h 30), mercredi 19 (20 h 30), jeudi 19 (20 h 30), vendredi 20 (21 h 30), samedi 21 (21 h 30), dimanche 22 (14 h 30).
MAROC
D'HIER ET D'AUJOURD'HUI - Film de Jean Mazel
Villes huppées, Grand Atlas, Enigmes des Berbères, Vallées des Kasbahs, l'étonnant développement. Anciennes et nouvelles expériences. Le Maroc profond.
PROCHAIN SUJET : TIBET : du 30 JANVIER au 6 FÉVRIER. - Tél. : 45-61-16-99.

FONDATION D'ART DE LA NAPOULE
DANSE
La compagnie Elisa Monte répètera en public son nouveau spectacle le mercredi 18 janvier à 15 heures
L'entrée sera libre
CHATEAU DE LA NAPOULE (06)
Téléphone : 93-49-96-05
Fondation d'art de la Napoule - Programme d'artistes résidents

ACTUELLEMENT
PHILIPPE NOIRET ORNELLA MUTI
GIANFRANCO MINOZZI
LA FEMME DE MES AMOURS

THEATRE DE LA VILLE
A PARTIR DU 18 JANVIER 20H45
DIM. 14H30
LE TRIOMPHE DE L'AMOUR
MARIVAUX
JACQUES NICHET
21H - DIM. 14H30
LE THEATRE DE LA VILLE AU THEATRE DE LA BASTILLE
MOBIE-DIQ
CREATION
MARIE REDONNET
ALAIN FRANÇON
LOC. 427A2277
2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

Haute-Saône : un département en l'anfares
Créer un concerto pour bandonion, flûte et orchestre d'harmonie en associant une vingtaine de musiciens amateurs à trois professionnels, tel est le pari tenu, samedi 14 janvier, au Théâtre Edwige-Feuillère à Vesoul.
Commande de l'Etat. *Paysages* a été composé par l'Argentin Juan Jose Mosalini qui l'interprète au bandonion avec son compatriote Enzo Gioco à la flûte, l'orchestre des amateurs haut-saôniens étant dirigé par Patricia Mestral.
Dans un département comme la Haute-Saône, la pratique amateur reste un pilier étonnamment actif de la vie musicale.
En produisant *Paysages*, l'association de développement départemental pour la musique, l'ADDM, vient en fait de mettre le point d'orgue à un coffret de quatre disques sans précédent. Sous le titre *Paysages au présent* (en vente à l'hôtel du département à Vesoul), il est pour la plus grande partie constitué par une anthologie du répertoire de toutes les sociétés musicales de Haute-Saône depuis cent ans. Une première nationale. — (Corresp.)

Communication

Un entretien avec M. Parretti

« Je veux marier Pathé avec la Metro Goldwyn Mayer »

Le rachat de Pathé Cinéma par un groupe composé des anciens responsables du *Matin*, MM. Max Théret, Jean-René Pallot et Giancarlo Parretti, a suscité de vives réactions parmi les professionnels du cinéma et dans la classe politique. Nommé récemment vice-président de Pathé, M. Parretti s'explique sur l'origine de son groupe Interpart, ses investissements dans le cinéma et sa stratégie européenne.

« On s'interroge beaucoup en France sur le financement d'Interpart et sur ses liens avec la justice italienne... »

Les origines de ma fortune sont claires. Je possédais deux hôtels à Syracuse et un à Rome, je les ai vendus avec des plus-values. J'ai racheté deux compagnies d'assurances au promoteur Cabassi, que j'ai revendus avec des bénéfices importants à Carlo De Benedetti et Giovanni Agnelli. Vous voyez, il n'y a rien de mystérieux là-dedans.

Je contrôle avec mon épouse 70 % d'Interpart. Le capital de cette holding luxembourgeoise s'élève à 102 millions d'ECU (710 millions de francs). Il sera doublé cette année. Les filiales d'Interpart sont présidées par des personnalités respectables : aux Pays-Bas, c'est l'ancien ministre des finances ; en Espagne, c'est une ancienne directrice de la Banco Exterior. Croyez-vous que ces gens-là travailleraient avec la Mafia ? Toutes mes sociétés ont été soumises à l'audit de KPMG Peat Marwick, et dix-sept d'entre elles ont cotées en Bourse. Le Crédit lyonnais, Paribas, le Crédit suisse, la BNP, me prêtent de l'argent. Comment pourrais-je tromper tous ces gens ?

C'est vrai, je suis allé en prison ! Mais en Italie, il est plus facile d'aller en prison que d'aller au jardin du Luxembourg à Paris ! Les juges voulaient m'entendre à propos du paiement au noir des footballeurs du club de Syracuse. Je suis sorti complètement blanchi. En Italie, beaucoup de personnalités sont allées en prison sur un simple mandat d'un juge : trois membres du gouvernement, De Benedetti et Agnelli. C'est une coïncidence tout à fait honorable dont je me flatte de faire partie (1).

On m'accuse d'appartenir à la loge P2 : le gouvernement possède la liste des membres, mon nom n'y figure pas. On ne me poserait pas toutes ces questions si j'étais l'héritier d'une grande fortune. Il y a ceux qui naissent avec de l'argent et pas de tête, et ceux qui naissent sans argent mais qui savent se servir de leur tête. J'appartiens à la seconde catégorie.

Vous ne faites pas mystère de vos amitiés avec les socialistes français et italiens ?

Pourquoi le cacherais-je ? J'ai été vice-secrétaire national de la Jeunesse socialiste italienne puis secrétaire national pour les Italiens en France. J'ai rencontré tout le petit monde de l'Internationale socialiste, de Pietro Nenni à Robert Maxwell. Je connais Pierre Mauroy depuis 1958, à l'époque où il occupait le poste de secrétaire général, ainsi que Gilbert Trigano, depuis les clubs Léo Lagrange. Mon entrée au capital du *Matin de Paris*, il y a deux ans, s'est faite grâce à Max Théret. Mais depuis cinq ans, je ne m'occupe plus de politique. Je ne la mène pas avec les affaires.

Les professionnels du cinéma s'insurgent de voir les salles et les films de Pathé passer aux mains d'investisseurs étrangers...
C'est faux. Le groupe qui a racheté Pathé est majoritairement français. C'est l'ancien propriétaire de Pathé, le groupe Rivard, qui est étranger. Ma société Interpart contrôle 37 % de la Socfin, une des holdings du groupe Rivard. L'autre actionnaire est le groupe belge Fabril. Pourquoi la France me considère-t-elle comme un étranger alors que je suis un Européen comme vous ? Imaginez-vous que je vais passer clandestinement la frontière avec les films de Pathé sur le dos ? Si M. Jack Lang veut être sûr que Pathé restera français, je suis prêt à lui signer tout de suite un engagement écrit.

Pourquoi avez-vous décidé d'investir dans le cinéma ?

Je veux marier Pathé avec la Metro Goldwyn Mayer. Nous allons procéder à une augmentation de capital, faire entrer des partenaires européens et français. Je suis prêt à rencontrer demain Gaumont et UGC pour leur proposer une association. Nous devons cesser de nous affaiblir en nous livrant en France une guerre inutile. Pourquoi avoir peur des monopoles ? Les Américains, eux, ne se gênent pas pour monopoliser leur marché national et nous empêcher d'y pénétrer.

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) M. Parretti fait allusion au système de paré à une très vilaine par les juges italiens. A notre connaissance, ni M. Agnelli ni M. De Benedetti — cités à comparaître au moment de l'affaire de la banque Ambrosiano — n'ont été incriminés. — NDLE.



pén. Or le moment est venu. Pathé va racheter les salles Cannon en Grande-Bretagne et en Hollande, gérer la distribution pour toute l'Europe des films Cannon, de ceux du catalogue de Dino de Laurentiis que j'ai récemment rachetés.

Je vais réaliser le rêve de vos ministres de la culture, que ce soient Jack Lang ou François Léotard : construire un groupe européen capable de traiter d'égal à égal avec les Américains. Les salles européennes ont besoin de cinéma américain pour vivre. Avec deux mille salles, nous pourrions obtenir des conditions plus avantageuses qu'aujourd'hui et demander aux Américains de diffuser les films européens aux Etats-Unis.

Est-ce pour cela que vous tentez de racheter la Metro Goldwyn Mayer ?

Là aussi, je vais réussir. Nous aurons les mille deux cents films du catalogue United Artists et les droits d'exploitation des titres de la MGM. Quand j'aurai réuni MGM et Pathé, les deux plus vieux noms du cinéma mondial, ce sera un grand jour pour l'Europe ; nous pourrions boire le champagne. Il ne faut pas lutter contre les Etats-Unis, mais s'allier avec eux pour combattre la menace japonaise et défendre la culture.

Le rachat de Pathé a coûté, dites-vous, 970 millions de francs, et la constitution de ce circuit européen va demander encore de lourds investissements...

Il faut investir un milliard de francs dans Pathé. Nous allons procéder à une augmentation de capital, faire entrer des partenaires européens et français. Je suis prêt à rencontrer demain Gaumont et UGC pour leur proposer une association. Nous devons cesser de nous affaiblir en nous livrant en France une guerre inutile. Pourquoi avoir peur des monopoles ? Les Américains, eux, ne se gênent pas pour monopoliser leur marché national et nous empêcher d'y pénétrer.

Propos recueillis par YVES-MARIE LABÉ et JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) M. Parretti fait allusion au système de paré à une très vilaine par les juges italiens. A notre connaissance, ni M. Agnelli ni M. De Benedetti — cités à comparaître au moment de l'affaire de la banque Ambrosiano — n'ont été incriminés. — NDLE.

PUBLICATION JUDICIAIRE

La cour d'appel de Paris, par arrêt confirmatif du 8 juin 1988, a condamné James Mills et la SA Editions Aldin Michel à payer à Guy Lolsieur des Longchamps Deville la somme de 100 000 F, à titre de dommages-intérêts, pour avoir écrit et publié dans l'ouvrage *L'Empire clandestin* des allégations diffamatoires à son égard.

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SEUL EN CHAÎNE. Café de la Gare (42-78-52-51), 22 h.
LA TERREUR. Le bateau (42-08-68-99), 21 h.
ENORME CHANGEMENT DE DERNIÈRE MINUTE. Tristan-Bernard (42-22-08-40), 21 h.
LA PLUME NEST PAS DU TOUT CE QUE L'ON CROIT. Hochet (42-22-39-99), 21 h 30.
BONNE ANNÉE, BONNE SANTÉ. d'après MA MALADIE, MES MÉDECINS, Palais-Royal (42-97-35-31), Uniquement les lundis à 20 h 30 et mardi à 14 h 30 (16).
JOURNAL D'UNE PETITE FILLE. Salle II, 21 h.
LES LOUIS DE LA RÉVOLUTION. CHARLES IX ou L'ÉCOLE DES ROIS. Carré Silvia-Montfort (45-31-23-34), Lundi à 14 h 30 et 20 h 30.

ARCANES (43-38-19-70). Baudelaire : 20 h 30, dim. 17 h.
ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Le Téméraire en pelote : 20 h 30, dim. 16 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-77). Salle C. Bernard. Le Téméraire : 20 h 30 et mardi à 14 h 30 (16).
BOUFFES PARISIENS (42-06-00-34). Une absence : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
CARRÉ SILVIA MONTFORT (45-31-23-34). Les Deux Jumeaux vénédiens : 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Après Magritte : 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Le jour se lève, L'opéra : 20 h 30, dim. 17 h. Salle II. Vallières, écriture de théâtre : 18 h 30, dim. 15 h.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Ah ! Ça rira, ça rira, ça rira... : 20 h 30, dim. 15 h 30.
CHATELAIN CHAUFFÉ (CIRQUE ARCADE) (43-67-56-56). Le Chapelet de cordes : 20 h 30.
CHATELAIN THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). D. Dim. L'accomplissement de Poppa : 15 h.
CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Le vision du temps qui passe : 15 h 30, dim. 15 h 30.
CIRQUE D'HYVER (48-78-75-00). Artéris : 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h et 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-59). La Galerie. Zaire, ou le Fanatisme religieux : 20 h 30. La Ressure. John Gabriel Borkman : 20 h 30.
CITHEA (47-90-50-37). Les Crachot, Premier Adieu : 21 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Une femme sans histoire : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Indes du baïre : 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. Nicomède : 14 h, dim. 14 h, mer. 20 h 30. La Cagote : 20 h 30. D. Dim. Hommage à Molière : 14 h et 20 h 30. Fin de partie : 20 h 30.
DEJAZET-T.L.P. (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre-vingt jours : 20 h 30, mer., dim. 15 h.
DEUX ANES (46-06-10-26). Le Côté du père François : 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.
DUR-SUIT THÉÂTRE (42-26-47-47). Le Jour de la hémis : 20 h 30, dim. 16 h.
EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait ça on nous dit de faire : 23 h.
ELDORADO (43-49-60-27). Réve de Vienne : 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.
ESPACE ACNAY SALLE DU PUTIS (qui parle) (43-36-68-56). Tout est conduit : 20 h 30, dim. (dernière) 14 h 30.
FONTAINE (48-74-74-40). Quelle Famille ! : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.
GAITE-MONTMARTRE (43-22-16-18). Frédéric Chopin, ou La Mésaventure de l'Idéal : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.
GUCHET MONTMARTRE (43-27-84-61). Adieu Agatha : 20 h 30.
HOTEL DES NATIONS (43-26-45-24). La Dernière Bande : 20 h 30, dim. 16 h.
JARDIN D'HYVER (42-62-59-49). La Nuit les chiens : 16 h et 21 h.

L'ESPACE EUROPEEN (42-93-69-68). Adieu Monsieur Tchikoff : 15 h et 22 h 15. La Face cachée d'Orion : 20 h 30.
LE BATEAU (42-08-68-99). Le Téméraire : 21 h.
LE BOURVIL (43-73-47-44). Ce soir, on cafre tout : 20 h 30.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Edouard ou les trois balles : 18 h et 20 h 15. Rien déposé autour des oreilles, s'il vous plaît : 22 h.
LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on faisait le noir juste une minute ? : 18 h 45 et 21 h, dim. (dernière) 15 h.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). Éclaircie : 20 h 30, dim. 17 h.
LIÈRE-THÉÂTRE (43-86-55-43). La Procès d'Orion : 20 h 30, dim. 16 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Renaud et Armide : 20 h. Le Crapoteur des pères : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Quant au diable, n'en parlez pas : 21 h 30.
MADELEINE (42-65-07-09). La Foire d'empoigne : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.
MARAI (42-78-03-53). Une vie bouleversée : 14 h 30.
MARIE STUART (45-08-17-80). Pierrot gardien de l'ordre : 20 h 30.
MONTMARTRE (43-22-77-74). La Vieille Vie : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-11-59). La Horla : 18 h. Théodore le Grandeur : 20 h 30, dim. 15 h 30.
NOUVEAUTÉS (47-70-53-74). Le Grand Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h.
PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). L'Esprit ou la Mort d'après Dantès et Robespierre : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h et 18 h.
PALAIS DES GLACES (PETIT PALAIS) (48-03-11-36). Les Vamps : 20 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesux : 21 h, dim. 16 h 30.
PARIS ROYAL (42-97-59-81). Et le spectacle continue Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesux : 21 h, dim. 16 h 30.
POCHE-MONTMARTRE (45-48-92-97). Salle I. Le Plus Heureux des rois : 21 h, dim. 15 h.
PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Téméraire : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

Lundi 16 janvier

POTINIERE (42-61-44-16). La Frouse : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.
RENAISSANCE (42-08-19-50). A la santé, Dorothea : 20 h 45, dim. (dernière) 15 h 30.
ROSA L'UNITHÉÂTRE (42-71-30-20). Marist Drama : 20 h 30, dim. (dernière) 16 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-43-47). Drôle de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). L'Es-Femme de ma vie : 20 h 30, dim. 15 h.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Albertine en cinq temps : 20 h 30, dim. 15 h.
TAT-STUDIO (43-74-74-77). D. Dim. La Vieille au Téméraire : 16 h.
THÉÂTRE 13 (43-88-16-30). Les Sorcières, et l'Esprit : 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80). Amphitryon : 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle II. The Centerville Ghost : 16 h. Animal Farm : 19 h.
THÉÂTRE DE LA FLAINE (40-43-01-42). Mélo. Capricieux, aristocrate et comédien un collier pour une révolution : 20 h 30, dim. 17 h.
THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Une chemise de nuit de fanelle : 20 h 30, dim. 17 h.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim. 15 h.
THÉÂTRE GREVIN (42-46-84-74). Nana : 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-60-60). Petite suite. Monsieur aime : 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h.
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-36-60-70). La Vie singulière d'Albert Nobis : 21 h, dim. 15 h. Grande salle. Le Retour au désert : 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. M.T.T. Harmanova : 21 h. Petite salle. Il dit qu'il est Nijinsky : 14 h 30.
TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbalade : 15 h 30. Bérétydès : 19 h. Hémis, tant : 20 h 15. Les matrones se cachent pour mourir : 21 h 30 et 22 h 45.
TOURTOUR (48-87-82-48). De l'orthographe et autres choses rares : 19 h. God Marlon : 20 h 30. Demain, j'arrête ! : 22 h 15.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Enorme changement de dernière minute : 17 h et 21 h. D. Dim. Tot et moi, et Paris : 15 h.
VARIÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

cinéma

La Cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24). Relâche.
SALLE GARANCE.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (43-78-57-59). Le Cinéma géorgien : le Pompière (1978, v.o. s.t.f.), de Sidzika Tchikidze, le Chien (1974, v.o. s.t.f.), de Leila Gurdzelava, 14 h 30. Iré Berdia (1982, v.o. s.t.f.), de Giorgi Tchikidze, Légendes vivantes (1977-1978, v.o. s.t.f.), de Nodar Managadze, 17 h 30. La Chute de Berlin (1949, v.o. russe trad. simultanée), de Mikhaïl Tchikidze, 20 h 30.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30). Relâche.

Les exclusivités

ACHRI KEBIB (Sov. v.o.) : 14 Juillet Parassia, 6 (43-26-58-00).
LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al. v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).
L'AMATEUR (Pol. v.o.) : L'Entrepôt, 14 (43-43-01-63).
L'ARME ABSOLUE (A. v.o.) : UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16). v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94). UGC Opéra, 9 (45-74-94-94). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Images, 19 (43-22-47-94).
BACH ET BOTTINE (Can.) : Latina, 4 (42-74-45-61). Sept Parassia, 14 (43-22-33-20).
BAGDAD CASE (A. v.o.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12). 14 Juillet Odéon, 6 (45-74-94-94). Gaumont Ambassade, 6 (45-59-19-08). Gaumont Parassia, 14 (43-35-30-40).
BEELEJUNG (A. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74). UGC Odéon, 6 (42-25-10-30). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82). UGC Biarritz, 12 (43-22-33-20).
FANTOMES EN FÊTE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-36-31). Pathé Montparnasse, 14 (43-22-33-20).

Opéra, 9 (47-42-36-31). Mistral, 14 (43-35-32-43). Trois Parassia, 14 (43-20-30-19). Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
HÉROCLITE DIT LA BOULE (Fr.) : Studio Galand, 6 (43-54-72-71).
MG (A. v.o.) : Sept Parassia, 14 (43-20-33-20).
MOÏSE (A. v.o.) : 14 Juillet Parassia, 14 (43-20-33-20).
CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 9 (47-42-36-31). 14 Juillet Odéon, 6 (45-74-94-94). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82). UGC Biarritz, 12 (43-22-33-20). La Fugade, 7 (42-05-12-15). Gaumont Champs-Élysées, 9 (45-63-16-16). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). UGC Opéra, 9 (45-74-94-94). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). UGC Opéra, 9 (45-74-94-94). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Images, 19 (43-22-47-94).
LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A. v.o.) : Saint-Germain-Sixte, 9 (46-35-63-20).
DISTANT VOICES (Brit. v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74). Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25). Le Triomphe, 6 (45-62-45-76). Gaumont Parassia, 14 (43-35-30-40).
FANTOMES EN FÊTE (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-36-31). Pathé Montparnasse, 14 (43-22-33-20).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-

BET ? (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). UGC Danton, 6 (42-25-10-30). UGC Normandie, 6 (42-25-10-30). v.f. : Rex, 2 (42-36-23-44). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Mistral, 14 (43-35-32-43). Convention Saint-Charles, 15 (45-74-94-94).
RAGGEDY (Brit. v.o.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).
SALAAM BOMBAY (Indo-Fr. v.o.) : L'Esprit, 6 (45-44-37-34).
SANS PEUR ET SANS REPÊCHE (Fr.) : UGC Biarritz, 12 (43-22-33-20). Pathé Français, 9 (47-70-33-83). Pathé Montparnasse, 14 (43-22-33-20). v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-83).
LE SUD (Arg.-Fr. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26). Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38). Elysée Lincoln, 8 (43-39-36-14). La Bastille, 11 (43-34-07-76). Sept Parassia, 14 (43-20-33-20). Bienvenue Montparnasse, 15 (44-44-25-02).
LA TABLE TOURNANTE (Fr.) : Latina, 4 (42-78-47-86).
TOM WAITS BIG TIME (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).
TOSCANINI (It.-Fr. v.o.) : Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).

TROIS PLACES POUR LE 26 (Fr.) :

Sept Parassia, 14 (43-20-33-20).
TU NE TUEAS POINT ? (Pol. v.o.) : L'Esprit, 6 (45-44-37-34).
UZ RASTLE AND HUM, LE FILM (A. v.o.) : Les Trois Balles, 8 (45-61-10-60).
UN ÊTRE CHEZ GRAND-PÈRE (It.-Fr. v.o.) : 14 Juillet Parassia, 6 (43-26-58-00).
LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8 (45-62-41-48).
VOISINÉ (Fr. v.o.) : Épis de Bois, 5 (43-37-57-47).
WILLOW (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). UGC Danton, 6 (42-25-10-30). UGC Normandie, 6 (42-25-10-30). UGC Champs-Élysées, 9 (45-63-16-16). v.f. : Rex, 2 (42-36-23-44). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Gaumont Ambassade, 6 (45-59-19-08). Gaumont Opéra, 9 (47-42-36-31). UGC Convention, 15 (45-74-94-94). Pathé Champs-Élysées, 9 (45-63-16-16). Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01). Les Gaumont, 20 (46-36-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

DOMANI, DOMANI Film italien de Daniele Luchetti, v.o. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-87-23). UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94). Les Trois Balles, 8 (45-61-10-60). La Bastille, 11 (43-34-07-76). 14 Juillet Beaugrand, 15 (45-75-79-79).
LA FEMME DE MES AMOURES Film franco-italien de Gianfranco Mingozzi : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36). UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94). UGC Odéon, 6 (42-25-10-30). UGC Biarritz, 12 (43-22-33-20). UGC Opéra, 9 (47-42-36-31). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Convention Saint-Charles, 15 (45-74-94-94). Images, 19 (45-22-47-94). Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE Film américain de Buddy Van Horn, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). UGC Danton, 6 (42-25-10-30). UGC Normandie, 6 (42-25-10-30). v.f. : Rex, 2 (42-36-23-44). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). UGC Opéra, 9 (47-42-36-31). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). UGC Ermitage, 9 (45-63-16-16). UGC Montparnasse, 6 (43-22-33-20). UGC Opéra, 9 (45-74-94-94). UGC Gobelin, 13 (43-36-23-44). Images, 19 (45-22-47-94). Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LE MOINE NOIR Film soviétique de Ivan Dikovitchni, v.o. : Comma, 6 (45-44-28-80). Le Triomphe, 6 (45-62-45-76).

LE PASSEUR Film norvégien de Nils Gamp, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1 (42-97-33-74). Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52). Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38). Pathé Champs-Élysées, 9 (45-63-16-16). Sept Parassia, 14 (43-20-33-20).
TUCKER Film américain de Francis Coppola, v.o. : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12). Bretagne, 6 (42-22-37-97). UGC Odéon, 6 (42-25-10-30). Gaumont Ambassade, 6 (45-59-19-08). Max Linder Parassia, 6 (46-24-88-88). 14 Juillet Beaugrand, 15 (45-75-79-79). 14 Juillet Beaugrand, 15 (45-75-79-79).
VAMPIRE, VOUS AVEZ-DIT VAMPIRE ? Film américain de Tommy Lee Wallace, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57). George V, 8 (45-62-41-48). Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-52-82). v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-36-31). Pathé Bix, 13 (43-31-60-74). Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37). Convention Saint-Charles, 15 (45-74-94-94). Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01). Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA VOIUVRE Film français de Georges Wilson : Gaumont Les Halles, 11 (40-26-12-12). Gaumont Opéra, 9 (47-42-36-31). 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30). Gaumont Ambassade, 6 (45-59-19-08). Gaumont Parassia, 14 (43-35-30-40). Gaumont Convention, 15 (45-74-94-94).
VERSAILLES 7. rue des Réservoirs, 14 h 30 : « La procession des États généraux », avec projection (Office du tourisme).
9 bis, avenue d'Éna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Les Gamis dans le Midi d'entrement à Roqueperouse », par O. Bouchier (Antiquité vivante).
22, rue de Naples, 14 h 30 : « Introduction aux arts du Japon » (Approche de l'art).
Mairie, 16, rue des Batignolles, 18 h 30 : « Trois drames parisiens, affaire Sibon, incendie du Bazar de la Charité, attentats anarchistes », par M. Lari (Société historique et archéologique).
35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « La Bibliothèque parnassique aujourd'hui », par F. Rivas (Maison de l'Europe).
3, rue Rousseau, 19 heures : « Histoire générale de l'art, la Flandre au quinzième siècle » (Arco).
78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Sexualité et spiritualité », par J. Donnan (L'Homme et la connaissance).
17, avenue d'Éna, 20 h 30 : « Les philosophes devant les deux guerres mondiales », par F. Soulez (Globe Institut).
8, rue de la Harpe, 20 h 30 : « Silence au point d'eau, à la recherche de la vie dans l'univers », par E. Davoust (Association française d'astronomie).
11, rue de Lancry, 21 heures : « Yoga, géométrie et relaxation, pour notre épanouissement et notre créativité », par Sarah Maïa (La Maison du Soleil, Tél. : 43-31-65-88).

PARIS EN VISITES

MARDI 17 JANVIER

« Van Gogh, Cézanne, Lautrec au Musée d'Orsay », 13 heures, hall d'entrée, rue de Bellechasse (M. Hagar).
« L'Institut du monde arabe. Exposition, mémoire de soie, costumes et parures de Palestine et de Jordanie », 14 heures, entrée, rue des Fossés-Saint-Bernard (Paris et son histoire).
« Rodin et Camille Claudel », 14 h 30, entrée du Musée (P.-Y. Jastet).
« Le quartier Daumouill avec visite de l'église au plus haut clocher de Paris », 14 h 30, métro Bel-Air, côté Troussac (V. de Langlade).
« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (M.C. Lannier).
« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).
« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, devant les grilles (C. Merle).
« Maisons et cours inconnues de la rue Montfaucon », 14 h 45, métro Concorde-Dauphine (M. Beaumont).
« L'Opéra », 15 heures, en haut des marches (Tourisme culturel).
« L'Ordre de Malte et la France », 15 heures, Musée de la Légion d'honneur, 2, rue de Bellechasse (Approche de l'art).
« Les gravures de Pont-Aven, Gauguin, Sérusier, E. Bernard », 16 heures, Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (G. Marbeau-Cancrini).
« Monuments historiques », 16 h 15, dans le vestibule, statue de Lully.
« La Villette : le parc et la Cité des sciences et de l'industrie », 15 heures, métro Corentin-Lapierre, sortie, avenue de la République.
« Paris-musées »
« Poésie et arts plastiques au vingtième siècle », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).
« Porcelaines de Chine, de Meissen, de Sèvres, de grès, de majoliques », 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).
« Souvenirs de George Sand et de son entourage », 14 h 30, 16, rue Chapal (Maison Roman-Schiffel).
« Zadkine, 1890-1967 : atelier et œuvre », 14 h 30, 100 bis, rue d'Assas (Musée Zadkine).
CONFÉRENCES
11, avenue du Président-Wilson (petit auditorium), 14 h 30 : « Fontaine, la quatrième dimension de la sculpture », par C. Grenier (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

AUBERVILLIERS GROUPE TSE

DU 10 JANVIER AU 12 FÉVRIER

L'ÉTRANGE INTERMÈDE

Eugène O'NEILL

Mise en scène : Jacques ROSNER

Avec : Marie-Chémise BARRAULT, Jean-Claude DREFFUS, Didier SAUNGERAIN, Roger VAN HOOL

« Un formidable roman-théâtre que l'on quitte à regret »

LE FIGARO

THEATRE DE LA COMMUNE

2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS

Location : 48 34 67 67 • FNAC

MERCREDI

MICHELLE PFEIFFER MATTHEW MODINE DEAN STOCKWELL

UN FILM DE JONATHAN DEMME

VEUVE

mais pas trop...

« Un film d'exception, d'une rare beauté »

LE FIGARO

THEATRE DE LA COMMUNE

2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS

Location : 48 34 67 67 • FNAC

PETIT MONTMARTRE

ADRIANA ANTI

DIDIER FIAMAND

TERESA

NATALIA GONZALEZ

MICHAEL ANASTAS

SUPERCINO

SPRING

49 900 F Le forfait

JEAN-MAURICE GORGIO FERRARA

LOC. : 43 22 7774

AU PIED DU 10 AVENUE DU PRÉSIDENT WILSON

Radio-télé

Lundi 16

Mardi 17

Jeudi 19

Vendredi 20

Samedi 21

Dimanche 22

Radio-télé

49 900 F Le forfait

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le monde radio-télévision. Les programmes sont classés par chaîne. Les programmes sont classés par chaîne. Les programmes sont classés par chaîne.

Lundi 16 janvier

TF 1

20.35 Feuilleton : Maria Vassilissa. De Jacques Brelard, d'après Jacques Dardennes, avec Corinne Douch, Christian Kollund, Romy Couture (1^{er} épisode). 22.10 Magazine : Super sexy. Sommaire : Les Français et le désir ; Femmes de pouvoir ; Des hommes au poil ; Pleurs bleus pour romans roses ; Garçons de café ; Cours solitaires ; Strip-tease ; Doctor Ruth ; Interview de Rita Zarit. 23.05 Journal et Météo. 23.25 Magazine : Météo Sport. 0.25 Série : Drôles d'histoires. 0.50 Feuilleton : Cœur et page. 1.40 Documentaire : Histoire de la vie. 2.38 Feuilleton : Symphonies. 3.00 Documentaire : Histoire naturelle. 4.50 Musique. 5.18 Feuilleton : Cœur et page. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.40 L'heure de vérité. Invité : Georges Marchais. Le secrétaire général du Parti communiste répondra aux questions de François-Henri de Vries, Alain Duhamel, Albert du Roy, Jean-Louis Leclercq et Alexandre Adler (Libération). 22.15 Flash d'informations. 22.20 Cinéma : Fog. Un film américain de John Carpenter (1979). Avec Adriano Panaru, Hal Holbrook, Janet Leigh, Jamie Lee Curtis. 23.45 Informations : 24 heures sur la 2. 0.10 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.30 Cinéma : L'oubli. Un film français de Maurice Pialat (1979). Avec Isabelle Huppert, Gérard Depardieu, Guy Marchand. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Océaniques. Emmanuel Berl (1^{re} partie). 23.35 Musique, musique. Le carnaval des animaux, de Saint-Saëns.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Chino. Un film américain de Jonathan Lynn (1985). Avec Ellen Barkin, Madeline Kahn, Christopher Lloyd. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Boba-golf. A 22.10, football : 22.40, boxe : 23.10, football américain. 0.05 Cinéma : Police story. Un film chinois (de Hongkong) de Jackie Chan (1985). Avec Jackie Chan, Bridget Lin, Maggie Cheung. 1.30 Téléfilm : Fatale saignée. De Clint Eastwood, avec Joseph Bottoms, Kathleen Bell. LA 5

20.30 Les records du diable : Spéciale. Téléfilm de William Fried. Avec Peter Fonda, Olivier Reed. 22.00 Les records

du diable. Les rubriques du magazine. 22.25 Série : Le voyageur. 23.00 Téléfilm : Les enfants de la pluie. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Capitaine Farillon (rediff.). 1.00 Les brigades du Tigre (rediff.). 1.55 Ardèche cœur fidèle (rediff.). 2.50 Boulevard et compagnie (rediff.). 3.10 Journal de la nuit. 3.15 Série : Vive la vie (rediff.). 3.40 Volez, volez (rediff.). 4.40 Feuilleton : Dominique. 5.05 Volez, volez (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : Le Ninja attaque. D'Emmett Alston, avec Douglas Yamanka, Patricia Bell. 22.05 Série : Drôles de dames. 22.55 Six minutes d'informations. 23.05 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.05 Magazine : Jazz 6. De Philippe Adler. 0.35 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Les saintes chéries (30^e épisode). 2.25 Magazine : Destination santé (rediff.). 3.15 Variétés : Caroline FM. 3.40 Magazine : Quand la science nous l'explique (rediff.). 4.30 Variétés : Caroline FM. 4.55 Les saintes chéries (rediff.). 5.20 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat. Quels programmes culturels pour quelle télévision ? 21.30 Dramatique. Aventures de Catherine Crachat : Hécate, de Pierre-Jean Jouve (dernière partie). 22.40 Cote d'amour. Des nouvelles de la nouvelle. 0.05 De jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Le parler anglique.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Remue-ménages sur Apollon. Concert (donné les 19 et 20 mai 1988 à Francfort) : Cinq pièces pour orchestre, op. 10, de Weber ; Concerto pour piano et orchestre n° 2 en fa mineur, op. 21, de Chopin ; Symphonie n° 4 en ré mineur, op. 120, de Schumann, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Gerd Albrecht ; sol. Christian Zacharias, piano. A 22.30, Concerto vocal : Akis (Ritornella), de Verdi, par l'Orchestre de la Rai de Milan, dir. Arturo Basile. A 22.50, les enregistrements d'Igor Friedmann. A 23.07, Concerto pour piano et orchestre en la mineur, op. 54, de Schumann. A 23.36, Vom Pagen und der Königstochter pour solistes, chœur et orchestre, op. 140 de Schumann ; Carmina Burana, finale, de Carl Orff. 0.30 Dossiers.

Mardi 17 janvier

TF 1

20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.35 Cinéma : A la poursuite du diable. Un film américain de Robert Zemeckis (1984). Avec Michael Douglas, Kathleen Turner, Danny de Vito. 22.30 Magazine : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne. 23.45 Journal et Météo. 0.05 Magazine : L'heure de vérité. 0.15 Série : Drôles d'histoires. 0.40 Feuilleton : Quelques histoires de bonhomme volé. 1.35 Documentaire : Histoire de la vie. 2.25 Feuilleton : Symphonies. 2.50 Documentaire : Histoire naturelle. 4.30 Musique. 4.45 Documentaire : Histoire naturelle. 5.15 Feuilleton : Cœur et page. 6.00 Série : Drôles d'histoires.

A 2

20.00 Journal. 20.35 Météo. 20.40 Les docteurs de l'écran : Le monde français. Téléfilm de Larry Elikam, avec Lindsay Wagner, Armand Assante, Douglas Sheehan. 22.20 Débat : Quand on se sent seul, quel est le rôle de la télévision ? Avec le professeur Jean-Louis Signoret (neurologue), le professeur Bernard Soumireu (psychiatre), le professeur Bernard Soumireu (psychiatre), le docteur Carolini (responsable du centre d'accueil psychiatrique de Sainte-Anne), et des personnes de l'Université de la Sorbonne. 23.45 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Magazine : Strangles. De Bernard Pivot. 0.10 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

20.05 Jeu : La chasse. 20.25 INC. 20.30 Téléfilm : Un jour, entre chiens et loups. De Patrick Saglio, avec Valérie Popesco, Xavier Gelin. 22.10 Journal. 22.35 Téléfilm : Mortelle saignée. De Jacques Cornet, avec Jean Bosc, Pierre Maler. 23.55 Musique, musique. Concerto pour quatre pianos, de Bach.

CANAL PLUS

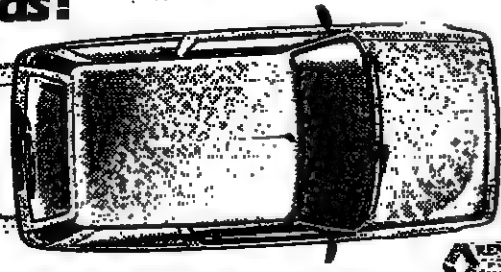
19.30 Magazine : Nulle part ailleurs. 20.30 Cinéma : Les éléments sont témoins. Un film américain de Guy Hamilton (1971). Avec Sean Connery, Jill St. John, Charles Gray. 22.25 Flash d'informations. 22.30 Cinéma : Le Maître de la nuit. Un film américain de Roger Spangher (1979). Avec Jamie Lee Curtis, Ben Johnson. 0.05 Cinéma : La Vie en sautoir. Un film américain de Jean-Claude Tramont (1980). Avec Gene Hackman, Barbra Streisand, Diane Ladd (v.o.). 1.45 Les superstars du catch.

Audience TV du 15 janvier 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 123 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AVANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	55.0	7 sur 7	Stacia 2	Shetland Holmes	Standard	200 dollars	Espion mobile
		20.4	14.2	9.5	1.9	5.3	3.0
19 h 45	55.3	7 sur 7	Maguy	Shetland Holmes	Ce cartoon	200 dollars	Espion mobile
		19.8	19.7	8.8	1.8	6.2	2.6
20 h 15	62.3	Journal	Journal	Benny Hill	Ce cartoon	Journal	Cher oncle Ben
		24.4	21.7	10.8	4.2	4.7	2.5
20 h 55	73.4	Guerra Pasion	5 stars, minuscule	Cœur de dragon	Couleur argent	Rech. Summ	Prix du danger
		22.4	21.0	4.9	4.4	14.5	2.9
22 h 8	57.7	Guerra Pasion	Ciné ciné	Journal	Couleur argent	Rech. Summ	Prix du danger
		27.9	9.1	2.5	3.9	11.8	4.2
22 h 44	28.5	Sport dimanche	Ciné ciné	L'homme	La smoochie	Elle voit...	Médecine
		6.3	3.7	5.4	1.4	8.3	2.5

**SUPERCINQ
SPRING**
49 900 F Je fonds !

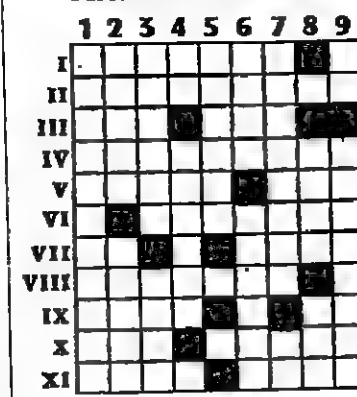


RENAULT présente G1F

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4919



HORIZONTALEMENT

I. Un endroit qui peut être plein de bruit. — II. C'est parfois un adjectif au poil. — III. Facteur de soulèvement. Est comme un mort. — IV. Connait évidemment le manège du fusil. — V. Pas étendue. Circulent à l'étranger. — VI. Peut qualifier une fleur. — VII. Symbole. Utiles pour les golfers. — VIII. C'est généralement le poulet le plus apprécié. — IX. Ville de France. Dans une série d'interdictions. — X. On le jette dans l'eau pour le faire crever. Certains valent un fromage. — XI. Dans l'Orne. Agent de la circulation.

VERTICALEMENT

I. Sont bien moins polis que les rois. — 2. Marcher sans rien dire. Associé. — 3. Quand ils sont bons, on les trouve dans le code. Un impair. — 4. Saint. Une chose qu'on peut avoir à l'œil. — 5. De grandes foires. — 6. Vit sur un grand pied. Monuments aux morts. — 7. Appareil servant à broyer. Symbole. — 8. Coule en Afrique. Un mot repoussant. — 9. Terme musical. Est planté sur un ballon.

Solution du problème n° 4918

Horizontalement
I. Fleuretistes. — II. Râteau. Inouï. — III. Ope. Menton. Rude. — IV. Météo. Ur. Stiles. — V. Arcole. Et Sas. — VI. Gê. Club. Oort. Nô. — VII. Eau. Itaipu. Ré. — VIII. Rusé. Sotier. — IX. Un. Raout. Cou. — X. Erra. Plumes. Gré. — XI. Al. Lei. Iléon. — XII. Apéro. Torero. Pô. — XIII. Cires. Régler. — XIV. In. Epi. Ebène. — XV. Sellerie. Sésame.

Verticalement

1. Fromagerie. Acis. 2. Lape- reau. Rapine. — 3. Ede. Usurier. — 4. Ue. Roc. E.N.A. Réel. — 5. Rasmol. Loupe. — 6. Eue. Europe. Sir. — 7. Nu. Banalité. — 8. Tire. Hou. Osée. — 9. Ino. Top. Umar. — 10. Sons. Ouste! Eres. — 11. Tu. Tir. Sirène. — 12. Eire. Truc. Loges. — 13. Seuls. Elogie. — 14. Dean. Europe. — 15. Pressoir. Enorme.

GUY BROUTY.

L'OTO SPORTIF	
RÉSULTATS COMPLETS N° 02	
12 bons pronostics	2 522 582,00 F
11 bons pronostics	64 749,00 F
10 bons pronostics	6 993,00 F
NOMBRE PACTOLE : 5	
Tirage du Samedi 15 janvier 1989	

L'OTO N° 1	
Tirage du Samedi 14 janvier 1989	
10	17
22	25
39	49
36	
PROCHAINES TIRAGES, EN DIRECT SUR L'OTO	
MERCREDI 18 JANVIER 1989 à 20 h 30	
VENDREDI 20 JANVIER 1989 à 20 h 30	
SABATAGE - AU PLUS TARD 20 h 30	
MONTAGE - AU PLUS TARD 20 h 30	
5 bons pronostics	1 500 095,00 F
4 bons pronostics	98 425,00 F
3 bons pronostics	6 125,00 F
2 bons pronostics	115,00 F
1 bon pronostic	9,00 F
MONTAGE DU SAMEDI 14 JANVIER 1989	
5 bons pronostics - 18 000 F	

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 16 janvier à 6 heures UTC et le mardi 17 janvier 1989 à 24 heures.

L'anticyclone persiste sur l'Europe occidentale. Il apporte brouillards matinaux et éclaircies l'après-midi. Mardi, des nuages pénétreront sur la France mais s'attacheront qu'une moitié nord du pays.

Mardi : brouillard le matin, nuages l'après-midi.

La météo s'annonce brumeuse. Les brouillards seront fréquents. Seules les régions montagneuses bénéficieront d'un temps ensoleillé très tôt le matin.

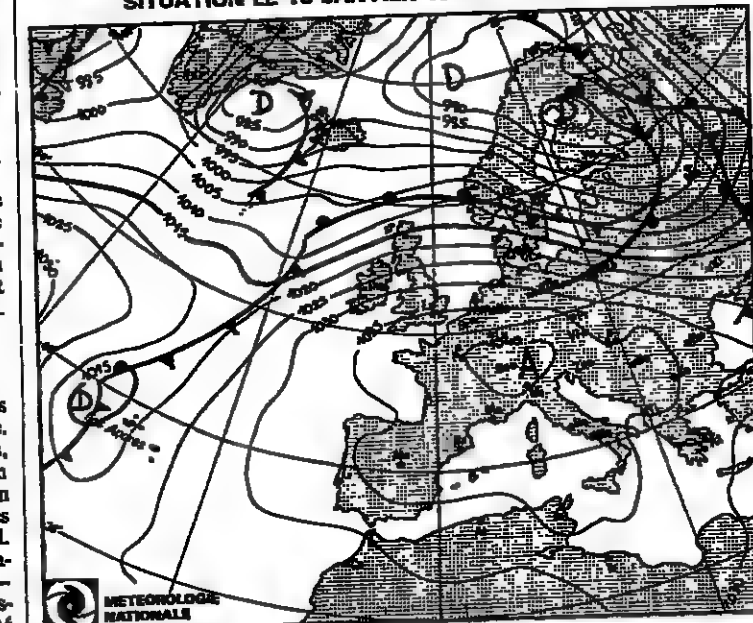
En cours de journée, des nuages gèneront par le nord-ouest. Ils donneront quelques brumes sur les côtes de la Manche en matinée, puis pénétreront vers le sud et interdiront en soirée les

régions allant de la Bretagne à l'Alsace. Plus au sud, les éclaircies seront belles l'après-midi. Cependant, dans certaines vallées, les brouillards pourront persister et le ciel restera gris. Enfin, sur les régions méditerranéennes, le ciel sera voilé et des averse se produiront en mer.

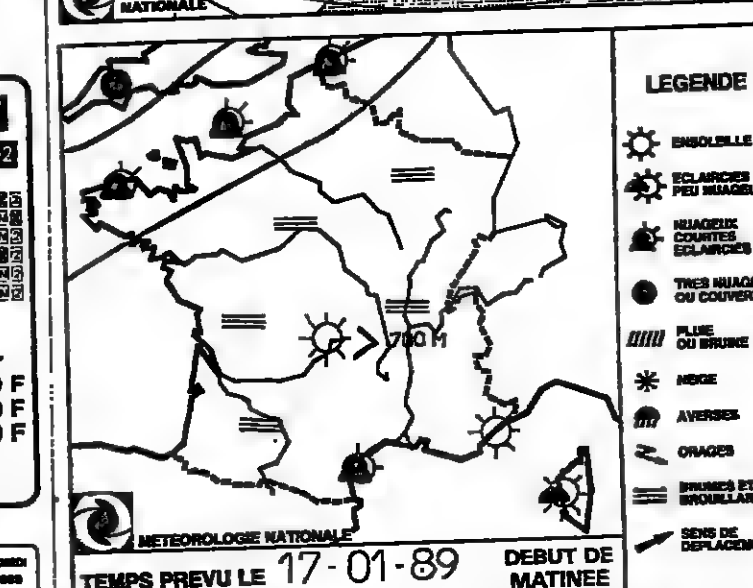
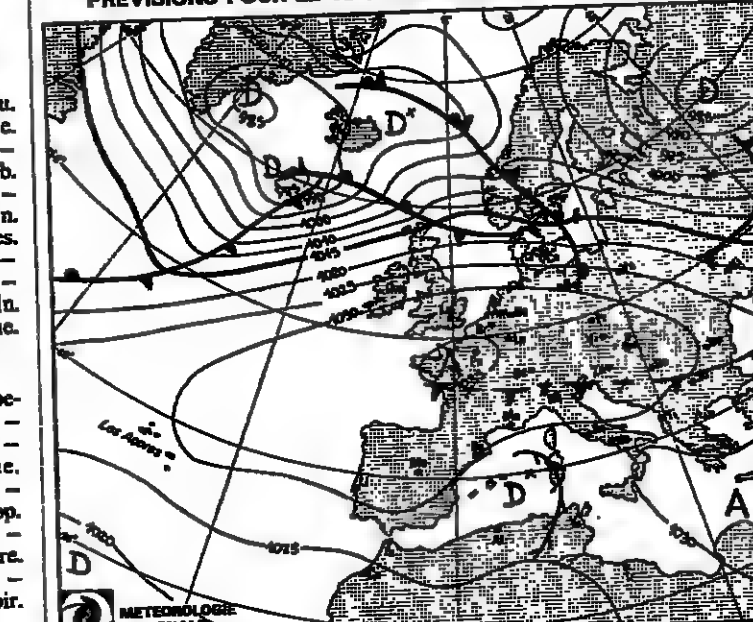
Les températures maximales seront basses (entre -4 degrés et +2 degrés), sauf sur les côtes de la Manche (6 degrés à 7 degrés).

L'après-midi, les températures dépendront beaucoup de l'évolution des brouillards. Elles varieront entre 7 degrés et 10 degrés sur une moitié nord, sauf sur le Nord-Est (6 degrés à 7 degrés). Au sud, les températures atteindront 8 degrés à 14 degrés en général, mais pourront ne pas dépasser 2 degrés à 4 degrés dans les vallées ombragées.

SITUATION LE 16 JANVIER 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER 1989 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

le 15-1-1989 à 6 heures TU et le 16-1-1989 à 6 heures TU

FRANCE		ÉTRANGER	
ALGER	15 5 N	ALGER	16 9 N
BARCELONE	17 6 N	BARCELONE	16 6 N
BELGRADE	10 7 D	BELGRADE	10 7 D
BOMBAY	28 20 A	BOMBAY	28 20 A
BUDAPESTE	10 4 D	BUDAPESTE	10 4 D
COPENHAGUE	8 -2 B	COPENHAGUE	8 -2 B
DUBLIN	9 -1 B	DUBLIN	9 -1 B
GENÈVE	8 -1 B	GENÈVE	8 -1 B
LONDRES	9 -1 B	LONDRES	9 -1 B
MADRID	14 1 D	MADRID	14 1 D
MILAN	14 1 D	MILAN	14 1 D
MOSCOW	13 8 D	MOSCOW	13 8 D
PARIS	11 5 A	PARIS	11 5 A
PRAGUE	12 -3 B	PRAGUE	12 -3 B
ROME	15 9 N	ROME	15 9 N
STOCKHOLM	10 7 D	STOCKHOLM	10 7 D
TOKYO	13 11 N	TOKYO	13 11 N
VIENNE	11 9 C	VIENNE	11 9 C
ZAGREB	10 4 D	ZAGREB	10 4 D

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا من الأصل

Économie

La polémique sur les « affaires » après l'annonce du dépôt d'un projet de loi sur les « dénoyautages »

Annulé officiellement le 8 décembre dernier par M. Pierre Bérégovoy, ministre d'Etat, ministre de l'Economie et de la Finance, le dépôt d'un projet de loi « rendant leur liberté aux participants aux blocs d'actions stables » des sociétés privatisées, c'est-à-dire les « noyaux durs », se trouve accéléré à la suite des remous provoqués, la semaine dernière, par les propos de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie. Examiné par le Conseil d'Etat, ce projet, dont

l'existence a été rappelée le samedi 14 janvier, devrait être, après accord du conseil des ministres, discuté lors de la session parlementaire de printemps.

Convaincu qu'il est « malsain qu'un parti et des milieux d'affaires soient intimement liés », le ministre de l'Economie avait fait plancher une équipe pluridisciplinaire réunie autour de la direction du Trésor sur ce texte visant à annuler

les clauses interdisant aux actionnaires « stables » de revendre leurs actions pendant deux ans, et les « pactes secrets » qui avaient dans certains cas (Société générale et CGE) tenu lieu de « noyau dur ». L'ensemble de ces dispositions restrictives ne figurant pas dans la loi de privatisation du 6 août 1986 ni dans le décret du 24 octobre 1986 relevant du droit privé et ne pouvant être annulés que par un texte de loi. Réécrit plusieurs fois, le projet —

très court — pourrait bien cette fois recevoir l'aval du Conseil d'Etat. Il permettrait en fait un « dénoyautage » en douceur et donnerait ainsi à la Rne de Rivoli un moyen de pression sur les entreprises publiques (et la Caisse des dépôts) présentes dans les tours de table des privatisations.

La polémique autour des « affaires » et l'annonce de ce projet de loi ont alimenté les débats politiques du week-end.

Les réactions

Au « Club de la presse » d'Europe 1

M. Mauroy : « Renforcer la COB et casser les « noyaux durs »

M. Pierre Mauroy, invité du « Club de la presse » sur Europe 1, dimanche 15 janvier, a déclaré que l'affaire Pechiney et celle de la Société générale sont « différentes », l'une étant une « affaire de justice », l'autre une « affaire politique ». Dans le premier cas, a souligné M. Mauroy, « s'il y a des défaillances individuelles (...), elles doivent être sanctionnées, la justice doit passer ».

Le premier secrétaire du PS a rappelé que les socialistes, lorsqu'ils se trouvaient dans l'opposition, avaient demandé que les pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB) fussent accrus, que M. Edouard Balladur, alors ministre de l'Economie, l'avait refusé et que, à leur retour au pouvoir, « un nouveau président de la COB, ancien ministre de M. Giscard d'Estaing (NDLR : M. Jean Farge), a été nommé ».

« Un projet de loi sera déposé à la prochaine session pour augmenter l'autorité de la COB », a souligné M. Mauroy. Il s'agit, a-t-il ajouté, de « renforcer les pouvoirs d'investigation de la COB, c'est-à-dire moraliser la Bourse ». Pour le reste, le premier secrétaire du PS refuse de « l'annuler avec des rumeurs ». Il observe que les noms cités sont seulement « ceux qui seraient susceptibles de gêner le gouvernement » et qu'« on ne donne pas les autres ». S'il y a preuves, a-t-il répété, « ceux

qui ont failli doivent être condamnés ».

« L'affaire de la Société générale est d'une tout autre nature, a continué M. Mauroy. C'est (...) finalement le scandale des privatisations qui revient. C'est le scandale des « noyaux durs » pour des amis sûrs, qui ont été mis en place par M. Balladur ». Le premier secrétaire du PS a évoqué la privatisation d'Havas, de Saint-Gobain, de la CGE — l'affaire « la plus grave », a-t-il dit, — de Matra, du Crédit agricole. S'agissant de la Société générale, ce que M. Mauroy a présenté comme une opération d'augmentation du capital de certains actionnaires de cette banque « a été fait dans des conditions régulières », a-t-il déclaré.

« Si la Caisse des dépôts et M. Bérégovoy avaient l'intention de s'attaquer à un noyau dur, ils avaient parfaitement raison, car la position officielle du Parti socialiste (...), c'est non seulement de casser ces « noyaux durs » mais de déposer un texte législatif à la prochaine session pour [qu'ils] ne restent pas en l'état ». M. Mauroy a rappelé que la constitution de ces « noyaux durs » avait été critiquée non seulement par le PS mais aussi par l'UDF, et particulièrement par les centristes et par M. Raymond Barre. « La moralité, a-t-il affirmé, elle est du côté de la gauche et pas du tout du côté du RPR ».

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Chevènement : « Renationalisons la Société générale »

Invité, dimanche 15 janvier, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Jean-Pierre Chevènement, ministre socialiste de la Défense, a dénoncé, à propos du rebondissement de l'affaire de la Société générale, « une attaque politique à deux mois des élections municipales qui vise des personnes ».

M. Chevènement a poursuivi, à propos du « dénoyautage » de la banque : « Marché rime souvent avec opacité. Mais les attaques qui sont portées aujourd'hui, sans preuves et sans que la COB ait conclu qu'il y avait lieu d'organiser des poursuites, ne sont-elles pas dirigées contre le secteur public ? C'est la question que je me pose. Ne s'agit-il pas d'une mise en cause de l'économie mixte, c'est-à-dire d'un système où, en effet, l'Etat, les organismes publics, les entreprises publiques peuvent intervenir ? Au fond, derrière ce déchaînement, n'y a-t-il pas une philosophie qui consiste à dire : nous, les hommes d'affaires, laissez-nous tranquilles ! A nous les affaires, à nous l'argent, à nous les entreprises, à nous les banques ! Vous, les politiques, ne vous mêlez pas de tout cela ! Vous avez bien sûr été élus, mais vous n'avez absolument rien à voir avec l'organisation de la vie économique ! »

Le ministre de la Défense a évoqué les accusations portées par son collègue de l'Industrie, M. Roger

Fauroux, pour affirmer : « s'il dispose d'éléments particuliers, il faut qu'il les transmette à la COB à laquelle il incombe d'organiser des poursuites. [S'il n'a pas d'éléments particuliers], je pense qu'il aura alors parlé un peu vite ».

Revenant sur la méthode utilisée pour le « dénoyautage » de la Société générale, le ministre de la Défense a déclaré : « En ce qui me concerne, j'étais partisan d'une méthode plus franche, qui était la nationalisation. Car je pense que l'Etat ne peut pas se priver, si l'intérêt national l'exige, de cette prérogative que constitue le droit de nationaliser. Il n'est pas bon qu'il se prive de ce moyen, comme ultime recours. Je ne dis pas que l'Etat doit nationaliser. Mais si l'on n'arrive pas, dans un domaine tel celui qui nous occupe, à savoir le dénoyautage de la Société générale, à un certain nombre de résultats dans la transparence et la clarté, alors se pose la question de savoir si l'Etat doit être privé de ce qui est une de ses prérogatives essentielles, à savoir la nationalisation. Au moins, c'est clair, c'est net, c'est sans bavure (...). Il y a d'abord la méthode du marché (...). Il y a une autre méthode, la plus simple, celle qui permettrait d'être sûr avec l'organisation de la vie économique, c'est : si l'on considère que la voie du marché n'est pas la bonne, qu'elle n'est pas transparente, alors soyons francs et renationalisons ! »

M. Robert Lion : « Je n'ai pas de regrets »

« Je n'ai pas de regrets », a affirmé, dimanche 15 janvier aux Arcs (Savoie), M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Selon lui, le déroulement des affaires concernant la Société générale « n'est pas sans problème, mais le bien-fondé de l'opération n'est pas contestable ». « Le jour d'aujourd'hui n'est qu'une étape », a-t-il ajouté.

Si M. Lion estime que l'opération de Georges Pébereau, président de Marceau Investissements a effectivement permis à certaines personnes de s'enrichir, il s'agit surtout des petits actionnaires qui ont bénéficié de la remontée des cours à l'automne et qui ont « sans doute vendu à ce moment-là ». Selon lui, la Caisse des dépôts a pu avoir « un rôle de catalyseur utile » pour former un actionariat mieux organisé. M. Lion a contesté que cet actionariat mieux organisé se retrouve également au côté de M. Marc Vénat, président de la Société générale.

POINT DE VUE

par Eric Helbronner

Gérant de portefeuille indépendant

L'INITIÉ est tuteur, le tyauté est initié. Et même si c'est le contraire, peu importe. A l'heure où les rumeurs boursières dopent le marché à une vitesse folle, il est parfois difficile de discerner le défilé de l'idée.

Le 9 août, de retour d'une semaine de vacances, on me dit : achetez de la Société générale, elle vaut 398 F, il y aura une grosse application (1) vers 530 F. Comme j'ai la fâcheuse manie héritée de l'enfance de ne pas faire ce qu'on me dit de faire et considérant, toujours à tort, que le tyauté est trop beau, je m'abstiens d'acheter. Inévitablement, j'assiste à la hausse

régulière du titre, l'affaire se dénoue comme prévu, en octobre, vers 530 F. Et si l'action a encore progressé ensuite, elle ne fut possible que par un nombre considérable de vendeurs à découvert — le dénouement était devenu un secret de Polichinelle pour tout le marché — contraints ou amenés par les autorités boursières à se racheter. Conséquence mineure : il n'est pas gênant d'être l'empereur des imbéciles, surtout si ce sentiment est confidentiellement entretenu par soi-même, mais lorsque vos clients, vous reprochant de ne pas leur avoir acheté de la « Générale », vous confirment cette conviction qu'ils n'ont rien d'intime, cela devient franchement désagréable.

Beaucoup plus graves sont les autres conséquences : 1. — L'immense majorité des « traders » (négoceurs d'actions), analystes, gérants, journalistes spécialisés, dont les qualités de prophète et d'indépendance n'ont pas à être prouvées, assistent impuissants au gonflement apparemment inexplicable du cours de certaines valeurs, et leur rôle de conseil devient totalement inutile.

2. — De véritables fortunes se créent — indépendamment des revenus — grâce à des plus-values gagnées d'avance au détriment des plus démunies, c'est-à-dire des non-initiés. Au risque de moderniser Karl Marx, appelons cela de l'enrichissement avec cause. Que reste-t-il de l'égalité de tous devant le risque en l'absence d'une transparence totale des marchés ?

3. — Tant que des règles très strictes ne sont pas annoncées — par exemple, déclaration par toute entité de la prise de chaque pourcentage du capital d'une société, et des contrôles et sanctions aussi rigoureux que ceux pratiqués par le SEC aux Etats-Unis, le western financier restera sauvage et notre image à l'étranger de plus en plus détestable.

Enfin, si les hommes politiques se désignent, c'est leur plaisir, pas le nôtre. L'argent n'est ni plus propre ni plus sale à gauche, à droite, ou ailleurs, et s'il n'a plus d'odeur, c'est peut-être parce qu'on s'est habitué à sa pestilence.

(1) Echange d'actions entre vendeur et acheteur à un cours fixé d'avance.

J'étais un initié ?

M. Alain Juppé :

« Une grossière manœuvre »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, répond, dans un entretien avec le Figaro du lundi 16 janvier, au communiqué de Matignon sur les « affaires », en disant : « M. Rocard utilise une technique bien connue : soulever un problème qui permette de ne pas répondre à la question posée ». D'accord avec une réforme de la Commission des opérations de Bourse, M. Juppé estime que « ce qui est urgent, c'est une réforme des statuts de la Caisse des dépôts et consignations, annoncée par M. Balladur en son temps et qui vient de recevoir le soutien inespéré de M. Fauroux ».

L'ancien ministre du budget ajoute, à propos des accusations visant le RPR : « Si nous nous taisons, nous sommes complices ; si nous parlons, on nous accuse de manipulation de l'opinion. Nous restons vigilants mais nous ne laisserons pas enterrer l'affaire comme l'exemple le gouvernement. Il ne faut pas confondre : c'est le Parti socialiste qui est sur la sellette et c'est un membre du gouvernement qui met en doute la régularité des opérations. (...) Il faut dissiper les illusions et faire en sorte que le Parti socialiste cesse de se poser en perpétuel donneur de leçons. Cela commence à faire beaucoup d'affaires ».

Au « Forum » RMC-FR 3

M. Longuet : « République bananière »

M. Gérard Longuet, délégué général du Parti républicain, a déclaré, dimanche 15 janvier, au « Forum » RMC-FR 3, que le « pouvoir socialiste est atteint » par les affaires Pechiney et Société générale qui « donnent à l'extérieur l'image d'une sorte de république bananière, où il y a les amis du pouvoir qui bénéficient d'avantages, et les autres qui sont traités comme le vulgum pecus ». Dénonçant un « système de concubinage entre le domaine des affaires et celui de la politique », M. Longuet a affirmé que le gouvernement « confond tout » et, « pour des raisons que l'on n'arrive pas très bien à comprendre, s'efforce d'intervenir dans la vie des entreprises, de faire en sorte que la Société générale, qui était autonome, repasse sous un contrôle d'amis politiques de l'Etat ». « Cela ne sent pas très bon, a-t-il dit, car l'argent se gagne sur des informations délivrées par l'Etat, et non pas sur la capacité à être un bon chef d'entreprise ».

M. Longuet, estimant que l'opposition n'avait « pas attaqué personnellement Michel Rocard ou François Mitterrand », n'a pas « compris » les réactions du premier ministre et du chef de l'Etat. « Il se trouve simplement que les deux noms connus le sont pour être des proches du Parti socialiste — M. Thérès — ou du président de la République — M. Pelat », a-t-il dit.

Le responsable du Parti républicain a ajouté que l'opposition n'entend pas « s'ériger en procureur », mais que « la justice a le devoir absolu de faire respecter les règles qui s'appliquent à toutes les personnes, qu'elles soient proches du président de la République ou pas ». M. Longuet s'est « étonné », notamment, que la Commission des opérations de Bourse « n'ait pas approfondi l'affaire de la Société générale ». « Un jour, nous saurons pourquoi », a-t-il dit, en ajoutant que le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, avait eu « mille fois raison de dire que cette affaire est plus importante » que celle de Pechiney.

M. René Thomas :

« Revoir le statut de la Caisse des dépôts »

M. René Thomas, PDG de la Banque nationale de Paris (BNP), estime dans une interview publiée lundi 16 janvier par Ouest-France, que « dans une large mesure » la Caisse des dépôts « est concurrente du système bancaire lui-même. Si ses moyens doivent lui servir à prendre une participation dans une banque de l'importance de la Société générale, c'est l'ensemble du système bancaire qui est concerné. Il y a là un vrai problème qu'on ne peut esquiver », estime-t-il. « Je crois, ajoute-t-il, qu'on doit se pencher sur le statut et les activités d'un établissement de cette ampleur de la vie financière, dès lors qu'il sort de son rôle traditionnel ».

Souhaitant une « moralisation du marché », M. Thomas juge « dangereux » que « l'opinion puisse avoir dans l'idée que certains, parce qu'ils sont au courant, pourraient s'enrichir à coup sûr ».

M. Durioux (CDS) :

« L'opposition n'a pas à s'ériger en juge ! »

M. Bruno Durioux, député (UDC) du Nord, a estimé, lundi 16 janvier, à propos des affaires Pechiney et Société générale, que l'opposition « n'avait pas à s'ériger en juge ».

Interrogé sur France-Inter, M. Durioux a indiqué qu'il n'était « de l'intérêt de personne de polémiquer sur ces dossiers qui sont pénibles ». « Il y a des institutions, la Commission des opérations de Bourse, la justice, qui sont là pour regarder les problèmes qui sont soulevés et aller au fond des choses ». M. Durioux se déclare favorable aux propositions du gouvernement « s'agissant de la COB ou des noyaux durs », à condition toutefois qu'elles n'aboutissent pas « à des raids d'opérations internationales » ou à des « nationalisations de manière hypocrite des entreprises qui ont été privatisées ».

Trop mal et trop tard

Le gouvernement affirme donc vouloir relancer le dénoyautage des entreprises privatisées : « Il ne peut être toléré qu'un parti se soit emparé directement ou indirectement d'outils économiques constituant la substance vive de la nation ». Le communiqué, publié vendredi 13 janvier par M. Rocard, apporte un soutien au projet de loi préparé par M. Bérégovoy qui rendra leur liberté aux membres de ces noyaux durs. Il précise, en outre, « c'est dans ce cadre que s'inscrivent les interventions des investisseurs institutionnels sur le marché financier », justifiant ainsi politiquement les interventions contestées — et pas seulement par M. Fauroux — de la Caisse des dépôts contre le capital de la Société générale.

Un loi et un terrain politiquement déblayé, suffiront-ils pour que la transparence soit enfin apportée aux « dénoyautages » et que se dissipent les soupçons d'affairisme pesant sur les socialistes depuis le début de ces opérations ? Probablement pas et M. Chevènement a raison lorsqu'il déclare : « Si l'on considère que la voie du marché n'est pas la bonne, car pas assez transparente, alors soyons francs : renationalisons ». L'ennui, est que cette voie, simple et pratique, a été abandonnée dès l'origine par la très encombrante promesse du candidat Mitterrand « ni nationalisation ni privatisation ». Toutes les autres voies légales (des amendements à la loi de privatisation) ont été écartées dès l'avant l'élection de 1988 mais vainement. Bloqué M. Bérégovoy a dû passer « par le marché » contre la Société générale, c'est-à-dire par l'entremise de M. Pébereau et de la Caisse des dépôts (tout en affirmant, sans conviction, que l'Etat n'était pour rien dans les attaques).

Pour que l'opération soit, demain, plus transparente qu'hier, il faudrait agir clairement par l'intermédiaire des investisseurs institutionnels et des firmes nationales. Mais il faudrait

alors que M. Mitterrand oublie sa promesse puisque ce serait une « renationalisation rampante ». En outre, cette tactique présente le danger d'abandonner la « neutralité » de ces investisseurs, partenaires essentiels au capital de nombreuses firmes privées. C'est tout le débat sur la Caisse des dépôts, dont la neutralité était jusqu'ici garante du bon fonctionnement de l'économie mixte. La Caisse ne peut vouloir être « active » comme une firme privée et conserver le statut et des capitaux trop particuliers. Autrement dit, cette voie-là est sujette à longs débats et elle oppose plus le public au privé qu'elle ne crée cette connivence et cette intimité voulues.

Un écran de fumée ?

Une autre voie est théoriquement ouverte : trouver des capitalistes « neutres » pour attaquer les noyaux durs, épaulés ou pas, minoritairement cette fois par les firmes d'Etat. Mais, pour cela, on n'a trouvé, hier, que M. Pébereau. On a vu aussi qu'attaquer une grande banque est un maître-tout l'établissement à dos. Peu tentant. Ajoutons enfin qu'il est très tard : la plupart des noyaux durs sont désormais bouclés. Et il est très étonnant qu'après cette géralité ratée, les patrons dits RPR ne se protègent pas.

Bref, on peut se demander si cette référence prochaine des opérations de dénoyautage n'est pas un écran de fumée destiné à masquer un échec. Mais après tout, est-ce si grave ? Le RPR est-il encore si dangereux qu'on perturbe à ce point les marchés financiers pour lui ôter deux ou trois actions ? Les socialistes n'ont-ils d'autres idées à mettre en œuvre dans les banques, les assurances et l'industrie que le « dénoyautage » ? Les querelles politiciennes et les relents d'affairisme cachent toujours l'absence de politique.

ERIC LE BOUCHER.

Troisième voie ?

ON ne gagne rien à vouloir utiliser les armes de l'adversaire : telle est la leçon que les responsables socialistes retiennent de l'affaire du « dénoyautage » de la Société générale. A vouloir jouer au plus fin en faisant fonctionner la loi du marché contre le montage financier conçu par M. Edouard Balladur, le gouvernement a permis à certains de s'enrichir à la faveur d'une opération politique et à l'accusation d'affairisme de prendre corps.

Comme l'observe M. Bruno Durioux, proche de M. Raymond Barre, la méthode employée pour les privatisations a induit une logique qui se retourne contre les tenants du libéralisme en jetant une ombre sur les vertus du marché. Ainsi M. Jean-Pierre Chevènement peut-il faire valoir que les socialistes auraient mieux fait de brandir hardiment le drapeau de l'intégrité publique et, donc, de renationaliser, fût-ce à 51 %, ce dont la droite

avait dépossédé l'Etat. Ainsi M. Pierre Mauroy peut-il décanter à M. Bérégovoy un brevet de châtiment en créant ses initiatives, à posteriori, d'une parfaite orthodoxie puisque les socialistes n'ont jamais voulu autre chose que « casser les noyaux durs ».

Il aurait peut-être été judicieux de commencer par là. On n'empêchera personne de penser que si l'opération Société générale était limpide, il était inutile de faire tant de mystère autour de l'entreprise de M. Georges Pébereau avec l'appui de M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts. L'écran de fumée maintenu pour des raisons politiques a été propice à des manœuvres peu avouables : c'est M. Fauroux, ministre de l'Industrie, qui l'a dit.

Politiquement, le gouvernement ne pouvait pas, en même temps, rechercher l'ouverture vers les centristes et faire du socialisme pur et dur en renationalisant. D'où la troisième voie, recherchée avec un bonheur discutable par M. Bérégovoy. Ce dernier peut se satisfaire de constater — les propos de M. Durioux en font foi — que ceux que l'on avait voulu ménager ne sont pas insensibles aux regards. Ni les barrières ni d'ailleurs les libéraux les plus fervents du PR — M. Alain Madelin — ne joignent leurs voix aux condamnations qui s'abattent sur le gouvernement. Seuls MM. Alain Juppé, par fonction, et Gérard Longuet, par inclination, défendent bec et ongles l'œuvre de M. Balladur.

Cependant, on peut se demander combien de temps l'alliance tactique des ennemis de l'Etat RPR » pourra durer, dès lors que les socialistes se proposent d'avancer à visage découvert, désormais, sur la voie du retour de la puissance publique dans les sociétés privatisées. Après l'accord PS-PCF pour les élections municipales, une deuxième pelote de terre pourrait tomber sur la « ouverture ».

PATRICK JARREAU.

Emprunt

Economie

SOCIAL

A la suite d'une pétition

Citroën régularise la situation financière de travailleurs intérimaires à Aulnay-sous-Bois

Cette affaire intervient au moment où M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, vient de signer une circulaire, en date du 26 décembre, pour limiter la prolifération d'abus qui modifient l'usage actuel du contrat à durée déterminée (le Monde du 27 décembre).

Normalement, l'intérimaire doit bénéficier des mêmes avantages et des mêmes conditions que le salarié permanent, tant pour le niveau de rémunération, le type de poste occupé que pour les primes et les autres éléments constitutifs du revenu. Ce qui n'était pas le cas à l'usine Citroën d'Aulnay, la direction n'ayant pas communiqué ces informations aux entreprises Socopa, Intertra, Sse, Econ, Manpower et IPIB. La société automobile s'est donc engagée à accorder un rattrapage.

Les entreprises de travail temporaire doivent aussi verser une indemnité dite de précarité correspondant, selon les cas, à 10 % ou 15 % du salaire. Or certaines d'entre elles n'avaient pas, en juillet, effectué ce règlement qui est intervenu en novembre, après réclamation.

En outre, les dispositions réglementaires ne permettaient pas de dépasser une durée maximale de deux ans pour une mission d'intérim, renouvellement compris, et imposent un délai de carence pour empêcher que des

Employés parfois depuis deux ans dans l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, des intérimaires ont fini par s'organiser au sein d'un « comité » pour la défense de leurs droits. Et ils ont mis le feu aux poudres avec une pétition qui, en trois jours, après les fêtes du Nouvel An, avait rassemblé plus de cent trente signatures.

Vendredi 13 janvier, dans un communiqué, la direction générale de Citroën a reconnu l'existence d'irrégularités et annoncé qu'il y serait immédiatement mis fin. « Après contact avec les entreprises de travail temporaire et analyse des questions soulevées concernant la rémunération du personnel intérimaire, des anomalies ayant été constatées, la procédure de régularisation est en cours », a-t-elle indiqué.

An cours de la même journée, les intérimaires ont reçu un acompte sur le trizème mois. Les sommes leur ont été versées par les entreprises de travail temporaire mais, en fait, payées par Citroën qui aurait omis d'informer ces sociétés, contrairement à la législation, de l'existence de ces avantages collectifs.

contrats ne se succèdent sur un même poste de travail. Dans ce cas précis, ces obligations n'ont pas été respectées.

L'abus d'un système

Cette affaire est également significative à plusieurs titres. La croissance spectaculaire de l'activité de l'intérim amène parfois des professionnels du secteur à renouer avec des pratiques qui, par le passé, avaient été à l'origine de leur mauvaise image dans l'opinion.

Pour les mêmes raisons, les rapports avec les entreprises utilisatrices se sont modifiés et, la bataille sur les marges faisant rage, se traduisent par un climat concurrentiel dans les intérimaires peuvent faire les frais. De plus, et Citroën n'en fait pas mystère, les causes du recours au travail temporaire ne répondent plus aux définitions admises, le remplacement d'un salarié ou la nécessité d'effectuer une commande exceptionnelle par exemple. Désormais, on veut limiter le poids du personnel permanent et réaliser des ajustements d'effectifs en utilisant de

façon prolongée des salariés précaires. C'est ainsi que, à Aulnay, on compte trois cent quatre-vingt intérimaires sur cinq mille huit cents salariés et qu'il y en a eu jusqu'à sept cents.

Enfin, la constitution d'un « comité pour les droits des intérimaires » apparaît comme une nouveauté. Craignant d'être licenciés sur-le-champ, avant la fin d'un contrat de mission, ne souhaitant pas en appeler aux organisations syndicales, les intérimaires ont décidé de s'organiser de manière anonyme quand ils ont découvert qu'ils étaient les victimes du système. Rassemblés autour d'une pétition, ils ont alerté l'inspection du travail et M. Soisson, à qui ils ont demandé de prouver que sa circulaire ne resterait pas « lettre morte ».

Toutefois, le dossier n'est pas clos car d'autres problèmes apparaissent. Selon les animateurs du comité, la direction de Citroën convoque individuellement des intérimaires et fait pression pour connaître les membres du groupe. L'inspection du travail dresse des procès-verbaux et annonce des amendes. Et les intérimaires, depuis si longtemps à Aulnay, demandent maintenant à être embauchés puisqu'il apparaît bien qu'ils ne sont pas employés dans des conditions prévues par la loi.

A. L.

PÊCHE

Tension à Saint-Pierre-et-Miquelon

Des manifestants bloquent un Transall à l'aéroport

Un avion Transall qui transportait des gendarmes mobiles a été bloqué pendant plusieurs heures, dimanche 15 janvier, sur l'aéroport de l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les manifestants, qui avaient encombré la piste avec des pelleteuses et des camions, voulaient empêcher le débarquement sur l'île de forces de l'ordre envoyées en prévision de l'arrivée, lundi, d'un nouveau préfet, M. Jean-Pierre Marqué. Un autre appareil avait dû se détourner vers l'aéroport de Saint-Jean-de-Terre-Neuve.

Cette agitation est due à la situation économique de l'île, dont la seule ressource, pour les 6 000 habitants, est la pêche à la morue (le Monde daté 15-16 janvier).

M. Louis Le Penec, ministre des DOM-TOM, a expliqué dans un communiqué que « le renforcement des effectifs de gendarmerie n'était pas une marque de défiance à l'égard de la population, mais un moyen d'éviter qu'une minorité irresponsable ne provoque des désordres dont les conséquences nuiraient à tous ». Il a annoncé sa visite prochaine à Saint-Pierre-et-Miquelon.

« Comme en Nouvelle-Calédonie »

« Nous ne sommes pas noirs, c'est notre seule différence avec les autres départements et territoires d'outre-mer. Mais, côté « exploitation », nous n'avons rien à envier aux autres populations d'outre-mer. » Il a trente-cinq ans, il est patron pêcheur à Saint-Pierre et ne comprend pas pourquoi les Malouins font le « forcing » sur la fameuse zone maritime du « 3 PS », où chalutiers métropolitains, saint-pierrais et canadiens se disputent les quotas de morue. « C'est vrai qu'il y a du poisson, ajoute ce pêcheur, qui partage le vent de révolte qui a embrasé l'archipel ce dimanche. Mais les métropolitains nous prennent pour

des esclaves. Chaque fois que les Saint-Pierrais se révoltent de leur condition de colonisés, on leur envoie les forces de police. »

« La France a tort de ne vouloir rien comprendre à notre problème, continue-t-il. Il a fallu une vingtaine de morts en Nouvelle-Calédonie pour que le gouvernement s'intéresse au problème. Combien va-t-on nous infliger de morts pour que la France finisse par s'intéresser à notre survie ? » Les habitants demandent une nouvelle négociation « dans laquelle nous ne serions pas seulement des colonisés exploités et corvéables à merci par les corsaires malouins. » (Corresp.)

EN BREF

Le copilote de l'Airbus d'Habsheim privé de passagers. — M. Pierre Mazères, copilote de l'Airbus d'Air France tombé, le 26 juin 1988, à Habsheim (Haut-Rhin), a été muté au centre d'exploitation postal. Le commandant de bord, M. Michel Asseline, a été licencié d'Air France, le 13 septembre. M. Mazères était en congé maladie jusqu'au 20 décembre, après avoir vu sa licence de pilote suspendue pendant deux mois. Il a été rayé de l'encadrement de la direction des opérations aériennes de la compagnie nationale où il était instructeur sur Airbus A-320. Affecté à l'Aéropostale, il n'aura plus de responsabilité dans la conduite de vols commerciaux de passagers. L'accident du 26 juin avait fait trois morts.

Le contrat pour la construction d'une gare TGV à Chese (Seine-et-Marne), à côté de la gare du RER et à proximité du parc d'attractions. Le coût de la réalisation est évalué à 600 millions de francs, qui seraient supportés par la SNCF et l'entreprise américaine. La gare TGV sera implantée sur la ligne à grande vitesse qui connectera en 1993, les TGV-Sud-Est, Atlantiques et Nord dans la grande banlieue Est de Paris. Cette gare comportera donc trois gares sur son tracé : l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, Eurodisneyland et Massy-Palaiseau.

Bouygues va construire un viaduc à Hongkong. — Le groupe Bouygues vient d'annoncer qu'il a été choisi à sa filiale, Oragages et travaux publics, il avait été déclaré adjudicataire d'un viaduc en mer situé dans la baie de Kowloon et parallèle à la piste d'envol de l'aéroport international de Hongkong.

Le contrat pourrait être signé le 25 janvier. Il prévoit un délai d'exécution des travaux de trente mois pour un montant de 650 millions de francs.

gestion de l'ensemble, 1,3 million de francs resterait disponibles pour des actions nouvelles, « innovantes », et comme réserve.

Plusieurs sources de financement sont prévues. L'Etat doit apporter 1,5 million de francs (pour les formations qualifiantes assurées par le service public de l'emploi), la région autant, de même que le Fonds social européen, les crédits du FSE étant consacrés au « sas » et à des formations qualifiantes ou innovantes. Plusieurs communes (notamment Belfort) et organismes sociaux doivent contribuer pour 950 000 F et les organismes fournisseurs de « travaux d'utilité sociale », pour 550 000 F. Mais le département à lui seul fournira 3,5 millions de francs, notamment pour le « sas » mais aussi en complément sur tous les points nécessaires : cette contribution représente à elle seule 23 % des allocations versées, alors que la loi ne prévoit que 20 %.

Le plus gros des dépenses (4 millions de francs) sera absorbé par les stages de formation qualifiante et préqualifiante. Les actions de préinsertion et le « sas » reviendraient à 1,5 million de francs chacun. Après les dépenses de mise au point et de

L'expérience du Territoire de Belfort

Le coût de l'insertion représenterait 60 % des allocations

La réinsertion des bénéficiaires du RMI, deux cent cinquante seulement devraient pouvoir trouver des travaux d'utilité sociale dans des collectivités ou organismes locaux (par exemple, les HLM ou des municipalités), une centaine pourraient entrer dans des formations qualifiantes. Mais trois cents devraient passer par une période de « pré-insertion », consacrée à des bilans professionnels et personnels et à un suivi social, et cent cinquante par un « sas » de remise à niveau et de rémotivation, selon une formule déjà expérimentée en 1988 dans le département.

Pour 15 millions de francs d'allocations versées à huit cents ménages en 1989, les dépenses prévues pour l'insertion s'élèvent à 9 millions de francs, soit l'équivalent de 60 % des allocations.

Le plus gros des dépenses (4 millions de francs) sera absorbé par les stages de formation qualifiante et préqualifiante. Les actions de préinsertion et le « sas » reviendraient à 1,5 million de francs chacun. Après les dépenses de mise au point et de

Ralentissement des dépenses d'assurance-maladie

La progression des dépenses d'assurance-maladie se ralentissait plutôt en novembre, selon les statistiques publiées par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), ces données devant être accueillies avec prudence en raison des grèves dans certaines caisses primaires, notamment celle de Marseille. Au total, en rythme annuel, la progression était de 5,7 % contre 6 % fin octobre. Ce ralentissement touchait à la fois les versements aux établissements hospitaliers (+ 4,8 % au lieu de + 5 % fin octobre) et la médecine de ville. Seuls les remboursements de médicaments accélèrent nettement leur progression passant de 6,2 % à 7,2 %. En particulier, la progression des honoraires médicaux était de 9,5 % contre 10,7 % fin octobre : seuls les remboursements de visites croissent un peu (+ 6,6 % au lieu de + 6,3 %). De même, on constate un ralentissement pour les actes d'auxiliaires médicaux et surtout pour les analyses biologiques (+ 12,9 % contre + 13,6 % fin octobre).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emprunt 9 % janvier 1989

assimilable à l'emprunt 9 % septembre 1988-1997

Montant	500 MILLIONS DE FRANCS
Prix d'émission	5000 F.
Date de jouissance et règlement	30 janvier 1989.
Durée	8 ans 246 jours.
Intérêt	9 %, soit 450 F par obligation payable le 3 octobre de chaque année. Par exception, le 1 ^{er} coupon payable le 3 octobre 1989 sera de 126 F par titre.
Taux de rendement actuariel	8,45 %.
Amortissement normal	Au pair en totalité le 3 octobre 1997.
Amortissement anticipé	Exclu, sauf par rachats en Bourse.

Une fiche d'information (Vise CQB n° 60-73 du 11 janvier 1989) est disponible sans frais, sur demande. Beto du 16 janvier 1989.

Crédit Foncier : soyez les premiers à en profiter.



S.A. au capital de 1.997.129.520 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris



MASTÈRES SPÉCIALISÉS

UNE FORMATION D'EXCELLENCE

A L'ECOLE DES HAUTES ETUDES COMMERCIALES

M.S. HEC COMMUNICATION : LA COMMUNICATION GLOBALE

Au service des Entreprises et Organismes : Publicité, Promotion, Relations Publiques, Sponsoring, etc.

M.S. HEC ENTREPRENEURS : LES LEADERS EN ACTION

Former sur le plan humain et scientifique les managers de demain.

M.S. HEC INTELLIGENCE MARKETING : LE MARKETING SCIENTIFIQUE

Mettre le Marketing au service de la décision stratégique.

M.S. HEC FINANCE INTERNATIONALE : LES NOUVEAUX MÉTIERS DE LA FINANCE

Maîtriser les nouveaux instruments financiers et gérer les risques internationaux.

M.S. HEC STRATEGIC MANAGEMENT : L'EXPERTISE STRATEGIQUE

Les outils stratégiques des cadres d'état-major et consultants internationaux.

Clôture des inscriptions

M.S. HEC Communication,
M.S. HEC Intelligence Marketing,
M.S. HEC Finance Internationale :
• première session : 15 février 1989
• deuxième session : 28 avril 1989

M.S. HEC Entrepreneurs :
• session unique : 31 mars 1989
M.S. HEC Strategic Management :
• session unique : 28 avril 1989

HAUTES ETUDES COMMERCIALES

Renseignements et inscriptions



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Mme Monique SASSIER
HEC - 78350 JOUTY-EN-JOSAS

هكذا من الأصل

L'émission étant
entièrement souscrite,
le présent avis
n'est publié qu'à titre
d'information.

Compagnie Bancaire

Emprunt obligataire

1.500.000.000 F

décembre 1988

Chefs de file associés

Banque Paribas
Caisse des Dépôts et Consignations Société Générale

Co-chefs de file

Crédit Lyonnais Banque Nationale de Paris

Contractants

Crédit du Nord Banque Indosuez
Union de Garantie et de Placement Caisse Centrale des Banques Populaires
Crédit Commercial de France Crédit Industriel et Commercial de Paris
Banque Worms

Compagnie Bancaire - 5, avenue Kléber, 75116 Paris - Tél. (1) 45.01.08.02

(Publicité)
Vous cherchez à vendre ou à acheter
une boutique, un local commercial, une alimentation,
un café, une librairie ou tout autre commerce
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ **"LES ANNONCES"**
EN FOND DE COMMERCE
que vous trouverez tous les meilleurs et toutes dernières affaires
En vente partant 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. (1) 48.85.30.30

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

**NOS MÉTIERS
NOS CARRIÈRES
NOS EMPLOIS**

**NOUS VOULONS
LES NÉGOCIER
AUX P.T.T.**

**POUR AMÉLIORER LE SERVICE PUBLIC
LA C.F.D.T. AGIT**

- Pour qu'il s'adapte aux besoins évolutifs de tous les usagers
- Pour obtenir, maintenant une grande négociation sociale dans notre ministère car aujourd'hui
— c'est le gouvernement qui décide de supprimer des emplois,
— c'est le ministre des Finances et non le ministre des P.T.T.
qui décide de nos classifications.

30 ANS ÇA SUFFIT

Pour changer cela, il faut modifier la loi
— celle du 2 janvier 1959 —
pour obtenir une réelle AUTONOMIE
DU BUDGET ANNEXE DES P.T.T.

La C.F.D.T. et le personnel renouvellent
leur appel aux parlementaires
et au gouvernement.



Fédération C.F.D.T.-P.T.T.
26, rue de Montholon - 75439 Paris Cedex 09

Économie

ÉTRANGER

Le Brésil met en route un nouveau plan d'austérité

(Suite de la première page.)

Le Brésil avait fait de même en 1986 en donnant à son premier programme anti-inflationniste le nom de sa nouvelle monnaie, comme Buenos-Aires huit mois auparavant avec le plan Austral. Sans doute faut-il attribuer ces plagiats successifs à l'effort d'intégration économique fait par les deux pays.

M. Sarney a occupé pendant une demi-heure, dimanche 15 janvier, les chaînes de radio et de télé, pour appeler une nouvelle fois ses compatriotes à une œuvre de « salut national ». Après leur avoir demandé de reconnaître les efforts qu'il avait déployés pour dominer l'inflation, il a annoncé qu'il avait mis, cette fois-ci, toutes les chances de son côté : le nouveau traitement de choc sera dur, a-t-il promis, mais il apportera au pays la « tranquillité », ainsi que des prix « stabilisés ».

Première mesure du plan : un nouveau cruzado est créé, équivalant à 1 000 cruzados anciens et à 1 dollar. Pour parvenir à cette parité magique, et évidemment provisoire, il est procédé, d'entrée de jeu, à une dévaluation de 17 %. Il s'agit là du taux officiel. Au marché parallèle — thermomètre réel de l'économie — le billet vert était coté, à la veille du « choc », 80 % plus cher.

Méfiance des syndicats

Le plat de résistance du nouveau programme est le blocage des prix, dont la durée n'est pas précisée. Les journaux publieront les barèmes officiels, et les contrôleurs de l'Etat se mettront en mouvement : c'est un scénario que les Brésiliens connaissent bien et dont ils ont éprouvé l'inefficacité. Déjà, ils ont assisté ces derniers jours à une vague générale des étiquettes. L'annonce du blocage ayant transpiré, et le gouvernement trainé pour l'annoncer, la spéculation s'est donnée libre cours : sur les marchandises, l'or,

le dollar... Aussi le plan, Esé commence-t-il au salien de dénonciations de l'incompétence gouvernementale, et dans un scepticisme que dissimulent mal les déclarations légitimes du patronat sur l'importance des « sacrifices » nécessaires.

Les salaires sont bloqués, eux aussi, et le gouvernement promet d'étudier avec les syndicats le nouveau mécanisme qui servira, au sortir du blocage, pour accompagner l'évolution des prix. Les deux centrales ouvrières, CUT et CGT, ont accueilli avec méfiance l'abandon du système utilisé jusqu'à présent, qui consistait à réviser les salaires en fonction de l'inflation du trimestre antérieur. Ils parlent de grève générale, si le plan aboutit à comprimer davantage le pouvoir d'achat. Il leur faudra sans doute attendre avant de prendre position, tant les explications données dimanche soir à ce sujet paraissent compliquées.

Le ra-tout du président

Le gouvernement annonce également l'abandon de la correction monétaire, qui est l'équivalent de l'échelle mobile, appliquée à l'ensemble de l'économie. Chacun reconnaît qu'un tel système, destiné à compenser les effets de l'inflation, ne cesse de l'alimenter puisqu'à chaque glissement de l'indice, les biens, les services et l'épargne sont automatiquement réajustés. La même décision avait été prise au moment du plan Cruzado, et elle n'avait pas été maintenue car les prix avaient de nouveau dérapé. L'abandon de la

correction monétaire avait lui-même alors à l'épargne. Sa suppression véritable dépendra cette fois encore du succès du plan.

Le gouvernement présente enfin comme une grande nouveauté ce qui avait été son mot d'ordre à ses débuts : ne pas dépenser plus qu'il ne gagne. Qu'il reprenne le même slogan en dit long sur le sérieux des efforts faits jusqu'ici. M. Sarney promet que l'austérité budgétaire ne sera pas, cette fois, un vain mot. Et de donner pour preuve la suppression de quatre ou cinq ministères, dont deux — ceux de la réforme agraire et de l'irrigation — n'existaient pas avant lui et dont personne n'a perçu jusqu'à présent l'utilité. Autre promesse : la privatisation d'une dizaine d'entreprises publiques et le licenciement de fonctionnaires entrés sans concours dans l'administration, etc. Autant de mesures insistantes fois chronométrées et qui, à peine annoncées, se heurtent à l'incrédulité générale.

A un an de la fin de son mandat, le président joue son va-tout. Mais ce qu'il n'a pas pu ou pas voulu faire depuis 1985 qu'il est au pouvoir, comment le pourrait-il alors que sa succession est ouverte ? Telle est la question posée dans la presse et les milieux politiques. Au Brésil, les échéances électorales sont, longtemps à l'avance, un facteur de paralysie. M. Sarney a déjà senti ces dernières semaines le terrain se dérober sous lui, quand il a tenté d'intégrer à son gouvernement de grands noms du monde des affaires, et qu'il n'a essayé que des ratés.

CHARLES VANHECKE.

Il y a trois ans le plan Cruzado

Le 28 février 1986, le président de la République, M. José Sarney, lançait le « plan tropical », resté célèbre sous le nom de plan Cruzado, en raison du nouveau nom donné symboliquement à la monnaie brésilienne (en remplacement du cruzeiro). Le taux d'inflation atteignait alors 400 % en rythme annuel et le gouvernement promettait d'enrayer complètement la hausse des prix sans pour autant compromettre la croissance. Un gel strict des prix était imposé, qui permettait au Brésil d'enregistrer, en mars 1986, un taux d'inflation négatif. Cependant, le gel des salaires, pendant de celui des prix, s'est immédiatement heurté à l'opposition des syndicats qui, quelques mois plus tard, décrochaient d'importantes

concessions et un retour à une indexation partielle des salaires sur les prix.

Malgré plusieurs programmes de réactivation du plan Cruzado, notamment un nouveau blocage des prix et des salaires en juin 1987, et un « pacte social » entre l'Etat et les syndicats, à l'automne 1988, l'inflation a repris de plus belle, et s'élevait en 1988 près de 1 000 %.

Le « traitement de choc » de 1988, qui prévoyait une participation active de la population, appelée à dénoncer les hausses de prix, avait été salué par les économistes, et soutenu par les Brésiliens. Le président Sarney doit compter désormais avec l'échec du plan Cruzado, et l'érosion de sa cote de popularité.

FRAMATOME S.A.

par une offre publique d'achat
à acquis le capital de

BURNDY CORPORATION

BNP IFS a introduit et conseillé
Framatome dans cette opération

BNP International Financial Services

(North America) Corp.
New York



10 janvier 1989

[illegible]

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

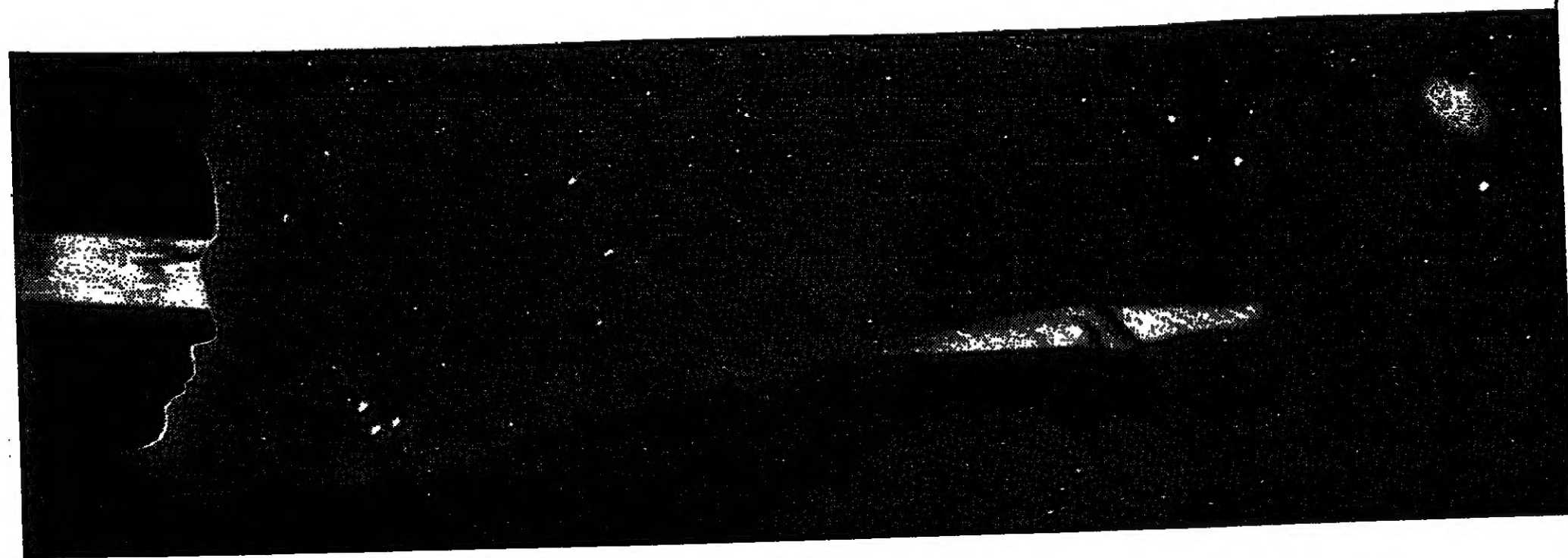
ASTEN LENOX TILDEN FOUNDATIONS

500 FIFTH AVENUE NEW YORK 17, N. Y.

The New York Public Library, Asten Lenox Tilden Foundations, is a non-profit corporation organized under the laws of the State of New York. It is a public library and is open to all. The library is a part of the City of New York and is a part of the State of New York. The library is a part of the City of New York and is a part of the State of New York. The library is a part of the City of New York and is a part of the State of New York.

SECRET

AND



C'est désormais l'informatique qui permet aux décideurs d'imaginer leurs stratégies : offrir de nouveaux services aux clients, prolonger les circuits d'information jusqu'aux fournisseurs et aux distributeurs, créer de nouveaux métiers. C'est l'informatique qui peut faire gagner des parts de marché.

Aujourd'hui, une nouvelle entreprise brille dans l'univers informatique : Cap Sesa. Née de la fusion de Cap Sogeti France et de Sesa, Cap Sesa est la première société française de services et de conseil en informatique et télécommunications.

Pour Cap Sesa, l'informatique n'est pas une fin en soi. Outil de compétitivité, elle signifie décider, produire, communiquer. Outil d'anticipation, elle annonce notre entrée dans l'âge de l'information. En répondant aux vrais objectifs de ses clients, en inventant chaque jour un métier qui ne fait que commencer, Cap Sesa donne un sens à l'informatique.

L'Informatique a un Sens



... 2597 AV Photo: Gluckwell

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

Économie

Hausse de 18 % du montant des commandes reçues par Dassault en 1988

Le groupe Dassault-Breguet a enregistré, en 1988, une progression de 18 % de ses commandes par rapport à 1987, avec un montant de 15,9 milliards de francs.

Cette évaluation recouvre les commandes d'avions civils (42 exemplaires Falcon de plusieurs modèles différents) ou d'avions militaires (26 Mirage-2000 pour l'armée de l'air française, 12 Mirage-2000 pour la Jordanie, 5 Breguet-Atlantic pour la marine nationale), ainsi que la modernisation d'avions de combat (7 Mirage-III israéliens), le contrat de deux prototypes Rafale (destinés à l'armée de l'air et à la marine française) et des commandes de pièces de rechange et de logiciels Dassault-Systèmes.

En 1988, le chiffre d'affaires a été de 17,8 milliards de francs, en augmentation de 15 % par rapport à 1987.

Dassault-Breguet a dû, néanmoins, rationaliser sa production, l'année dernière, en fermant quatre sites industriels (Boulogne, Istres, Villaroche et Sanguinet). Ces mesures, explique-t-on à la société, sont liées au fait que la part fabriquée par le constructeur des Mirage décline à 15 % d'affaires égal des autres avions, en se complexifiant, requérant la participation de nombreux autres partenaires et que la demande de compensations industrielles est forte de la part des clients étrangers qui veulent être désormais associés à la fabrication.

Degrémont au Portugal et au Danemark

La société Degrémont (groupe Lyonnaise des Eaux) vient de prendre le contrôle de la société portugaise Setal et de conclure une joint-venture au Danemark. Dans un communiqué, Degrémont précise que Setal (20 millions de francs de chiffre d'affaires) exerce depuis trente ans au Portugal une activité

de traitement d'eau, en faisant appel aux techniques de Degrémont.

Par ailleurs, la filiale Degrémont-Benelux vient de signer un accord avec l'industriel suédois DDS (De Danske Sukkerfabrikker) pour la création au Danemark de la société Hygrodan, spécialisée dans le traitement des eaux résiduaires industrielles.

ABB renforce ses positions en Grande-Bretagne et en Italie

L'électricien helvético-suédois ASEA-Brown-Boveri (ABB), a obtenu l'autorisation d'acquiescer à 40 % de consortium qui a été choisi pour reprendre l'entreprise BREL, filiale de British Rail, spécialisée dans la fabrication de matériels roulants ferroviaires. Les partenaires d'ABB sont Trafalgar House (40 %) et le personnel de BREL (20 %).

D'autre part, ABB a signé avec la Finmeccanica, filiale industrielle du groupe public italien IRI, un accord qui prévoit la constitution de trois sociétés communes. La première, consacrée à la production de chaudières et de turbines, sera la

propriété d'Ansaldo, filiale de Finmeccanica, pour 60 % et d'ABB pour 40 %. La deuxième, spécialisée dans l'ingénierie et la commercialisation d'équipements de production d'énergie, appartiendra pour 51 % à Ansaldo et 49 % à ABB. La troisième regroupera la production et la commercialisation des transformateurs et sera contrôlée à 60 % par ABB.

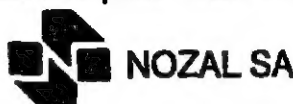
Ces rachats et prises de participation s'inscrivent dans la stratégie de la firme helvético-suédoise pour parfaire son installation dans l'Europe des Douze.

CGEE-Alsthom remporte un contrat de 1,2 milliard de francs en Chine

La CGEE-Alsthom (groupe CGE), chef de file d'un consortium français, a remporté un contrat d'environ 200 millions de dollars (1,2 milliard de francs) pour la construction à proximité de Canton, en Chine, d'une usine hydro-électrique de pompage de 1200 mégawatts. Le consortium, dans

lequel on trouve Neyrpic, Alsthom, Alsthom-Jeumont et Spie Batignolles, compte également EDF International, responsable du contrôle des études, de la mise en service de l'installation et de l'assistance des opérateurs chinois chargés de son exécution.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



émission d'un emprunt convertible en actions de 226,7 millions de francs

Nozal, négociant généraliste d'acier, et ses filiales ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 3,5 milliards de francs, ce qui représente le quart de la distribution en France dans ce secteur. L'ensemble Nozal devrait dégager pour 1988 un bénéfice net de 91 millions de francs, après 63 millions de francs d'impôts.

Pour financer son développement et se rapprocher de la clientèle sur l'ensemble du marché européen, Nozal SA (coté au marché en bourse de Paris) procède à l'émission de 226,7 millions de francs d'obligations convertibles.

Caractéristiques de l'opération	
Prix d'émission	240
Taux d'intérêt	6,70 %
Taux de rendement actuariel	7,80 %
Montant de l'emprunt	226 550 440 F
Nombre de titres	958 584
Délai de validité aux actionnaires	du 15/01/89 au 30/01/89
Droit de priorité	4 obligations pour 11 actions
Période de souscription du public	à partir du 21/01/89
Jeunesse et rachat des souscripteurs	14/02/89
Durée	7 ans 321 jours
Amortissement normal	en 5 tranches égales au prix de : F 302 le 1 ^{er} janvier 1989 F 356 le 1 ^{er} janvier 1995 F 371 le 1 ^{er} janvier 1997
Amortissement anticipé	possible par rachat en bourse au gré de l'investisseur dans les conditions prévues au contrat
Conversion des obligations	à tout moment : - à compter du 15/02/89 au 30/06/89 à raison de 11 actions pour 10 obligations - à compter du 01/07/89 à raison d'une action pour une obligation

Une note d'information qui a reçu le visa de la CGF n° 88-10 du 12/1/89 a été publiée au BILLO du 16/1/89. Elle est disponible auprès des établissements désignés pour recevoir les souscriptions.

Le Carnet des entreprises



Degrémont

A compter du 1^{er} janvier 1989

René Datt, antérieurement directeur des filiales de Degrémont, est nommé vice-président, et prend la responsabilité des affaires et missions spéciales.

Jean-Louis Chausade est nommé directeur des filiales, en remplacement de René Datt.

[Agé de trente-sept ans, ingénieur TP, diplômé de l'Institut d'études politiques et de Harvard, il est entré dans le groupe Degrémont en 1978, où il a effectué toute sa carrière.]

Marchés financiers

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282
Amis & Associés	288	288	La Couronne Bâle	282	282

LA BOURSE SUR MINTEL 36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 13 janvier 1989

Nombre de contrats : 14 745.					
VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars	juin	Mars	juin
		dernier	dernier	dernier	dernier
Accor	600	37,50	60	14	—
CEC	360	70	84	2,20	5,50
EIF-Agathine	400	27	41	7	12
Lafarge-Coppé	1300	295	—	2,30	4
Michels	182	18,50	25	2,30	6
Midi	1200	465	—	—	—
Paribas	440	63	75	3	—
Pengot	1300	172	210	5,10	10,55
Saint-Cobalt	560	65	—	6	9
Société générale	560	15	25	—	—
Thomson-CSF	240	12,80	21,20	12,30	14,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 janv. 1989			
Nombre de contrats : 80 000.			
COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	108,56	107,90	107,82
Précédent	108,50	107,88	107,90

Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE
	Mars 89	Juin 89	Mars 89
	Mars 89	Juin 89	Mars 89
106	2,63	2,40	0,09
			0,65

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,31 F ↑

Le dollar a poursuivi sa hausse et même accéléré sa hausse en début de semaine, passant de 6,27 F vendredi 13 janvier à plus de 6,31 F lundi 16 janvier, toujours en raison du niveau élevé des taux américains. Le cours du franc suisse à Paris est revenu de 3,41 F à 3,4065 F.	
FRANCFORT	13 janv. 16 janv.
Dollar (en DM)	1,8376 1,8380
TOKYO	13 janv. 14 janv.
Dollar (en yen)	126,65 127,68
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	
Paris (16 janv.)	13/847/85
New-York (13 janv.)	91/85

BOURSES

PARIS (INSEE base 100: 31-12-88)

12 janv.	13 janv.
Valeurs françaises	105,4 105,5
Valeurs étrangères	103,9 104,3
(Stet, base 100: 31-12-81)	
Indice général CAC	434,4 441,3
(Stet, base 1000: 31-12-87)	
Indice CAC 40	1 447,40 1 643,23
(OMF, base 100: 31-12-81)	
Indice OMF 50	457,34 457,60

NEW-YORK (indice Dow Jones)	
Industrielles	2 222,32 2 226,87
LONDRES (indice Financial Times)	
Industrielles	1 513,9 1 519,7
Mines d'or	163,9 163,9
Fonds d'Etat	87,85 87,81

TOKYO	
13 janv.	16 janv.
Nikkei Dow Jones	31 298,38 31 298,38
Indice général	2 457,58 2 457,58

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou déq. -	Rep. + ou déq. -	Rep. + ou déq. -
SE-UL	6,308 6,308	- 52 - 37	- 100 - 75	- 220 - 230
3 can (100)	5,272 5,2619	- 131 - 92	- 249 - 185	- 776 - 600
Yen (100)	4,969 4,992	+ 173 + 225	+ 312 + 364	+ 915 + 1029
DM	3,489 3,484	+ 86 + 184	+ 153 + 176	+ 428 + 498
Florin	3,0172 3,0201	+ 30 + 76	+ 116 + 134	+ 336 + 395
FR (100)	16,2510 16,2771	+ 118 + 211	+ 204 + 354	+ 446 + 1025
PS	3,9911 3,9956	+ 181 + 110	+ 179 + 150	+ 583 + 583
L (2 000)	4,6478 4,6527	- 146 - 121	- 363 - 322	- 876 - 790
L (2 000)	11,1266 11,1291	- 489 - 425	- 882 - 800	- 2384 - 2163

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	8 7/8	9 1/8	9 1/16	9 3/16	9 3/16	9 5/16	9 3/8	9 1/2
DM	4 7/8	5 1/8	5 1/16	5 3/16	5 3/16	5 1/2	5 11/16	5 13/16
Florin	5 1/2	5 3/4	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6	6 1/8
FR (100)	5	5 1/2	7 1/4	7 5/8	7 1/4	7 5/8	7 3/8	7 3/4
FS	5	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 1/4	5 9/16	5 9/16	5 11/16
L (1 000)	11	12	13 1/4	13 1/2	11 3/4	12 1/8	11 7/8	12 1/4
L (2 000)	12 7/8	13 1/8	13	13 1/8	13 1/16	13 3/16	13 3/16	13 1/8
F. franc	8 1/4	8 3/4	8 5/16	8 9/16	8 3/8	8 5/8	8 5/8	8 3/4

Les autres monnaies ont les mêmes taux.

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

6 jan. 13 jan.

Valeurs franc. à rev. variable	102,9 105,9
Valeurs industrielles	105,5 107,4
Valeurs étrangères	101,8 104,3
Péroule-Energie	102,1 107
Châle	101,6 104,3
Métallurgie, mécanique	102,9 105,5
Electricité, électronique	103,2 105,9
Bâtiment et matériaux	104,5 107,5
Ind. de commerce, non affil.	105,1 108,5
Agro-alimentaire	112,5 113,3
Distribution	102,1 107,1
Transport, télécom, services	101,8 105,5
Assurances	101,5 105,2
Crédit banque	101,8 105,5
Société	101,8 105,5
Industrie et commerce	101,8 105,5
Industrie et commerce	101,8 105,5
Industrie et commerce	101,8 105,5

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

Valeurs étrangères

Base 100: 31 décembre 1988

Valeurs franc. à rev. variable

PARIS

Marchés financiers

BOURSE DU 16 JANVIER

Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compan-	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3694	CALF 3% 1/2	3670	3667	3656	- 0 33	1030	Am. Express	980	974	964	- 1 63	1030	Am. Express	980	974	964	- 1 63	1030	Am. Express	980	974	964	- 1 63
1040	C.C.F. T.P.	1183				1040	Am. Express	980	974	964	- 1 63	1040	Am. Express	980	974	964	- 1 63	1040	Am. Express	980	974	964	- 1 63
1108	C.C.F. T.P.	1183				1108	Am. Express	980	974	964	- 1 63	1108	Am. Express	980	974	964	- 1 63	1108	Am. Express	980	974	964	- 1 63
1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108	
1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1443	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108	
1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108	
1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108		1653	Chad. L.Y.M. T.P.	1108	1108	1108	
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			
1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230				1300	Thomson T.P.	1230			

Comptant (sélection)[illegible]

SICAV (sélection)

VALEURS	Emission Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Prime incl.
A.A.A.	897 57	973 24	Female Pione	307 60	104 47c	Powder	889 01
Action	226 83	219 78	Female Pione	1104 31	1072 15c	Platin Placements	260 26
Action France	522 31	594 01	Female Pione	29 35	25 35	Prime Invest.	722 91
Action International	616 74	650 16	Female Pione	29 28	25 35	Placements A.	1101 62
Aedificat	833 24	894 40	Female Pione	32 29	32 30	Placements C.A.M.	74392 72
A.E.F. Actions Inc-CP	1332 07	1504 40	Female Pione	11240 47	11240 47	Placements J.	5994 97
A.E.F. 5000	659 91	705 77	Female Pione	247 40	243 74	Placements Premier	8596 18
A.E.F. EDU	1104 01	1093 93	Female Pione	670 10	648 88	Platin	118 74
A.E.F. Focier	111 06	105 36	Female Pione	28 12	28 14	Prime Obligations	11070 15
A.E.F. Interat	449 02	435 16	Female Pione	4380 61	4389 68	Prime Obligations	114 78
A.E.F. Invest	1119 76	1114 18	Female Pione	598 56	579 98	Prime Obligations	20102 22
A.E.F. OBUS	1019 57	1019 57	Female Pione	11415 76	11247 07	Prime Obligations	110 40
A.E.F. S.A.M.	241 30	233 76	Female Pione	1149 57	1112 36	Prime Obligations	110 40
Agilis	82 82	83 76	Female Pione	1050 71	10357 82	Prime Obligations	110 40
Alfred	231 20	213 30	Female Pione	152 32	155 81	Prime Obligations	110 40
ALTA	192 94	196 97	Female Pione	1122 02	11222 02	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	8029 27	8554 94	Female Pione	1099 18	1134 76	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	888 63	871 83	Female Pione	12481 97	12011 61	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	100 72	573 51	Female Pione	500 02	485 46	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	5662 76	5657 08	Female Pione	201 25	195 30	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	120 38	120 38	Female Pione	245 44	241 21	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	332 76	321 81	Female Pione	242 61	231 61	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1382 63	1351 97	Female Pione	286 58	281 61	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1419 25	1381 42	Female Pione	267 81	274 79	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	106 13	103 43	Female Pione	348 04	338 04	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	122 41	116 88	Female Pione	283 41	282 32	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	121 14	115 55	Female Pione	421 41	416 32	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	115 36	110 13	Female Pione	214 36	212 30	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	2690 11	2672 08	Female Pione	349 44	343 03	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1761 82	1761 82	Female Pione	376 19	372 98	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	31 08	29 68	Female Pione	1119 81	1120 80	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	5180 08	5172 32	Female Pione	3682 46	3630 68	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	114 54	111 30	Female Pione	77 35	78 55	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	519 46	504 36	Female Pione	2146 71	2124 47	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	175 97	172 10	Female Pione	805 94	802 62	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1051 96	1004 39	Female Pione	702 83	683 33	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	283 25	251 31	Female Pione	179 08	170 86	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	148 20	141 44	Female Pione	441 04	431 04	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1312 13	1194 81	Female Pione	3307 16	3307 16	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	2102 22	2139 22	Female Pione	5703 22	5703 22	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	206 23	234 98	Female Pione	14682 81	14682 81	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	388 256	203855 6	Female Pione	157 36	150 22	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	246 41	234 78	Female Pione	14348 48	14206 36	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	2641 53	2641 53	Female Pione	8503 27	8493 38	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	419 64	438 08	Female Pione	220576	220576	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	2558 53	2558 22	Female Pione	1255 58	1221 98	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	8497 26	8383 41	Female Pione	574 50	529 12	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	511 34	511 34	Female Pione	1414	1378 18	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1659 44	1508 94	Female Pione	67593 32	67593 32	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	82 80	79 48	Female Pione	1071 44	1060 83	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	659 52	627 61	Female Pione	11244 68	11244 68	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	59593 71	59593 71	Female Pione	781 87	780 94	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	184 98	178 63	Female Pione	6513 17	6217 92	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	3215 32	3215 32	Female Pione	1227 74	1225 29	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	305 32	195 78	Female Pione	12626 40	12329 54	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	305 32	305 32	Female Pione	127 40	125 14	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	1274 78	1228 89	Female Pione	1068 53	1070 45	Prime Obligations	110 40
Amor-Git	452 01	436 91	Female Pione	422 25	411 95	Prime Obligations	110 40

Cote des changes

PAYS OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLES	
	préc.	actuel	préc.	actuel
Extr-Union (5 l)	6 272	6 310	6 100	6 500
ECU	7 758	7 710		351
Allemagne (100 DM)	341 080	340 890	331	361
Belgique (100 F)	16 298	16 281	15 700	16 200
France (100 F)	302 210	302 050	295 300	300 000
Grèce (100 dr)	88 100	88 100	84 500	87 500
Irlande (100 Ir)	83 810	84 040	81 500	81 500
Italie (100 lire)	11 115	11 147	10 850	11 000
Grèce (100 drachmes)	4 410	4 416	3 400	4 200
Italie (100 lire)	398 940	398 460	387	409
Spain (100 Ptas.)	99 860	100 120	96 500	100 000
Portugal (100 Esc.)	56 300	56 455	47	50
Allemagne (100 DM)	4 151	4 150	5 200	5 200
Spain (100 Ptas.)	48 255	48 320	3 700	4 000
Portugal (100 Esc.)	5 225	5 272	6 060	6 060
Irlande (100 Ir)	4 362	4 348	4 780	4 780

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 16/1
Or fin (lisle en barre)	81600	81600
Or fin (argenc)	81700	81850
Pièces (napoleon 20 fr)	468	468
Pièces (napoleon 10 fr)	378	378
Pièces (napoleon 5 fr)	480	482
Pièces (napoleon 2 fr)	468	468
Pièces (napoleon 1 fr)	582	582
Souverains	2736	2736
100 francs 20 dollars	1398	1310
Pièces de 10 dollars	742	742
Pièces de 5 dollars	3030	3036
Pièces de 50 pence	488	488
Pièces de 10 pence	.....	.....
Or (zuch)	.....	.....
Or (Zurich)	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent (London)	.....	.....

Hors-cote

Hydro-Energie	300
phon	193
Liberty (B.L.)	175
ary	261
ambor	97 8
ocial, Fomente	180
erick	354
est	62
Duguesne	660
gouvern	170
in herminier	240
prose (tore)	26
ains	1230
rtis, Porcel	401
et Confins	482
oy et Acelis	350
iano N.V.	156
de-Mont	328
re Equip. Veh.	55
	484
rs, Directeur du Monde	610
rtet	380
on Brasseur	142

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

o : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ● : prix précédent - ★ : marché continu

هكذا من الأصل

